# Le futur de l'être humain à la croisée des chemins

Les pas vers la Nation humaine universelle

## Table des matières

[Le futur de l'être humain à la croisée des chemins 1](#__RefHeading___Toc10582_1695868397)

[Table des matières 2](#__RefHeading___Toc3068_450375)

[Dédicace 5](#__RefHeading___Toc3070_450375)

[Introduction 7](#__RefHeading___Toc10586_1695868397)

[Préambule à la Nation humaine universelle 9](#__RefHeading___Toc10588_1695868397)

[Mystique sociale et changement culturel 9](#__RefHeading___Toc10590_1695868397)

[Politique sans politiciens et pouvoir sans puissants 10](#__RefHeading___Toc10592_1695868397)

[Le diagnostic 11](#__RefHeading___Toc10594_1695868397)

[Pas à pas 12](#__RefHeading___Toc10596_1695868397)

[Le sentiment d'avancer 12](#__RefHeading___Toc10722_1695868397)

[Définition des objectifs 13](#__RefHeading___Toc10724_1695868397)

[Définition des pas 13](#__RefHeading___Toc10726_1695868397)

[Ce qu'il faut obtenir 14](#__RefHeading___Toc10598_1695868397)

[Désarmement nucléaire et réduction de l'armement 14](#__RefHeading___Toc10728_1695868397)

[Démocratie réelle 15](#__RefHeading___Toc10730_1695868397)

[Économie mixte 15](#__RefHeading___Toc10732_1695868397)

[Tout changer 16](#__RefHeading___Toc10734_1695868397)

[Les véritables acteurs du changement 17](#__RefHeading___Toc10736_1695868397)

[ANALYSE ET FONDEMENTS 18](#__RefHeading___Toc10600_1695868397)

[Qui, quand, comment et où 18](#__RefHeading___Toc10602_1695868397)

[La collaboration et l'aiguille à coudre 27](#__RefHeading___Toc10738_1695868397)

[Les grands pas au niveau international 27](#__RefHeading___Toc10604_1695868397)

[Le désarmement 27](#__RefHeading___Toc10740_1695868397)

[Démantèlement de l’arsenal nucléaire 27](#__RefHeading___Toc10742_1695868397)

[Le désarmement progressif de l’armement conventionnel 28](#__RefHeading___Toc10744_1695868397)

[Refondation des Nations Unies 31](#__RefHeading___Toc10746_1695868397)

[Campagne pour le développement mondial 34](#__RefHeading___Toc10748_1695868397)

[Restructuration du système financier international 36](#__RefHeading___Toc10750_1695868397)

[Élimination des frontières pour la circulation des personnes 41](#__RefHeading___Toc10752_1695868397)

[Arrêter le désastre écologique 44](#__RefHeading___Toc10754_1695868397)

[Rébellion culturelle face à la manipulation médiatique 50](#__RefHeading___Toc10756_1695868397)

[Droits humains 54](#__RefHeading___Toc10758_1695868397)

[Les grands pas au niveau national 56](#__RefHeading___Toc10606_1695868397)

[Considérations générales 56](#__RefHeading___Toc10760_1695868397)

[La démocratie réelle 57](#__RefHeading___Toc10762_1695868397)

[La crise de la Démocratie formelle 58](#__RefHeading___Toc10764_1695868397)

[Les partis politiques 60](#__RefHeading___Toc10766_1695868397)

[La crise de la représentativité 60](#__RefHeading___Toc10768_1695868397)

[Les structures 61](#__RefHeading___Toc10770_1695868397)

[Quelques outils d'aide à l’organisation 62](#__RefHeading___Toc10772_1695868397)

[Exiger l'intégration d'instruments de Démocratie réelle 63](#__RefHeading___Toc10774_1695868397)

[Les pas de la transition vers la démocratie réelle 65](#__RefHeading___Toc10776_1695868397)

[Économie mixte 70](#__RefHeading___Toc10778_1695868397)

[La nouvelle sensibilité et le changement de paradigmes 70](#__RefHeading___Toc10780_1695868397)

[Quelques concepts de base de l'Économie mixte humaniste 76](#__RefHeading___Toc10782_1695868397)

[Politiques nationales 77](#__RefHeading___Toc10784_1695868397)

[Politiques locales 77](#__RefHeading___Toc10786_1695868397)

[Fonctionnement du Comité pour le développement local 77](#__RefHeading___Toc10788_1695868397)

[Politiques fiscales dans une Économie mixte 78](#__RefHeading___Toc10790_1695868397)

[Politique monétaire et financière 81](#__RefHeading___Toc10792_1695868397)

[La fausse antinomie : État contre Liberté. 88](#__RefHeading___Toc10794_1695868397)

[Paradigmes culturels 89](#__RefHeading___Toc10796_1695868397)

[Les systèmes de valeurs 89](#__RefHeading___Toc10798_1695868397)

[La solidarité internationale 91](#__RefHeading___Toc10800_1695868397)

[La culture de la Nonviolence 92](#__RefHeading___Toc10802_1695868397)

[Conclusions 92](#__RefHeading___Toc10804_1695868397)

[LES 120 PAS 94](#__RefHeading___Toc10608_1695868397)

[Pas génériques 94](#__RefHeading___Toc10610_1695868397)

[Pour les personnes 94](#__RefHeading___Toc10806_1695868397)

[Pour les organisations et les mouvements sociaux 94](#__RefHeading___Toc10808_1695868397)

[Pour les gouvernements 95](#__RefHeading___Toc10810_1695868397)

[Pas spécifiques 95](#__RefHeading___Toc10612_1695868397)

[Désarmement 95](#__RefHeading___Toc10812_1695868397)

[Refondation des Nations Unies 96](#__RefHeading___Toc10814_1695868397)

[Campagne pour le développement mondial 97](#__RefHeading___Toc10816_1695868397)

[Restructuration du système financier international 97](#__RefHeading___Toc10818_1695868397)

[Élimination des frontières pour la circulation des personnes 98](#__RefHeading___Toc10820_1695868397)

[Arrêter le désastre écologique 98](#__RefHeading___Toc10822_1695868397)

[Rébellion culturelle face à la manipulation médiatique 99](#__RefHeading___Toc10824_1695868397)

[Droits humains 100](#__RefHeading___Toc10826_1695868397)

[Démocratie réelle 100](#__RefHeading___Toc10828_1695868397)

[Économie mixte 101](#__RefHeading___Toc10830_1695868397)

[Paradigmes culturels 103](#__RefHeading___Toc10832_1695868397)

[Synthèse 104](#__RefHeading___Toc10614_1695868397)

[Bibliographie 106](#__RefHeading___Toc10616_1695868397)

## Dédicace

C’est à « Nous » que ce livre est dédié. Bien que, par les temps qui courent, il soit difficile de révéler, construire ou restaurer ce "Nous", il est présent dans nos racines, unique identité véritable qui nous accompagne depuis notre origine jusqu'à notre horizon.

Mais aujourd'hui, il y a tant de choses qui nous séparent qu'il est difficile de voir ce que nous avons en commun. Nous sommes de différentes races, nous parlons des langages différents, nos croyances sont différentes et nos intérêts quotidiens s'opposent souvent. À cette croisée de l'histoire remplie de contradictions, nous nous sentons souvent seuls, divisés et impuissants à tel point qu'il semble impossible de parler d'un "Nous".

C’est peut-être en cherchant au plus profond de notre intérieur que nous pourrions évoquer les moments où nous nous sommes sentis reliés.

Nous étions là quand nous avons réussi à semer et à récolter, à extraire et à construire. Quand nous avons créé l'écriture et la poésie, les arts et les sciences. Quand nous avons découvert les lois de l'univers, les remèdes aux maladies. Quand nous avons tout inventé.

Nous étions là quand il a fallu s'organiser en société. Et même si nous sommes maintes fois tombés dans les contradictions des guerres, de la violence et de l'injustice, nous avons été capables de chercher encore et encore la paix, la tolérance et la solidarité pour ne pas cesser d’aller de l’avant.

Aujourd'hui nous sommes à une nouvelle croisée des chemins et le défi s’avère plus grand que précédemment car il concerne toute la planète. Et face à la complexité surgit le malaise, l'impuissance et l'oubli de ce “Nous”. Le vide avance en chaque être humain ; nous nous sentons de plus en plus seuls, désemparés et en manque de sens.

Il est temps de se demander, chacun en son intérieur, d'où nous venons et vers où nous allons. Peut-être qu'en cherchant la réponse, retrouverons-nous le sens, rencontrerons-nous le "Nous" et le chemin à choisir s'illuminera-t-il.

Nous pouvons uniquement partir de notre propre existence. Personne ne nous a demandé si nous voulions naître tout comme personne ne l'a demandé à nos parents ou à nos ancêtres. Et nous sommes là, en situation de vivre, sans personne pour veiller sur notre destin.

Parfois nous cherchons des dieux pour ne pas nous sentir seuls, pour nous croire protégés. Nous leur attribuons des pouvoirs infinis afin qu'ils soient capables de nous protéger, de nous illuminer et même de décider pour nous.

Mais aujourd'hui nous sommes seuls. Un jour peut-être, ou peut-être jamais, nous saurons si les dieux existent réellement et s'ils s'intéressent à nous. À l'heure actuelle nous sommes seuls sur cette terre, et uniques constructeurs de notre futur.

Parfois il nous a été dit que les rois descendaient des dieux. Peut-être est-ce pour cela que nous avons déposé en eux notre confiance et les avons rendus responsables de nos vies. Peut-être est-ce pour cela qu’aujourd’hui encore nous croyons que notre présent et notre futur sont aux mains des gouvernants ou des puissants.

Mais nous ne pouvons plus continuer à chercher des coupables ; l'heure est venue de nous prendre en charge. Tout s'effondre et peu importe les noms des responsables. Peu importe si ceux qui ont veillé sur notre présent et notre futur étaient méchants, faibles ou incapables. L'important est de savoir que tout dépend de nous mêmes.

Il ne s'agit pas d'une société qui serait à transformer mais de nous-mêmes, qui avons à changer et à vivre d'une autre manière. Il ne s'agit pas de sauver notre planète, comme un navire inanimé sur le point de naufrager ; nous sommes la planète même, nous sommes sa vie, sa raison et son esprit.

Nous sommes la vie qui a émergé des eaux. Nous sommes le poisson qui a voulu voir le soleil. Nous sommes le dinosaure qui a voulu sentir. Nous sommes le primate qui s'est mis debout et qui a voulu penser. Nous sommes le premier homme qui a vaincu sa peur et qui s'est approché du feu jusqu'à le dominer. Nous sommes l'évolution et nous sommes l'histoire. Nous sommes les descendants de ceux qui, à plusieurs reprises, ont changé leur vie et ont changé le monde.

Nous sommes les fils de l'espèce humaine. Nous avons pu le faire par le passé, nous pourrons le refaire maintenant.

## Introduction

Le chemin parcouru par l'espèce humaine, relativement court par rapport à l'apparition de la vie sur la planète, représente un important processus d'évolution, orienté par une recherche permanente de direction vers le futur. Certains disent que le développement de ce processus dépend du hasard, d'autres présupposent l'existence d'un destin. Nous disons que la vie humaine a un sens qui la pousse à l'évolution, mais que l'option de construire une société cohérente, ou en contradiction avec ce sentiment, dépend de l'intentionnalité humaine.

Quand les déviations du chemin génèrent des contradictions, la violence augmente, les divisions entre les personnes et les peuples s'accroissent et le futur devient incertain. Survient alors la nécessité impérieuse de retrouver le sens de l'espèce, en retrouvant la perception de l'humain dans son prochain, pour avancer ensemble vers la suppression des contradictions sociales et entreprendre le chemin vers l'humanisation de la Terre.

On pourrait penser qu'aujourd'hui l'inertie du processus historique nous conduit vers un monde de plus en plus interconnecté et interdépendant, au niveau culturel, économique, politique et militaire.Que la tendance à une intégration de plus en plus grande est irréversible. Mais la grande question est : quel sera le signal de cette prétendue intégration ? S'agira-t-il d'un monde contrôlé et gouverné par les grandes puissances ? Contrôlé et gouverné par le pouvoir financier international ? Ou bien s'agira-t-il d'une civilisation planétaire émergeant de l'unité dans la diversité de ses populations ?

Pour ceux qui aspirent à cette dernière vision, il existe une image à l'horizon : celle d'une véritable Nation humaine universelle, un monde sans frontières dans lequel les peuples peuvent accomplir les meilleures aspirations, en paix, avec justice, avec liberté et avec un futur infini devant soi. Pour certains cela peut sembler une utopie irréaliste, mais d'autres pourront convertir cette utopie en un objectif qui nous orientera et nous inspirera vers un projet digne de l'espèce humaine.

Un long chemin nous attend, sur une période étendue ; il est probable que beaucoup ne verront pas ce but mais seront satisfaits de l'apercevoir à l'horizon. Au-delà du temps qu'il faudra pour atteindre cet objectif, il est important que dans les prochaines années nous avancions résolument dans cette direction, avant que les forces de l’anti-humanisme consolident un pouvoir et un contrôle qu'il sera ensuite difficile de reprendre.

Les contradictions du monde actuel ont été la cause de nombreuses crises et celles-ci vont se multiplier et s'aggraver si nous ne changeons pas de direction. Parce que l'irrationalité du système économique et la voracité de la spéculation financière provoqueront de nouvelles crises qui marginaliseront des millions de personnes. La course à l'armement, les guerres et le terrorisme prendront de plus en plus de vies, générant la souffrance croissante des populations. Les mensonges des politiques et la manipulation des médias détruiront tout vestige de crédibilité et provoqueront un chaos généralisé si un autre type de références cohérentes ne surgit pas. Le chaos social entraînera un recul drastique des sociétés ou mènera à l'instauration d'un nouvel ordre basé sur la force. Dans tous les cas, si la direction mécanique des événements continue ainsi, le monde va vers une catastrophe inévitable ; c'est pourquoi il est indispensable que l'intentionnalité humaine récupère le sens de l'espèce et corrige la direction.

Il sera important que dans les prochaines années, beaucoup de gens, d'organisations, de mouvements sociaux et, espérons-le, quelques gouvernements soutiennent cette cause, partagent ce but et adhèrent à ces propositions pour qu'ainsi nous puissions nous organiser de façon coordonnée pour mettre en œuvre un projet véritablement humain qui permette de discerner la lumière au bout du tunnel.

Pour éviter les embûches sur le long chemin qui nous attend, il faudra connaître clairement les objectifs avant chaque pas, avant chaque marche, jusqu'à la cime. Et dans ce livre nous tenterons d'identifier les pas qu'il faudra suivre pour nous approcher d'un même but, depuis différents lieux du monde. Il s'agit d'une première approximation des pas à suivre ; ceux-ci seront sûrement améliorés, complétés et multipliés durant la marche. Déjà quelques-uns se sont mis en marche et dans ce cas il sera important de s'organiser pour unir nos forces ; dans d'autres cas il faudra commencer dès maintenant à marcher. Bien entendu, il ne s'agit pas d'un processus linéaire de pas successifs, mais plutôt de divers objectifs partiels dans différents domaines, pour lesquels on pourra avancer en fonction de l'endroit et du moment, mais toujours de façon convergente vers le projet de la Nation humaine universelle.

Il faut comprendre que la Nation humaine universelle ne représente pas seulement un idéal de monde, mais qu'elle est devenue un véritable besoin historique, puisque, sur une planète globalisée il n'y a aucune façon de faire face à une crise généralisée comme jamais auparavant, sans trouver de réponses globales.

Pour une meilleure compréhension de ce que nous sommes en train de proposer, nous commencerons par une description générale du projet dans le chapitre "Préambule à la Nation humaine universelle”.

Ensuite nous approfondirons quelques thèmes qui nous semblent pertinents, dans le chapitre "Analyse et fondements" dans lequel nous essayerons de couvrir les domaines où devront se produire les transformations, aussi bien au niveau international qu'à l'intérieur de chaque pays.

En une sorte de résumé de ce qui précède, nous condenserons les propositions en 120 pas, ordonnés par thèmes. Nous terminerons par une synthèse dans laquelle nous tenterons d'intégrer tous ces thèmes.

En annexe, nous proposerons des notes et références bibliographiques destinées à ceux qui chercheraient des informations plus précises sur certains sujets.

## Préambule à la Nation humaine universelle

L'unique vérité est l'Utopie, la réalité est un point de départ circonstanciel.

Il y a quelques années, au début du siècle, sur le mur d’une ville latino-américaine quelqu'un a écrit le graffiti suivant : *"Assez de réalités, nous voulons des utopies !"* Nous sommes assurément nombreux à partager ce sentiment de rébellion face à l'apparente immobilité d'une société décadente qui, comme unique motivation, propose l'illusion du progrès économique. Il semblerait que toute aspiration au changement ne puisse que s’achever diluée dans le labyrinthe des relativismes, que tous les rêves doivent être abandonnés face au conditionnement de la réalité et qu'en définitive on ne puisse pas faire beaucoup plus que ce qui a déjà été fait jusque-là. Face à ce réalisme médiocre, nous pourrions affirmer qu'il est beaucoup plus réconfortant de rêver à des utopies que de rester endormi à l'ombre de la résignation. Même si nous comprenons aussi que l'on puisse se résigner devant le poids de l'impuissance que génèrent les échecs, devant le contraste évident entre la grandeur des aspirations et la petitesse des changements obtenus. Et que peu à peu, sans doute pour atténuer le sentiment de frustration, les gens finissent par accepter l'emprise d'une réalité médiocre, atténuant l'éclat de l'idéal qui les avait mobilisés. Mais il est nécessaire d'ajouter que ceux qui se contentent de réciter des consignes révolutionnaires, sans connaître les pas à suivre pour avancer, ne contribuent pas non plus au changement et sont tout aussi paralysés que ceux qui sont tombés dans la résignation.

Il y a ceux qui éteignent la passion avec la raison et ceux qui embrouillent la raison avec la passion ; tous demeurent finalement immobilisés. Il faudra donc trouver de quelle manière maintenir allumée la flamme de la passion tout en la dotant de raison pour que cette force s’écoule de façon fluide par les canaux appropriés. Et c'est ce que nous tenterons de faire ici : trouver une image qui nous mobilise et indiquer les chemins pour s'en approcher.

Cette image est celle de la Nation humaine universelle. Un monde sans frontières, une Confédération de Nations humanistes, sans guerres, sans violence, sans faim, sans discrimination, une démocratie réelle, un équilibre environnemental, avec solidarité, justice sociale, et surtout, le futur ouvert. Nous savons que cela correspond à l'aspiration profonde de tous les êtres humains qui ont du cœur et une conscience claire. C'est le rêve latent de la plupart des peuples. Voilà pourquoi c'est un grand paradoxe que ce que la majorité désire puisse paraître impossible à atteindre, comme si cela ne dépendait pas de l'humanité. C'est donc de cela qu'il s'agit, voir les pas à faire pour vivre cette aspiration, pour atteindre ce rêve.

### Mystique sociale et changement culturel

Qu'est-ce qui peut pousser l'être humain à poursuivre son évolution et donner un sens à son existence et à la planète même ?

Serait-ce un nouveau modèle de voiture, une plage paradisiaque ou un vêtement à la mode ?

Serait-ce un travail stable, une couverture de santé ou la sécurité d'une retraite ?

Serait-ce l'accumulation de richesse, la renommée ou le pouvoir ?

Serait-ce l'identification avec un style musical, des idoles sportives ou des stars de ciné ?

Pauvre destin de l'être humain s'il est parvenu jusque-là pour s'endormir dans l'hypnotique quotidienneté de la société de consommation !

Pauvre destin de la société humaine si son chemin est tracé par les entreprises de publicité, les manipulateurs de la politique ou les médias !

Des millions d'années d'évolution de la planète pour terminer dans ce déclin de l'esprit qui l'entraîne vers son autodestruction ?

Il faudra bien que quelqu'un se rebelle !

Bien sûr, l'être humain a besoin de nourriture, de vêtements, de travail, de loisir et de protection sociale. Le fait de satisfaire ces nécessités ne peut être réduit en ligne de départ d'une course consumériste obnubilant les privilégiés, ni en un but inaccessible frustrant les marginalisés. Répondre aux nécessités de tous les habitants de la planète devrait au contraire se convertir en un objectif de justice élémentaire qui donne sens au travail humain tandis que l'on avance vers un futur lumineux.

Et jusqu'où l'être humain devrait-il aller ? Quel sera l'horizon capable de l'inspirer et l'élever au-dessus des sens provisoires ?

Ce serait une erreur que de prétendre imposer un chemin parce que le sens de l'être humain c'est précisément l'évolution ; il porte en lui le signe de la liberté et de l'infini. Chaque être humain est capable de prendre contact avec son propre profond, avec sa propre spiritualité endormie et d’y trouver des réponses, d’y puiser la force de se rebeller face au vide qui avance dans sa vie et celle des autres.

Chaque être humain est capable de trouver le sens de sa vie et d'y puiser des certitudes et la force de vivre en cohérence avec elles. Ce réveil, même s’il est éprouvé internement et ne peut être imposé, peut cependant être contagieux car il résonne dans l'essence de tout être humain et c'est ce qui nous permet de nous syntoniser au-delà des mots.

Et quand cela arrivera, alors commencera le véritable changement social. Pas un changement de mode ou de style mais un changement de conceptions profondes, un changement de valeurs.

Ce n'est pas en expliquant comment doit naître une nouvelle culture que celle-ci naîtra. Ce n'est pas en disant quelles doivent être les nouvelles valeurs qu'on les intériorisera.

Nous pourrions dire beaucoup à propos d’une nouvelle culture au sein de laquelle on remplacerait l'individualisme par la réciprocité, le consumérisme irrationnel par la satisfaction des nécessités et la stupidité expéditive par la recherche de la connaissance sans limite. Changer l'indifférence par la solidarité ; la recherche de prestige et de pouvoir par la sobriété et l'humilité.

Pourtant, rien de tout cela n'arrivera tant que ne se réveillera pas à l'intérieur de l'être humain cet esprit endormi qui le connectera à son sens évolutif. Ce contact avec son intérieur à partir duquel surgira la nécessité d'être cohérent et de traiter les autres comme nous voulons être traités. Mais quand ceci arrivera, tout commencera à changer ; ce moment est proche car le vide qui grandit, produit une saturation chez l’être humain, saturation qui tôt ou tard sera le détonateur de sa renaissance.

Et c'est de cela qu'il s'agit, d’une mystique sociale, d’un courant qui puise ses forces dans le profond de ceux qui commencent à le mettre en marche, mais qui entre en syntonie avec les aspirations profondes de tous. Et à ce moment-là, tout s'assemblera et cette mystique sociale s'emparera de grands ensembles humains et le changement en sera la conséquence.

C'est pourquoi, ceux qui aujourd'hui sentent la nécessité de commencer à se rebeller face à la perte de sens et face à la violence sociale, devraient avant tout maintenir vivant le feu interne de cette rébellion, parce que c’est ainsi que d'autres le percevront et qu’ils allumeront le leur. Bien entendu, toute véritable aspiration au changement devrait s'accompagner de propositions les plus claires possibles afin que le courant du changement trouve vers où se canaliser. Mais il ne faut pas se méprendre en croyant que la seule énonciation des propositions suffira à mobiliser vers le changement : ce sera la force de la mystique sociale qui les aura inspirées qui alimentera le moteur de la transformation totale.

### Politique sans politiciens et pouvoir sans puissants

Il y a ceux qui ont défini la politique comme l'art de gouverner et d'administrer une société pour obtenir le bien commun et il y a ceux qui l'ont définie comme l'art d'atteindre le pouvoir et de s’y maintenir. On pourrait penser que les deux points de vue sont complémentaires puisque pour pouvoir gouverner et administrer une société, il faut tout d'abord obtenir le pouvoir de le faire et que dans le même temps une administration correcte favorise la permanence au pouvoir du gouvernant.

Cependant, depuis longtemps, les mauvaises manœuvres par lesquelles le pouvoir s’obtient ont pour corollaires des administrations qui défendent l'intérêt de quelques-uns et non ceux de la société dans son ensemble. Lorsque l'on parvient au pouvoir par la force brute, grâce à la séduction de l'argent ou par la manipulation, le chantage ou le mensonge, on utilise difficilement ce pouvoir pour le bien commun. Lorsque quelqu'un se propose d'arriver au pouvoir pour accomplir de nobles idéaux et qu'il utilise pour y parvenir le raccourci de la spéculation, il franchit une frontière sans retour.

Mais il arrive aussi que nombre de ceux qui veulent véritablement le bien commun se désistent de la course au pouvoir, précisément pour ne pas trahir leurs principes, sans se rendre compte qu'avec cet abandon, ils trahissent leurs meilleures aspirations. Et ainsi la politique reste aux mains des spécialistes du maniement du pouvoir.

Il y a aussi ceux qui rejettent l'idée même de pouvoir parce qu'ils considèrent qu'il corrompt et d'autres parce que son simple exercice suppose que certains êtres humains soient subordonnés à d'autres. Et ainsi le pouvoir reste aux mains de ceux qui prennent plaisir à en subordonner d’autres.

L'humanité est face à une impasse puisqu'il n'existe pas de chemin adapté pour que les aspirations de la majorité se transforment en actions qui modifient la réalité. La pression accumulée continuera d'exploser en catharsis de violence, chaos et suicide.

Il est nécessaire de faire tomber les murs de ce piège et de construire les chemins par lesquels pourront transiter la liberté et l'intention humaine. Nécessaire de construire des circuits de communication humaine par où circule le pouvoir réel de la société, car s’il circule, il ne s'accumule pas. Il est évident que la construction de ces canaux suppose l’existence de personnes qui les utilisent et ceci surviendra en incitant au réveil et à la rébellion face à la décadence actuelle. Mener à terme cette tâche ardue ne sera possible qu’avec l'énergie de la cohérence interne et non pas avec l'expectative du résultat. Ce dernier dépendra de l'avancée du niveau de détérioration sociale et institutionnelle qui rendra impérieux le besoin d’agir ensemble et de ne pas en rester simplement à la théorie.

Quand par nécessité de grands groupes humains commenceront à prendre en main leur destin social, il faudra que soient clairs les chemins et les procédures, parce que dans les époques de confusion n'importe quel leader charismatique pourrait manipuler la situation et concentrer à nouveau le pouvoir.

Le pouvoir doit être décentralisé. Mais pour que ce qui est décentralisé devienne pouvoir, il doit être organisé, de façon à ce qu'il soit un pouvoir invisible qu’aucun être humain ne puisse sentir, mais qu’il puisse se manifester comme une barrière infranchissable si quelqu'un cherche à le concentrer.

### Le diagnostic

Il serait inutile de transcrire ici les statistiques d'un système globalisé qui ne tient plus, qui est en train de s'écrouler en raison de ses propres contradictions. L'important est de savoir si son écroulement s’achèvera sur nos têtes distraites ou si nous ferons quelque chose pour accélérer son démantèlement et son remplacement.

La violence sociale croissante, la course à l'armement déchainée, les interventions militaires unilatérales des puissances et leur revers, le terrorisme, nous conduisent à la destruction.

Une distribution de richesses de plus en plus injuste et régressive condamne à la marginalisation et à la faim des millions de personnes dans un monde qui dispose pourtant de ressources suffisantes pour satisfaire les besoins basiques de tous.

L'intolérance et la discrimination divisent les peuples au sein des villes, des pays, des régions et des continents comme un repli rétrograde, préhistorique, devant l'avancée de la mondialisation et des flux migratoires.

La dévastation de l'environnement et des ressources naturelles, causée par le consumérisme irrationnel des secteurs les plus riches, nous entraine vers un désastre écologique et de plus génère l'augmentation du prix des matières premières, accélérant ainsi l'appauvrissement des secteurs les plus vulnérables.

Cependant comme c’est le cas pour certaines maladies, ce diagnostic ne reflète que les symptômes externes d'un problème beaucoup plus profond, et donc les recettes pour atténuer de tels symptômes ne servent à rien tant que l’on ne comprend pas la racine de ces phénomènes.

Dans ce moment de l'histoire, la complexité des problèmes nous fait croire qu'ils sont impossibles à résoudre. La complexité nous empêche de voir avec clarté ce qu'il faut faire ; il manque donc une image-guide qui soit suffisamment précise pour que nous trouvions en elle la force de nous mettre en marche.

Toute impulsion vers l'action termine diluée dans le labyrinthe des doutes : qui, quand, comment, où devrait-on agir et ce qu'il faudrait obtenir, n’apparait pas clairement. Ne demeure qu’un abîme de brouillard qui nous sépare des utopies. Utopies déjà tellement lointaines que nous n'osons même plus en rêver.

Commençons par retirer le brouillard et peut-être l'abîme disparaîtra-t-il.

### Pas à pas

#### Le sentiment d'avancer

Rien de pire pour un navigateur que de perdre la boussole. Rien de pire pour un pèlerin que de ne pas savoir où il va.

Qui cherche à se mettre debout et à suivre un but ne sera surement pas effrayé par la distance ou la difficulté de son entreprise tant que la force de son esprit le motive suffisamment. Mais il peut défaillir s’il ne perçoit pas clairement qu'il avance, qu'il est en train de gagner du terrain. Si quelqu'un se rend compte qu'il tourne en rond, sans direction claire, s’il s'aperçoit que chaque pas en avant est suivi de deux en arrière, s’il observe que chaque fois qu'il avance, l'objectif s'éloigne, alors il commencera à se sentir impuissant et il abandonnera son objectif.

Donc, si c'est de transformer le monde qu'il s'agit, pour que les êtres humains se mettent en marche vers cet objectif, il faudra redéfinir de quoi nous sommes en train de parler quand nous parlons d'avancer.

Nous avons déjà eu l'expérience des réformismes, ce qui signifie seulement des avancées relatives d’une plate-forme, qui en réalité recule. C'est l'illusion de celui qui avance dans les wagons d'un train allant à contre-sens de la locomotive.

Nous avons eu aussi l'expérience de nombreuses révolutions, dont les changements abrupts mais non durables, ont créé l'illusion d'une avancée rapide, qui s'est terminée ensuite en un recul encore plus grand. C'est l'illusion de celui qui avance rapidement dans une voie sans issue et qui ensuite doit reculer jusqu'à son point de départ.

L'avancée véritable doit se percevoir comme l'escalade d'une montagne, où, malgré la distance, on ne perd pas de vue le sommet. Où, à chaque pas en avant, on fixe un ancrage pour éviter la chute et pour continuer l'ascension. Où, malgré les détours pour dépasser les difficultés et les reculs tactiques pour trouver des chemins plus dégagés, il est toujours possible de percevoir l'avancée dans l'ascension. Où, camper pendant la nuit est expérimenté comme un moyen de récupérer son énergie et pas considéré comme une capitulation. Parce que celui qui grimpe sent qu'il s'approche de la cime et profite de la nuit pour rêver d'elle.

L'escalade n'est pas le réformisme de ceux qui se contentent de l'illusion d'avancer, en avançant sur une base qui recule.

L'escalade n'est pas non plus la tentative irrationnelle d'arriver au sommet d'un seul saut pour ensuite se fracasser au sol une fois de plus.

L'escalade est le chemin laborieux mais réconfortant de ceux, qui, animés par la mystique de leur esprit, réconcilient la force de leur cœur avec la réflexion, pour avancer de manière cohérente vers leur objectif sans renoncement.

#### Définition des objectifs

Nous ne parlerons pas ici des buts de chaque être humain, liés au sens profond qu'il veut donner à sa vie. C'est un thème fondamental et tout objectif social qui n'en tient pas compte perd son sens. Mais nous nous référons ici à la transformation sociale, à celle qui devrait aller de pair avec la transformation personnelle. Et le lien entre les deux transformations devrait être la règle d'or : *Traite les autres comme tu voudrais qu'ils te traitent*, parce qu’en appliquant cette règle, on répond à sa propre cohérence interne et simultanément on fait attention à son prochain et à la société dans son ensemble. En répondant au besoin de la société, par nécessité de cohérence interne, on voit clairement les objectifs :

Dépasser la douleur et la souffrance pour tous les êtres humains. Rien de moins que cela.

Éradiquer la violence sous toutes ses formes. Abolir les armes, en finir avec les guerres, avec l'iniquité, l'oppression, l'injustice, la discrimination, la marginalisation et le désastre écologique. Rien de moins que cela.

Pour réussir, il ne suffira pas de la bonne volonté de quelques-uns. Il faudra l'union de tous les humanistes du monde, et transmettre cet humanisme à beaucoup d'autres, dans le même temps que nous parcourrons le chemin de transformation sociale. Une transformation sociale qui, pour parvenir aux objectifs décrits précédemment, devra se proposer des étapes incontournables et des pas précis pour les obtenir. Parce qu'une transformation sociale nécessite le démantèlement des structures du pouvoir opprimant.

Démanteler toute concentration de pouvoir. Démanteler le pouvoir économique qui opprime, marginalise et dévalise. Démanteler le pouvoir politique des dictatures et des démocraties formelles. Démanteler le pouvoir médiatique de ceux qui manipulent l'opinion publique et la subjectivité humaine. Démanteler le pouvoir du fanatisme des dogmatiques et des intolérants.

Et pendant que pas à pas, on démantèlera toute concentration de pouvoir, échelon après échelon, il faudra construire la Nation humaine universelle. Et par là même, la démocratie réelle. L'économie humaniste. La société libertaire où la spiritualité et la raison ne s'opposent pas. La culture de l’apprentissage sans limites, la créativité et la diversité.

Et pour obtenir ces jalons, il faudra éclaircir les pas à suivre et les indicateurs pour savoir si on est en train d'avancer. En marquant chaque avancée avec un repère qui la rende irréversible et lui permette ainsi de servir de point d'appui pour le pas suivant. Parce que, comme nous l'avons dit, dans l'ascension vers la transformation sociale, il faudra avancer pas à pas sans perdre de vue l'objectif. Et cet objectif devrait être celui de tous les humanistes du monde : le citoyen commun, les mouvements et organisations sociales, les gouvernements qui ont fait leur, le projet de Nation humaine universelle.

#### Définition des pas

Les pas à suivre peuvent varier, suivant la distance à parcourir, le type de terrain ou les ressources avec lesquels on anticipe les obstacles à venir. Parfois on pourra aller plus vite et d’autres fois plus lentement. Certaines sociétés auront plus de chemin à parcourir que d'autres. Certaines devront concentrer l'énergie avant d'entreprendre le chemin et d'autres seront plus préparées. Mais par différents chemins, toutes iront vers le même objectif.

Ce que pourra faire un individu ou un groupe inorganisé sera différent de ce que pourront faire les organisations et les mouvements ou encore les dirigeants.

Quand les dirigeants seront d'accord avec l'objectif de la Nation humaine universelle, il devrait être possible d'avancer plus rapidement et les personnes et organisations devraient renforcer cette direction avec leur soutien et leur participation.

Quand les dirigeants hésiteront, les personnes, les mouvements et les organisations devraient faire pression pour que ces dirigeants changent de direction.

Quand les dirigeants s'opposeront à l'objectif fixé, il faudra les changer par d'autres et cette tâche incombera aux personnes, mouvements et organisations, étape par étape.

Quand les organisations et les mouvements hésiteront ou dévieront de l’objectif, les personnes devront se charger de faire remplacer leurs coupoles et rectifier ainsi la direction ou bien elles pourront créer de nouvelles organisations et de nouveaux mouvements.

Quand la majorité des personnes ne sera pas en accord avec l'objectif fixé, il faudra travailler, beaucoup, pour éclaircir, réconcilier, persuader, conscientiser.

Mais dans tous les cas, la force transformatrice devra aller du bas vers le haut. Si certains leaderships étaient nécessaires et utiles pour synthétiser ce que les majorités pensent et sentent, ils devront surgir depuis le même courant social et non pas en prenant position depuis les médias ou les superstructures du système. Et il ne suffira pas qu'une majorité soit d'accord avec les idéaux fondamentaux de la Nation humaine universelle. Il faudra que cette majorité soit cohérente avec ces idéaux et trouve la façon de se coordonner pour agir de façon conjointe et avancer ainsi pas à pas vers la transformation de la société dans son ensemble.

Un premier pas pour arriver à cette coordination conjointe, sera d'avoir les images claires de ce que l'on veut et des pas à suivre pour chaque étape, comme nous le disions auparavant. Les images claires forment un horizon et l'enthousiasme social pour y parvenir est ce qui peut donner cohésion à ceux qui pensent et sentent la même chose.

### Ce qu'il faut obtenir

#### Désarmement nucléaire et réduction de l'armement

Les armes nucléaires sont la principale menace de destruction de l'humanité. Aucun projet pour un minimum de cohabitation entre nations ne peut être envisagé tant qu'il existe ce type d'armes de destruction massive. C'est une menace constante exercée comme chantage par ceux qui la possèdent au moment de poser des conditions en politique internationale. Elles sont le symbole de la barbarie humaine qu'il est indispensable d'éradiquer en tant que pas évolutif.

Les traités hypocrites de non-prolifération nucléaire ne serviront à rien tant que les pays qui possèdent ces armes continuent de maintenir et d'accroitre leurs arsenaux. Ce sont précisément ces pays détenteurs de l'arme nucléaire qui doivent faire le premier pas en démantelant leurs arsenaux nucléaires avant de s'occuper que d'autres nations ne la possèdent pas.

Les dirigeants qui se refusent à ce démantèlement sont les premiers qui doivent perdre tout soutien de la part de leur peuple. Et c'est surtout dans les mains des peuples de ces nations qu'existe la possibilité de faire pression pour que le désarmement soit initié. C'est aussi une obligation pour tous les dirigeants du monde de faire ainsi pression au niveau international pour placer le thème du désarmement nucléaire comme priorité numéro un.

Et également avec le démantèlement complet des arsenaux nucléaires, il faudra commencer avec le désarmement progressif de l'armement conventionnel. Les guerres doivent cesser de faire partie des options de la politique internationale et les énormes ressources qui sont destinées aujourd'hui à l'armement doivent commencer à être utilisées pour éliminer la pauvreté dans le monde. On doit avancer vers l'abolition des armes et en conséquence, par l’interdiction de leur fabrication.

#### Démocratie réelle

On ne peut concevoir aucun régime politique dans lequel une minorité exerce son pouvoir sur la majorité. En ce sens, les régimes totalitaires et les démocraties formelles sont différentes modalités d'une même conception élitiste et manipulatrice. Même si les démocraties actuelles sont un peu plus avancées que les totalitarismes, leur caractère représentatif est loin de considérer le peuple comme le véritable souverain. Les peuples veulent avoir un plus grand pouvoir de décision dans les thèmes qui les affectent au quotidien et pas seulement par le fait d’avoir la possibilité de voter lors des périodes électorales. La conception d'un État et de ses dirigeants éloignés des gens ne résiste déjà plus aux temps nouveaux et doit donner lieu à la conception d'un État coordinateur où les personnes sentent réellement qu'elles se coordonnent elles-mêmes à travers la division des fonctions et qu'une de ces fonctions est accomplie par les représentants gouvernementaux.

Pas à pas, il faudra obtenir que les personnes aient chaque fois plus d'influence sur les affaires d'intérêt général, qu'elles puissent donner leur avis fréquemment à travers des mécanismes de consultation et que cette opinion soit contraignante. Bien entendu, pour qu’elle puisse se convertir en une intelligence d’ensemble chaque fois plus sage, il faudra non seulement définir les mécanismes de consultation et de prise de décisions mais aussi trouver la forme qui permettra à toutes les personnes de s’éclaircir sur les thèmes afin de donner leur avis. Si un gouvernement qui arrive au pouvoir à travers les démocraties actuelles voulait réaliser des transformations profondes, une des premières choses qu'il devrait faire est précisément de transformer le système politique à partir duquel il est arrivé au pouvoir.

Et si les dirigeants ne prennent pas cette initiative, parce que cela ne leur convient pas, les peuples devraient se mobiliser et faire pression pour gagner du terrain dans leur pouvoir de décision jusqu'à arriver à une Démocratie réelle. Ils devraient se mobiliser avec beaucoup plus de force pour obtenir cela plutôt que de revendiquer pour des choses conjoncturelles. Parce que précisément, ce qui permettra d'éviter l’épuisement de devoir se mobiliser sans cesse contre les injustices et les abus, sera l'obtention d'un système politique dans lequel on ne dépendrait pas de l'arbitraire d'un dirigeant, parce que la simple volonté de changement de la majorité sera en lien avec la prise de décisions.

Dans le cadre des processus électoraux des démocraties formelles actuelles, les peuples ne devraient donner leur soutien à aucun candidat qui ne se compromette à mettre en avant ce type de transformation.

#### Économie mixte

L'échec des économies centralisées a été démontré tant par leur inefficacité que par le totalitarisme qui les a caractérisé. De la même façon, l'échec des économies néolibérales est démontré par la dictature du capital financier international généré par le processus d'accumulation des richesses.

Car s'il est vrai que dans le capitalisme, il existe un moteur de croissance permanente, tel que l'est la libre initiative des personnes pour travailler, produire, investir et consommer, il est aussi compatible avec un système politique qui assure les libertés. Souvent, ce moteur ne fonctionne pas avec l’énergie des nécessités réelles et des aspirations sincères de l'être humain mais avec l’énergie de l’avidité et du désir consumériste déchaîné. Ce qui entraîne une distribution chaque fois plus injuste de la richesse, une exploitation irrationnelle des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement. Cela amène l'insatisfaction permanente et le manque de satiété. Cela amène à la lutte pour le pouvoir, à sa concentration et dans de nombreux cas, cela entraîne les guerres.

Apparemment, la croissance de l'économie de marché porte en elle le gêne de la monstruosité. Cependant, ce n'est pas le moteur de la libre initiative qui est responsable de cela et ce serait une grande erreur que de vouloir l'arrêter ou le réprimer. La matrice de distribution biaisée en faveur du capital et la conception monstrueuse de l'usure et de la spéculation, comme des générateurs de rentes parasitaires seront les principales déviations à corriger. Donc, comme il se doit dans une démocratie réelle où le mot état serait synonyme de personnes organisées, dans une économie humaniste, cet état devrait veiller à l'égalité d'opportunités. Et c'est ce à quoi tend une Économie mixte : un développement équitable et durable coordonné par la convergence des nécessités et des aspirations individuelles.

Au-delà des revendications conjoncturelles pour améliorer sa situation économique, au-delà de la pression pour les choses plus ponctuelles, il faudrait exiger des transformations profondes du système économique, pour avancer vers une économie mixte. Parce que les augmentations salariales ne seront jamais suffisantes dans un système où les gains des entreprises sont toujours plus importants que le salaire. Parce que les subsides du chômage ne seront jamais suffisants dans un système qui exclut de plus en plus de personnes. Parce que l’amélioration des conditions des petites entreprises ne sera jamais suffisante dans un système qui tend au monopole et à la concentration du capital spéculatif.

Le réformisme c’est comme si une personne tentait d’éponger les fuites d'eau d'un énorme bateau avec un petit flacon... Il faut bien plutôt mettre l'énergie à construire un nouveau bateau.

Il faut travailler pour la participation des travailleurs aux bénéfices, à la propriété et à la prise de décisions dans les entreprises.

Il faut travailler pour que les bénéfices des entreprises soient réinvestis dans de nouvelles sources de travail au lieu de les utiliser vers l'usure et la spéculation.

Il faut travailler pour abolir définitivement l'usure et la spéculation, ce qui signifie que la gestion monétaire soit dans les mains des démocraties réelles et non dans celles des sangsues du pouvoir financier privé.

#### Tout changer

Nous avons parlé de la transformation des trois piliers fondamentaux sur lesquels s'appuie le système : la concentration du pouvoir militaire, politique et économique. À partir de là, on pourra avancer dans les autres domaines dont le mauvais fonctionnement repose sur ces bases.

Les Droits humains ne seront pas respectés tant que les grands ensembles humains seront soumis à l'arbitraire des pouvoirs concentrés. Personne ne peut espérer que l'on respecte le droit à la vie tant que les guerres seront une méthodologie d'action de ceux qui prétendent dominer le monde et maintenir les bénéfices du complexe militaro-industriel. Personne ne peut espérer que le droit à un travail digne, à la santé, à l'éducation et à un logement soient garantis dans une société où le pouvoir économique concentré exclut de plus en plus de gens. Et personne ne peut espérer que soient respectés les droits les plus fondamentaux, tant que les sociétés resteront passives face au manque de futur qui pousse les gens à migrer vers d’autres pays et à se fracasser sans cesse sur la muraille de l'égoïsme et de l'indifférence.

On ne peut laisser continuer la manipulation de la subjectivité humaine par les médias qui travaillent en fonction du pouvoir économique, que ce soit pour augmenter le consumérisme qui produit ses gains, ou bien pour manipuler les électorats de façon à conserver des gouvernements en accord avec lui ou bien encore pour maintenir la population hypnotisée pour qu'elle ne se rebelle pas. L'avancée technologique dans les communications est le patrimoine de l'humanité et non pas celui de quelques-uns qui s'en servent pour manipuler.

La déprédation des ressources naturelles et de l'environnement, les désastres écologiques croissants et la contamination qui affecte la vie humaine et la vie naturelle sont la conséquence de l'exploitation irrationnelle de notre planète. C’est la responsabilité de la voracité du Capital et de la complicité des gouvernements.

Il faut comprendre qu'il ne sera pas possible de changer une partie sans changer le tout parce que chaque partie répond à la logique d'un système plus grand qui le contient. Il ne sert à rien de penser chaque partie séparément pour engendrer un monstre à la Frankenstein, qui ne pourra prendre vie que dans la fiction. C'est pour cela que le projet de la Nation humaine universelle, même s'il paraît paradoxal, est plus réaliste que le projet de changer seulement une partie du système et l’introduire dans le système actuel. Il ne faut pas confondre : une chose est de penser le changement total par étapes et une autre est penser le changement par parties qui auront du mal ensuite à s'assembler.

#### Les véritables acteurs du changement

Aucun changement profond ne se produira tant que l’on ne donnera pas le rôle principal aux gens. Dans l'actualité, il est notoire que dans de nombreuses sociétés une grande force de mobilisation se manifeste dans laquelle les jeunes et les femmes apparaissent comme les facteurs les plus dynamiques. Cependant, cette force qui se manifeste déjà dans certains pays et qui le fera bientôt dans d'autres, a l'habitude de se heurter à la muraille institutionnelle et commence à perdre sa force dans l'insupportable labyrinthe de la démocratie formelle.

On ne pourra pas dépasser la démocratie formelle par la démocratie réelle, si celle-ci ne s'exerce pas au sein même de la force sociale qui fait pression pour le changement. Alors oui, cette force pourra être canalisée en utilisant les chemins institutionnels pour ensuite les remplacer par des nouveaux.

Pour conclure, il faut comprendre que le processus historique va nécessairement vers une intégration des pays dans des régions et des régions vers une mondialisation qui comprendra chaque fois plus d'aspects de la vie en société. Ainsi, la question la plus importante n'est pas si le monde sera un jour unifié, ce que nous devrions nous demander est quelle forme il aura et qui le gouvernera. S'agira-t-il d'un monde gouverné par des forces militaires ? S'agira-t-il d'un monde gouverné par le pouvoir financier ? Ou s'agira-t-il d'un monde humanisé, résultat de la convergence des peuples en une véritable Nation humaine universelle ?

Les prochaines années seront décisives pour en définir la direction.

## ANALYSE ET FONDEMENTS

### Qui, quand, comment et où

Comme nous l’avons déjà dit, il est extrêmement important pour avancer vers la Nation humaine universelle, d’être au clair avec les objectifs et les pas à suivre à chaque étape de l'avancée, parce que les images nettes mobilisent, donnent de la force et de la cohésion. C’est la raison pour laquelle nous consacrerons une grande partie de notre analyse à approfondir ce qu'il faut faire, pour étayer les propositions de la marche à suivre, et pour montrer aussi un vaste éventail de possibilités inspiratrices, qui, ensuite, devront se multiplier à l’initiative des gens. Parce qu’il est évident qu’un livre ne peut pas couvrir tout ce qu'il faudrait faire, et que, de plus, la mise en place de ces mêmes propositions de pas à suivre requerra beaucoup de petits pas intermédiaires à développer au fur et à mesure.

Mais avant de commencer avec l'analyse de QUOI, nous traiterons ici de qui seront les acteurs du changement, et comment, quand et où ils pourraient agir. Nous commencerons donc par développer ce qui a été dit dans le préambule.

Est-ce que ce seront les gouvernants, ceux qui ont un pouvoir insignifiant, ceux qui s’impliquent dans un projet transformateur ? Ou ne peut-on pas avoir confiance en eux parce qu’ils font partie du problème même ?

Est-ce que ce sera le peuple organisé ? Et comment une volonté populaire se configure-t-elle, comment s’organise-t-elle dans un monde de plus en plus déstructuré ?

Est-ce que ce seront les mouvements sociaux ? Et comment parvenir à articuler la diversité des demandes de tels mouvements pour qu'ils se syntonisent dans la même direction ?

Dans l'histoire, les changements sociaux ont eu différents acteurs ; parfois les majorités y ont participé depuis leur naissance, dans d'autres cas ce sont les minorités qui ont agi. Quand les majorités se sont mobilisées, les membres les plus actifs et organisés représentaient un petit pourcentage. À de nombreuses occasions, des changements politiques et sociaux ont été réalisés par le biais de révolutions de palais ou de révolutions armées, dans lesquelles la participation citoyenne a été très faible. Parfois on a agi au nom du peuple, ou de la classe ouvrière, mais plus comme une chimère sortie de la tête d’avant-gardistes éclairés que par une volonté réelle de la majorité. En général, la volonté des gens n'était pas prise en compte, et on ne considérait que rarement l’humeur sociale comme indicateur de politiques déterminées favorables, dans une conception machiavélique[[1]](#endnote-2) du maniement du pouvoir. Dans la démocratie formelle actuelle, cette conception n'a pas beaucoup changé, en ce qui concerne la manipulation qui est réalisée depuis le pouvoir. Désormais ces manœuvres se développent pour capter les votes et pour légaliser ainsi l'exercice de ce pouvoir. Nous en parlerons plus en profondeur dans le chapitre se rapportant à la Démocratie Réelle. Il est important d'analyser maintenant le rôle que les citoyens peuvent être amenés à prendre dans leur participation aux changements sociaux, parce qu'il est clair qu'un rôle totalement passif laisse la population à la merci de la volonté des hautes instances. Indépendamment du rôle actif du peuple, il est possible qu’apparaissent des gouvernants inspirés disposés à améliorer la situation des gens ; mais si les processus de changement ne sont pas basés sur un compromis de la population, et face à une alternance possible de dirigeants, ces processus de changement pourraient s’inverser. À leur tour, si les transformations qu’ils veulent mener à bien, ne se construisent pas avec les gens, mais au contraire sont imposées, la direction s’en trouvera nécessairement déviée. L'expérience de ce qu’a été l'Union soviétique, à différents moments de son développement, illustre à la perfection les déviations, les avancées et les reculs qui peuvent avoir lieu, selon qui se trouve dans les hautes instances. En 1988, Mikhail Gorbachev[[2]](#endnote-3) décrivait très bien depuis l'intérieur du système, les déviations historiques qu'il avait subies. Mais plus tard, et après que lui-même ait impulsé des transformations profondes en direction de la démocratie, on a assisté à un changement dans les hautes instances, qui a produit à son tour un autre type de déviations et de manipulations, à l’intérieur même du système capitaliste.

Nous sommes face à un problème complexe, parce que d'une part, lorsque s’installent de hautes instances au pouvoir qui tentent de manipuler comme bon leur semble, elles évitent la participation des citoyens dans la prise de décisions. Mais d’autre part, quand il y a chez les gouvernants, l’intention de donner une participation aux citoyens mais que ceux-ci ne s’impliquent pas, tôt ou tard les dits gouvernements se transforment alors en hautes instances manipulatrices. Ce sont là les deux faces d’une même pièce.

La question est encore plus complexe maintenant que nous sommes au XXIème siècle car la participation organisée des citoyens dans les partis politiques a davantage encore diminué. Les militants politiques ont toujours constitué un faible pourcentage de la population et ce, depuis la création de la démocratie. Mais à notre époque ce nombre s’est encore plus réduit, au point que les leaders politiques ont plus d’influence par leur apparition dans les médias que par l’action de leur parti. Paradoxalement, face à des conflits déterminés, la mobilisation sociale prend de l’ampleur grâce à l'interconnectivité croissante que permettent les nouvelles technologies de communication. Une explication à ce phénomène pourrait venir du fait que les populations aspirent chaque fois plus à prendre part aux questions politiques, sociales et économiques tout en se méfiant des structures organisées. Cependant, alors que beaucoup de structures politiques se vident de leur substance, les mouvements sociaux prennent de l’ampleur, en général organisés autour de la lutte pour des revendications sectorielles concrètes, mais aussi dans la recherche d'un changement total de paradigmes.

Si l’on revient aux expériences historiques, nous pouvons voir que certains des grands mouvements sociaux de revendication du XXe siècle, qui ont obtenu des transformations et sont même allés même jusqu’à accéder au pouvoir politique, ont bénéficié de certains facteurs de cohésion, importants bien que pas faciles à trouver chez tous les peuples. Les luttes de Mahatma Gandhi, Martin Luther King et Nelson Mandela[[3]](#endnote-4), ont non seulement représenté un véritable exemple de méthodologie de la nonviolence, mais ont pu, en plus, compter sur trois conditions indispensables pour une avancée progressive : l'homogénéité des sujets protagonistes de la lutte (une même race ou origine ethnique), l'identification d'un adversaire contre qui lutter (une autorité qui maintient l'injustice), et une stratégie de pas échelonnés, où chaque réussite était le début d'un nouvel objectif (des droits civils progressifs jusqu'à obtenir l'égalité). Avant le début de cette lutte pour les droits civils d’ethnies déterminées, il a fallu que s’opère une sensibilisation relative à l'injustice que signifiaient les inégalités et la discrimination, pour laquelle il a été nécessaire de transformer la culture de la soumission. Quelque chose de similaire s’est produit dans tous les cas de discrimination sociale où il y a eu une avancée progressive dans l'obtention des droits civils, et où il a fallu d'abord surmonter le conditionnement culturel et la naturalisation des situations d'injustices enracinées depuis des siècles dans les sociétés.

Dans le cas de la discrimination de genre, le mouvement féministe a obtenu des progressions remarquables depuis ses débuts (fin du XVIIIe siècle), jusqu'à notre époque : depuis la Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne d'Olympe de Gouges en 1791, en passant par la Déclaration de Sénèque Falls[[4]](#endnote-5) de 1848, pour arriver à la dénommée troisième vague du féminisme initiée en 1950 par Simone de Beauvoir[[5]](#endnote-6). Et bien qu’il reste encore beaucoup à faire, surtout dans le domaine culturel, et en particulier dans les pays avec une législation anachronique et discriminatoire, il y a eu également beaucoup d’avancées en ce qui concerne les droits citoyens et du travail. Nous pouvons aussi observer dans cette lutte les mêmes facteurs que nous mentionnions auparavant : en premier lieu la sensibilisation et la révolte face au conditionnement, et, à partir de là une lutte dans laquelle il y a eu une homogénéité dans les sujets qui luttaient (les femmes), une vision claire des sujets auprès de qui réclamer (les autorités conservatrices qui soutenaient une législation discriminatoire), et une lutte par pas progressifs, en gagnant de plus en plus de droits jusqu'à obtenir l'égalité.

Bien sûr, quand nous parlons d'une homogénéité chez les personnes luttant pour leurs droits, nous n'ignorons pas l'appui qui a pu exister de la part d'autres secteurs, puisque dans la lutte des gens de race noire, il y a toujours eu des appuis de la part d'autres ethnies, y compris d’un secteur des blancs qui exerçaient leur domination. Aussi les mouvements féministes ont compté sur l'appui de beaucoup d'hommes, tout comme les mouvements pour la défense de la diversité sexuelle ont pu compter sur la solidarité d'un grand pourcentage d'hétérosexuels. Un président afro-américain ne serait jamais arrivé à la Maison Blanche sans le vote d'une partie des majorités blanches des États-unis, et de la même façon, il n'y aurait pas eu non plus de femmes chefs d’état sans le vote de beaucoup d'hommes. Tout cela est le signe d'un grand changement culturel qui s’est développé à travers des siècles de lutte, et qui s'est accéléré surtout au siècle dernier. Quand nous parlons d'une homogénéité chez ceux qui luttent, nous faisons référence au fait qu’il semble moins difficile d’amalgamer un mouvement social quand le secteur affecté et les droits à revendiquer sont clairement identifiés. Cela se voit aussi dans toutes les luttes sectorielles, que ce soit des droits civils, des droits du travail ou de n’importe quel autre type de revendication servant à amalgamer un collectif déterminé. Tout cela n’est pas nouveau, mais il est nécessaire de le mentionner particulièrement au moment d'analyser les difficultés qui surgissent quand on essaie de lutter contre les situations qui affectent beaucoup de gens sans un facteur qui donne cohésion aux victimes. Dans le cas de syndicats qui comptent sur ce facteur de cohésion entre leurs membres puisqu’ils rassemblent des travailleurs d’une même activité, ils ont obtenu de grandes avancées depuis le début de leurs luttes au XIXe siècle en s'organisant face aux conditions d'exploitation de la révolution industrielle. Ces derniers se sont retrouvés affaiblis ces derniers temps face aux nouvelles formes de travail émergentes de la globalisation, la segmentation du travail et de la révolution technologique. Comme l’affirme le sociologue Julio Godio[[6]](#endnote-7) en parlant des défis actuels du syndicalisme :  *"Le résultat de la fragmentation du marché du travail c’est qu’il est difficile que le comportement des travailleurs soit homogène et que la solidarité entre les différentes catégories s'affaiblit ainsi qu’à l’intérieur même de chaque catégorie "*. Elle affecte aussi l'organisation syndicale, la prolifération du travail non déclaré dans des conditions qui signifient un recul comme aux pires moments de la révolution industrielle, quand la population migrait de la campagne aux villes pour y tenter sa chance, et était exploitée avec des conditions inhumaines. Il semblerait que les avancées dans les acquis des travailleurs, obtenus en presque deux siècles de lutte, détonnent avec les niveaux d'exploitation qu’impose aujourd'hui la globalisation, et qu’il n’y a pas grande différence entre les conditions de travail décrites par Marx[[7]](#endnote-8) il y a plus d'un siècle et demi, et celles racontées par Naomi Klein plus récemment, quand elle fait référence aux enclaves des multinationales dans des pays émergents où elles sous-traitent leur production. Non seulement ces formes d'exploitation au travail en plein XXIe siècle affaiblissent la situation des travailleurs et des organisations syndicales du monde entier, car la course aux moindres coûts génère du chômage dans les pays ayant le plus de réglementation du travail, mais en plus, l'organisation syndicale des exploités se complique énormément face à la menace des multinationales de délocaliser leurs usines. Il va donc être nécessaire de donner de nouvelles réponses organisationnelles dans le monde du travail, pour s’adapter aux temps actuels, et pouvoir donner une cohésion à l'ensemble des travailleurs, en partant de la complexité des diverses situations, et non de cette vision unique et dépassée du prolétariat.

Un autre point de vue dans l'analyse de la cohésion nécessaire pour que des groupes humains se mobilisent pour des transformations sociales, est d'identifier l'adversaire. Si beaucoup de gens n'ayant a priori rien en commun, enregistrent la certitude que beaucoup de leurs problèmes sont provoqués par un gouvernement, ou par un pouvoir déterminé réel, ou n'importe quel responsable notoire d'une situation de conflit, alors il est très probable que voir ce facteur négatif commun canalise le fait que les victimes convergent. Par exemple, quand dans quelques pays, à cause d'une gestion financière désastreuse, quelques banques ne restituaient pas l’épargne des gens, ceux-ci, sans se connaître, se sont rapidement syntonisés et ont organisé des mobilisations et des actions en justice parce qu'ils se sentaient victimes de la même entité (les banques). Mais à d'autres occasions, le responsable n’apparaît pas si clairement. Il y a quelques années, dans l'essai "Le droit à la révolte et la lutte nonviolente", nous décrivions ce que nous appelions "La bureaucratisation dans la violation des droits de l'homme", de la manière suivante : "…*Si nous habitons une maison et que quelqu'un vient s’en saisir, il nous semblerait évident que ce quelqu'un viole notre droit.. Si un gouvernement établissait par une loi qu'un secteur déterminé de la population n'a pas le droit de manger, la violation d'un droit apparaîtrait très clairement. La même chose arriverait si on nous dépouillait par décret du droit à la santé ou à l'éducation. Cependant, dans ce monde complexe et globalisé, où la prise de décisions naît dans les cercles de pouvoir qui n'ont ni identité ni siège géographique visible, ces décisions sont transmises par un enchevêtrement de circuits où circulent la pression économique, le pouvoir politique et le contrôle de l'opinion publique. Dans cette interaction complexe de facteurs, nos droits sont violés maintes fois sans que nous ne sachions très bien d'où vient le coup de fouet, qui en est responsable si tant qu’il y en ait un. Nous nous retrouvons alors dépouillés du droit à une demeure digne, du droit au travail, à la santé et à l'éducation, comme si nous étions victimes d'une inondation ou d'un tremblement de terre ou d’un autre fléau de la nature, hors de contrôle de la volonté humaine… "*

Et lorsqu’au moyen d'une succession d'actions, ceux qui sont au pouvoir provoquent une crise qui dépasse le seuil de ce que les peuples peuvent supporter, beaucoup de gens se mobilisent pour réclamer. Mais tout tend à se diluer dans le temps, par manque d'organisation et parce que les responsabilités sont aussi diluées dans une interaction complexe qui rend les solutions complexes, et rend donc stérile l'effort des personnes qui se mobilisent. Dans quelques cas, les organisations sociales et politiques pré-existantes à la crise, réussissent à gagner un espace dans la mesure où elles ont été identifiées comme alternative au système qui l'a provoquée, mais elles réussissent rarement à avancer vers une vraie transformation.

Parfois, apparaissent des responsables politiques qui réussissent à synthétiser une diversité de demandes autour d'une image, ce que Laclau[[8]](#endnote-9) définit comme *les "significatifs vides"*, au travers desquels le peuple qui accompagnera les changements trouvera identité et cohésion. Parce que justement, l'une des plus grandes difficultés, peut-être la plus grande, pour avancer dans les transformations que les populations demandent, consiste à réussir à configurer une "volonté du peuple". Ce n’est pas par la simple multiplication de demandes individuelles, bien qu'équivalentes, que va se produire un processus transformateur ou révolutionnaire. C’est dans la conformation phénoménologique, dans laquelle certains responsables politiques se définissent comme représentants des demandes populaires, dans laquelle les revendications populaires s’articulent et se transforment en volonté populaire, et qui converge avec ce leader par lequel il se sent représenté, que les mouvements populaires peuvent accéder au pouvoir pour concrétiser les changements réclamés. Et cette difficulté, comme le fait remarquer Laclau, devient plus complexe dans un monde globalisé. C’est précisément pour cela que le projet de la Nation humaine universelle aura pour défi d'articuler des demandes et des aspirations non seulement hétérogènes, mais qui plus est dispersées.

Donc, en résumé, nous pouvons nous retrouver avec des conflits sectoriels dans lesquels il existe déjà un facteur de cohésion entre les victimes, et en général une organisation pré-existante issue de ce collectif. Par exemple : un syndicat, un groupe de voisins, un centre d'immigrants ou un groupe d’étudiants. Nous pouvons aussi rencontrer des conflits qui affectent la population de façon plus transversale où n'existent pas de formes organisationnelles préalables liées à ce type de conflit, et donc de nouvelles instances organisationnelles doivent émerger. Par ailleurs, nous pouvons être face à des situations dans lesquelles ceux qui réclament sont seulement les personnes affectées, d’autres situations dans lesquelles ce sont d'autres secteurs qui se solidarisent et accompagnent la revendication. Il existe aussi des secteurs de la population qui, bien que n’accompagnant ni ne participant aux revendications, en ont une opinion favorable et seraient disposés à soutenir par leur vote ceux qui se préoccupent de trouver une solution à de tels conflits. Pour toutes ces options, nous pouvons être face à des conflits où apparaissent clairement les responsabilités et les instances de pouvoir sur lesquels faire pression ; nous pouvons être face à des situations pour lesquelles on ne sait guère, finalement, qui est responsable du conflit, ni qui sont ceux à même de le résoudre. Une autre variante du point antérieur, c'est lorsque les possibilités de résolution d'un problème qui touchent à un secteur de la population sont géographiquement hors de portée de la portée de ses réclamations.

En tout cas, ce que nous pouvons affirmer est que dans tout conflit, il y a toujours un pourcentage de personnes disposées à travailler activement pour sa résolution, un autre pourcentage disposé à le soutenir dans des circonstances déterminées, et un autre au moins disposé à voter pour des alternatives de changement. Mais les proportions peuvent augmenter ou diminuer, selon différents facteurs autour dudit conflit.

D'une part, et cela à quelque chose à voir avec la question du "quand", il ne fait aucun doute qu'il existe une relation directe entre la vigueur et la perception d'un conflit, et la proportion de personnes prêtes à se mobiliser pour sa résolution. En général, on obtient la plus grande proportion de personnes mobilisées quand un conflit éclate, dépassant le seuil de ce que la société est habituée à supporter : une catastrophe résultant d'une négligence, un licenciement massif de travailleurs, une flambée brutale des prix, une vague de violence inouïe, une crise financière. Ce sont toutes des situations qui provoquent une réaction rapide de la part de tous ceux qui en subissent les conséquences et de beaucoup d’autres qui se solidarisent. Inévitablement, après un moment de tension maximale, et bien que le conflit ne soit pas résolu, la force de mobilisation s’essouffle. La continuité de la lutte pour résoudre le problème dépendra du niveau d'organisation des plus actifs, pour que cela ne se naturalise pas et ne soit pas interprété comme nouveau statu quo social.

Il existe d'autres types de conflits, qui, bien que n’ayant pas encore éclaté, sont néanmoins perceptibles par un secteur de la société, et ont une visibilité suffisante pour pousser quelques personnes à s’organiser autour de ceux-ci. La capacité à mobiliser sera toujours moindre qu’au moment où éclatent les conflits, mais elle peut être suffisante pour pouvoir travailler sur le sujet avec une certaine permanence. C’est par exemple le cas avec le problème du chômage, ou le manque de logements, ou la détérioration du système de santé et d'éducation. Il y a également d'autres types de conflits qui ne semblent pas perceptibles pour la majorité, mais qui, pour leurs possibles conséquences dans le futur, en motivent quelques-uns qui les visualisent et tentent d’y sensibiliser le reste de la société, comme par exemple la problématique écologique ou la course à l’armement.

Il est aussi évident que la visualisation de conflits déterminés par la société, est parfois en lien avec la diffusion médiatique qui lui est attribuée. Et même s’il est certain qu'un programme de lutte par des transformations sociales ne peut être lié à la diffusion médiatique des conflits - les médias ayant leurs propres intérêts - il est clair qu’on peut à l’occasion « profiter » de la sensibilisation sociale sur des sujets déterminés que la médiatisation va venir renforcer, pour travailler sur ceux-ci dans une direction transformatrice.

Ici, nous voyons que "où" est très lié au "quand". Dans chaque endroit, il y aura toujours des moments opportuns pour avancer dans un des sujets relatifs à certains des pas. Et dans ce lieu et dans ce moment, ne pas ménager nos efforts pour s'organiser autour du conflit, en proposant les actions relatives aux pas que nous pensons important de donner pour avancer. Et ce point est important, parce que devant le même conflit, des propositions les plus variées de résolution pourraient surgir, mais pas nécessairement toutes nous conduiraient dans la même direction à moyen et long terme. Par exemple, supposons que dans un pays déterminé il y ait des graves problèmes d'inactivité, et quelques citoyens commencent à s'organiser dans des agences de recherche d’emploi, autour des syndicats, d'autres avec des partis politiques. Supposons que les médias accordent un espace à ce thème. Un grand pourcentage de la population sera ainsi sensibilisé. Dans ce contexte, il pourrait y avoir un groupe d'activistes promouvant l'expulsion des immigrés pour que les autochtones aient plus de travail. Il pourrait y avoir un autre groupe qui réclame au gouvernement des allocations chômage plus importantes. Il pourrait y en avoir d’autres qui demandent des subventions pour organiser des soupes populaires. En d’autres termes, tous ceux qui sont mobilisent sur un sujet ne proposent pas tous des solutions qui vont dans la direction de la Nation humaine universelle ; c’est évident dans le premier cas parce qu'évidemment la xénophobie n'a rien à voir avec ce projet. Mais dans les deux autres cas, même si cela peut être vu comme une solution d'urgence, elles ne prennent pas en compte la question de fond qui est : les contradictions du système économique. En revanche, si on proposait aux secteurs d’activités réalisant les plus fortes marges de réinvestir leurs bénéfices dans des projets productifs générateurs d'emploi, ou si on proposait que depuis le gouvernement, s’initie un plan de construction de logements qui résoudrait le problème du logement, ce problème serait à la fois source d’emploi. Voire la proposition d'une réduction du temps de travail en maintenant le salaire, pour que les entreprises embauchent d'avantage de personnes. N'importe laquelle de ces options qui pourra être plus opportune selon le lieu et le moment, irait dans la direction adéquate.

Et dans les exemples que nous venons de donner, la question surgit à nouveau de "qui" travaillera pour les transformations que nous proposons ; nous ne les trouverons clairement pas chez ceux qui proposent l'expulsion d'immigrants, mais parmi le reste, peut-être que oui, et il sera possible d'articuler des actions conjointes en fonction de celles dont on saura quelles sont les meilleures alternatives. Parce qu’il y a beaucoup de gens avec une très bonne sensibilité et disposés à travailler pour résoudre les conflits, il faudrait unir nos forces avec eux, de manière à atteindre une visibilité pour qu’ensuite une population sensibilisée par le sujet sur une question, soutienne les transformations dans les instances démocratiques qui seront générées. Mais si s’articuler avec des personnes de même sensibilité est important, s’articuler avec l'appui d'autres secteurs qui se sentent partie du même projet de la Nation humaine universelle l’est aussi.

L'une des difficultés dans la lutte pour les transformations sociales, est la fragmentation sociale, dans laquelle chacun s’occupe de son propre intérêt et se solidarise rarement avec les autres. Il est nécessaire de générer un esprit de corps dans la société, au moins entre ceux qui commencent à adhérer au projet de la Nation humaine universelle, et cela s’obtient en s’identifiant comme compagnons de route sur un même chemin. Par exemple, si un licenciement massif d'ouvriers a lieu dans une usine métallurgique, on ne va pas seulement voir manifester les ouvriers licenciés mais aussi beaucoup d'autres travailleurs qui appartiennent au même syndicat, mobilisés par ce même syndicat. Le sens d'appartenance agit comme facteur de mobilisation solidaire. Nous ne parlons pas ici d’activistes de partis politiques mobilisés par des tactiques syndicalistes; mais d'un authentique esprit de corps de grands groupes humains. Il faudrait obtenir que ce sens d'appartenance se généralise auprès de tous ceux qui cherchent la Nation humaine universelle. La sensibilisation à tout projet doit être aussi importante que la sensibilisation concernant la marche à suivre dans un conflit déterminé ; d'abord parce que parfois le pas que l’on peut faire à chaque moment peut être relativement petit, mais aussi parce que c'est la certitude d'être dans un projet plus grand qui encourage, et ensuite parce que c’est cette même certitude qui pousse à la solidarité et à la réciprocité avec les autres qui sont dans la même direction, bien que dans des thématiques différentes. Ainsi, si un groupe de personnes travaille pour produire des transformations dans l'éducation, dans la lignée du projet de la Nation humaine universelle, ce groupe se sentira sûrement proche de ceux agissant dans le domaine de l'écologie ou du travail, et des actions conjuguées seront possibles. Tous comprendront que les actions articulées par chaque sphère auront plus efficacité que les actions isolées.

Et ce dernier point nous amène aussi au « comment », qui concerne un aspect important de notre développement. Il s’agit des pas échelonnés que toute transformation requière pour toute transformation. L’une des raisons principales pour lesquelles le monde n’est pas ce à quoi aspirent la majorité des personnes ne reflète pas les inspirations du plus grand nombre. C’est que les minorités dominantes ont des stratégies, alors que les majorités n’ont que des réactions cathartiques, ou font preuve exceptionnellement de tactique simple. Mais si les majorités partageaient à long terme le projet de la Nation humaine universelle, elles pourraient agir selon une méthode et dans le cadre d'une stratégie. Même si leurs actions étaient ponctuelles, pour avancer à petits pas autour des conflits conjoncturels, chaque action ponctuelle signifierait une marche de plus dans une stratégie qui irait en s’intégrant peu à peu, non seulement avec les pas préalables et postérieurs en lien à la même thématique, mais aussi avec les autres pas réalisés partout le monde et dans toutes les domaines. C’est pour cela que l'interconnexion entre tous ceux qui travaillent pour le même projet est extrêmement importante, pour que chaque avancée réalisée dans un lieu soit vécue comme propre dans d'autres lieux, et serve aussi d’exemple ou d’effet démonstratif.

Pour obtenir les transformations nécessaires, les façons de travailler sur un conflit déterminé peuvent être très variées. Certaines peuvent être connues et d’autres peuvent être plus novatrices ou créatives. Mais l'important est que toutes convergent dans la même direction. Tout comme nous l'avions indiqué auparavant avec les différentes réponses à apporter face au problème du chômage, la même chose peut se produire appliquée à d’autres domaines. Cette recherche de solutions ponctuelles ne doit pour autant pas aller à l’encontre du projet général. Ceci posé, nous pouvons dire que, face à n'importe quel conflit, il y aura toujours des personnes volontaires qui voudront spontanément travailler à sa solution, il y aura sûrement aussi des groupes ou des organisations qui s’impliqueront, de même que des hommes politiques et des fonctionnaires. Il faudra chercher les points de convergence pour agir pour l'ensemble, et pour cela il sera indispensable que ceux déjà sensibilisés dans le projet de la Nation humaine universelle, ne fassent pas qu’ajouter leurs efforts dans cette action, mais qu’ils agissent aussi comme facteur de cohésion entre toutes les parties, en estompant les différences possibles, dans la mesure où celles-ci ne soient pas, bien sûr, en profonde contradiction avec le projet. Ce pourrait être des objectifs contradictoires voire des méthodologies contradictoires. En ce qui concerne les méthodologies, rappelons que tout type de violence utilisée dans les actions serait totalement contradictoire avec le projet. Quant aux objectifs, les actions orientées par des intérêts éloignés du projet apparaitraient aussi comme contradictoires tout comme le seraient les actions en faveur de réformes superficielles en faveur de réformettes qui ne représentent aucune avancée pour dépasser les racines des conflits.

Si nous revenons à la question « qui », il est raisonnable de penser qu’entre tous ceux qui adhèrent au projet d'une Nation humaine universelle, il y aura toujours un pourcentage moins important de personnes participant activement à l'organisation et à la mise en place d’actions. On peut néanmoins obtenir de la part des majorités, une participation plus active que celle consistant à accompagner par son simple vote dans les instances démocratiques. Il y aura aussi de nombreux cas dans lesquels un régime ne permettra même pas l’expression par le biais des urnes, et dans ces endroits, il faudra pourtant pouvoir s’organiser d’une quelconque manière. Comme nous le disions auparavant, il y aura des situations dans lesquelles les dirigeants seront en accord avec le projet de la Nation humaine universelle, et par conséquent, ils seront aussi facteurs de changement et là, la base sociale accompagnera et encouragera. D'autres cas sont à prévoir dans lesquels les dirigeants ne soutiendront que certaines propositions et pas d’autres, et donc cette base sociale devra travailler en mettant la pression, petit à petit, pour que l’avancée concerne tous les domaines. Dans d’autres cas encore, des dirigeants ne voudront produire aucun changement, et il faudra alors générer des alternatives démocratiques pour en changer. La base sociale devra travailler au moyen de stratégies et de tactiques de la nonviolence active, pour forcer le départ de tels dirigeants et l'instauration d'une démocratie réelle.

Mais comme à d'autres moments de l'histoire où seuls les cadres organisés étaient actifs dans les transformations sociales, nous sommes à une époque où davantage de gens peuvent s’impliquer grâce aux nouvelles technologies de communication. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où n'importe quelle personne, depuis un ordinateur ou depuis son téléphone portable, peut recevoir et émettre des signaux sur des thèmes qui ont à voir avec les pas vers l'objectif. Et nous ne parlons pas seulement de nous mettre d'accord rapidement pour organiser une mobilisation, comme cela a déjà été fait avec d’excellents résultats. Nous parlons aussi d'organiser un véritable réseau de démocratie réelle depuis la base, en consultant les majorités : sur comment aborder les différentes thématiques, sur le consensus pour lancer des propositions et des actions spécifiques, sur la décision de faire pression pour soutenir des projets de loi spécifiques, et même les consulter sur l'organisation d'options politiques qui remplacent les gouvernements de la démocratie formelle. Dans la mesure où les possibilités de participation sont rapides et non manipulées, beaucoup de ces possibilités vont s’ouvrir. Nous parlons donc des protagonistes du changement qui pourront se compter par millions, même si certains seront plus actifs animeront les réseaux de cette démocratie réelle.

Cependant, il faudra évaluer dans chaque situation et chaque moment, à quel point il est possible d’agir en s'appuyant sur les réseaux, et à quel moment il faut s’appuyer sur une organisation de cadres, afin de produire une pression qui force effectivement un changement social. Dans l'étude minutieuse que Charles Tilly a réalisée sur l'évolution historique des mouvements sociaux[[9]](#endnote-10), on peut observer que leur développement a été presque toujours simultané avec la progression des libertés démocratiques. Dans le même temps, ces droits démocratiques ont été conquis et consolidés grâce au travail des mouvements sociaux, bien qu’un tel développement ait toujours été difficile sous des gouvernements autoritaires et répressifs qui censuraient et interdisaient les manifestations publiques. Actuellement, les alternatives de communication qu’offrent les nouvelles technologies facilitent la coordination de protestations et de mobilisations, même dans des pays peu démocratiques. Mais si une telle coordination n'est pas accompagnée d’un niveau d’organisation solide, il sera sûrement difficile de la maintenir dans le temps et de consolider les mouvements sociaux capables de générer des transformations. Nous ne partageons pas la méfiance de Tilly à l'égard de la possibilité qu'un mouvement social s'appuyant substantiellement sur les réseaux sociaux, puisse se convertir en mouvement élitiste à cause des limitations d’accès à la technologie par des secteurs marginalisés. En effet, le nombre de personnes ayant accès aux nouvelles technologies grandit en permanence et va élargir suffisamment la surface de contact. Mais un problème peut se poser si l’interconnexion démesurée à travers les réseaux sociaux générant une sorte « d'illusion de participation » massive, qui ne soit pas suivie d’une communication et d’une participation physique, essentielles pour configurer un niveau minimum d’organisation nécessaire pour faire pression et occuper l'espace politique. Il faudra donc connaître clairement les pas à suivre du point de vue organisationnel, en mettant comme indicateurs la réalisation d’objectifs déterminés, et à chaque moment savoir quels outils organisationnels sont les plus efficaces pour la réussite des objectifs. En tout cas, un mouvement social ne devrait jamais s'appuyer exclusivement sur la communication virtuelle, mais l’utiliser comme un facteur d'accélération, et en complément d'autres instruments organisationnels. Ce point prend une importance toute particulière au moment de penser à l'internationalisation des mouvements sociaux[[10]](#endnote-11), puisque les nouvelles technologies de communication deviennent indispensables pour la coordination d'actions globales, et par conséquent elles pourraient augmenter les probabilités de tomber dans une tendance « d’activisme virtuel ». Mais d'un autre coté, il a été démontré que lorsqu’on a réussi à coordonner des actions concrètes au niveau international dans plusieurs pays, ces actions ont été beaucoup plus renforcées que si elles avaient été simplement traitées comme des actions locales. Ce qui peut être le plus remis en question, c’est l’efficacité des actions globales des mouvements sociaux en vue de provoquer des changements réels dans les politiques internationales et nationales. À ce sujet, nous pouvons dire qu’un premier pas important pour produire des changements, c’est la sensibilisation préalable sur la nécessité desdits changements. Il faut souligner que plusieurs actions globales contre les responsables de la catastrophe écologique, de la course aux armements, ou des manipulations du pouvoir financier, ont élargi le niveau de conscience des populations sur ces thèmes, et cela est un fait extrêmement positif. Il est évident que cela n'est pas suffisant, car ceux qui ont le pouvoir pour changer les politiques ne répondent pas, pour la plupart, à cette clameur généralisée contre la contamination, la guerre, ou la spéculation financière. Ils répondent aux intérêts économiques et géopolitiques qui sont derrière ces problèmes globaux. Par conséquent, les mouvements sociaux internationaux devraient agir avec la même vision globale, et avec un enracinement local. Nous entendons par enracinement l'insertion dans chaque pays orientée à la transformation des structures de pouvoir au niveau local, pour que ce pouvoir local agisse en adéquation avec la recherche de transformations locales et globales. Vu que les gouvernements locaux qui auront le plus de responsabilités dans les sujets globaux seront ceux des principales puissances, il sera très important que les mouvements sociaux se développent dans ces pays avec vocation de pouvoir. Mais aussi, ce qui se fera dans chacun des pays de la planète sera important, car depuis l'ensemble des nations on pourra aussi avoir une influence sur les puissances.

En synthèse :

* Qui ? Les acteurs du changement peuvent être très différents, il sera suffisant qu'ils se reconnaissent véritablement avec l'idéal et le projet de la Nation humaine universelle. Il y aura des dirigeants plus progressistes qui seront disposés à faire figurer dans leurs politiques au moins certaines des propositions de transformation, et dans ce cas il faudra les encourager et les accompagner. Il y aura des Mouvements sociaux déjà organisés et d’autres qui vont s’organiser à l'avenir, et qui trouveront des coïncidences entre leurs aspirations et leurs revendications, et certains des objectifs de la Nation humaine universelle. Dans ces cas, il faudra soutenir ces luttes et travailler pour l'organisation de la diversité afin de trouver un objectif commun. Et il y aura des millions de personnes partout dans le monde dont les aspirations les plus profondes coïncideront avec ce projet, et bien que ces personnes ne puissent y travailler activement, elles pourront conjoncturellement soutenir les actions des Mouvements sociaux et des dirigeants qui vont dans cette direction. En réalité, beaucoup de ces acteurs sont déjà en marche depuis un moment. Ce qui manque, c'est de grandir en nombre et surtout de s’articuler autour d’un idéal commun. S’assumer comme « citoyens » de cette future Nation humaine universelle, peut être le point de départ pour unir et coordonner des volontés.
* Quand ? Certainement que les moments opportuns pour avancer plus rapidement vont se donner lorsque, pour chaque thème, un conflit gagnera en visibilité. Mais pour canaliser la force citoyenne vers des avancées concrètes, il faudra qu'il existe au préalable un travail de conscientisation avec des propositions. Donc, concernant les problématiques, on devrait donner des signaux en permanence, et surtout on devrait générer un tissu interdisciplinaire entre les Mouvements sociaux, pour ainsi amplifier la pression sur les gouvernements dans les moments où l’on atteindra un tournant décisif et favorable au changement.
* Comment ? Dans peu de cas, lorsque des dirigeants seront disposés à promouvoir un changement qui coïncide avec le projet de la Nation humaine universelle, il faudra les soutenir résolument. Dans d'autres cas où les dirigeants donneront des réponses seulement suite à la demande populaire, il faudra faire prendre conscience, travailler sur les conflits et rester mobilisé jusqu'à ce que les dirigeants agissent. Et dans beaucoup d'autres cas, on ne pourra simplement pas compter sur les dirigeants, et donc les gens organisés à côté des Mouvements sociaux, devront s’immiscer dans la politique pour déplacer les réactionnaires de l'espace de pouvoir. Intervenir en politique peut prendre différentes significations selon le régime en place, et cela demandera différentes tactiques de lutte nonviolente et la participation dans la vie politique, quel que soit le niveau de démocratie, pour chercher à la transformer.
* Où ? Partout sur la planète il y aura toujours des personnes avec des aspirations semblables, il y aura toujours des conflits et des opportunités pour travailler autour de ceux-ci. L’important sera de trouver le dénominateur commun pour se coordonner partout dans le monde, pour que chaque action, si petite qu’elle soit, se vive comme une avancée dans le projet de tous.

#### La collaboration et l'aiguille à coudre

Nous avons tous déjà cousu ou vu recoudre un bouton, ou peut être faire une retouche, et nous avons peut être vu travailler un tailleur ou une couturière. Nous avons observé d’abord comment on met le fil dans le chas de l’aiguille, puis comment les doigts agiles font passer l'aiguille d'un côté à l'autre, jusqu'à ce que finalement le fil reste, presque invisible, unissant les parties. Et l'aiguille ? Bien sûr on la remet dans la boîte à couture, car si elle restait dans les vêtements quelqu’un pourrait se blesser.

La collaboration entre les organisations qui adhèrent à l'idéal de la Nation humaine universelle devrait fonctionner de la même façon. Ceux qui travaillent dans diverses organisations, avec le regard mis sur l'articulation simultanée avec les autres, doivent le faire avec l'humilité du fil qui reste peu visible, et avec le détachement de l'aiguille qui ne cherche pas à rester.

Il n'est pas souhaitable qu'un leadership personnel ou qu’une quelconque organisation cherche à monopoliser un projet, en proposant aux autres qu'ils s’articulent autour de lui. Et nous ne parlons pas seulement des tentatives grotesques de manipulation qui ne manquent jamais. Nous nous référons surtout aux tentatives subtiles, presque subliminales, et parfois même inconscientes de prendre le contrôle. Sur le chemin de la collaboration, il faut se détacher de ces tendances si elles sont nôtres, et apprendre à les observer et à ne pas faire leur jeu si elles viennent des autres.

Comme nous le disions précédemment, beaucoup d’organisations qui agissent déjà ont des objectifs semblables à celui de la Nation humaine universelle. Bien d’autres organisations apparaîtront si on fait briller l'image de ce projet. L'aspiration à un monde meilleur est un patrimoine de l'Humanité. Une grande partie des personnes qui travaillent dans ces organisations, voire même des élus de gouvernements progressistes, mettront toute leur énergie sur leur objectif, en sachant qu'il converge avec le projet général. Mais cette convergence ne sera pas suffisante pour démanteler les énormes pouvoirs de l'anti-humanisme, il sera donc nécessaire qu’une collaboration permette d’agir à une échelle chaque fois plus grande. Et pour cela, il y aura toujours des personnes disposées, non seulement à travailler pour l'objectif spécifique de leur propre organisation, ou de leur gouvernement, ou de leur groupe, mais qui en mettront une intentionnalité pour travailler en collaboration avec les autres. Ceux qui ont cette vocation, s'ils veulent que cela fonctionne, devront le faire avec ce détachement dont nous parlions, sans être à l'affût du pouvoir. Et cela leur donnera beaucoup de liberté et de cohérence dans l'action.

Ainsi nous avons parlé de qui, quand, comment et où on devrait agir pour avancer, pas à pas, vers la Nation humaine universelle. Nous allons voir maintenant les principaux objectifs vers lesquels il faudrait travailler pour qu'il y ait de vraies transformations, au niveau international et aux niveaux nationaux. Bien sûr que pour faire des grands pas, il faudra en faire beaucoup d'autres plus petits, et chacun d'eux devait être un objectif en soi.

### Les grands pas au niveau international

#### Le désarmement

##### Démantèlement de l’arsenal nucléaire

Quand, en 1968, la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été initiée, la crainte d’un possible holocauste nucléaire était toujours latente, présente durant toute la guerre froide et renforcée par la crise des missiles de Cuba en 1962. C’est sûrement ce qui motiva la plus grande partie des nations à adhérer au traité, s’obligeant à ce qui a été établi dans les articles II et III[[11]](#endnote-12), même si les principales puissances, membres permanents du Conseil de Sécurité, maintiendraient leur arsenal nucléaire, assumant seulement un vague compromis de négocier en toute bonne foi son démantèlement, selon l’article VI[[12]](#endnote-13). À peine 30 ans plus tard, après la chute du mur de Berlin, il y eut quelques avancées de la part des États-unis et de l’URSS/Russie, au moyen de la signature des accords START[[13]](#endnote-14), mais on sait que les réductions accordées laissent de toute façon à ces deux puissances l'arsenal suffisant pouvoir détruire la planète. À ce pouvoir, il faut ajouter les arsenaux que maintiennent la France, l’Angleterre, la Chine, la Corée du Nord, l’Inde, le Pakistan et Israël (ces 4 derniers pays n’ayant même pas adhéré au traité). Certains soutiennent que si depuis Hiroshima et Nagasaki on n’a pas utilisé ces armes contre les populations, c’est grâce au pouvoir dissuasif qu’impose la menace d’une réponse fulminante contre celui qui se permettrait de lancer le premier missile. Mais ils ne disent rien à propos du pouvoir de chantage que les puissances atomiques ont à l'égard du reste du monde. Si l’argument du pouvoir dissuasif des armes nucléaires pour maintenir la paix était peu crédible durant la Guerre Froide, il l’est encore moins aujourd'hui et le maintien des arsenaux nucléaires s’explique uniquement par l’intérêt de maintenir des situations de domination de la part des principales puissances.

Il ne fait aucun doute que l’obstacle pour que l’humanité se débarrasse de la menace de sa propre destruction est l’intérêt des puissances armées qui devraient changer leur politique. Il faudra donc sensibiliser les populations, surtout dans les pays qui disposent de ces armes, afin qu’elles cessent d'appuyer les gouvernements qui défendent les intérêts du complexe militaro-industriel et les intérêts du pouvoir économique qui s’abrite précisément derrière le pouvoir des armes.

Alors ce qu’il faut faire en ce sens c'est de faire pression sur les gouvernements afin qu’ils se définissent sur ce sujet et éclairer les populations de sorte qu’elles ne continuent pas d’élire des gouvernements qui ne travailleraient pas activement pour le désarmement nucléaire. On doit surtout entreprendre une lutte culturelle, en premier lieu pour expliquer que le risque d’un holocauste nucléaire demeure en vigueur et ne s’est pas éteint avec la fin de la Guerre Froide, ensuite pour dissiper les fantômes de menaces externes comme justifications pour maintenir ces armes et enfin pour comprendre qu’il n’y aura de paix pour personne tant que quelques puissances prétendent imposer leur volonté avec arrogance.

Bien sûr, il existe de nombreuses organisations spécialisées qui travaillent sur ce thème parmi lesquelles nous pouvons citer la Fondation Monde sans guerres depuis laquelle est impulsée la création de divers niveaux de travail[[14]](#endnote-15) pour coordonner et mettre en commun les efforts dans la direction du désarmement nucléaire. Quiconque veut travailler sur des campagnes dirigées à appuyer ce pas très important vers la Nation humaine universelle devrait sûrement le faire en coordination avec les spécialistes et les activistes sociaux engagés dans cette thématique. Ce qui importe c'est de comprendre qu’il ne suffit pas de réclamer, il faut couper un maillon de la chaine du pouvoir des violents, en élisant des gouvernements disposés à prendre les décisions nécessaires.

##### Le désarmement progressif de l’armement conventionnel

Bien que le pouvoir dévastateur des armes nucléaires les place à un niveau de priorité maximale au moment où nous parlons de la nécessité d'un désarmement, ce sont les armes conventionnelles qui causent le plus grand mal, coûtant des milliers de vies dans les nombreux conflits armés qu’il y a sur la planète. La diminution de l’armement conventionnel demandera un processus complexe. À la différence de l’armement nucléaire, avec lequel il est plus simple d'expliquer aux populations l'irrationalité qu'implique d'avoir des armes capables de faire disparaître tout vestige de vie sur la planète, l’armement conventionnel a habituellement plus de défenseurs selon la situation de chaque pays.

Il sera alors nécessaire, pour initier un processus de sensibilisation des populations qui conduise jusqu’à un désarmement progressif, d’analyser les différents niveaux d’armement et travailler les argumentations respectives, pas à pas. À ce sujet, on pourrait distinguer au moins 5 situations :

1. L’armement créé par le complexe militaro-industriel[[15]](#endnote-16), cherchant à se rétroalimenter commercialement avec la création de conflits armés ou avec l'augmentation et la perpétuation des conflits existants.
2. L’armement soutenu par les grandes puissances dans le but d’intervenir dans d’autres pays ou d’envahir des territoires, en argumentant avec des objectifs de politique internationale pour occulter les vrais intérêts économique.[[16]](#endnote-17)
3. L’armement des nations qui souffrent des conflits armés réels, internes ou avec d’autres nations.
4. L’armement préventif des pays qui envisagent une quelconque hypothèse de conflit futur.
5. Le maintien d’un niveau d’armement défensif pour la protection nationale, sans hypothèse de conflits à court ou moyen terme.

Pour pouvoir aborder les étapes d’un processus de désarmement conventionnel, il faudrait dénoncer fortement les intérêts réels qui sont cachés derrière les fausses argumentations des gouvernements des grandes puissances, en accord avec le pouvoir du complexe militaro-industriel. Même si l’information qui circule à ce sujet est abondante, il faudrait obtenir sa simplification afin de faciliter sa compréhension par la population. Il faudrait surtout faire en sorte qu’elle parvienne à la population des pays qui ont la plus grande responsabilité dans le développement de l’armement. En ce sens, si on commençait par réaliser des campagnes en lien avec la première des situations, en montrant l’influence du commerce des armes dans la génération de conflits armés, on pourrait obtenir que beaucoup de personnes, qui n’ont toujours pas de posture critique face à l’armement et au bellicisme de leurs gouvernements, commencent à comprendre que dans beaucoup d’occasions ce jeu ne sont même pas les intérêts nationalistes qui sont en jeu mais les négociations de ceux qui trafiquent avec la mort. Même si l'ignorance qui tolère le premier point et le nationalisme impérialiste qui soutient le deuxième sont également nocifs, il convient de distinguer les deux, au moment de planifier les pas d'une conscientisation sociale qui fasse pression pour le désarmement progressif. Il n’est pas nécessaire de parler désarmement aux pacifistes parce qu’ils sont déjà d’accord, ce dont nous avons besoin c’est de générer des fissures dans les bases électorales des vendeurs d’armes et pour cela il faut commencer par démonter progressivement la culture du national-impérialisme et le premier pas étant de montrer la corruption qui existe derrière les supposées croisades contre le mal. Il y a eu beaucoup de citoyens des États-Unis qui ont appuyé l’invasion de l’Irak, convaincus par le récit hollywoodien de la nation libératrice qui protège le monde des méchants, mais ils arrêtèrent de le soutenir quand ils eurent connaissance des contrats des entreprises de l’ex-vice-président Cheney qui purent croître à l’ombre de la mort et de la destruction de ce pays. La divulgation au niveau des populations des commerces du complexe militaro-industriel, peut permettre d’avancer dans la pression sociale vers une première diminution de l’armement, au moins de celui qui est directement lié à l’intérêt exclusif de cette industrie.

Nécessairement, la connaissance généralisée au sujet des négociations de la guerre, commencera à semer des doutes sur tout discours belliqueux avec lequel on prétendra justifier l’intervention en territoires étrangers ; on pourra alors avancer davantage dans la sensibilisation au sujet du second point. Là on ne parle déjà plus seulement des intérêts propres à l’industrie belliqueuse mais des intérêts économiques que défendent les armées, comme par exemple l’appropriation et l’exploitation des ressources énergétiques, ou le contrôle des routes commerciales stratégiques, ou la protection des marchés des multinationales. Les arrière-goûts colonialistes qui subsistent dans la culture des citoyens des puissances militaires, alimentés par la propagande cinématographique et médiatique, font que beaucoup de personnes croient que leur pays a le droit d’intervenir militairement dans d’autres territoires. Beaucoup sentent qu’ils font partie d’une culture supérieure qui a le droit et le devoir de corriger les erreurs des cultures inférieures, ils sentent que leurs soldats morts sont des héros et que les soldats et les civils morts dans des pays de seconde classe ne comptent pas. Ce sera une tâche ardue mais nécessaire : travailler dans les différents fronts culturels pour assouplir de telles croyances profondément enracinées, et qui constituent en définitive le soutien électoral des gouvernements qui appuient l'armement. D'une part, il faudra expliquer de façon simple toutes les contradictions qui existent entre un récit d'épopées belliqueuses et les intérêts économiques qui sont le moteur de la plupart des guerres. Mais il faudra aussi beaucoup travailler sur la divulgation de l'information et des images dans lesquelles on parvient à humaniser le regard que l'on a sur les autres peuples. Pour beaucoup de citoyens du dénommé premier monde, l'Amérique Latine est une région infestée de dictateurs et de trafiquants de drogues, les peuples musulmans sont plein de haine et de jalousie et c'est pour cela qu'ils sont le berceau du terrorisme, et les peuples africains n'ont jamais progressé parce qu'ils sont inférieurs. Beaucoup de citoyens de ce premier monde ressentent tout cela bien qu'ils prennent garde de ne pas l'exprimer, parce que c'est ainsi qu'ils ont été formés culturellement par la manipulation médiatique, la propagande cinématographique et dans beaucoup de cas par les programmes d'éducation officielle eux-mêmes. Un tel niveau d'insensibilisation à l'égard de peuples entiers anesthésie l'impact des massacres, assumés comme un effet collatéral non souhaité mais inévitable dans une croisade contre l'axe du mal[[17]](#endnote-18).

On doit travailler à la sensibilisation des populations des nations exportatrices d'armements et belliqueuses, pour que leur regard sur les autres peuples et cultures s'humanise, et pour qu'ils commencent à se sentir co-responsables des atrocités que commettent leur gouvernements au travers de leurs armées et de cette façon, forcer le changement des politiques ou des gouvernants.

Ce serait un gigantesque pas vers la Nation humaine universelle si on parvenait au moins à réduire substantiellement l'armement qui répond aux intérêts expliqués dans les points 1 et 2 puisque c'est précisément ce qui représente le plus grand volume de dépenses militaires mondiales. On connaît les statistiques au sujet de tout ce que nous pourrions faire pour éradiquer la pauvreté dans le monde, si on lui destinait les ressources mises dans l’armement. Et c’est précisément un autre des points qu’il faudrait mettre en évidence dans le processus de sensibilisation et de pression sur les gouvernements : on doit reconvertir l’industrie de la mort en une industrie pour le développement des pays les plus pauvres. Lorsque nous avons participé, fin 2009, à la Marche mondiale pour la nonviolence[[18]](#endnote-19), nous avons affirmé que *«pour chaque balle qu’on ne fabrique plus on sauve deux vies : celle qui aurait été perdue par son tir et celle qu’on pourrait sauver si on dépensait la valeur de cette balle en denrées alimentaires».* Aujourd’hui on pourrait aussi affirmer que les citoyens des pays dits du premier monde seront davantage en sécurité si au lieu de jeter des bombes dans les pays pauvres on commençait à jeter des aliments et des médicaments. Dans différentes occasions on a affirmé que l’économie de certains pays, notamment celle des États-Unis, se verrait énormément affectée si on arrêtait l’énorme machinerie du complexe militaro-industriel car le nombre d’emplois qu’il génère est énorme. Mais c’est précisément cette donnée qui démontre l’irrationalité du Système : elle démontre aussi que si une telle industrie se reconvertissait en un acteur du développement dans les pays les plus pauvres, on changerait le cercle vicieux de la mort en un cercle vertueux de la vie.

En passant maintenant au troisième point, on devrait comprendre que si la plus grande part des dépenses d’armement s’explique grâce aux deux premiers facteurs, il existe aussi des conflits armés entre pays ou des guerres civiles qui ne peuvent être attribuées uniquement à l’action des grandes puissances. Il existe de nombreux conflits limitrophes, des querelles pour des ressources naturelles, des séparatismes régionaux, des affrontements raciaux et religieux et des luttes de pouvoir qui éclatent avec des armes en provoquant la mort et la destruction et parfois en de véritables génocides. Mais le point est que si les facteurs 1 et 2 n’existaient pas les conflits du point 3 ne provoqueraient pas autant de destruction et dans beaucoup de cas on pourrait les résoudre pacifiquement. Parce que même s’il faudrait reformer l’ONU (et de cela nous parlerons dans un autre chapitre), il est aussi vrai au jour d’aujourd’hui, qu’en accord avec les chapitres V, VI et VII de la Charte des Nations Unies[[19]](#endnote-20), il existe déjà des mécanismes prévus pour parvenir à une résolution pacifique de beaucoup de conflits ou au moins pour modérer la violence de ceux-là. Mais le problème c’est précisément que les membres permanents du Conseil de Sécurité[[20]](#endnote-21) sont les plus importants vendeurs d’armes sur la planète, par conséquent ceux qui ont des intérêts à alimenter les conflits, et ce sont aussi ceux qui ont le plus d’intérêts économiques et politiques répartis dans une bonne partie du monde, c’est pourquoi il est difficile qu’il y ait un conflit dans lequel ils n’auraient pas un intérêt propre ou celui d’un allié. C’est-à-dire qu’il n’existe pas la moindre neutralité face à la plupart des conflits de la part de ceux qui ont le droit de veto.

De sorte que pour pouvoir avancer dans le désarmement impliquant les pays avec les conflits mentionnés dans le troisième point, il faudra au préalable résoudre les deux points antérieurs et une fois là, dans la complexité de chaque cas, il faudra travailler à la résolution pacifique des controverses.

Et concernant la réduction de l’armement dans les situations 4 et 5, qui représentent une moindre part dans l’armement total, une fois qu’on aura avancé dans les points antérieurs, progressivement les populations expérimenteront qu’on commence à vivre dans un monde moins violent et plus humain et alors il sera possible de s’accorder sur une diminution de l’armement au niveau régional de manière progressive et réciproque. Bien sûr, il sera nécessaire de travailler pour le désarmement dans tous les pays, parce que la sensibilisation doit parvenir dans chaque lieu de la planète, mais nous savons que tant que nous n’aurons pas obtenu cela au sein des populations des puissances exportatrices, le monde sera un endroit chaque fois plus violent.

Mais si nous voulons réellement progresser avec le désarmement, en faisant des pas réels et irréversibles comme nous voulons que le soient toutes les étapes proposées dans ce livre, nous devons aussi sensibiliser au sujet des fausses étapes qui servent seulement à tromper les populations, comme par exemple le Traité sur le Commerce des armes[[21]](#endnote-22) approuvé par l’ONU début 2013. Ce traité, qui ne sert absolument à rien pour le contrôle de la circulation des armes depuis les puissances exportatrices, et qui s'utilise seulement, comme beaucoup d’accords de l’ONU, pour sanctionner arbitrairement des pays faibles ou indisciplinés, est un exemple clair des manœuvres dilatoires qui sont menées par l’ONU, pour que les populations croient que quelqu’un se préoccupe des grands problèmes mondiaux et ainsi engloutir les tentatives de mobilisation.

#### Refondation des Nations Unies

Si l’ONU n’existait pas aujourd’hui, et si quelqu’un pensait à la créer, il est possible que les premières intentions générales qui s’exprimeraient ne seraient pas si différentes du Préambule à la Charte des Nations Unies signée en 1945.[[22]](#endnote-23) De telles intentions, réaffirmées dans le chapitre 1 relatif aux Propositions et Principes, se sont évidemment converties, au bout de 7 décennies, en un simple exercice rhétorique, lettre morte à odeur d’hypocrisie. C’est pour ce motif qu’au moment de penser à un nouvel ordre mondial et avant de penser à la lettre qui le régule, nous devons commencer par l’esprit qui l’anime puis continuer en définissant les relations de pouvoir que nous devons transformer pour qu'il devienne possible afin de proposer les pas qu’il faudra accomplir pour obtenir ces transformations et enfin parler de former les normes internationales de ce nouvel ordre auquel nous aspirons.

Par exemple nous sommes en accord avec ce qui est proposé par le G77[[23]](#endnote-24) quant à la reformulation du Conseil de Sécurité et particulièrement pour en finir avec la position privilégiée des 5 membres permanents. Mais la question est, pourquoi un groupe de pays majoritaire dans l’ONU n’obtient pas que cet organisme fonctionne autrement ? Précisément parce que ce qui dirige à l’ONU n’est pas la majorité mais le pouvoir militaire et le pouvoir économique qui sont aux mains des pays développés. Certaines puissances utilisent leur pouvoir pour forcer certaines décisions d’ensemble de l’ONU par la pression et le chantage et quand malgré leur pouvoir elles n’obtiennent pas la majorité des votes, elles agissent unilatéralement en opposition aux décisions de l’ONU, parce que cette dernière n’a pas le pouvoir de l’empêcher. En synthèse l’ONU est un appareil au service des puissances, qui offre un écran de légalité à ses violations et un maquillage philanthropique qui dissimule son total désintérêt pour résoudre la racine de la pauvreté dans le monde. D’autre part, le G77 est loin de représenter un bloc consolidé, étant donné l’hétérogénéité d’intérêts, de systèmes politiques et de liens internationaux de chaque pays. Et la même chose aurait lieu au jour d’aujourd’hui avec n’importe quel type de bloc majoritaire qui voudrait se former pour contrecarrer l’hégémonie des grandes puissances. En revanche, bien qu’il soit impossible à partir de cela de transformer radicalement le fonctionnement de l’ONU, ce qui est possible c’est de renforcer la détérioration de son image face à l’opinion publique. De telle sorte que tout ce que peuvent faire les membres du G77 pour secouer l'échiquier au sein de l’ONU, en mettant en évidence publiquement l’échec de son organisation sera énormément utile pour exposer aux citoyens du monde la nécessité de changements profonds. Parce que plus vite les sociétés comprendront et sentiront la nécessité de changements profonds, plus vite on pourra commencer à les réaliser, précisément depuis le cœur même de la société, à travers un changement culturel, un changement de paradigmes qui permette ensuite d’avancer dans les changements concrets au sein des pays et alors enfin elles pourront s’articuler comme de véritables Nations Unies.

L’esprit qui meut la recherche d’un nouvel ordre mondial devrait se forger à partir de l’acception de l’échec de l’ordre en vigueur et en assumant que nous ne pourrons nous approcher d’une coopération internationale tant que nous ne nous éloignerons pas dans le même temps des ego-nationalismes concomitant à l’individualisme enkysté dans nos sociétés. Probablement que si nous appliquions aux sociétés et pays ces sages références de Silo sur l’égoïsme[[24]](#endnote-25), nous pourrions aider à faire comprendre que ces sociétés qui croient qu’elles seront mieux si elles s’enferment dans leurs frontières et dans leurs propres intérêts, commettent une erreur de calcul puisque dans un monde de véritable coopération réciproque et en paix, avec un meilleur fonctionnement de l’ensemble, les parties seront plus fortes.

Pourtant la sensibilisation des sociétés à l’égard de ce nouvel ordre mondial comme image d’un futur désiré par tous devrait se faire autour d’exigences concrètes pour l’ONU et ses membres. Par exemple, l’interdiction pour les états membres du Conseil de Sécurité de vendre des armes. Par exemple, l’ouverture des frontières pour tous les citoyens du monde. Par exemple, établir que chaque pays verse un pourcentage de son budget d’armement à un fond international destiné à financer le développement des nations les plus pauvres. Par exemple, trouver un accord mondial pour sortir de la spéculation financière et des paradis fiscaux. Il est probable que ces propositions comme d’autres exemples qui pourraient être donnés, ne pourront voir le jour dans les conditions actuelles de l’ONU mais la mobilisation autour de celles-ci mettra en évidence auprès des populations les contradictions et l’hypocrisie qui règnent dans cet organisme et en particulier entre les gouvernements des grandes puissances qui le gère et l’opinion publique sentira chaque fois plus la nécessité d’une transformation totale. De plus, l’impossibilité à court terme que l’ONU réponde aux demandes des peuples ne fait pas obstacle à ce que quelques gouvernements progressistes puissent mener unilatéralement quelques-unes de ces propositions, ce qui constituerait de véritables effets démonstratifs.

Alors, d’un côté on devrait avoir des propositions claires, faciles à transmettre et diffuser pour pouvoir se mobiliser autour d’elles, que ce soit devant les gouvernements ou les ambassades des pays membres du Conseil de Sécurité ou du Conseil économique et social ou simplement devant des représentants de n’importe quel pays membre de l’ONU, pour instaurer un processus de sensibilisation général. D’autre part, on devrait promouvoir dans divers forums, existants ou créés à cet effet, le débat sur la nouvelle ONU que l’on souhaite pour le nouvel ordre mondial, celui d’une Nation humaine universelle. Parce qu’il est nécessaire d’ouvrir un profond et vaste processus de réflexion dans lequel on va définir avec le plus de précision possible le fonctionnement du nouvel ordre international dans les différents domaines. Domaine par domaine, cas par cas, il faudrait transformer l’ébauche en plan, en projet. Il ne s’agit pas d’imaginer une nouvelle île Utopie[[25]](#endnote-26) pour des peuples idéaux ; il s’agit que les peuples réels s’orientent vers leurs meilleures aspirations et malgré les obstacles, les intérêts des puissants et leurs propres égoïsmes, trouvent le meilleur moyen de s’organiser.

Dans le processus de réflexion sur la conception de ce nouveau système de relations entre les peuples du monde apparaîtront nécessairement les limites, la différence entre ce que l’on aimerait et ce qui est possible. Dans cette étape il faudra comprendre qu’il y a les limites qui correspondent au moment historique, social et culturel dans lequel se trouve chaque peuple et qu’il y a les limites provoquées par les intérêts de minorités puissantes. Dans le premier cas il faudra comprendre qu’on doit avancer pas à pas sans que l'orgueil d'une avant-garde supposée éclairée n'essaie de forcer le pas des temps sociaux. Il est estimable et authentique d’approfondir la sensibilisation et l'éclaircissement pour contribuer à l'accélération des temps historiques mais on ne peut obliger les peuples à faire quelque chose qu’ils ne veulent pas ou pour laquelle ils ne sont pas encore préparés. Le second cas est différent, parce que c’est précisément l’intérêt de certaines minorités qui cherchent à arrêter ou tordre le cours de l’histoire, empêchant les peuples de concrétiser leurs aspirations. Mais cela ne doit pas être considérer comme une limite du projet mais simplement comme un obstacle à vaincre.

Par exemple, au moment d’analyser la façon dont une communauté de nations mettra fin à la spéculation financière qui a produit tellement de dégâts dans l’économie des pays, il est probable qu’on se trouve face à la limite que des peuples dans ce moment historique défendent de tels intérêts. La limite qui apparaîtra sera le pouvoir que les capitaux financiers ont sur de nombreux gouvernements ; mais cela ne peut nous faire renoncer d’intégrer dans le projet d’une Nation humaine universelle la disparition de ce pouvoir destructif. Ce qu’il faudra faire c’est comprendre que pour obtenir cet objectif il faudra faire beaucoup de pas et il faudra exercer une grande pression sociale jusqu’à ce que les gouvernements agissent en accord avec les demandes des gens.

En revanche, il peut y avoir quelques propositions qui, bien que sincères pour la plus grande partie des peuples, peuvent présenter des résistances pour certaines populations. Par exemple, dans le cas de l’inexistence des frontières pour la circulation des personnes partout dans le monde, il peut y avoir différentes postures, et cela sera un thème de débat et de réflexion jusqu’à parvenir à des accords compatibles avec chaque moment historique. Dans certains pays des résistances peuvent surgir à cause d’une formation culturelle discriminatoire ou des peurs infondées et dans ces cas il faudra travailler beaucoup dans la sensibilisation autour de la non-discrimination et on pourra avancer pas à pas au rythme du changement culturel. Dans d’autres cas, il peut y avoir des situations particulières dans lesquelles pourraient se produire des effondrements ou des déséquilibres sociaux ou économiques préjudiciables à tous et dans ces cas-là, il faudra avancer par étape, en étayant les structures sociales et économiques pour qu'elles ne s’effondrent pas devant les flux migratoires dans un sens ou dans l’autre. Mais il faudra toujours avoir clairement la direction vers l’intégration mondiale.

Au sujet de l’intégration mondiale, il serait bon de différencier, dans les grandes lignes, ce qu’on nommerait processus de mondialisation de ce que l’on connaît comme globalisation. La globalisation est un processus fondamentalement d’expansion économique dans lequel les intérêts des grandes corporations et du pouvoir financier ont tissé un réseau de relations qui parvient dans tous les recoins du monde. En revanche, la mondialisation, qui est plus intéressante, est l’intensification dans la relation entre les différentes cultures, entre les peuples, qui s’est accélérée grâce aux avancées technologiques dans les communications. Actuellement l’ONU et les différents organismes internationaux sont au service du processus de globalisation, cherchant à imposer une ordonnance militaire, financière et juridique qui garantisse les intérêts du pouvoir économique. Bien que la conformation politique d’un gouvernement virtuel mondial, dominé par les États-Unis, a été frustrée par leur propre défaillance et par le surgissement de contrepoids régionaux, les pouvoirs économiques ont continué d’avancer vu qu'ils sont fondés sur un processus de globalisation qui engage toutes les économies du monde. Chaque fois plus il devient nécessaire d'avancer dans une législation internationale mais dans les conditions actuelles elle portera toujours le même signe de la globalisation économique. Nous devons changer cette direction avant que la dictature du capital financier international passe d’un pouvoir factuel à un pouvoir institutionnalisé. Plutôt que cela, nous devons parvenir à ce que les peuples du monde s’autogèrent dans une Nation humaine universelle dans laquelle pourront cohabiter les diversités et pour cela il est nécessaire de commencer par expliquer à tout le monde qu’aujourd’hui l’ONU est aux antipodes de ce monde souhaité et il est nécessaire de la refonder, en la basant sur les bases organisatrices de la Nation humaine universelle.

Bases organisatrices de la Nation humaine universelle :

* Convergence des peuples vers l’organisation d’une Confédération des nations humanistes, articulées autour de l’objectif de constituer une Nation humaine universelle.
* Mise en vigueur de la souveraineté et du droit à l'autodétermination avec la limitation unique des engagements inaliénables assumés comme membres de la Nation humaine universelle, comme condition requise d'inclusion et de permanence, à savoir :
* Désarmement nucléaire, réduction substantielle de l’armement conventionnel, prohibition de la vente des armes.
* Résolution des conflits de manière pacifique. Face aux conflits armés existant, traitement dans un Conseil de Sécurité élu démocratiquement et possibilité d’envoi de forces internationales de paix.
* Apport d’un pourcentage de chaque budget national dans un Fond International pour financer des campagnes de développement des pays les plus pauvres.
* Architecture financière solidaire, au moyen de la création de banques d’état sans intérêts pour financier le développement et le commerce complémentaire entre nations associées.
* Exclusion des paradis fiscaux et imposition de barrières aux capitaux spéculatifs. Un démantèlement du pouvoir financier international.
* Ouverture de toutes les frontières pour l’intégration d’immigrants et de réfugiés.
* Transformation progressive de la matrice productive concentrée dans le consumérisme pour une nouvelle matrice axée sur le développement écologique durable et la distribution équitable.

#### Campagne pour le développement mondial

Comme pour bon nombre des sujets que nous pouvons proposer au niveau mondial, nous ferons toujours face à l’énonciation d'objectifs similaires de la part de l'ONU et, chaque fois, nous constaterons rapidement qu'il y a une différence entre ce qui est dit et ce qui est fait. Il est probable que si nous parlons de ce qu’il faudrait faire en matière de développement au niveau mondial, nous allons trouver des points communs avec les dénommés «Objectifs du Millénaire»[[26]](#endnote-27) qui, comme nous le verrons, sont loin de constituer un véritable engagement de la communauté internationale à en finir une fois pour toute avec les conditions de vie déplorables dans lesquelles se trouve un tiers de la population mondiale.

Même si le rapport de l’ONU de 2013, par rapport à l’accomplissement des étapes du millénaire, montre des avancées significatives, celles-ci n’ont rien à voir avec un effort de la communauté internationale, mais plutôt avec la croissance qu’ont eue la Chine, l’Inde et quelques pays sud-américains. En revanche, l’aide nette des pays développés a diminué au cours des dernières années, indiquant un engagement quasi nul dans la lutte contre la pauvreté, qui n’atteint pas les 0.3% de leur PIB et représente moins d’un dixième des coûts de l’armement. Bien que dans les 20 dernières années on ait sensiblement réduit le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollars par jour, l’augmentation du prix des aliments fait que l’on reste encore à 15% d'indice de malnutrition, tandis qu’un enfant sur 4 dans le monde a un retard de croissance. L’alphabétisation s’est améliorée dans les premières années mais a ensuite stagné. Et bien sûr l’engagement pour l’écologie est resté lettre morte et l’émission de gaz a augmenté de 46% depuis que l’on a proposé sa diminution.

En définitive, les objectifs du millénaire n'ont pas impliqué d'engagement des pays les plus développés vers les plus pauvres, mais chaque pays a dépendu de son propre potentiel, à l'intérieur d'un contexte international erratique. Certains ont avancé, parce qu’ils l’auraient fait de toute façon, et d’autres ne purent pas avancer beaucoup et personne ne s’est occupé de les aider. Les objectifs du millénaire n’ont pas constitué un véritable projet de coopération solidaire internationale mais uniquement l’énonciation d’étapes avec lesquelles pouvoir comparer ensuite l’évolution statistique[[27]](#endnote-28).

Ce que nous proposons en revanche, quand nous parlons d’une véritable Campagne pour le développement mondial, c’est un engagement authentique des populations, des mouvements sociaux et des gouvernements pour améliorer les conditions de vie de toute la planète, en assumant que nous sommes tous frères et que, en tant que tels nous devons nous aider les uns les autres, indépendamment des nationalités, des croyances et des ethnies. Cela implique de prendre en charge, non seulement les situations à résoudre dans chaque pays, mais aussi de contribuer à aider les autres peuples. Que les pays les plus développés consacrent une partie importante de leur budget pour financer le développement des pays les plus nécessiteux. Que des millions de volontaires de toute la planète soient disposés à se déplacer pour aider au niveau de l’éducation et de la santé dans d’autres pays. Qu’une bonne partie des fonds, aujourd’hui placés dans la spéculation financière et dans la vente d’armes, soit destinée à cette campagne. En définitive, un projet de ce type, en plus de représenter par lui-même un énorme pas vers la Nation humaine universelle, serait sans aucun doute le détonateur d’autres pas qui seront nécessaires autour de cette campagne.

Dans une première étape, cette campagne devrait se consacrer à résoudre le plus rapidement possible les carences de base des populations que sont, l’alimentation, la santé et l’éducation. Mais dans un deuxième temps, il faudra travailler à créer des conditions durables de développement dans chaque lieu, générant des sources de travail, une infrastructure et une organisation sociale. Dans cette étape on devra parvenir à transformer la matrice de développement pour qu’elle cesse d’être appuyée par le consumérisme d'une minorité, et parvienne à se sustenter dans la consommation rationnelle des biens et des services par la majorité. Le développement durable, dans les pays aujourd’hui les plus défavorisés, impliquera des pas méthodiques qu'il faudra synchroniser avec les pas graduels nécessaires des nations aujourd’hui les plus développées, afin que celles-ci appuient les premières. Par exemple, la réorientation des ressources que les gouvernements destinent aujourd’hui à l’armement vers le développement des pays les plus pauvres, requiert une reconversion progressive de l’appareil militaro-industriel qui sera proportionnelle à la croissance de ces autres industries qui approvisionneront les pays recevant l’aide. Une telle progression sera nécessaire pour assurer la viabilité de la reconversion industrielle mais en même temps elle permettra d’échelonner l’impact politique des décisions des gouvernements qui s’engageront dans cette campagne internationale. Dans le même temps, les nations qui reçoivent l’aide devront aussi, petit à petit, générer les conditions pour qu’elles parviennent effectivement à mettre en marche leur propre développement durable et qu'elles ne se limitent pas à de l’aide humanitaire. L’éducation et la formation devront accompagner ce processus et ces temps devront être comptabilisés avec les autres étapes.

Il faudra également réaliser des réformes fiscales dans les pays les plus développés pour ponctionner davantage les hauts revenus, surtout le revenu financier et, avec ces ressources, financer aussi le développement des pays les plus pauvres. Une telle réforme fiscale peut réduire progressivement les ressources qui aujourd’hui sont destinées au consumérisme et aux biens somptuaires, ce qui impliquera aussi nécessairement une reconversion de la production du fait de la modification de la consommation. Tout cela rendra possible à son tour que les nouvelles entreprises qui surgissent, tant par la reconversion des pays les plus riches que par le développement des pays les plus pauvres, s’organisent en interne avec les directives d’un système d'Économie mixte.

Ce que nous disons d’une part c’est que se focaliser sur cette campagne impliquera nécessairement la mise en place de divers autres pas en relation avec le chemin vers la Nation humaine universelle : le pas du désarmement, le pas des transformations économiques, le pas des changements culturels, celui de la mystique sociale et celui des transformations politiques. Et nous disons d’autre part que l’incontournable progression des pas pour toutes les transformations nécessaires dans cette campagne devrait être comptabilisée avec la progression nécessaire des pas à faire au niveau social et politique pour que les pays s'engagent dans cette campagne.

Il est probable que dans certains pays ayant le potentiel pour destiner des ressources à l’aide à d’autres pays, ou ayant la possibilité de mobiliser des volontaires, il y ait aussi en interne des secteurs avec des nécessités insatisfaites, en raison d’une distribution injuste du revenu ou de politiques erronées des gouvernements ; il pourrait donc sembler contradictoire de se disposer à collaborer avec d’autres pays sans avoir tout résolu dans le sien. Face à cela, nous devons dire que l'un n'empêche pas l'autre, car s'il existe des ressources suffisantes à l'intérieur du pays, travailler pour les transformations nécessaires au niveau national sera une tâche pour de nombreuses personnes, tandis que simultanément d'autres peuvent aider à l'étranger.

La progressivité nécessaire permettra aussi que, dans certains pays, on puisse commencer par utiliser cette campagne comme première image mobilisatrice au moment de conscientiser sur le projet de la Nation humaine universelle. Par exemple, il pourrait arriver que dans un pays développé spécifique, on commence à réaliser des campagnes pour que la technologie militaire soit reconvertie et utilisée pour aider au développement dans les régions les plus défavorisées. Ou bien que dans un autre pays développé on commence à réaliser des campagnes pour prélever une taxe déterminée sur le revenu financier, et avec les fonds recueillis qu’on mette en place un programme de « faim zéro » dans certains pays pauvres. Ou encore que, dans d’autres pays, on réalise des campagnes afin de créer une loi qui oblige les entreprises ayant une grande rentabilité à destiner une partie de leurs bénéfices à des campagnes d’alphabétisation dans certains pays concernés par l’illettrisme.

Cela signifie que cette campagne pourrait se subdiviser en de nombreux petits pas, avançant depuis la sensibilisation des sociétés dans les pays développés, passant par les premières avancées dans l’aide effective aux pays les plus pauvres, pour parvenir à se convertir en une priorité de la communauté internationale.

#### Restructuration du système financier international

Parmi la multitude de points à aborder pour transformer le monde et arriver à une Nation humaine universelle, l'un des plus importants est sans aucun doute d'en finir avec la dictature du capital financier international parce que c'est la source de beaucoup des maux qui affligent l'humanité. L'injustice sociale, la faim, la dégradation de l'environnement, la violence sociale et une grande partie des guerres sont les conséquences directes ou indirectes de la voracité du monstre financier qui déforme l'économie réelle. L'accumulation de richesse, tendance historique du capitalisme, a débordé des canaux du réinvestissement productif pour aller gonfler des bulles spéculatives, systématiser l'usure et accélérer la concentration oligopolistique. Déjà lors de la crise de 1929, au delà des discussions sur les causes et les effets[[28]](#endnote-29), il est certain que toutes les variables qui se sont rétro-alimentées pour provoquer l'explosion et la dépression étaient liées à la problématique de la distribution de la richesse et de l'usage irrationnel et spéculatif des excédents. Cette crise a mis en évidence que les contradictions du système, en plus de générer les inégalités intrinsèques permanentes déjà connues, pouvaient aussi accumuler des tensions systémiques qui explosaient en crises autodestructrices, crises qui ne se limitaient pas au domaine économique mais qui dérivaient en crises politiques et en conflits belliqueux. Après la seconde guerre mondiale, il a fallu investir beaucoup de capitaux dans la reconstruction et les politiques keynésiennes ont semblé apporter deux décennies de prospérité. Mais déjà au début des années 70, la crise du pétrole a laissé l'appareil productif sans énergie bon marché et le système financier avec beaucoup de pétrodollars. Et alors l'usure internationale s'est renforcée en voyant la possibilité de multiplier ses gains en endettant, non seulement les entreprises, mais aussi les pays. C'est ainsi qu'on est arrivé à la crise de la dette extérieure en Amérique Latine au début des années 80, et les créditeurs, avalisés par les organismes financiers internationaux ont asséché les budgets nationaux, appauvrissant les peuples et s'appropriant le patrimoine public et privé[[29]](#endnote-30), pendant que les dettes continuaient de croitre de toutes façons. Le boom néolibéral des années 80 et 90, renforcé et globalisé suite à la chute du communisme, a fini de rompre les quelques barrières qui retenaient le capital financier international ; il eut alors la liberté totale pour piller à sa guise. Déjà, en 1993, Silo[[30]](#endnote-31) annonçait l'arrivée d'un para-état formé par le pouvoir financier international exerçant sa domination sur l'économie et la politique, au travers de la spéculation et de l'usure, comme une véritable dictature de facto. À son tour, grâce à ces mêmes politiques, la distribution du revenu dans l'économie réelle a été de plus en plus défavorable aux travailleurs, et l'accumulation de richesse entre peu de mains s'est accentuée. Cela a augmenté encore plus le flot d'excédents des entreprises qui ont terminé dans la spéculation financière. Et à son tour, comme le système avait besoin de la consommation des populations pour continuer à générer des gains, la baisse du revenu des salariés a été compensée par le boom du crédit ; c'est-à-dire qu'on a endetté les populations pour qu'elles continuent de consommer. De nouvelles affaires pour les usuriers. Mais comme les excédents financiers étaient trop importants et, que par leur propre mécanique, ils devaient être investis pour générer plus de gains, ils ont été utilisés pour gonfler des bulles, surévaluant des actifs et prenant les bénéfices avant que ces bulles n'éclatent, comme la dernière et la plus grande de toutes, celle de 2008, avec les hypothèques sub-prime et la surévaluation immobilière.

Quand en 2008, nous avons analysé cette "implosion dans l'Empire"[[31]](#endnote-32) , nous avions mentionné comme conditions préalables, l'énorme endettement des citoyens des États-Unis, la voracité du capital financier spéculatif qui avait généré la bulle et la globalisation qui lui a permis de contaminer aussi l'Europe. Mais s'il restait quelques doutes sur ceux qui dirigent le monde et qui sont capables de générer une crise globale d'une telle amplitude, il suffit d'observer ce qui s'est passé après l'explosion de la crise pour bien comprendre jusqu'à quel point la Dictature du capital financier international. Non seulement les gouvernements n'ont pas pris de mesures pour limiter le pouvoir du secteur financier mais, au contraire, ils ont subventionné les banques à coup de millions de dollars et d'euros, pendant que les gens perdaient leurs maisons. En d'autres termes, ceux qui ont provoqué la plus grande crise économique des temps derniers ont été récompensés par encore plus d'affaires, d'argent et de pouvoir, à l'exception honorable et passée sous silence de l'Islande.[[32]](#endnote-33)

Mais le pouvoir de la Banque ne vient pas seulement de sa capacité à acheter les volontés politiques, mais surtout de la dépendance de l'économie réelle dans le réseau financier. Curieusement, quand la dernière crise financière est apparue aux États-unis, les voix de gauche et de droite ont coïncidé dans leur désaccord à ce que le gouvernement émette des dollars pour assister les banques. La gauche était en désaccord parce qu'elle disait que ces fonds devaient servir à assister la population, à ceux qui perdaient leurs maisons et leurs emplois, alors que les secteurs les plus conservateurs des Républicains affirmaient qu'il fallait laisser les banques avec des problèmes s'effondrer pour assainir le système et garder uniquement les plus solvables. Évidemment, pour les plus conservateurs, le coût social qu'impliquait le fait de laisser se produire une chaîne de banqueroutes dans l'économie, afin qu'après une longue période un équilibre se rétablisse, n'avait aucune importance. Dans le cas de la gauche, cela se limitait à réclamer ce qui paraissait le plus juste, mais sans analyser en profondeur les possibilités factuelles et l'impact ultérieur. En définitive, la réalité c'est qu'Obama n'a pas eu beaucoup de choix une fois la crise débutée. Laisser tomber les banques impliquées aurait eu un effet domino qui en aurait emporté beaucoup d'autres, la chaîne de paiement dans l'économie réelle se serait rompue et la succession de faillites aurait provoqué un chômage du niveau de celui de 1929. Et c'est précisément là que se trouve le pouvoir de chantage des banques, car grâce à l'effet du multiplicateur bancaire, elles provoquent une métastase de l'économie réelle, amplifient l'effet de leurs crises et font pression pour qu'on les sauve sous la menace d'un désastre économique et social. Bien entendu avant l'explosion de la crise, il y aurait eu une autre option : injecter de la liquidité dans le système pour éviter des dommages majeurs, et en échange de cela nationaliser la banque et reprendre le contrôle des finances. Mais cela aurait signifié une audace impensable de la part de gouvernements compromis avec le système.

Nous disons donc que le premier pas pour diminuer le pouvoir de la banque privée et protéger les sociétés des pratiques spéculatives et usurières, est de déplacer une chose aussi sensible pour l'économie que le flux financier vers une Banque publique. Mais pour cela d'autres transformations sont nécessaires. La plupart des Banques Centrales nationales sont devenues depuis longtemps des succursales du pouvoir financier global plutôt que des instruments des politiques d'état. C'est quelque chose qu'il faut changer si on veut mener à bien des politiques financières bénéfiques, sans cinquième colonne du pouvoir financier enraciné dans l'État, travaillant seulement pour le bénéfice du 1% le plus riche de la population.[[33]](#endnote-34) Mais comme les finances que manient les États ne sont pas isolées du reste du monde et que, nécessairement, on doit accorder les politiques financières au niveau mondial, il faudra aussi remplacer les organismes financiers internationaux qui répondent aux intérêts du pouvoir financier global.

On sait que les recettes récessives du FMI, à l'heure de fixer les règles pour les pays endettés au nom de l'orthodoxie monétariste, ont produit l'effet contraire puisque non seulement elles ont générées récession et chômage mais en plus les dettes ont augmentées. On sait aussi que les conditions d'obtention des prêts de la Banque Mondiale suivent le même principe par rapport aux politiques économiques considérées comme correctes. Mais le problème principal n'est pas la vision que ces organismes peuvent avoir par rapport à l'économie, puisque dans ce cas il suffirait de changer le profil de ses élus pour changer de politiques. Le problème est que ces organismes financiers internationaux défendent les intérêts des grandes corporations et des groupes financiers privés, qui cherchent à faire de bonnes affaires partout sur la planète au détriment des intérêts des peuples[[34]](#endnote-35). Un cas particulier et démonstratif est celui du CIRDI[[35]](#endnote-36) (Centre international de règlement des différends en matière d'investissement), outil juridique de la Banque Mondiale et donc proche des intérêts des multinationales des principaux actionnaires de la Banque Mondiale (États-unis, Royaume-Uni, France, Japon et Allemagne). Les organismes financiers internationaux, non seulement, imposent un chantage aux gouvernements au travers de leurs prêts pour qu'ils ouvrent et privatisent leur économie, mais aussi les conditionnent à accepter la juridiction du CIRDI pour préserver les entreprises d'un changement quelconque de politiques futures. Ainsi, si un gouvernement par complicité avec le pouvoir économique ou par faiblesse devant son chantage, accepte des conditions léonines pour les multinationales qui commencent à opérer sur son territoire, et qu’ultérieurement un autre gouvernement cherche à reformuler ces conditions, que ce soit dans le domaine économique ou environnemental, la multinationale qui se voit affectée peut se tourner vers les tribunaux du CIRDI pour que celui-ci, inexorablement, punisse l'État (jamais l'entreprise) avec des indemnisations par millions.

C'est ainsi que le Pouvoir financier international compte, non seulement sur sa propre force de frappe pour contrôler et piller l'économie mondiale, mais aussi sur la complicité des organismes financiers internationaux. Il conçoit aussi sa propre justice globale, que ce soit par l'intermédiaire des tribunaux internationaux comme le CIRDI, ou par des juges amis dans des juridictions comme New-York dont les tribunaux doivent parfois traiter des procès entre états nationaux et entreprises ou créditeurs internationaux.

Une fois de plus nous sommes devant le grand dilemme que nous essayons de refléter dans ce travail. Le monde va vers une intégration de plus en plus grande dans tous les domaines et le point est de savoir si la destination finale est une globalisation gouvernée par le Pouvoir financier international ou si nous arriverons à une véritable Nation humaine universelle. Parce qu'il ne fait aucun doutes qu'à mesure que les nations se complètent et s'intègrent toujours plus, il est nécessaire d'avoir des organismes internationaux, des politiques internationales, une justice internationale et jusqu’à des forces capables de garantir la paix. Mais le point est de savoir qui contrôlera tout cela ? Une puissance constituée en empire ? Un groupe choisi de nations puissantes ? Le pouvoir financier international, à visage découvert ou sous le masque d'un groupe de nations sous son contrôle ? Bien entendu nous aspirons à autre chose, nous aspirons à une Nation humaine universelle dans laquelle le pouvoir de décision soit réellement entre les mains des populations. Et ceci, pour ce qui est lié au maniement des finances, implique un virage à 180 degrés par rapport à ce qui s'est fait jusqu'à maintenant. Et même s'il y a beaucoup de chemin à parcourir et de nombreux pas à faire, on voit déjà apparaître des signaux dans cette direction. Ce n'est pas un hasard que le groupe des BRICS[[36]](#endnote-37), qui représente la moitié de la population mondiale, ait fait part de la nécessité de compter sur sa propre banque. L'hégémonie des puissances occidentales plus le Japon qui ont imposé les règles du jeu durant des décades se voit aujourd'hui défiée par l'ascension de la Chine comme principale puissance économique, au même niveau que les États-unis, et par la forte croissance des pays émergents. Nous sommes en train de parler de pays dans lesquels le pouvoir politique a un plus haut degré d'indépendance par rapport au pouvoir économique, ce qui les autorise à penser différemment. Même si ceci ne veut pas dire qu'il faut prendre comme exemple la politique économique de ces nouvelles puissances émergentes, il est intéressant de noter que cette multipolarité représente un formidable contrepoids au système en place, qui est déjà affaibli par la crise de 2008 et qui subira de nouvelles fissures qui faciliteront l'arrivée de changements profonds.

Il existe une littérature abondante sur les caractéristiques que devraient avoir un nouvelle structure financière internationale, depuis des angles d'approche très divers, à la fois d'économistes progressistes ou d'orthodoxes. Et même un investisseur financier à succès comme Soros[[37]](#endnote-38) a manifesté la nécessité d'un changement systémique. Mais au-delà de nous enrichir de toutes les bonnes idées qui peuvent tourner dans le monde, aussi bien dans le domaine financier que dans beaucoup d'autres, nous devrions être attentif à ce que tout système s'assemble dans un système majeur, dans un ensemble de systèmes, pour pouvoir fonctionner. Nous ne pouvons pas penser une nouvelle architecture financière internationale si nous ne pensons pas en même temps un nouveau système économique, un nouveau système politique, une nouvelle culture. Cela reviendrait à tenter d'insérer la pièce d'un casse-tête dans un autre qui ne correspond pas, cela ne fonctionnerait pas. Ce n'est pas pour rien que l'actuel système financier a été engendré par le système capitaliste, qui trouve ses racines dans une société individualiste et consumériste, gouvernée à son tour par des politiciens pragmatiques. En définitive, comme nous le disions en préambule, il n'est pas possible de changer une partie sans changer le tout, qui à son tour est beaucoup plus que la somme de ses parties. Avec ce regard, la partie qui touche au système financier ne peut pas être pensée depuis les conditionnements d'aujourd'hui mais depuis le chemin vers le futur. Cette conception intégrale fait que nous devons écarter de nombreuses propositions partielles, pleines de bonnes intentions, qui n'ont pas été pensées de façon systématique. Cependant de nombreux outils suggérés dans ces propositions pourraient être pris en considération.

Par exemple, l'idée d'une monnaie mondiale commune, objectif louable à long terme et auquel on pourrait aboutir après une première étape de monnaies communes régionales, devrait être envisagée avec les changements politiques nécessaires pour que l'émission d'une telle monnaie réponde aux nécessités de développement des peuples. L'expérience européenne démontre que la BCE, pour avoir soutenu des objectifs d'inflation dans une conception monétariste et pour être dans la pratique subordonnée aux intérêts de la banque privée, n'a non seulement pas réussi à contrecarrer l'impact de la crise financière sur les populations de la zone euro mais, au contraire, a renforcé le chômage et les expulsions. Pour autant, même si nous pouvons coïncider que l'un des chapitres les plus importants de la restructuration du système financier soit la monnaie commune mondiale et la Banque Centrale Mondiale, ceci ne pourra avancer que dans la mesure où l'influence de la banque privée dans les décisions des banques centrales s'affaiblit jusqu'à disparaitre.

Mais pour que les banques privées perdent leur pouvoir, nous devons remplacer les politiques qui gouvernent à leur service, et ensuite, pas à pas, pour ne pas générer un choc qui nuise à la population, légiférer avec fermeté pour que cette avancée soit irréversible, pour inciter que l'épargne des individus et des entreprises se canalisent vers la banque publique. De cette façon, l'émission de monnaie et la création d'argent bancaire ne dépendra pas de l'ambition incontrôlable des banquiers, mais des politiques de développement durable que projettent les nations ; et la dimension du système financier cessera d'être disproportionnée avec l'économie réelle. La première chose à faire est de cesser de sauver les banques privées en crise. Ceux qu'il faut sauver ce sont les épargnants et les travailleurs, en nationalisant chaque banque privée qui s'effondre. Mais bien entendu, en revenant à la conception systémique des transformations, on ne peut pas nationaliser la banque privée en conservant indemne un état corrompu : le changement dans les finances doit s'accompagner d'un changement politique. La participation citoyenne dans une démocratie réelle et la décentralisation administrative seront les garanties que dans chaque commune, chaque province et chaque état, les épargnes de la population servent pour des investissements productifs, en crédit pour le logement et en financement des ouvrages publics. C'est pourquoi quand nous parlons de Banque publique, nous devons parler de banques nationales mais surtout de banques provinciales et municipales.

Sur le financement de l'investissement public, même si une partie peut provenir de la banque publique dans laquelle sont canalisées les épargnes générées dans le pays, un financement externe restera nécessaire quand les restrictions de balance commerciale limiteront la capacité de dépenses en devises. Les états devront compter de toute façon sur la possibilité de financement international et pour cela il faudra créer une alternative, non corrompue, au FMI et à la Banque Mondiale. En ce sens, la Nouvelle banque de développement créée par le groupe des BRICS est une initiative louable dans cette direction. Mais il faudrait arriver à avancer vers une alternative de portée mondiale et surtout inspirée par des principes solidaires pour se mettre au service du développement des nations les plus défavorisées. La proposition de Thomas Piketty[[38]](#endnote-39) de créer un impôt mondial au capital contribuerait, non seulement à la déconcentration de la richesse, mais aussi pourrait être utilisée pour financer le développement. Cependant, la plus grande poussée vers le développement mondial se donnera lorsque les ressources financières, aujourd'hui aux mains de la banque privée, passeront à la banque publique et que les flux financiers internationaux seront dus à l'interaction de ces banques publiques et non à la spéculation des banques et des fonds privés. Il faudra aller pas à pas, comme dans tout ce processus, en commençant par nationaliser les banques privées en faillite puis, par une régulation qui limite de plus en plus les pratiques spéculatives, continuer par des politiques de stimulation, pour que les épargnants déposent dans la banque publique, et de dissuasion pour ceux qui le font dans la banque privée, et terminer par la prohibition totale de l'usure et des activités spéculatives. Il est vraisemblable que beaucoup prétendent s'en remettre aux antiques arguments de Benthan[[39]](#endnote-40) pour défendre l'usure, en argumentant qu'un contrat libre entre parties peut être obtenu uniquement si les deux parties en tirent bénéfices, de la même façon que l'on prétend justifier l'existence de salaires de misère par l'accord entre l'employeur et l'employé. Mais au XXIème siècle, les droits des personnes ne doivent pas rester soumis à l'arbitraire de relations de pouvoir inégales, mais aux normes qui régulent les relations pour garantir l'équité.

C'est pourquoi durant le processus de construction d'un nouveau système financier mondial, comme celui que nous décrivions précédemment, le flux financier international est manié par les différentes banques publiques, pour que les excédents de liquidité d'un pays puissent contribuer au développement d'un autre. Tout au long de ce processus il y aura des moments dans lesquels certains pays seulement seront disposés à réaliser ces transformations de leurs banques, et au niveau international il faudra vivre avec une banque privée qui continuera de manipuler à sa guise le flux de devises. Dans cette situation, outre que chaque pays évaluera jusqu'à quel point il participera au financement de cette banque privée sans compromettre sa souveraineté économique, cela ne sera pas un obstacle pour qu'on avance dans des mécanismes compensatoires entre certaines nations qui réduisent sensiblement les nécessités de financement privé. D'une part, les réserves de devises des nations qui sont d'accord peuvent s'utiliser, dans une certaine proportion, pour le financement d'une propre banque internationale à laquelle s'en remettre pour les urgences financières, et d'autre part, on peut mettre en place des mécanismes compensatoires pour le flux commercial entre nations pour éviter ainsi l'utilisation d'autres devises dans ce contexte. On peut même aller jusqu'au concept de Balance commerciale consolidée, par lequel les nations qui en conviennent pourraient planifier leur développement en tentant un équilibre commercial dans son ensemble, même s'il peut y avoir des déséquilibres transitoires entre les parties. Les pays ayant des monnaies faibles pourraient générer des instruments financiers en s'appuyant sur des réserves de "commodités", ou en actions de développement, pour les utiliser comme moyen de paiement des transactions avec les nations impliquées. Bien entendu, pour avancer sur ce chemin, il faut renforcer dans le commerce international le concept de complémentarité plutôt que de concurrence, mais il doit s'agir d'une complémentarité solidaire et non l'inégale division internationale du travail que Galeano a si bien décrit en disant *: "La division internationale du travail fait que quelques pays se consacrent à gagner, d’autres à perdre".[[40]](#endnote-41)*

D'autre part, de même que nous parlions de l'hypocrisie du Conseil de sécurité des Nations unies, contrôlé par les plus grands fabricants et exportateurs d'armes de la planète, nous pourrions parler de l'hypocrisie des puissances économiques qui, pendant qu'elles parlent timidement d'améliorer les régulations du système financier, suite à une crise due aux hypothèques sub-primes, continuent d'accueillir de véritables paradis financiers et fiscaux sur leur propre territoire, tout en permettant que les capitaux globaux débarquent sans grandes difficultés dans de petits pays extrêmement permissifs avec la spéculation et le blanchiment d'argent. Parce que si toutes les nations se mettaient d'accord, on pourrait en terminer avec les paradis fiscaux[[41]](#endnote-42), et ceci doit être un objectif fondamental de ce projet de transformation ; mais tant que les puissances économiques continuent de se débrouiller entre elles, les pays qui veulent véritablement travailler pour une restructuration financière mondiale devraient redoubler leurs propres contrôles pour éviter la fuite de capitaux.

#### Élimination des frontières pour la circulation des personnes

L’idée que chacun pourra se faire au sujet d’une future Nation humaine universelle contiendra sûrement des images positives d’un monde souhaité mais, par contraste, elle aura aussi le fervent désir de ne plus jamais voir les images négatives quotidiennes que nous montre ce système. Parmi ces images que nous voudrions laisser dans le passé, il y a ces millions de personnes qui sont assassinées ou mutilées ou déracinées à cause des guerres. Il y a aussi les millions de personnes qui meurent de faim ou par manque de soins médicaux, à cause de la pauvreté et des inégalités d’un système économique pervers. Mais peut-être qu’une des pires images dont devrait avoir honte toute l’humanité, parce qu’elle est le symbole de l’indifférence, c’est celle de milliers de personnes qui meurent en voulant passer des frontières interdites pour de meilleures conditions de vie. Autant les africains qui meurent noyés en essayant d’arriver sur l’île italienne de Lampedusa, que ceux qui périssent dans la tentative de passer la barrière qui sépare le Maroc de l’enclave espagnole de Melilla et les latinos qui meurent dans le désert d’Arizona en voulant entrer aux États-Unis, sont des exemples cruels que le manque de solidarité tue aussi.

Alors qu’aujourd’hui l’humanité est horrifiée des génocides du XXe siècle et se demande comment l’être humain a pu parvenir à une telle horreur, de la même manière, dans le futur, il faudra s’interroger sur le fait d’avoir fermé la porte à ceux qui venaient réclamer de l’aide tout en sachant qu’ils mourraient.

Sans aucun doute la racine d’une grande partie des courants migratoires est en relation avec la recherche de meilleures conditions de vie pour ceux qui fuient la pauvreté extrême, le manque de futur ou la violence de la guerre. Et sans aucun doute, la meilleure réponse qui pourrait être donnée serait de générer des conditions de vie dignes dans les pays les moins développés et d’arrêter avec le fouet de la violence tout comme nous le disons dans d’autres paragraphes de cet écrit. Mais en plus d’améliorer la qualité de vie dans les pays d’origines, évitant ainsi les problèmes de déracinement qui génèrent les migrations forcées, il faudrait aussi faciliter l’intégration, dans les pays de destination, à ceux qui veulent émigrer et évidemment aux les réfugiés qui fuient les guerres.

Certains des pays les plus développés ont vu fleurir leur économie à partir de l’exploitation de ressources naturelles et d’une main d'œuvre esclave ou quasiment esclave dans les pays dits du tiers monde, depuis les étapes antérieures du colonialisme jusqu’à la seconde guerre mondiale, ou dans les étapes néo-colonialistes du capitalisme globalisé. Une partie du sous-développement est en relation avec l’exploitation des ressources naturelles, la soumission des populations. De fait, une grande partie des vagues migratoires partent précisément des vieilles colonies vers les nations colonisatrices. Ainsi nous ne demandons pas seulement la solidarité avec les peuples les plus défavorisés, nous réclamons aussi la justice quand nous disons que c’est de la responsabilité de tous de travailler pour le développement des pays les plus pauvres et c’est de la responsabilité de tous de s’assurer que ceux qui ont le besoin d’émigrer soient reçus comme des frères sur toute la planète.

Nous savons que les gouvernements ne sont pas les seuls responsables de la xénophobie, de l’indifférence et de la résistance à accueillir des migrants, il y a aussi un pourcentage de la population qui, par discrimination, peur ou simple égoïsme, est réfractaire à l’immigration surtout quand elle vient de certains pays ou qu’elle est d’une certaine origine ou religion. La croissance de certains partis d’extrême droite en Europe en est une démonstration. Le changement culturel qu’il faudra impulser jusqu’à dissoudre ces résistances est très grand mais surtout, il faudra travailler pour désactiver beaucoup de croyances et de tabous[[42]](#endnote-43) concernant le thème des migrations.

Il faut dire que ce sont les puissances dominantes qui au travers des Traités de libre commerce laissent le champ libre à leurs multinationales pour qu’elles exploitent les populations, qui dans *un nivellement* *par le bas* concourent pour voir quel pays baisse le plus ses salaires et précarise le plus les conditions de travail afin d’obtenir que les multinationales installent leurs usines. Cela alimente les courants migratoires Sud-Sud[[43]](#endnote-44) ddepuis les pays proches de ceux qui reçoivent les usines et Sud-Nord de la part des populations qui recherchent de meilleurs revenus.

Il faut dire que si depuis les années soixante-dix la participation des salaires dans le revenu national est en baisse, en faveur de l'accroissement des gains des entreprises, cela est dû aux politiques néolibérales et à ce qu’on appelle « la nouvelle division du travail » qui déplace les industries vers d’autres pays, en générant une réduction des postes de travail les plus qualifiés. Tout cela provoque une précarisation généralisée de l’emploi dont les immigrants sont également les victimes et non pas les coupables.

Il faut dire que les statistiques[[44]](#endnote-45) démontrent qu’il n’y a pas de corrélation entre l’augmentation de la population et l’augmentation du chômage dans la population autochtone. Car quand la population grandit il y a aussi plus de mouvement dans l’économie et cela génère plus de postes de travail. Il ne faut pas non plus exagérer l’incidence des envois de devises par transferts bancaires que les immigrants font à leur famille dans le pays d’origine quand le véritable problème est la fuite des capitaux des spéculateurs.

Il faut aussi dire que, derrière l'écran de ces arguments fallacieux rapportés à l'impact supposé négatif des immigrants sur le marché de travail, on occulte d’autres motifs plus liés au racisme et dans certains cas même à l’idéologie politique. Le rejet des vagues migratoires des personnes à la peau noire ou d’Amérique latine est plus fréquent que pour les vagues migratoires des personnes de peau blanche. Aux États-unis on n’a pas traité de la même façon les immigrants en provenance de Cuba, et à son époque du Nicaragua (ils étaient bien reçus car ils fuyaient le régime communiste), que les haïtiens (résistants qui échappaient à un dictateur ami des États-Unis, comme le fut Duvalier).

Nous conclurons en disant que les on-dit liant l'immigration illégale avec l'augmentation des délits ou facilitant le terrorisme, ne font pas le poids face à la réalité des faits. L'attentat des tours jumelles a été perpétré par des étrangers résidant aux États-Unis et qui avaient tous leurs papiers en règle. Et l’attentat le plus important aux avant celui des tours, a été celui de l’Oklahoma, perpétré par un citoyen américain, militant d’extrême-droite. Et en ce qui concerne la délinquance, il y a de nombreuses études[[45]](#endnote-46) qui démontrent que la propension à commettre un délit est inférieure chez les immigrants à celle des natifs et, dans les cas de ceux qui sont assimilés cela ne découle pas d'un conditionnement culturel, mais de ce que beaucoup d'immigrants doivent s'établir dans des zones urbaines plus vulnérables, où la marginalisation et la déstructuration augmentent le risque de commettre un délit.

Dans le cas de l’Europe, les restrictions à l’immigration sont encore supérieures puisque depuis les accords de Schengen[[46]](#endnote-47) en 1990, la libre circulation entre les frontières des pays membres de l’Union européenne qui exige un contrôle strict aux frontières extérieures, en filtrant l’arrivée de personnes qui ne font pas partie de l’Europe pour éviter une hypothétique permissivité à une quelconque frontière, permet que les personnes « non désirées » circulent librement ou finissent par s’établir illégalement. Et c’est précisément ce concept d’illégalité qui est souligné à l'heure de faire des efforts énormes pour contrôler l'immigration. Et ce sont les mêmes restrictions pour s'établir qui mettent dans l'illégalité tous ceux qui aspirent à obtenir les emplois qu'ils n'obtiennent pas dans leur pays d'origine. Cette illégalité devient fonctionnelle autant pour les mafias, qui en font du commerce en faisant venir des étrangers clandestinement, que pour les entrepreneurs qui obtiennent de la main d’œuvre à bas prix en profitant du statut d’irrégularité des immigrants. Et bien sûr quand on laisse l’exode des immigrants comme des réfugiés aux mains de la mafia, la vie humaine ne vaut rien et beaucoup périssent sur le chemin.

Il faudrait commencer par changer la terminologie, en définissant qu’aucun être humain n'est illégal du fait de se déplacer d’un pays à l’autre en quête d’un futur meilleur. Dans tous les cas nous devrions parler de l’existence de sans papiers comme d’une conséquence des politiques migratoires inhumaines. Et la solution à cela n’est autre que celle d’établir la libre circulation des personnes dans le monde. Et pour avancer dans cette direction, comme nous le disions antérieurement, il faudra travailler pour un changement culturel, pour la fin de la discrimination, des peurs et des préjugés. Mais il faudra aussi planifier, depuis la communauté internationale, non seulement des campagnes de développement dans les pays les plus défavorisés pour améliorer les conditions de vie des personnes sans qu’il soit nécessaire qu’elles se déracinent, mais aussi planifier des pôles de développement dans divers pays vers lesquels pourront migrer ceux qui ont besoin de le faire. Sans mettre de conditions à la liberté des personnes qui veulent migrer là où elles préfèrent, on peut faciliter l'orientation des migrations vers ces pôles de développement, où les immigrants se forment et travaillent, s’établissent et s'intègrent avec leur famille.

Nous ne pouvons cesser de mettre en avant l’immense hypocrisie de certains pays du premier monde, qui aujourd’hui interdisent l’entrée des réfugiés qui fuient les guerres dans leurs pays, quand une bonne partie de ces guerres ont pris de la force grâce aux politiques interventionnistes de quelques unes de ces puissances, qui aujourd’hui se refusent de les accueillir, et en particulier grâce à l’approvisionnement en armes des diverses bandes en conflit.

Finalement nous pouvons affirmer que plus que la recherche de solutions raisonnables sur ce thème, ce qu'il faut obtenir c'est la compréhension qu’il faut dépasser les préjugés sociaux et résoudre les questions économiques et d’emploi. Au-delà d’une planification en étapes progressives pour éviter la génération de problèmes sociaux pires que ceux que l’on veut résoudre. Au-delà de cela nous ne pouvons perdre de vue que la priorité doit être d’en finir avec cette situation inhumaine, dans laquelle des millions de personnes sont obligées de rester dans des territoires où elles n’ont pas la possibilité de survivre ou de vivre dignement, avec un futur totalement fermé parce que le reste du monde ne leur permet pas de passer une frontière. Aucun prétexte, aucun argument, aucune relativisation ne peut être mise en avant pour continuer avec cet ignominieux génocide de l’indifférence et de la discrimination.

#### Arrêter le désastre écologique

Nous avons déjà évoqué la totale inutilité des Nations unies pour accomplir l’un de ses principaux objectifs énoncés dans le préambule de sa Charte, comme celui de maintenir la paix sur la planète. En question aussi l’hypocrisie que met en évidence son double modèle à l’heure de dicter et d’appliquer des résolutions, selon qu’il s’agit de puissances dominantes ou de nations plus faibles. Cet organisme fait donc preuve de la même inutilité et hypocrisie lorsqu’il s’agit de progresser sur la problématique climatique. Récemment, le PNUE[[47]](#endnote-48) (Programme des Nations unies pour l'environnement) a averti les pays africains qu’ils devraient investir dans des mesures d’adaptation face au changement climatique, lequel pourrait dans les prochaines décades réduire de 50 % les sources d’approvisionnement en eau. Pourquoi n’avertissent-ils pas plutôt les États-unis pour qu’ils réduisent de façon drastique leurs émanations de dioxyde de carbone qui représentent 25 % du total mondial alors que sa population n’en représente seulement 4 % ?

Dans ce monde globalisé placé sous le signe de la déprédation capitaliste, il faut non seulement supporter l’intervention militaire des grandes puissances hors de leurs frontières, que leurs multinationales et groupes financiers dominent la direction de l’économie internationale, mais aussi supporter l’impact environnemental de leur voracité déprédatrice qui affecte chaque coin de la planète. Mais ce n’est pas tout, il faut aussi tolérer quelques voix accusant les pays émergents lesquels par leur croissance dans la dernière décade ont accéléré l’effet de serre. Et quelques-uns se demandent déjà ce qu’il se passera si les BRICS continuent de croître jusqu’à ce que tous les habitants parviennent au même niveau de consommation moyen qu’un citoyen des États-unis ou d’Europe ; parce que dans ce cas il faudrait 5 planètes de plus pour les alimenter.

Que prétendent-ils ? Que le monde s’arrête à cet instant, pour que les citoyens du premier monde puissent maintenir à perpétuité leur statut et que le reste de la population mondiale continue dans la pauvreté pour ne pas affecter encore plus l'environnement ? Cependant une telle prétention ne prospèrera pas, en premier lieu parce que les populations aspirent à un monde plus juste et équitable et n’accepteront pas un tel ordre international ; et en second lieu, parce qu’une bonne partie de la production des pays émergents n’est pas pour leur propre consommation mais pour approvisionner ce premier monde. Les usines installées en Chine et en d’autres points d’Asie et d’Amérique inondent le monde entier de produits bon marché, pour lesquels elles ponctionnent les ressources naturelles de toute la planète. L’expansion continuelle de la frontière agropastorale au Brésil et en Argentine ne répond pas à leurs nécessités alimentaires mais essentiellement à la production de soja et de biocarburant pour l’exportation. L’activité d’extraction de minerais en Afrique et dans toute la région andine d’Amérique latine ne s’explique évidemment pas non plus par la consommation locale.

En définitive, nous vivons dans un monde globalisé, dans lequel un petit pourcentage de la population, représenté essentiellement par les habitants du susdit premier monde, et par les 10 % des plus gros revenus du reste des nations, souffre d’une soif insatiable de consumérisme et pour y accéder a installé des entreprises distributrices dans quelques points du globe en détruisant les ressources naturelles de toute la planète pour les approvisionner. Il existe un grand pourcentage de la population professionnellement impliquée dans ce processus, pour lequel elle perçoit des revenus lui permettant de consommer aussi, et comme elle a pour modèle la consommation de l’élite supérieure, elle lutte pour gagner plus. C’est ainsi que se forme une énorme pyramide de revenus et de consommation, qui absorbe de plus en plus de ressources, sans qu’à son sommet l’on puisse envisager la limite de la consommation, et sans qu’à sa base l’on puisse atteindre le minimum pour subsister. Dans cette pyramide, réside la plus grande partie de l’explication du désastre environnemental actuel. Certains accuseront seulement les multinationales, qui dans leur insatiabilité de bénéfices détruisent tout. D’autres accuseront le gouvernement chinois[[48]](#endnote-49) d’accélérer le processus de déprédation par sa stratégie de domination sur les marchés mondiaux, avec sa formule efficiente de communisme de marché. D’autres pourraient désigner les gouvernements en général, qui, de manière irresponsable, ne prennent pas de mesures pour réfréner cette voracité du monstre à deux têtes, productivisme-consumérisme. Et finalement, on pourrait aussi récriminer contre les populations, leur faiblesse morale au moment de se laisser emporter par les tentations de la consommation et de l’avarice. Mais en définitive, nous sommes tous embarqués dans le même bateau planétaire et nous devrons faire quelque chose avant qu’il ne coule.

Mais revenons un peu sur ce que nous disions à propos du désastre environnemental, bien qu’il y ait de plus en plus de gens qui connaissent ce thème, grâce à la prise de conscience faite lors des dernières décennies. Prise de conscience qui, soit dit en passant, n’est pas parvenue à résoudre les problèmes centraux, et encore moins à s’attaquer à ses racines, et allant, dans certains cas, sous couvert de la prise de conscience écologique jusqu’à réaliser des manœuvres de diversions afin que les gens s’occupent de l’accessoire et ne se posent pas de question à propos de l’essentiel.

Par les temps qui courent, tout le monde parle déjà du réchauffement global, parce qu’au-delà de la diffusion donnée à ce thème, la perception des changements climatiques qui pénalisent diverses régions, l’a converti en une réalité quotidienne. L’augmentation de la température, l’altération des cycles des saisons, les pluies torrentielles inédites dans certaines régions, et les sécheresses sans précédent dans d’autres ; tout cela est en train d’affecter les gens, celle de la flore et de la faune, les récoltes, et les écosystèmes en général. Il y a ceux qui attribuent le réchauffement global exclusivement à l’activité humaine, en raison des émanations croissantes de gaz dans l’atmosphère, en particulier le dioxyde de carbone. D’autres affirment qu’en réalité la terre a eu des cycles durant lesquels la température moyenne a varié, et que nous sommes dans l’un de ces cycles. D’autres encore soutiennent qu’en réalité, n’importe quelle augmentation de l’activité volcanique peut être beaucoup plus nocive pour le milieu ambiant que les émanations provoquées par l’homme. Quel que soit le cas, le réchauffement global est une réalité établie, de même que le changement climatique, et ce qui est sûr c’est que l’activité humaine déprédatrice, tant par les émissions de gaz que par l’abattage des forêts qui pourraient les absorber, a une grande responsabilité dans le phénomène, même s’il la partage avec la nature. Et s’il est déjà trop tard pour revenir sur la situation, on pourrait à tout le moins éviter de l’aggraver.

Mais tous les problèmes écologiques générés par l’activité humaine ne se limitent pas au réchauffement global. Nombreuses sont les limites[[49]](#endnote-50) à dépasser avant le point de non-retour. La contamination des mers et des fleuves, la perte des réserves d’eau douce, la disparition d’espèces animales et végétales, la désertification et tant d’autres fléaux, sont l’œuvre de l’action prédatrice de l’homme, soumis au système économique actuel. Entre 1950 et 2000, la consommation d’énergie a été quintuplée, le PIB a été multiplié par 7 et la population a doublé. Rien que dans les trois dernières décennies on a consommé un tiers des richesses naturelles de la planète, et en poursuivant la tendance actuelle nous aurons besoin de 2 planètes en 2030, ce qui démontre que la non-viabilité du processus actuel est à court terme.

Certains scientifiques parlent déjà d’une nouvelle ère géologique, celle de « l’Anthropocène », signifiant par là l’influence déterminante de l’action de l’homme sur le climat, une conception un peu présomptueuse si l’on veut, car si l’homme est déjà capable d’altérer le climat de par son activité, il est loin d’exercer un contrôle sur les processus naturels. D’autres ont créé le concept de «Trace écologique»[[50]](#endnote-51) pour mesurer l’impact environnemental et le comparer avec les possibilités de régénération et la provision de ressources de la terre. Bien sûr que la trace écologique des pays plus industrialisés et de plus grande consommation, dépasse en général les possibilités de son territoire, mais de plus la consommation globale, déjà en 2010, aurait dépassé les possibilités régénératrices de la terre dans son ensemble.

Face à ce sombre panorama, la question n’est pas seulement de savoir quoi faire, mais fondamentalement, comment parvenir à faire ce qui est nécessaire. Parce que déjà en 1972, le Club de Rome parlait des limites de la croissance, et aux Nations-Unies on établissait le Programme pour l'environnement. En 1992, au sommet de Rio de Janeiro 172 pays s’engageaient à travailler pour le développement durable. En 1997, on adoptait le protocole de Kyoto[[51]](#endnote-52), ratifié en 2005 auquel ont adhéré 187 pays, moins les État- unis ; le même protocole qui en 2013 a été prorogé jusqu’en 2020, sans grandes espérances d’obtenir des résultats. Et nous ne faisons qu'indiquer quelques jalons parmi les innombrables réunions au sommet qui ont été réalisées sur ce thème, et qui n’ont servi à rien.

Cependant nous ne devons pas sous-estimer les petites avancées qui se sont produites dans certains pays, grâce à l’action consciente de quelques élus, et grâce au travail de quelques organisations non-gouvernementales. On ne peut pas non-plus minimiser la conscientisation qui existe dans de vastes secteurs de la population à propos de l’importance de ne pas contaminer et la nécessité de contribuer au recyclage des résidus. Mais ce ne sont que de petits acquis face à un torrent impétueux qui avance, la grande machinerie de la croissance économique infinie pour alimenter la consommation infinie, sur une terre qui est finie.

De plus, il arrive parfois que, soit du fait de la mauvaise intention de ceux qui ont des intérêts établis, ou de la naïveté des autres, la grande diffusion que l’on fait de la responsabilité citoyenne pour la protection du milieu ambiant, finit par détourner l’attention du vrai problème. On dépense des millions en publicité, pour montrer comment dans certains endroits quelques personnes recyclent leurs ordures, ou économisent de l’énergie grâce à un panneau solaire ou sauvent une quelconque baleine. Ce n’est pas mal, mais mieux vaudrait utiliser toute cette publicité pour dire aux gens que leur véritable responsabilité citoyenne consisterait à changer ceux qui les gouvernent, afin qu’ils édictent des lois transformant le fonctionnement de l’économie prédatrice. Bien sûr, ces citoyens auront à assumer le fait d’avoir à freiner la consommation et redistribuer la richesse, et s’ils ne sont pas d’accord, au moins l’hypocrisie restera exposée et le suicide collectif sera assumé de manière responsable.

Certains affirment que l’on peut continuer à croître sans limite et que tout se régulera. Donc à moins qu’ils ne misent sur une régulation malthusienne[[52]](#endnote-53) de la population, pour laquelle l’impossibilité de s’alimenter conduit à l’extermination de millions de personnes, et qu’ensuite ceux qui survivent trouvent un équilibre avec la limite de capacité de la planète, il ne semble pas qu’une autre régulation soit possible. Bien sûr nous ne sommes plus aux abords du XIXème siècle, quand de nombreuses maladies aujourd’hui vaincues faisaient des ravages dans la population, et que la technologie ne s’était pas développée comme aujourd’hui pour multiplier la production d’aliments. Nous savons aujourd’hui qu’il est possible d’alimenter une population même plus importante que celle de la planète. Mais le fait est que les ressources que nous extrayons de la terre ne se limitent pas à l’alimentation, mais que l’on doit alimenter la production par de plus en plus d’objets, et chaque fois plus périssables. Il y a ceux qui mettent en garde sur la croissance de la population, mais le principal problème n’est pas tant la quantité d’habitants que la « trace écologique » qu’ils laissent, sur tous les secteurs de cette population. On estime que les réserves des principaux métaux et les réserves énergétiques s’épuiseront dans les prochaines 30 à 60 années selon les cas, et ensuite ?

Il ne serait pas étonnant que dans les temps qui viennent de plus en plus de voix s’élèvent contre la croissance démographique des pays émergents, et surtout contre leur prétention à augmenter leur développement économique. Il est évident que la problématique écologique a la même racine que la problématique économique. Beaucoup soutiennent qu’il est juste que la population mondiale dans son entier élève son niveau de vie, mais ils supposent qu’une telle chose se réalisera par une croissance linéaire de la production mondiale, à partir du même moule dispensateur que celui qui existe aujourd'hui, et cela sera impossible. On ne manque pas de données pour démontrer que la richesse dans le monde est chaque fois plus concentrée, et que au fur et à mesure que croît le PIB mondial, cette concentration devient plus importante ; d’innombrables statistiques le démontrent. Il est certain également que, à mesure de la progression du PIB mondial, même si les riches sont chaque fois plus riches et les indigents chaque fois plus pauvres, il y a des secteurs de la population de pays émergents qui ont amélioré leur niveau de vie. Donc on pourrait supposer que plus il y a de croissance, plus les revenus seront concentrés, mais aussi que la population pourra davantage améliorer sa qualité de vie. Mais le problème est que, si pour augmenter la consommation des secteurs les plus pauvres de 20% il faut doubler le PIB mondial rapidement nous parviendrons à ce que la population sur terre ait un niveau de consommation suffisant pour couvrir ses nécessités, mais on aura tellement multiplié le PIB mondial que même 10 planètes ne pourront y suffire.

Dans la pratique, cette limitation des ressources naturelles ne se produira pas comme une crise subite quand se seront épuisées les principales ressources ; bien avant cela, les prix augmenteront jusqu'à être inaccessibles pour la plus grande partie de la population et la régulation malthusienne s'accomplira comme une prophétie néfaste. Bien sûr une situation semblable provoquera des cataclysmes sociaux et des guerres avec une fin imprévisible. Par conséquent, il est préférable d’essayer de mieux nous organiser sur le plan humain bien avant qu’un violent effondrement ne vienne imposer un nouvel ordre indésirable.

Il semble que la seule solution face à l'abîme ouvert par la catastrophe écologique, va de pair avec la solution à la catastrophe économique. Nous devons de toute urgence réorganiser l'économie pour redistribuer les revenus, de telle manière que tous les êtres humains puissent solutionner leurs besoins fondamentaux, et que la somme de toutes leurs “traces écologiques” ne dépasse pas les potentialités de la planète. Cela signifie la fin de la surconsommation et celle d'une économie reposant sur elle. Cela implique aussi une autre conception de ce que nous connaissons comme étant le développement. Il y a ceux qui parlent d'un développement durable, ce qui n'est pas mal, mais il faudrait savoir de quoi on parle quand on emploie ce terme, parce que certains l'utilisent uniquement en se référant à un développement non polluant, à une économie propre et résiliente à l'égard de l'écosystème, mais cela ne prend pas nécessairement en compte l'épuisement de certaines ressources naturelles. Par exemple, si la tendance actuelle de consommation de combustibles fossiles se maintenait, et que nous ne développions pas de sources d'énergie alternatives en proportion, alors même si on résolvait technologiquement le problème de la pollution, nous continuerions à avoir le problème de la pénurie d'énergie, et l'espèce en voie d’extinction serait l'espèce humaine.

Nous savons que plusieurs sources d'énergie alternative[[53]](#endnote-54) ne se sont pas développées à grande échelle parce qu'elles sont plus coûteuses que les énergies fossiles et polluantes (pétrole, gaz, charbon), et dans certains cas requièrent de très grands investissements. Mais nous savons aussi que, à mesure du développement de certaines de ces sources d'énergie alternative à une autre échelle, les coûts diminueront, tandis que, au-delà des oscillations temporaires des prix dues à la spéculation des marchés, les coûts des énergies fossiles iront en augmentation permanente à mesure que nous nous approcherons de leur épuisement. Mais nous ne pouvons pas attendre que les coûts comparatifs des énergies alternatives soient égaux ou inférieurs à ceux des énergies traditionnelles pour commencer à les développer, car bien avant cela il y aura un impact important sur les prix en général qui appauvrira encore plus les populations les plus démunies.

Sur ce sujet, la solution à consiste à amorcer le développement à une plus grande échelle de ces autres sources d'énergie, en les subventionnant dans une première étape avec les gains multimillionnaires obtenus aujourd'hui dans le commerce du pétrole. De cette façon, ceux qui contaminent aujourd'hui, financeront le processus même de décontamination et laisseront une infrastructure énergétique propre bien mise en place bien avant que ne s'épuisent les ressources énergétiques fossiles. D’un point de vue économique, c'est totalement viable, la perspective sera de pouvoir prendre les décisions politiques pour obliger l'industrie pétrolière à investir dans des énergies propres, ou à leur faire payer une taxe spécialement destinée à l'État pour le développement d'énergies propres. Bien sûr dans de nombreux cas ce sont les États eux-mêmes qui obtiennent une part importante de la rente pétrolière ou gazière, généralement destinée à diverses dépenses budgétaires ; dans ce cas les États devront donner la priorité à l'investissement dans des énergies alternatives. Il sera beaucoup plus intéressant de générer des postes de travail dans le développement de ces énergies, que dans tout autre usage qui pourrait en être fait. Et dans ce domaine nous ne pouvons pas non plus risquer la vie humaine avec l'expansion des centrales nucléaires, au contraire il faut avancer dans le développement des énergies non polluantes, comme l'éolien, l'hydraulique, le solaire et d'autres alternatives.

Bien sûr dans un monde où les compagnies pétrolières contrôlent ou tout du moins influencent notoirement les gouvernements, il ne sera en rien facile de changer de cap, mais cela fait partie des transformations politiques sur lesquelles la population devra faire pression, si on veut se diriger vers un monde durable.

Quittant le thème énergétique, pour aborder dès maintenant le sujet de la rationalisation de la consommation, il y a lieu de prêter attention ici à plusieurs aspects pour qu’une transition soit viable depuis une structure économique, aujourd'hui organisée pour la surconsommation d'une partie réduite de la population, la consommation moyenne de certains autres, et la simple subsistance d'un grand secteur marginalisé. Les sources actuelles de travail, celles qui génèrent les revenus des travailleurs, sont organisées en fonction de la structure actuelle de consommation, et toute modification abrupte des niveaux de consommation, qui n'est pas accompagnée d'une réorganisation productive, aura un fort impact au niveau de l'emploi. Pour cela il faudra y aller pas à pas. Nous nous référions déjà à cela quand nous avons analysé les étapes à franchir au niveau national ; mais il faut le prendre en considération au moment de penser à de possibles campagnes mondiales que l’on pourrait réaliser sur ces sujets. Ces derniers temps certains parlent de la Décroissance[[54]](#endnote-55), et l'idée n'est pas mauvaise, surtout quand on parle d'une sobriété dans la consommation de l'élite de la planète. Mais en tenant en compte du fait qu'une grande partie de l'humanité vit dans la sous consommation, peut-être faudrait-il plutôt parler d'une redistribution des ressources actuelles, et simultanément travailler pour le développement humain, afin d’améliorer la qualité de la vie des personnes en diminuant l'extractivisme, et en augmentant et améliorant les services. Par exemple, que le produit intérieur brut d'un pays croisse parce que l'extraction de minerais a augmenté, ou parce qu'on a doublé le nombre d'automobiles, ce n’est pas la même chose que s’il a progressé parce qu’on a augmenté les services de santé et d’éducation puisqu’avec ceux-ci il n'y a pas d'impact sur l'environnement.

Il y a ceux qui proposent une Bio-économie, en incorporant à la valeur de chaque produit le coût de sa trace écologique, de sorte que ceux qui sont les moins chers, mais qui contaminent l'environnement, deviennent plus coûteux, ainsi les gens commenceront à consommer les produits qui n'ont pas cet impact sur l'environnement. Ce peut être une bonne option à condition que les régulations internationales du commerce valident cette pratique. De toute façon, ce ne pourra pas être par la seule augmentation des prix que l'on va décourager la consommation, car il y a des secteurs qui de par leur pouvoir d'achat n'auraient pas de problème à consommer ce dont ils ont envie, et en même temps on priverait de consommation les secteurs les plus pauvres. Il sera nécessaire de compléter cette politique consistant à augmenter le prix des produits polluants ou comportant des intrants non renouvelables, avec des politiques de redistributions qui augmentent le pouvoir d'achat des plus pauvres pour compenser les coûts.

Dans le cas particulier des matériels recyclés, en plus de généraliser le processus de recyclage dans chaque pays, il faut aussi considérer que le processus de récupération est habituellement plus coûteux que celui de l'extraction. Dans ce cas il faudrait aussi taxer l'usage de tous les matériaux issus de l'extraction, et avec ces fonds, subventionner le coût des matériaux recyclés, pour qu'ils soient plus économiques pour le consommateur. Il sera donc nécessaire que l'OMC ou l'organisme qui dans l’avenir la remplacera, régule la taxation tant de la matière première, que des produits fabriqués avec une matière première non recyclée, afin que ce soit une politique commune dans le monde, et que cela ne dépende pas du libre arbitre des pays.

En conclusion sur ce point, nous pourrions dire que les actions qui devraient être menées maintenant sont nombreuses, la majorité d'entre elles au niveau national. Mais au niveau international il faudra travailler davantage à une nouvelle conscientisation du sujet, pour dépasser une certaine vision superficielle que de vastes secteurs s’en font, et dénoncer les manœuvres de diversion des gouvernements et des organisations internationales, qui cherchent à installer la croyance selon laquelle ils s’occupent très sérieusement de la question. Et au fur et à mesure de la conscientisation, il faudra commencer à exiger des gouvernants des accords internationaux concrets. L'un d'eux devrait être la perception d'une taxe importante sur tous les produits utilisant des ressources non renouvelables, et avec ces fonds financer leurs propres processus de recyclage. Un autre accord devrait être de limiter les déplacements des étapes de production, qui pour baisser leurs coûts se volatilisent dans divers pays où la main d'œuvre est bon marché, générant ainsi une plus grande consommation de combustibles pour les déplacements, et des accords de coopération internationale pour contribuer au développement de sources d'énergie propres dans les pays de moindre possibilités économiques ou technologiques.

Il faudrait aussi établir une échelle de priorités pour l'usage des ressources non renouvelables et sur cette base, limiter leur utilisation à l'indispensable. À un moment donné, évidemment avant l'épuisement total de ces ressources, il faudra faire en sorte que la consommation ne soit pas plus importante que ce qui est obtenu du recyclage de ces ressources, ou de leurs alternatives dans le cas où elles ne seraient pas recyclables. De telles limitations devraient être instituées dans les accords internationaux, de telle manière que la production et la consommation dans chaque pays s’ajuste à cette rationalisation. Il s'agit d'adapter la trace écologique aux ressources existantes.

La première chose qu'il faut limiter c’est la fabrication d'armes, desquelles nous avons déjà parlé dans un autre paragraphe mais, en ajoutant maintenant le point de vue écologique, nous pourrions affirmer que la fabrication d'armes représente un triple suicide : parce que les armes tuent, parce qu'avec les moyens que l’on y investit on pourrait sauver des vies dans les populations paupérisées, et que de plus, nous consumons dans ces armes quelques ressources non renouvelables de la planète.

Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui prétendent simplifier les choses en proposant le contrôle des naissances pour que la population cesse de croître. Il est bien clair que la population de la terre ne peut pas augmenter à l'infini parce qu'arrivée à un certain point il n'y aura plus moyen de la nourrir ; nous considérons que la manière de parvenir à un équilibre se fera grâce à une amélioration substantielle des conditions de vie de toute la population, et à son enrichissement culturel plus conséquent. Il est démontré que les pays dans lesquels le niveau d’éducation et les expectatives de développement humain ont atteint un meilleur niveau, sont ceux où la croissance démographique diminue, non pas du fait de l'impérieux contrôle étatique, mais en raison des changements du style de vie des personnes. Mettre maintenant l'accent sur le problème du surpeuplement signifierait focaliser la question sur les pays où le développement par habitant est moindre, alors que ce qu'il faut préalablement viser c’est la surconsommation des secteurs les plus développés.

#### Rébellion culturelle face à la manipulation médiatique

Le terme culture comprend nombre de thèmes qui pourraient être matière à discussion et à analyse ; mais ici nous nous limiterons aux aspects qui sont intimement liés aux changements profonds qui doivent être réalisés pour avancer vers la Nation humaine universelle. Les valeurs ou anti-valeurs sur lesquelles est fondée une société violente, individualiste et consumériste, sont certainement un écueil à surmonter si on veut avancer dans cette direction. Le système de croyances installé par les médias de communication, est une barrière invisible que nous devrons sauter. Le matérialisme, le nihilisme et l'égoïsme ne peuvent se surmonter que par l’action simultanée d'un changement personnel et social.

Il est clair que les changements culturels ne peuvent ni ne doivent s’établir sur une décision gouvernementale, ni par l’imposition d'avant-gardes éclairées ; chaque fois que dans l'histoire, des tentatives ont été réalisées dans ce sens cela a échoué lamentablement. Dans de nombreux cas les libertés des personnes ont été asservies et dans d’autres cas, on en est arrivé à de véritables génocides[[55]](#endnote-56). Il ne s'agit donc pas de forcer les transformations culturelles à contre-pied de la sensibilité des ensembles humains mais plutôt d'interpréter les changements qui, conséquemment au processus historique, vont avoir lieu dans la sensibilité sociale, et ensuite les accompagner et les optimiser d’une façon transformatrice.

Cependant nous ne pouvons pas non plus croire naïvement que l’absence d’injonctions directes est synonyme de liberté, puisque la manipulation médiatique, en de nombreuses occasions utiles au pouvoir économique, peut générer une sorte d'hypnose collective également néfaste. De la même façon, pour échelonner les transformations dans divers domaines, en plus de construire la nouvelle société pas à pas, il faut aussi démanteler par étapes ce qui complique de telles transformations ; c’est ce qui arrive aussi avec la manipulation médiatique. Si nous voulons que cette nouvelle sensibilité et cette aspiration au changement qui est en train de surgir chez les nouvelles générations, se traduise par une transformation culturelle qui diffuse les changements dans le monde, nous devons travailler à affaiblir le pouvoir hypnotique des médias, qui génèrent une vision du monde totalement biaisée, au service des intérêts des puissants. Il ne s'agit pas de se battre tels des censeurs contre la mal nommée liberté de la presse, ni contre la manipulation publicitaire; il s'agit d'une part de démocratiser l'accès aux médias pour garantir la pluralité de voix, et aussi de démasquer les techniques de manipulation qui sont utilisées à travers les médias, pour affaiblir leur effet hypnotique.

Il y a ceux qui parlent de l'"Homo Videns"[[56]](#endnote-57) pour se référer à une nouvelle société formée et conditionnée par la télévision, qui fait sienne la vision du monde qui lui arrive à travers les images, qui ne donne de l’importance qu’à ce sur quoi la télévision met l’accent, et qui ignore tout ce qui ne lui arrive pas à travers les images. Il est vital de comprendre comment la liberté d'opinion des gens s'exerce toujours dans un cadre, dans un contexte de coprésence qui réprime subtilement les effets de cette opinion ; et les médias donnent ce cadre, surtout la télévision. Bien sûr des représentants d’intérêts divers essaient d'influencer le public pour qu'il pense d'une manière déterminée, ou qu’il consomme un produit déterminé au lieu d’un autre ; et le public, croyant qu'il est libre, pourra choisir de penser à autre chose ou consommer un autre produit, mais il aura indéfectiblement une opinion sur ce sujet installé (et non sur d'autres sujets qui n'existent pas pour la télévision), et il consommera inlassablement un produit (l'option de "ne pas consommer” n'existe pas pour la télévision).

Il est très difficile d'imaginer aujourd'hui un monde sans télévision ou sans d’importants moyens de communication ; cependant cela fait seulement un peu plus d'un demi-siècle que les médias ont commencé à prendre un rôle de plus en plus décisif dans la formation culturelle des populations. Avant cela, la perception que les gens avaient de la vie et du monde dépendait essentiellement de leurs expériences dans leur environnement proche (leur village ou tout au plus leur région), et de la transmission d'information que d’autres pouvaient leur apporter, que ce soit au travers de récits, ou de la culture, ou de l’éducation religieuse. C'était une vision beaucoup plus restreinte, plus circonscrite et bien sûr non exempte de manipulation. À l’époque actuelle les stimuli se sont multipliés et les individus ont non seulement élargi la diversité de leurs expériences en ayant la possibilité de se déplacer plus facilement en d'autres lieux géographiques, mais surtout, par le biais des médias, accèdent à tout type d'information de n’importe quel lieu de la planète grâce à quoi, ils vont s’approprier une vision plus ample du monde. D'une certaine manière cela implique la possibilité d'ouvrir l’esprit à de nouvelles possibilités; auparavant l'individu était davantage à la merci du type de formation qui lui était transmise au travers de l'éducation, que ce soit au sein de la famille, dans les centres éducatifs ou dans les enceintes religieuses ; tandis que maintenant l'individu a en face de lui des possibilités multiples et en ressent une plus grande liberté. Cependant, cette même sensation de liberté qui lui fait penser que les médias sont une vitrine du monde, une fenêtre sur la vie, à travers laquelle il voit tout ce qui existe et peut opter pour ce qu'il préfère, est ce qui le transforme en victime d'une manipulation beaucoup plus subtile. Parce que quand quelqu'un prend l'habitude de regarder par une fenêtre, il ne remarque déjà plus la fenêtre, il voit seulement ce que la fenêtre lui laisse voir et le perçoit comme la réalité même, il ne remet jamais en question la fenêtre, il se forme seulement une opinion sur les situations qu'il arrive à visualiser et qu’il assume alors comme étant sa propre opinion. Dans la mesure où les spécialistes qui conseillent les entreprises désireuses de vendre leurs produits, ou les hommes politiques qui veulent vendre leur image, se sont rendu compte de ceci, ils ont commencé à manipuler cette fenêtre sur le monde et ont pu le faire précisément parce qu'ils comptaient sur les ressources économiques pour manipuler les médias.

Si nous avions à réinterpréter aujourd’hui quelques concepts du fonctionnement de l'homme-masse, expliqués par Ortega y Gasset[[57]](#endnote-58), nous aurions nécessairement à soupeser l'importance que les médias ont aujourd'hui dans l’élaboration des croyances à partir desquelles on se fait une opinion, en supposant que ce sont nos propres idées, alors qu’en réalité nous avons parfois tendance à nous transformer en simples répétiteurs de supposées vérités établies par les médias. Aujourd'hui la médiocrité dans la pensée n'est pas un phénomène basé sur le manque d'information ou d'éducation, puisque pour beaucoup de secteurs de la population l'accès à l'information surpasse toute capacité de l'absorber ; mais c'est plutôt un phénomène par lequel d’autres pensent pour nous en réussissant à nous convaincre que de telles opinions sont les nôtres.

Il n'y a pas de liberté d'opinion s'il n'y a pas de liberté de pensée et d’incitation à l'effort de penser, et il n'y a pas de liberté de pensée quand les populations sont conditionnées à travers la manipulation médiatique, qui s'appuie évidemment sur un certain laisser-aller intellectuel d’une grande partie de la population. C'est pourquoi il faut doublement se rebeller, contre ceux qui prétendent nous endormir, et contre notre propre léthargie.

On a toujours affirmé que quand les peuples n'ont pas d'éducation, ils ont tendance à être manipulés par les démagogues du populisme. Mais il faut dire aussi que les peuples éduqués, sont manipulés par les médias. Ce n'est pas seulement un problème d'éducation, le changement culturel implique un réveil de l'esprit et une libération du mental.

Quand Stiglitz[[58]](#endnote-59) analyse les raisons par lesquelles aux États-unis, les 1 % les plus riches obtiennent que les politiques économiques qui les favorisent soient appuyés par une grande partie de la population qui n’appartient même pas à cette élite, il fait référence aux techniques de manipulation de l'opinion publique et à la façon dont le cadre, dans lequel sont présentées les choses, peut faire varier la perception des gens, jusqu'à faire en sorte qu'ils pensent et votent contre leurs propres intérêts. Par exemple, si quelques médias commencent à mettre l’accent sur toutes les informations relatives à une certaine inefficacité de l'État, dans des articles de journalistes supposés indépendants, cela va générer dans le public une atmosphère de rejet envers toute intervention de l'État dans l'économie. Ensuite, lorsque des hommes politiques et des économistes néolibéraux arrivent avec des propositions de privatisations et de dérégulations, le public aura le sentiment qu’ils ont des opinions justes car elles coïncident avec l'idée qu'il s’était faite de la réalité.

Il en va de même avec la publicité des grandes marques qui dominent le marché, en imposant leurs produits, non pas pour en détailler leurs qualités spécifiques, mais pour montrer un contexte imaginaire qui entoure ceux qui les consomment, ou certaines particularités détenues par lesdits consommateurs. Quand les gens voient une publicité dans laquelle un homme distingué, entouré de belles femmes, se délecte d’une certaine boisson face à une plage paradisiaque, ils ne se demandent pas si le goût ou la qualité de cette boisson sont meilleurs que d'autres, et pas non plus si cette boisson est bonne pour santé ou nécessaire ; simplement ils s'identifient à la situation proposée et par conséquent avec le produit publicitaire. Naomi Klein[[59]](#endnote-60) a réalisé une analyse détaillée de la façon dont les grandes marques ont réussi à s'imposer dans le monde, grâce à la manipulation psychologique de la publicité. Après s’être imposées, elles délaissent la fabrication, pour se consacrer uniquement à la production de chimères publicitaires pour des articles fréquemment fabriqués par une main-d’œuvre semi-esclave dans un quelconque recoin du Mexique, du Vietnam, de la Chine, de l'Indonésie, des Philippines ou d'autres zones de libre-échange. Klein parle aussi des nombreux recours de la publicité et comment elle réussit à imposer des marques pour des publics différents, car comme nous l’avons vu précédemment avec l’exemple classique de la boisson dans lequel le public s'identifiait à une personne « heureuse » ; il y a aussi des publicités où l’on souligne d'autres « attributs » plus sophistiqués, comme « être rebelle », « être différent », « être insouciant », «être audacieux» et tant d’autres, basés sur une segmentation potentielle d'une partie des consommateurs.

Nous pourrions affirmer que dans le prix de la plupart de produits des grandes marques, le coût de fabrication ne représente pas plus de 5 à 10 % et le reste est le prix de la fantaisie qu'ils nous vendent à travers le marketing.

Nous décrivons deux aspects fondamentaux de la manipulation médiatique : celui de la publicité commerciale et du consumérisme, et celui du conditionnement idéologique qui caractérise le domaine de la politique. Dans les deux cas nous avons une première coïncidence avec l'utilisation des mêmes techniques de manipulation médiatique pour imposer un produit, qu’il s’agisse d’un produit commercial ou d’un produit idéologique ou politique. La deuxième coïncidence est que dans les deux cas, on a besoin de ressources économiques énormes puisque chaque seconde diffusée à la télévision coûte très cher. Cela nous mène au dénominateur commun de toute manipulation médiatique : derrière elle, on trouve toujours le pouvoir économique. Plus grande est la capacité économique, plus grande est la capacité de manipulation. Si nous considérons que tout cela est fait pour gagner de l'argent, soit à travers la vente de produits, soit à travers le contrôle du pouvoir politique, nous pouvons aussi affirmer que, plus grande est la capacité de manipulation, plus la richesse s’accumule. C’est ce qui nous maintient dans le cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons dans ce moment historique ; le pouvoir économique contrôle les grands médias, non seulement pour obtenir plus de gains commerciaux, mais aussi pour imposer au public les hommes politiques qui seront les plus adaptés pour continuer à accumuler de la richesse, avec laquelle ils auront de plus en plus le contrôle de la situation.

Alors les populations, au moins la plupart de celles qui vivent sous des régimes de démocratie formelle, bien qu'elles possèdent le moyen du vote pour pouvoir se gérer à travers ses représentants, finissent par utiliser le vote contre elles mêmes, en élisant les représentants du pouvoir économique, à la merci de qui elles deviennent des sujets passifs de la manipulation médiatique. Et ces mêmes populations, qui réclament en même temps bien-être et travail, continuent d'acheter les produits des entreprises qui gagnent des fortunes en déplaçant leurs usines dans des lieux où la main d'œuvre est bon marché.

Donc, si nous aspirons à amorcer le long chemin vers une Nation humaine universelle, l'un des premiers obstacles à franchir est celui du comportement contradictoire dans lequel nous pousse la manipulation médiatique. C'est un changement qui doit se faire sur le terrain culturel, en générant des anticorps. On doit réaliser des campagnes par différentes voies de diffusion, en expliquant de manière créative comment les publicités manipulent, en ridiculisant les techniques utilisées et en mettant clairement en évidence l’intention de manipuler. Tourner des spots grotesques caricaturant certaines publicités puis les diffuser sur les réseaux sociaux peut être un recours culturel générateur d’anticorps. Mais l’opération consistant à laisser à nu la manipulation médiatique de tout type et de toute idéologie, pourrait aussi être un motif d'inspiration dans les domaines du théâtre, de la littérature, des bandes dessinées, du cinéma et de la musique. La diffusion de données sur les vrais coûts de certains produits en les comparant à leur prix de vente, peut être une alternative pour affaiblir l'image de certaines marques. Bien évidemment les plaintes déjà déposées sur le thème du travail esclave pratiqué par certaines multinationales sont aussi d’importance vitale. Mais le plus important sera de dissoudre le pouvoir manipulateur, en obtenant que les individus cessent d'être des sujets passifs et qu’ils réussissent à voir les intentions existant derrière les « réalités » établies par les médias. Parce que de la même manière qu'ils peuvent fixer des modes, des préférences et des points de vue qui nous incitent à consommer certains articles, ils installent aussi de prétendues vérités concernant la politique, l'économie, la morale, et le style de vie. Beaucoup de gens ne mettent pas en doute ces vérités, car ils accordent crédibilité à tout ce qui émane des médias, et plus le média est puissant, plus il devient crédible pour l’auditeur passif ; ce que l'on pourrait écouter sur la station radio d'un petit village n’aura pas le même poids que ce qui se voit sur CNN. Plus un média est important, moins on va douter des opinions exprimées et de la vision du monde qu’il veut montrer, car on admet que si le média est important, ceux qui s’y expriment le sont aussi et donc l'information transmise est plus fiable. Si l'importance d’un média est donnée par sa portée, et vu que celle-ci dépend de son pouvoir économique, ce qui n’est pas dit c’est qu’il y aura aussi de forts intérêts qui conditionneront le type d'information et l'image du monde qui seront transmis. Les médias ont réussi à devenir les yeux à travers lesquels chaque individu peut voir le monde, et ainsi comme nous croyons tous fermement ce que nous voyons de nos propres yeux, nous croyons aussi ce qui passe à travers ces autres yeux de plus grande portée appelés médias. Une personne peut émettre des jugements de valeur sur quelque chose qu’elle a vu de ses propres yeux, mais jamais elle ne mettra en doute ce qu’elle a vu car elle a confiance en ses propres sens.

Bien sûr que tout n’est pas toujours contrôlé, et souvent dans l’intérêt de gagner de l’audience, certains médias accordent de la place et la possibilité d’être vus à des leaders sociaux et politiques ayant des propositions et des points de vue qu’ils confrontent au système. Parfois pour gagner un point de plus d’audience, d’autres fois parce qu'ils ne peuvent cacher certains évènements importants, et occasionnellement pour utiliser un ennemi comme butoir contre d’autres. Il arrive parfois que des espaces profitables à ceux qui luttent contre le système, s’ouvrent dans les médias. Mais il est clair qu'au moment où le système les considère comme un risque réel, il va utiliser son pouvoir contre eux, ou bien il fermera purement et simplement toutes ses portes et ils cesseront d'exister dans l'opinion publique de l'« Homo Videns ». C’est astucieux d’utiliser ces espaces lorsqu’ils s’ouvrent mais il faut être prêt à agir quand ils se referment. Il y a beaucoup d'exemples de leaders médiatiques, qui au début promouvaient la rébellion contre le système, et qui ensuite, afin de pouvoir maintenir l’ espace de visibilité, ont dû s'adapter aux intérêts du pouvoir et de ses médias. Ceux qui ne se sont pas adaptés, soit on n’a plus jamais eu de leurs nouvelles, soit ils ont été neutralisés et caricaturés comme étant des éléments marginaux et incapables. Certains le savent et essaient de ne pas dépendre exclusivement de la visibilité dans les médias[[60]](#endnote-61), mais tachent de construire sur la base sociale ; mais il sera aussi nécessaire depuis cette construction de compenser l'hypnose collective générée par de tels médias.

Si nous voulons favoriser un vrai changement culturel, il faudra travailler pour démasquer la manipulation médiatique qui conditionne la subjectivité car une grande partie du néant, de l'hypocrisie et de la violence de la culture moderne, se nourrissent à travers les canaux médiatiques. À cet égard, il ne s'agit pas de censurer les médias, mais de mettre à nu leurs intentions et leurs intérêts, de dévoiler leurs techniques de manipulation, pour démanteler leur pouvoir hypnotique. Les groupes organisés qui veulent travailler dans ce sens, devront sûrement avoir recours à la créativité pour réaliser des campagnes de diffusion de contre-propagande, en éclairant la population sur les techniques de manipulation, en utilisant tous les canaux alternatifs de communication rendus possibles aujourd'hui par les nouvelles technologies. Et les gouvernements qui se sentent victimes de la manipulation médiatique, ou qui prennent simplement en considération l’intérêt de travailler pour la déjouer, ne devraient pas utiliser des moyens de censure, qui sont généralement contre productifs mais ils devraient faciliter l'existence d'espaces télévisuels et radiophoniques dans lesquels se diffuseraient les campagnes anti-manipulation.

Il sera essentiel qu'existent des campagnes internationales sur ce thème, afin de commencer à installer un courant culturel qui se rebelle face à la manipulation médiatique, car celle- ci s‘étant globalisée est devenue trop forte pour être contrecarrée par des actions isolées. Lorsque, depuis les puissants médias de certains pays principaux une « pensée unique », une « société idéale », un style de vie s’installent, il est généralement difficile d’opposer d’autres valeurs, ou d’autres idées, à partir de ce que l'on considère comme étant des espaces marginaux. Lorsque s’installe le préjugé selon lequel certains pays et sociétés sont « sérieux et responsables », et que d’autres le sont moins, beaucoup d'initiatives se heurtent à une élimination préalable si elles ne proviennent pas du centre du pouvoir. Par conséquent il importera que les initiatives d’action de ces campagnes internationales, réussissent à traverser le monde transversalement, en ayant de multiples foyers émetteurs. Aussi bien pour des médias écrits qu’audiovisuels qui deviennent infectieux, il faudra arriver à installer la remise en question des médias en dévoilant leurs manœuvres. Les explications significatives seront valables, telles que les vidéos pédagogiques ou la caricature des techniques de manipulation médiatique, afin de faciliter la compréhension populaire.

#### Droits humains

On parle actuellement de trois générations de Droits humains[[61]](#endnote-62), et il y en a même qui parlent déjà d'une quatrième et cinquième génération de droits liés à l'accès à l'informatique. C’est bien que des gens s'occupent d’ajouter de plus en plus de droits à la longue liste de ceux qui existent déjà ; mais il serait beaucoup plus important de s'occuper, au moins, du respect des droits fondamentaux, qui sont violés d'une manière permanente partout dans le monde. La Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948, énumère dans les articles 3 à 27, une grande partie des droits de la première et deuxième génération, mais si l’article 28[[62]](#endnote-63) n’est pas respecté, l'énonciation seule des articles 3 à 27 sera de peu d’utilité, car c’est l’article 28 qui parle de garantir le respect des autres.

D’ores et déjà il faudra travailler à l’intérieur des frontières de chaque pays pour obtenir que tous ces droits soient garantis. Nous verrons cela dans les propositions des pas à réaliser au niveau national. Mais la situation au niveau international est très différente, en commençant par le fait que le Droit international est limité en ce qui concerne son pouvoir coercitif, puisque les flagrantes violations des droits humains dans un pays, peuvent avoir tout au plus comme conséquences des sanctions économiques, des embargos, l'exclusion de certaines enceintes internationales, et d'autres types de pressions indirectes. Ce serait bien, si on procédait avec objectivité et neutralité, mais nous savons que souvent ces instruments sont utilisés politiquement par les puissances qui contrôlent les organismes internationaux afin de pénaliser leurs ennemis politiques, tandis qu'ils omettent de s'occuper des violations qu’ils commettent eux-mêmes ou leurs alliés. Et maintenant, l'acceptation que des pays interviennent militairement sous prétexte de la défense des droits humains, est beaucoup plus risquée, comme Silo le constatait déjà il y a plus de vingt ans[[63]](#endnote-64).

Il y a eu des tentatives de la part des nations pour augmenter le niveau d’engagement de l'ONU pour la proclamation des droits, au travers de quelques traités, comme le Pacte international des droits civils et politiques (PIDCP) et le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), mais la réalité établit leur peu d’efficacité. Cependant, comme déjà évoqué dans d'autres thèmes, l'hypocrisie et la partialité des puissances ainsi que celles des organismes internationaux contribuent peu à la possibilité d’avancer dans le domaine du Droit international pour assurer le respect des droits humains, mais dans un autre contexte et dans l’avenir, il ne faudrait pas écarter les moyens dont pourrait disposer une justice internationale réellement neutre et objective[[64]](#endnote-65).

Pendant ce temps il faudra redoubler d’efforts dans la réalisation de campagnes internationales de dénonciation mettant en évidence face à l'opinion publique tous les gouvernements qui violent les droits de l'homme, afin que la préoccupation qu’ils ont de leur image sur le plan international fasse qu'ils modèrent au moins un peu leur conduite. Mais de telles campagnes ne devraient avoir comme seul et unique axe les droits humains, en faisant abstraction de la spéculation politique. Il existe des groupes et des organisations qui mènent des campagnes de dénonciation seulement quand il s'agit de violations de droits dans des pays rivaux des États-unis et de l'OTAN. En même temps il existe des groupes antagonistes aux précédents, qui se chargent de dénoncer les politiques agressives de ces puissances, en omettant de s'occuper des violations des droits humains chez leurs ennemis. Il y a quelques années, ces campagnes dirigées contre l'un ou l'autre camp, coïncidaient habituellement avec l'antagonisme entre capitalisme et communisme, tandis que maintenant, bien qu'il y ait une inertie de ces rivalités passées, il existe une plus grande diversité de camps. D'une part, les intérêts économiques ont pour habitude de peser plus que les différences politiques, et c’est ainsi que les États-unis ont maintenu pendant des décennies l’embargo sur Cuba, avec pour toute justification que là bas les libertés politiques ne sont pas respectées, et en même temps ils n’ont eu aucun scrupule à établir des relations commerciales croissantes avec la Chine ; mais bien que cette contradiction et cette partialité soient si évidentes, encore aujourd'hui l'opinion publique des États-unis et d’une grande partie du monde pense qu'à Cuba sévit une terrible dictature, tandis que la vision de la Chine est beaucoup plus indulgente. Évidemment dans cette partialité à propos des droits de l'homme, les médias ont fait un bon travail. Le même comportement mais à l'inverse est celui de quelques organisations qui se spécialisent dans la dénonciation des abus des gouvernements qui se définissent comme étant de droite, tandis qu'elles regardent ailleurs quand les droits humains ne sont pas respectés par des nations considérées comme étant de gauche ou progressistes. Avec le Moyen-Orient ce phénomène est amplifié : d'une part on trouve ceux qui dénoncent les violations des droits humains dans quelques pays arabes, souvent pour manipuler l'opinion publique avant une intervention militaire dont la mission ne concerne pas les droits humains mais les puits de pétrole. Et d'autre part se trouvent ceux qui questionnent, à juste titre, les envahisseurs, mais à aucun moment ils ne dénoncent les atrocités de certains dictateurs de cette région. Apparemment le vieux proverbe « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », continue d'empêcher chez bon nombre une objectivité de pensée, et en ce qui concerne la défense des droits de l'homme, c'est très grave.

Quelques organisations non gouvernementales, comme Amnesty International, disposent d'une information très complète sur la situation des droits de l’homme dans le monde[[65]](#endnote-66). Il serait souhaitable que ses renseignements aient une meilleure diffusion médiatique, mais sans qu'ils soient manipulés politiquement. D’ores et déjà, leurs campagnes en faveur des droits humains sont fondamentales pour la prise de conscience de ces thèmes. Mais si nous voulons réellement des avancées dans le respect des droits humains, ce qu’il faudrait ce sont des mobilisations organisées qui se proposent de changer les gouvernants responsables des violations de tels droits. Parce que si nous lâchons un éléphant dans un marché, cela ne servira à rien de lui demander de faire attention à ne pas casser les verres car il le fera à chaque pas. Ce que nous devons obtenir c’est que l'éléphant sorte du bazar. De la même façon, nous ne pouvons pas demander aux gouvernants violents de s'occuper de prêter attention aux droits humains, nous devons les remplacer par d’autres.

Cela se résoudra aux niveaux nationaux, mais au niveau international les campagnes doivent aussi donner des signaux clairs comme quoi en chaque lieu -il faut ôter le pouvoir à ceux qui croient en la violence comme méthodologie pour résoudre les situations. Il faut en finir avec l'hypocrisie de certaines sociétés, qui crient au scandale pour les violations des droits humains en Afrique et en Asie, alors que leurs pays vendent des armes aux diverses factions de ces continents.

Nous avons déjà évoqué d'autres grands pas qu'il faut faire au niveau international, et nous avons fait référence d'une part au désarmement et d'autre part à une campagne pour le développement mondial. Ainsi, il faut dire que concernant les droits humains de première génération, on avancera réellement quand on en terminera avec le trafic d'armes et les guerres car il est impossible de respecter les droits humains si l’on met de plus en plus d'armes entre les mains des gouvernements et des populations. Par rapport aux droits humains de deuxième génération, on avancera réellement quand il y aura une solidarité entre les nations pour accélérer le rythme du développement des pays les plus pauvres, afin que leurs habitants puissent obtenir : travail, logement, santé et éducation.

En synthèse, si l’on travaille à la construction d'une Nation humaine universelle, on travaillera à la validité des Droits humains.

### Les grands pas au niveau national

#### Considérations générales

Nous ne chercherons pas à couvrir ici tous les sujets qu'il faudrait développer pour avancer sur le chemin de la transformation profonde d'un pays, en accord avec les idéaux de la Nation humaine universelle. Il serait matériellement impossible de faire le tour de tout ce qu’il est nécessaire de connaître dans chaque domaine. L'idée de ce livre consiste précisément en une première approche très générale des principaux sujets à prendre en compte dans une transformation mondiale, qui devra s'enrichir avec l'apport de beaucoup de spécialistes de chaque sujet qui, inspirés de la mystique de cette utopie en marche, développeront les propositions liées aux pas à réaliser dans chaque domaine spécifique.

Sur le plan national, nous avons retenu trois grands sujets sur lesquels il nous semble indispensable d'avancer pour que la transformation soit structurelle. Le premier est celui de la transformation du système démocratique, en avançant vers la Démocratie réelle. Un autre est celui de la transformation du système économique, en avançant vers une Économie mixte humaniste. Et le troisième concerne le changement des paradigmes culturels, dans lequel nous incluons ce qui est relatif aux droits humains et aux thèmes migratoires.

Cependant, nous ne voulons pas laisser passer l'occasion de mentionner les deux grands chapitres que sont la santé et l'éducation. Il semble presque évident à ce stade de souligner que, pour que chaque habitant d'une nation ait la santé et l'éducation assurée, l'État doit garantir que celles-ci soient publiques, gratuites et de la plus grande qualité possible en accord avec les avancées scientifiques et technologiques du moment. On sait déjà que lorsqu'on laisse ces domaines à des intérêts privés, seules les élites peuvent y accéder de manière satisfaisante. Mais dans le monde futur, il ne sera pas suffisant que la santé et l’éducation soient des droits de base, nous pourrons aspirer à une prolongation permanente de l'espérance de vie de plusieurs années et à la connaissance sans limites pour tous les habitants de la planète. Tout cela implique, en plus des couvertures étatiques basiques, un changement culturel pour que l’on passe du paradigme de la surconsommation au paradigme de la santé et de l'éducation de plus haut niveau. Actuellement le droit à une qualité de la vie digne, implique de pouvoir acquérir des biens matériels d'usage commun déterminés ; cependant la tendance culturelle à la surconsommation mène à une course effrénée pour acquérir de plus en plus de biens matériels, largement au-dessus de ce qui est nécessaire et bien que ce soit seulement possible pour 10 % de la population mondiale, la demande dépasse déjà les possibilités de la planète. Cette course à la consommation irrationnelle porte atteinte à la santé des personnes et à la santé du monde. Il faut transformer cette avidité de consommation, promue par la recherche insatiable de gain des patrons ; il faut ôter de l'horizon de l'humanité ce mirage du faux paradis du consommateur et permettre que surgisse avec force l'image de l'évolution permanente de l'être humain. Pour pouvoir avancer vers ce nouvel horizon, chaque être humain sentira la nécessité de donner beaucoup plus de valeur à sa propre vie et à celle des autres (ainsi, tout ce qui sera relatif à la santé sera au premier plan) et sentira la nécessité de décupler et d'approfondir sa connaissance (ainsi tout ce qui touche à l'éducation grandira sans limite).

Nous avons déjà dit que dans les pays dans lesquels les besoins essentiels ne sont pas encore réglés, la croissance économique implique nécessairement une augmentation de la consommation de biens matériels. Mais à mesure que les populations voient leurs nécessités matérielles de base satisfaites, la majeure partie de la croissance économique devra s'orienter vers des services qui n’impactent pas l'environnement. Dans ce contexte, le développement croissant de multiples services liés à la santé et à l'éducation devra être synonyme d'une qualité de la vie optimale.

#### La démocratie réelle

Bien que tous les pas vers la Nation humaine universelle soient importants, il reste clair que beaucoup des transformations seront très difficiles à mener si l'actuel système de gouvernement se maintient. Ce système, qui, dans la majorité des pays, correspond à ce que nous appelons démocratie formelle, dans laquelle les populations ont le droit de vote, mais dont les représentants élus trahissent régulièrement leur électorat. Déjà, au début des années 90, Silo décrivait très bien ce phénomène de démocratie formelle[[66]](#endnote-67)devançant ainsi ce qui serait ensuite de plus en plus évident pour tout le monde. Précisément devant le discrédit croissant des hommes politiques traditionnels, dans un essai écrit en 2002[[67]](#endnote-68), nous avons essayé de développer ce sujet, face à la crise institutionnelle que nous vivions alors en Argentine. Quelques années plus tard, la crise financière mondiale qui a éclaté en 2008 a généré de nombreuses manifestations sociales, fondamentalement dans plusieurs pays arabes, en Europe et aux États-Unis, et une des revendications les plus importantes a été celle d'une Démocratie réelle, face au manque de réponses de la part des politiques traditionnelles. Jusqu'à maintenant, c’est en Espagne que ce thème a le plus avancé, puisque la force du Mouvement 15-M a réussi à être canalisée vers une participation citoyenne significative. L'expression politique de la force politique de Podemos a mis en échec la caste[[68]](#endnote-69) des partis politiques traditionnels en incorporant certaines des revendications issues de la participation citoyenne au sein de leur propre organisation politique, en utilisant les outils d'Internet pour leurs votes. Il est difficile de prédire comment ce processus évoluera mais il est clair que l'intention d'avancer vers une démocratie réelle mobilise les populations et produit des transformations.

Maintenant, beaucoup de gens mettent en doute la viabilité d'un système où la population augmente son ingérence dans les décisions publiques, argumentant le manque de connaissances et de compétences. Un long chemin a été parcouru dans le développement des formes démocratiques des gouvernements au cours de l'histoire ; déjà, dans les premiers temps de la Grèce antique, le pouvoir de décision était limité à une petite partie de la population, tandis que le reste de la nation n'avait pas de droits citoyens, car considérés inaptes à l'exercice de la démocratie sous le règne d'une loi supposée naturelle, comme le décrétaient quelques penseurs de l'époque comme Aristote[[69]](#endnote-70). On pourrait argumenter que c'était une pensée trop ancienne. Cependant, après des siècles de gouvernements autoritaires et absolutistes, ayant dû passer par l’effondrement des monarchies à partir de la fin du XVIIIe siècle, il a fallu arriver à la moitié du XXe siècle pour que les femmes aient le droit de vote, tandis que les afro-américains ont dû attendre encore plus longtemps dans certains pays qui s'autoproclamaient démocraties exemplaires. Déjà, au milieu du XVIIIe siècle, Rousseau[[70]](#endnote-71) écrivait son Contrat social qui, à l'origine, a influencé les idéaux de la Révolution française et qui fut en suite considéré comme trop utopique pour la population. Au début du XXe siècle, Il fut également injurié par les partisans du fascisme. Pourtant, non seulement son principe de souveraineté appartenant au peuple fut très appliqué, mais nous pourrions aussi dire que les conditions sociales et technologiques actuelles nous rapprochent de la possibilité que les citoyens puissent délibérer et se gouverner, en délimitant sensiblement l'arbitraire des représentants. Ceux qui considèrent que la population n'est pas encore prête à une plus grande participation dans la prise de décisions de la gestion publique, défendent en réalité les intérêts de l'étroite coalition qui s'est modelée à travers les démocraties formelles, entre le pouvoir économique et la bureaucratie politique, en nous rapprochant de plus en plus d'une forme ploutocratique de gouvernement.

Dans tous les cas, en rappelant le principe d'avancer pas à pas, il sera bon de recueillir l'expérience historique et surtout d'analyser la situation actuelle de chaque société, à l'heure de chercher les points d'équilibre d’une faisabilité de gouverner dans une Démocratie réelle. Bien qu'aujourd'hui, dans la plupart des sociétés, les conceptions naturalistes qui sont capables et qui ne sont pas capables de comprendre et de participer aux prises de décisions, sont dépassées. Il sera nécessaire de former les gens à la citoyenneté afin qu'ils disposent des éléments de jugement indispensables pour pouvoir évaluer et voter sur des sujets spécifiques. Bien que beaucoup de considérations comme celles que firent Ortega y Gasset[[71]](#endnote-72)sur l'homme-masse furent pertinentes, les sociétés évoluent en permanence et on ne peut pas avoir une vision naturaliste du comportement humain individuel et collectif pour justifier une limitation de la participation populaire et laisser les décisions aux mains de quelques-uns. Ceux qui utilisent ce comportement d'homme-masse pour manipuler l'opinion publique existeront toujours, en faisant croire aux gens qu'ils ont leurs propres idées quand, en réalité, elles leur ont été implantées depuis les médias pour orienter l'opinion publique vers des décisions déterminées. Il sera fondamental alors d'élever le niveau de la pensée et le niveau du débat grâce à la formation, et surtout en déjouant la manipulation médiatique. Il faudra également faire cas de l'autre restriction pour l'exercice de la démocratie directe, déjà remarquée par Rousseau lui-même, faisant référence à l'échelle des populations, dans la mesure où il y a plus de difficultés avec une plus grande population, bien qu'en grande partie aujourd'hui cela peut être résolu par la technologie de la communication. Cela exige également un processus échelonné. Au début l'ensemble de la population ne voudra pas être impliquée à un plus grand niveau de participation démocratique ; mais il suffira qu'il y ait un pourcentage notoire qui s'implique pour démanteler toute concentration de pouvoir.

##### La crise de la Démocratie formelle

Ce serait une erreur d'appréciation de considérer que la crise se limite à la représentativité de quelques élus ou hommes politiques et que si nous les remplacions par d'autres, la crise serait résolue. Bien sûr, quand un système se corrompt, ce sont les pires qui s'installent au pouvoir et il faut faire en sorte qu'ils n'y restent pas, mais quand la crise est celle du système, toute pièce de rechange correspondra peu ou prou à la même chose. Il ne s'agit pas seulement d'un problème avec les personnes corrompues ou inefficaces qui occupent des charges publiques, mais bien plutôt d'une crise totale des institutions. Par exemple, si nous interviewons 100 médecins récemment diplômés et que nous nous apercevons que 30 d'entre eux ne savent pas quelle fonction a le foie, penserions-nous que c'est un problème limité à ces 30 médecins ou penserions-nous que la faculté de Médecine fonctionne très mal et qu'il faut faire des changements profonds en son sein ? Nous opterions certainement pour la deuxième solution parce qu'il est inconcevable qu'un médecin ne possède pas ces connaissances si simples puisqu'elles font partie de sa spécialité. De la même manière, quand nous voyons que dans la justice et dans les forces policières, il y a une grande quantité de fonctionnaires corrompus ou de policiers qui commettent des délits et assassinent, pouvons-nous minimiser le sujet en disant qu'ils représentent seulement un pourcentage ? En aucune façon car il s'agit précisément de ceux qui sont supposés combattre les délits et faire appliquer la justice. De la même façon, chaque fois que nous voyons des hommes politiques qui doivent défendre les droits des citoyens faire tout le contraire ou bien que nous voyons les législateurs votant des lois qui portent préjudice aux gens et bénéficient à l'économie, ou bien encore que l'on voit le pouvoir exécutif qui négocie sur le dos du peuple qui l'a pourtant élu, nous ne pouvons pas penser qu'il s'agit seulement de mauvais exemples. Il s'agit de problèmes structurels, il s'agit de l'écroulement des institutions. Dans tous les cas, le problème n'est pas seulement lié aux individus, le problème est l'inutilité de ce système.

La séparation des pouvoirs

Il est courant d'entendre parler dans les médias des problèmes qui existent quand la séparation des pouvoirs n'est pas respectée, quand le pouvoir exécutif envahit ou met la pression sur le pouvoir judiciaire ou quand le pouvoir judiciaire approuve des coalitions partisanes ou bien encore quand les législateurs s'alignent aveuglément avec le pouvoir exécutif.

Cependant, il n'échappe à personne qu'à l'heure actuelle, les trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire et jusqu'au soi-disant quatrième pouvoir de la presse, tous répondent à un pouvoir unique absolu : le pouvoir économique. Avec de l'argent on achète les médias, on achète les législateurs, les juges, les ministres et les présidents. On achète les commissaires, les policiers et les élus de tout genre. Avec de l'argent on achète les syndicalistes et les hommes politiques. Et quand nous disons qu'ils sont achetés, nous le disons au sens large, parce que dans certains cas il s'agit d'actes de corruption pour des faits ponctuels ; mais en général il s'agit des véritables mafias organisées où les élus agissent en tant qu’intermédiaires d'intérêts économiques.

Évidemment, le processus par lequel le pouvoir de l'argent a corrompu les institutions démocratiques pour les mettre à son service, a commencé il y a longtemps, jusqu'à transformer tout le système institutionnel en une grande entreprise avec différents marchés. Bien entendu pour une grande entreprise consacrée à générer des profits pour le pouvoir économique en échange d'une partie du butin, une législation sur mesure est nécessaire pour les affaires et pour cela on a des législateurs. D'autres fois, il faut ignorer les lois et pour cela, les juges et les commissaires corrompus sont là. Il est aussi impératif que beaucoup de choses ne soient pas connues, que d'autres choses soient mal transmises et que d'autres encore se propagent, alors apparaissent les moyens de diffusion.

C'est pourquoi, parler de séparation des pouvoirs dans ce contexte, c'est forcément parler de plusieurs corporations inclues dans une grande corporation, qui veillent aux intérêts de leur secteur, pour que personne ne leur prenne leur part de marché, mais en aucun cas, nous ne pouvons parler de démocratie.

La représentativité

Les trois pouvoirs de la démocratie représentent soi-disant les intérêts du peuple. Cependant, grand paradoxe, la population les déteste à peine son vote exprimé et parfois les méprise avant de voter, mais elle sent qu'elle n'a pas beaucoup d'options. C'est le piège énorme de la démocratie formelle, choisir entre de fausses options.

Si nous pouvions réaliser une étude avec une certaine rigueur scientifique sur les conditions quant à la capacité de travail, l'aptitude, l'honnêteté et l'efficacité de toutes les personnes d'un pays et si nous pouvions choisir, conformément aux résultats, celles qui nous semble le mieux, le résultat des élections serait certainement différent. Peut-être découvririons-nous que le meilleur élu pour une charge déterminée serait un professeur universitaire ou un habitant ou un ouvrier. Mais comment pouvons-nous faire pour que toute la population connaisses ces attributs et puisse choisir en toute connaissance de cause ? Est-ce que nous pouvons espérer que le quatrième pouvoir que représente la presse, mette en avant sur les écrans et en première page, un candidat honnête avec lequel ils ne vont pas pouvoir pactiser, ni eux ni leurs associés ?

L'une des causes principales de la crise du système démocratique représentatif actuel repose sur le fait que l'option de choix est limitée par des facteurs que le peuple n’administre pas. Les différentes statistiques[[72]](#endnote-73)illustrent non en vain, que les citoyens ont chaque fois moins confiance dans leurs représentants et réclament davantage la mise en place de mécanismes de Démocratie directe. Face à cela, les professionnels de la vieille politique, pour défendre leurs intérêts, cherchent à convaincre les gens que démocratie est seulement synonyme de représentativité[[73]](#endnote-74).

##### Les partis politiques

Une réponse possible à ce paradoxe de la démocratie formelle serait de dire que si les gens participent à la démocratie des partis, ils devraient avoir une voix et pouvoir voter pour choisir les candidats et par conséquent pouvoir choisir ensuite entre les meilleures options. Cette réponse pourrait impliquer aussi bien la participation des partis qui ont l'habitude de se partager le pouvoir, que celle de plus petits partis, et elle pourrait même générer de nouveaux partis. Le problème serait alors de savoir quels sont les mécanismes démocratiques ou supposés démocratiques des partis, et quelles sont les difficultés de participation qui peuvent rendre cette solution non viable.

Beaucoup de gens honnêtes qui ont essayé de réaliser une incursion dans les enchevêtrements du pouvoir des partis traditionnels ont maintenant renoncé à la tentative avec impuissance et désenchantement et c'est totalement compréhensible. Mais il est aussi vrai que moins les gens participent, plus il est facile pour ceux qui sont corrompus d'avoir la voie libre pour se placer en tant que solution. Beaucoup de gens peuvent maintenant décider de voter blanc ou de ne pas voter mais avec cela on parvient seulement à diminuer le nombre de votes valides et de toutes les façons les mêmes personnes au final se distribuent les postes.

Le point ici est le fonctionnement actuel des partis politiques, même si leur origine et leur structure peuvent répondre aux modèles décrits par des spécialistes en la matière comme l'indique Duverger[[74]](#endnote-75), qui a décrit la difficulté pour que la base obtienne un réel pouvoir de décision face aux tendances autocratiques et aux circuits internes des partis ; à tout cela il faut ajouter l’entente croissante entre les leaders politiques, le pouvoir économique et les médias. Aujourd'hui la tendance autocratique des partis politiques ne se consolide pas seulement dans les circuits internes du pouvoir mais surtout dans la possibilité de médiatisation des leaders puisque celui qui a les médias en sa faveur a les votants et celui qui a les votants décide à l'intérieur du parti.

Le pouvoir économique ne commence pas à corrompre les élus dans la minute qui suit leur élection à une charge, il commence son travail bien avant, depuis l'ascension dans la structure interne des partis traditionnels. De la même façon que l'on suppose que la démocratie sert à avoir des élus qui représentent les gens alors que cela finit par être le contraire (ce en quoi il s'agit d'une démocratie formelle), nous pouvons également dire que les mécanismes des partis à travers lesquels on présume que tout citoyen a les mêmes opportunités pour se porter candidat sont également formels.

##### La crise de la représentativité

Le pouvoir économique n'a jamais autant que maintenant traversé les frontières en globalisant le monde comme bon lui semble et en imposant ses conditions à feu et à sang. Bien que la corruption ait toujours existé, il n’a jamais été aussi évident qu'aujourd'hui que l'argent est la valeur centrale des sociétés, balayant toute autre échelle de valeurs et d'idéologies. Tout cela parait parfois si évident pour les populations que la crédibilité des représentants commence à se détériorer.

Alors ce même système essaie de capitaliser en sa faveur la crise de la représentativité, en donnant de la puissance au discrédit de la politique depuis les médias mais en prenant bien soin de ne pas donner d'espace aux véritables alternatives de changement, surtout à celles qui passent par l'organisation des gens ou par des partis anti-système. De cette manière, le pouvoir économique essaie de se défaire de quelques complices de la politique quand ils ne leur semblent déjà plus utiles et les remplacent par de nouvelles équipes de techniciens pragmatiques. Nous ne devons pas nous laisser tromper par les médias parce que, bien qu'ils critiquent souvent la même chose que ce que détestent les gens (les hommes politiques traditionnels et les élus corrompus), ils le font dans le but de les remplacer par d'autres types de complices du système et non par des gens organisés.

Le système essaiera sûrement de nouvelles formes de tromperie et de chantage ; au fur et à mesure que les hommes politiques ne tromperont plus personne, ils sauteront comme des fusibles et on essaiera de promouvoir des figures crédibles dans les médias, qui parfois seront de nouveaux hommes politiques et parfois seront d'autres personnages comme des entrepreneurs, des sportifs ou des artistes. Mais la crise de la représentativité avance en dévastant tout rapidement. Le système testera sûrement de nouvelles recettes pour maintenir le pouvoir mais au-delà de cela, nous devons voir ce que les gens peuvent faire pour générer une possibilité cohérente de pouvoir qui soit en condition de le remplacer. Que ce soit à travers de nouveaux partis politiques ou bien avec une nouvelle organisation de base sociale, les difficultés de la représentativité devront être résolues si on veut éviter que de nouveau la volonté des gens soit noyée dans l'impuissance.

##### Les structures

La crise de la représentativité et des institutions a généré un rejet compréhensible des gens envers les structures organisées. À mesure que la déstructuration avance, les divisions entre les dirigeants se renforcent et ces failles peuvent permettre l'avancée de nouvelles formes d'organisation. Mais avant cette possibilité, le défi consiste en la constitution d'un autre type d'organisation plus dynamique qui permette de canaliser de façon fluide la volonté du plus grand nombre. L'un des problèmes à résoudre, ce sont des niveaux d'organisation qui permettent la délégation de fonctions et de responsabilités sans tomber dans les sphères bureaucratiques enclines à la manipulation.

Il n'est pas simple de trouver un point d'équilibre entre les anciennes formes de structures ankylosées, manipulables par des coupoles et la tendance à l'émiettement de l'horizontalité. En tout cas, quand les priorités se confondent, il est toujours bon de reprendre les concepts élémentaires pour nous éclaircir. Nous partons de la supposition que si l'ensemble est organisé, il le fait pour obtenir un objectif qu'il ne peut pas obtenir individuellement, sinon cela n'aurait pas de sens de s'organiser. Par conséquent on ne peut pas analyser les bénéfices ou les préjudices de telle ou telle forme d'organisation, d'un autre point de vue que de celui de l'accomplissement de tels objectifs. Si une forme d'organisation est encline à être manipulée par les dirigeants qui dévient l'objectif ou si elle se cristallise sans avancer, alors cette forme d'organisation n'est pas utile. Si une forme d'organisation est encline à la dispersion des volontés individuelles ou de groupe, en les empêchant d'avancer en ensemble vers l'objectif, alors cette forme d'organisation n'est pas utile non plus.

Ces conclusions sont extrêmement élémentaires mais il arrive parfois que si les objectifs ne sont pas toujours clairs, on perd la direction et avec elle, la possibilité d'évaluer l'efficacité de l'organisation. Il ne faut pas perdre de vue que fréquemment les objectifs explicites de l'organisation se mélangent avec les objectifs implicites des personnes qui la composent et souvent les intérêts personnels et les meneurs finissent par déformer les objectifs de l'ensemble. C'est pourquoi il est très important que l'ensemble ait des outils d'aide à l'organisation pour corriger ces distorsions. Il faut aussi clarifier les objectifs à court, moyen et long terme et distinguer ceux qui dépendent seulement de l'action de l'organisation, de ceux qui dépendent d'une plus grande collaboration avec d'autres organisations. Dans notre cas, où l'objectif lointain est la Nation humaine universelle, les organisations auront à travailler pour leurs propres objectifs en accord avec certains sujets traités ici, mais ils seront également invités à collaborer de façon croissante avec d'autres organisations, pour pouvoir produire des transformations sur une plus grande échelle. Cette plus grande collaboration devra aussi réunir les conditions pour ne pas façonner une superstructure, susceptible d'être manipulée par des dirigeants, ni se borner à une coordination horizontale de déclarations d'intentions.

Si nous avions à définir quelques questions très élémentaires sur les caractéristiques que devraient avoir les organisations les plus agiles et les moins structurées, adaptées au moment actuel, nous pourrions préciser les choses suivantes. Une organisation doit très bien définir ses objectifs et en fonction d'eux, sa stratégie et, sur la base de cette stratégie, déléguer les aspects tactiques aux personnes adéquates. Dans le champ de la tactique, ces personnes devaient avoir la liberté d'action suffisante pour faciliter la prise de décision, mais des mécanismes souples de révocation de mandats doivent exister pour faire face à de mauvaises récupérations. Tout changement dans la stratégie devait être approuvé à la majorité des membres de l'organisation. Dans les organisations de volontaires, tous ne sont pas impliqués dans les délibérations quand il y a des décisions d'importance à prendre en simultané, mais tous devraient avoir le droit de le faire s'ils en ont l'intention et tout cela pourra être facilité grâce à l'usage des réseaux.

La participation des gens est souvent inversement proportionnelle au temps nécessaire à lui consacrer, par conséquent il faudra améliorer la simplification dans l'usage des réseaux pour que chaque personne intéressée puisse, en moins de 15 minutes par semaine, donner son avis, approuver ou désapprouver des motions, proposer des idées et autres initiatives. Par exemple, dans une université donnée, une organisation travaille avec l'objectif de former une population dans la mise en marche de coopératives de travail ; supposons qu'entre les étudiants et les personnes intéressées parmi la population, il y ait environ 500 personnes qui adhèrent au projet. Dans ce cas, il serait certainement nécessaire de disposer d'une équipe d'environ 10 personnes plus impliquées, à qui la gestion quotidienne du projet serait déléguée. Dans ce cas, les 490 autres personnes pourraient apporter des opinions et des idées chaque fois qu'elles le désirent. Dans la pratique, certainement que beaucoup ne le feraient pas mais si on obtient qu'au moins 50 ou 100 personnes partagent les délibérations chaque semaine à travers les réseaux, ce serait suffisant pour que l'organisation soit dynamique et qu'il existe une base minimum de consensus pour avancer. Ces 50 ou 100 personnes dont nous parlons ne seraient pas toujours les mêmes, ils ne seraient ni désignées ni stables mais ce serait une moyenne de participation des 490 personnes. Ensuite, quand la nécessité de prendre des décisions stratégiques importantes surgira à partir des délibérations, il y aura des motions qui devront être votées par tous.

Ainsi, dans une organisation, l'ensemble désigne une équipe à qui déléguer et il le fera par confiance, en fonction des aptitudes ou des caractéristiques existantes. Cet ensemble donne la liberté d'action à cette équipe pour porter en avant la tactique mais il peut révoquer le mandat si elle dévie de la stratégie. Jusque là nous avons une démocratie représentative mais avec un mécanisme révocatoire souple. Mais à cela, nous pouvons ajouter un “environnement consultatif de base”, en profitant des nouvelles technologies qui serait formé par un pourcentage variable de personnes qui donnent leur avis et font des propositions pour faire un apport constructif sur les sujets en question. L'équipe prend des éléments qui surgissent de ces délibérations pour les incorporer à sa gestion ; de là des idées de campagnes, d'activités et de positionnements pourront surgir qui seront à proposer à l'ensemble. Quand il y aura différents points de vue différents avec suffisamment de force, alors des votes seront proposés. Ce serait un embryon de démocratie réelle dans les organisations qu'il faudrait ensuite essayer d'amener vers la pratique politique. Il sera important de maintenir l'équilibre entre le rôle consultatif et l'exécutif, pour que le premier nourrisse le deuxième au lieu de le freiner et que les fonctions puissent opérer avec efficacité.

##### Quelques outils d'aide à l’organisation

Si le germe de la démocratie réelle doit exister préalablement à la prise de pouvoir, il faudrait commencer le plus tôt possible à la mettre en pratique dans l'organisation sociale qui cherche à mettre en avant le changement institutionnel. Pour cela et à la manière d'un résumé de quelques concepts précisés antérieurement, on pourrait prêter attention aux étapes suivantes :

* Promouvoir l'organisation de groupes, sur la base de sujets d'intérêt communs aux membres.
* Converger en forums thématiques par ville entre différents groupes, pour des actions conjointes et pour des débats sur les projets et idées.
* Réaliser des consultations populaires pour que les gens qui ne participent pas aux assemblées et aux forums puissent donner leur avis sur des propositions spécifiques qui auront été débattues.
* Mettre en place des groupes professionnels qui travaillent dans l'élaboration de propositions spécifiques à mettre en application dans chaque municipalité. Ces propositions, une fois approuvées à la majorité, devraient donner lieu à une sorte de plan d'action, disponible pour toute personne disposée à le mettre en application.
* En plus des propositions sur le plan municipal, débattre des transformations qui devraient être faites au niveau national, en allant jusqu'au consensus d'un véritable projet intégral.
* Promouvoir la circulation de l'information, des propositions et des points de vue dans l'ensemble du réseau de l'organisation sociale, de manière à ce que des références sociales puissent être construites non seulement à l'échelle visible d'une assemblée ou d'un forum mais aussi à l'échelle régionale et nationale (sans dépendre des moyens de diffusion du système), comme façon de construire un véritable pouvoir social cohérent.
* Organiser une collaboration avec d'autres organisations qui, sur différents thèmes, partagent l'idéal d'avancer vers la Nation humaine universelle.

Il y aura certainement différentes formes de participation de la base sociale tandis qu'un Mouvement germera qui fera ensuite pression sur les gouvernements pour mettre en application les propositions ou qui directement, les remplacera au moyen d'un suffrage. Mais quelles que soient les formes de participation et les technologies qui sont utilisées pour communiquer, il faudra prendre en compte que c'est toujours une petite proportion de la population qui est impliquée de façon active. Ce sera le travail des volontaires de prendre des initiatives, d'élaborer des propositions et de favoriser les outils simples pour parvenir à un accord avec la majorité, pour obtenir qu'ensuite ce consensus devienne un appui électoral ou une pression sur les dirigeants.

Le contraste entre cette pratique de démocratie réelle à la base et l'indifférence des élus qui font la sourde oreille à de telles propositions, renforcera la nécessité pour les gens que les instruments de la démocratie réelle soient institutionnalisés, pour pouvoir rendre viable les projets approuvés à la majorité sans dépendre des bureaucraties de la démocratie formelle. Par conséquent, la demande permanente doit précisément être d'approuver les lois qui transformeront la démocratie formelle en démocratie réelle parce que cela facilitera la mise en œuvre de propositions transformatrices dans tous les autres domaines.

##### Exiger l'intégration d'instruments de Démocratie réelle

Il est clair que dans une démocratie formelle il y a seulement deux façons d'obtenir que les dirigeants accèdent aux initiatives populaires : la pression des grands ensembles humains sur les dirigeants en place et le changement de ces dirigeants à travers le suffrage. Ces deux moyens doivent se compléter parce que pour que les représentants formels puissent être remplacés par d'autres réels, la majeure partie de la population devra être suffisamment lassée des premiers et avoir gagné la confiance dans les seconds. Cela peut être seulement obtenu si on a travaillé de façon cohérente dans l'élaboration de propositions et dans la pression sur les dirigeants pour qu'ils les mènent à bien. L'action de pression sur les dirigeants peut avoir diverses connotations mais dans ce cas, nous nous référons toujours à la lutte non-violente, pour laquelle existent de nombreux précédents historiques et de nombreux exemples à suivre[[75]](#endnote-76).

Nous disions au début que l'un des premiers objectifs à atteindre de la part de ceux qui souhaitent travailler, dans chaque pays, pour le projet de la Nation humaine universelle, sera précisément de transformer la démocratie formelle en démocratie réelle pour pouvoir concrétiser plus rapidement les transformations dans tous les autres domaines. Ces transformations devront nécessairement être échelonnées, pas à pas, comme dans tout ce que nous envisageons, parce que cela implique un changement culturel pour les citoyens, qui doit être amené avec soin, pour éviter qu'un échec prématuré déçoive la population et qu'on recule à nouveau vers la démocratie formelle ou pire, vers l'autoritarisme. Par conséquent, les propositions de transformation démocratique que nous détaillons ci-dessous devraient certainement être consolidées progressivement :

* Loi de responsabilité politique. Grâce à laquelle tous les responsables élus devront rendre public un plan de travail, expliquant les mesures qu'ils prendront pendant leur mandat et sous quel délai. Face au non-respect de leurs promesses électorales, ils devront cesser leurs fonctions et être remplacés.
* Révocation du mandat. Tout responsable élu ou désigné devra cesser ses fonctions si une simple majorité de citoyens l'exige grâce à une consultation contraignante, qui pourra à son tour être convoquée à travers une initiative populaire suffisamment représentative.
* Élection directe par le vote populaire pour les trois pouvoirs de l'État, y compris le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif.
* Élection directe des fonctionnaires des organismes de l'inspection des Finances et des cabinets d'audit à tous les niveaux, dans des élections distinctes de celles des élus à contrôler.
* Génération d'un système souple et dynamique de consultations populaires contraignantes sur les sujets d'intérêt général, qui permettent aux citoyens, grâce à l'usage d'une clé personnelle, de pouvoir voter des options simples grâce au réseau d'Internet ou à l'usage de la téléphonie. La souplesse du système devrait permettre une fréquence chaque fois plus grande des consultations.
* Aménagement d'espaces de débat, préalable à la mise en œuvre des consultations, pour que les citoyens puissent connaître différents points de vue sur chaque sujet mis au vote, en garantissant que les médias octroient les mêmes espaces à tous. Dans de tels débats devraient participer non seulement des représentants de tous les partis politiques mais aussi des représentants des organisations et institutions liées au sujet en question. Toute interview médiatique réalisée avec quelqu'un qui appuie un point de vue déterminé, devrait être considérée comme une part de l'espace du débat et les autres auront par conséquent droit au même espace dans le même média qui a diffusé un tel entretien, de façon à éviter le monopole des formateurs d'opinion financés par ceux qui peuvent acheter de l'espace médiatique.
* Le type de sujets faisant l'objet d'une consultation devrait d'une part être fixé préalablement avec un caractère de consultation obligatoire, selon son importance pour l'intérêt général. Mais il pourrait aussi arriver des situations non prévues, à partir d'initiatives populaires avec un appui citoyen suffisant, qui méritent une consultation.
* Les budgets participatifs doivent être mis en œuvre mais à une plus grande échelle que celle que l'on connaît aujourd'hui dans nos quelques expériences municipales. D'une part les postes budgétaires soumis aux décisions populaires doivent être plus importants, mais des consultations doivent aussi exister en ce qui concerne les décisions économiques de grande importance, tant au niveau régional qu'au niveau national. Les décisions sur les gros investissements, sur l'endettement de l'état et sur les affectations significatives de postes doivent faire l'objet de consultations populaires.
* Les lois qui régulent les partis politiques doivent être inclusives et non exclusives, à l'égard des nouveaux ou des petits partis, en facilitant leur participation dans les processus électoraux de tous les niveaux. Ce doit être le résultat électoral qui démontre l'insertion sociale réelle de chaque force politique, et non un filtre de conditions préalables requises disproportionnées. On doit démanteler le monopole des hommes politiques professionnels dans leur domination de la politique.

##### Les pas de la transition vers la démocratie réelle

Quand nous parlons de démocratie réelle, nous ne sommes pas en train de parler d'un instrument en particulier, mais d'un système dans lequel la volonté populaire est fidèlement traduite dans les mesures des gouvernements. Pour qu’une démocratie soit réelle, cela implique, qu'il s'agisse de mécanismes de la démocratie représentative, des instruments d'une démocratie participative ou des procédés propres à une démocratie directe qui dépendent de l'échelle démographique et géographique, dans tout les cas, que des garanties que la volonté populaire soit respectée doivent exister.

Néanmoins, dans chaque pays, dans chaque région, dans chaque ville, les conditions initiales peuvent être très différentes et par conséquent le point de départ et les pas à réaliser peuvent varier. Parler des conditions propices ou non pour la mise en place d'instruments démocratiques déterminés est un sujet extrêmement délicat, puisque l'argument de ceux qui refusent une plus grande démocratisation est précisément d'affirmer que la population n'est pas préparée. Mais il est également certain que si l'organisation politico-sociale repose sur les instruments qui ne sont pas utilisés ou qui sont mal utilisés, cela peut dériver vers des manipulations ou vers un désordre qui favorise le retour à l'autoritarisme.

Il y a ceux qui considèrent que les proportions adaptées entre la démocratie représentative et la démocratie directe se réalisent dans un régime parlementaire complété avec l'initiative citoyenne et le référendum obligatoire[[76]](#endnote-77). Bien sûr cela nous semble un bon point de départ pour continuer d'avancer à partir de là. Mais cet objectif, basé fondamentalement sur l'expérience européenne, exige une analyse plus étendue, pour s'imprégner de la situation d'autres points de la planète. De plus il requiert une révision du fonctionnement actuel de ce système, là où il a été mis en application. Nous parlions antérieurement de combien il serait important de mettre en pratique les instruments démocratiques dans la base sociale, indépendamment du fait qu'ils ne soient pas encore inclus dans la législation ; parce que cette pratique peut non seulement conduire à générer une plus grande pression pour que les voies démocratiques soient institutionnalisées, mais elle générerait surtout la formation nécessaire et la préparation pour que la société incorpore la pratique démocratique à son style de vie.

Dans certaines sociétés, la clameur populaire a grandi pour la démocratisation, en mettant en marche souvent d'importantes mobilisations, mais le manque d'exercice démocratique préalable a été une difficulté pour trouver les chemins vers un nouveau type d'organisation sociale. Par exemple, pendant le dénommé “Printemps Arabe”, le mécontentement populaire avec les gouvernements et l'appel aux réformes ont eu différents résultats dans chaque pays mais en général les expectatives que ce mouvement avait générées sont restées frustrées. Dans quelques cas, l'effervescence a été utilisée par certains groupes violents opposés au gouvernement qui, avec une aide militaire externe, ont déchaîné des guerres civiles. Dans d'autres cas, les élections démocratiques qui ont suivi le renversement d'un régime autoritaire, ont placé au pouvoir des factions religieuses peu tolérantes avec la pluralité et les droits des minorités et on a commencé à osciller d'un autoritarisme à l'autre. Quand dans une société on n'a pas incorporé l'exercice démocratique au style de vie, ce sont les groupes de pouvoir qui se disputent le contrôle du gouvernement. Parfois ils le prennent d'assaut et d'autres fois ils le prennent en usurpant les circuits institutionnels. Dans les deux cas cela se transforme en autoritarisme. Le plus déplorable est que dans quelques cas la population finit par accepter comme un moindre mal des gouvernements autoritaires comme garantie d'un certain ordre et d'une stabilité, face à l'alternative du chaos et de la guerre civile.

Cependant, ce serait une erreur d'affirmer que seulement pour ce motif il y a des sociétés qui sont plus éloignées que d'autres de l'objectif de la démocratie réelle. Peut-être qu'une démocratie formelle transformée en ploutocratie, dans laquelle le pouvoir économique profite des canaux institutionnels pour gouverner, est aussi loin de la démocratie réelle qu'une dictature. C'est-à-dire que dans les pays avec des gouvernements autoritaires, on ne tardera pas nécessairement davantage à arriver à une démocratie réelle, bien que les étapes pour y arriver seront certainement différentes de celles de la démocratie formelle.

Dans le cas de l'Amérique Latine, région qui pendant quelques décennies a été soumise à des gouvernements de facto, à partir des années 90, elle a avancé dans l'inclusion constitutionnelle de mécanismes de démocratie directe, comme les consultations populaires, les initiatives citoyennes et les référendums révocatoires. Selon le pays, tous ces mécanismes peuvent être contraignants ou non et peuvent avoir une plus ou moins grande quantité de filtres institutionnels[[77]](#endnote-78). Mais au-delà des différences, il y a eu en général des avancées importantes, surtout en Amérique du Sud. Cependant, certains s'interrogent sur la qualité démocratique de certains de ces pays, dans lesquels les instruments de la démocratie directe pourraient être utilisés pour éviter d'autres instances institutionnelles, générant une relation directe entre le peuple et le leader, dans ce que l'on nomme démocratie par délégation[[78]](#endnote-79). Mais bien qu'il soit réel que certains gouvernements tombent dans la tentation du populisme et soient fortement critiqués par leurs opposants et par la presse internationale, au point de les comparer à des dictatures, la réalité est que ces cas ont d’ordinaire un grand appui populaire. Bien qu'il soit certain que la qualité institutionnelle ne corresponde pas avec l'idéal d'un gouvernement dans lequel le pouvoir serait exercé par un grand nombre de personnes, il est beaucoup plus certain encore que la démocratie représentative formelle a également déçu les citoyens, pour les raisons expliquées antérieurement, et leurs institutions ont alors l'habitude de mettre de nombreux obstacles aux processus transformateurs. En d'autres mots, si les élites qui dominent dans les démocraties formelles, habituées à privilégier leurs propres intérêts de caste et ceux du pouvoir économique, ont réussi à s’établir dans toutes les institutions de l'état, il faut s’attendre à ce que depuis ces lieux de pouvoir, ils résistent à un gouvernement qui cherche à transformer le système et à en finir avec les privilèges et l'inégalité. Face à cela, la réaction logique du gouvernement, qui se sent soutenu par l'appui majoritaire de la population, sera d'essayer d'éviter ces obstacles, bien qu'ils s'appellent formellement “institutions de la démocratie”, ceux qui les manient ne représentent pas les intérêts des majorités. Nous ne sommes pas en train de dire qu'il est bon que cela arrive, parce que la tentation vers la concentration du pouvoir de la part des leaders, qui ont l'habitude de se justifier dans des causes populaires parfois épique et messianique, conduit à un favoritisme incompatible avec la pluralité d'opinions. Ce que nous sommes en train de dire est que l'échec de la démocratie formelle est la cause principale du fait que parfois on essaie de prendre des raccourcis pour pouvoir avancer dans des politiques de transformation, bien que ces raccourcis ne donnent pas toujours de bons résultats.

En tout cas, les instruments de démocratie directe qui ont été ajoutés en Amérique Latine doivent toujours être considérés comme une avancée pour les droits démocratiques des citoyens qui pourront les utiliser pour appuyer leurs responsables, pour exercer une pression ou pour révoquer leur mandat. On ne doit jamais douter des vertus de ces instruments du seul fait qu'un dirigeant cherche à les manipuler en sa faveur; au contraire, il faudrait s'appuyer sur eux pour, depuis là, avancer dans la création de davantage d'instruments de démocratie réelle, pour que les contrôles et les contrepoids institutionnels répondent aussi aux intérêts des citoyens et non à ceux des élites. Le cas des budgets participatifs[[79]](#endnote-80) est un bon exemple du fait qu'au niveau municipal, il est possible de commencer à habiliter les citoyens dans l'exercice de la démocratie directe, qui ne se limite pas au vote entre différentes options, mais implique l'investissement des citoyens dans un processus délibératif qui ajoute de la qualité aux décisions et surtout forme et anime les citoyens pour exiger leur plus grande participation dans tous les domaines et à tous les niveaux de l'état. Peut-être que qu'il y a des cas plus emblématique, comme par exemple, le cas de la ville de Porto Alegre au Brésil, où nous nous sommes s'est retrouvés avec deux des plus grands défis auxquels une démocratie participative doit faire face, comme le sont les questions de l'efficacité et de la participation[[80]](#endnote-81).

Alors, en synthèse, nous pourrions dire que les thèmes de l'efficacité et de la participation sont des limitations intrinsèques dans un processus d'approfondissement de la démocratie réelle, tandis que les résistances extrinsèques sont celles qu'oppose le pouvoir institué. Par conséquent, l'échelonnement vers la démocratie réelle devrait envisager une stratégie de pas qui, dans chaque pays, pourrait s'adapter aux différentes dimensions de résistance. Les stratégies et les tactiques seront différentes selon les particularités de chaque pays et surtout de son organisation politique, puisque dans quelques cas, il faudra travailler sous des régimes totalitaires et des dictatures, et dans d'autres cas dans une démocratie avec des institutions faibles et dans d'autres cas dans une démocratie formelle.

Cependant, comme nous disions antérieurement, il ne faut pas penser que nécessairement la distance qui nous sépare de la démocratie réelle soit plus grande dans certains régimes que dans d'autres parce que notre point de vue rien n'a à voir avec celui des apologistes de la démocratie occidentale. En ce sens, nous ne pouvons pas considérer comme valables quelques classifications sur l'état de la démocratie dans le monde que réalisent de prestigieuses organisations internationales financées par des États-unis, comme Freedom House[[81]](#endnote-82), qui place la Russie au même niveau que la Corée du Nord ou des émirats arabes, ou Economist Intelligence Unit qui considère qu'en Amérique Latine il y a une véritable démocratie seulement en Uruguay et au Costa Rica. Pour ces organisations, tant que le pouvoir économique contrôle le pouvoir politique et que les grands médias contrôlent l'opinion publique, la liberté sera considérée comme totale et si un gouvernement cherche à remettre en question ces pouvoirs, on qualifiera cela d'antidémocratique, bien qu'il soit validé par les urnes. D'autre part, Freedom House classe l'Inde presque comme l'unique démocratie totale d'Asie, tandis que la Russie et la Chine sont dans la catégorie des pays non libres ; cependant la société en Inde n'est pas des plus démocratiques puisque le système des castes continue d'être culturellement en vigueur ; et par rapport aux procédés démocratiques, bien qu'il y ait des élections tous les 5 ans dans lesquelles on s'assure de la participation de tous les citoyens, l'exploitation de la pauvreté est très commune pour acheter des votes, et de plus un très haut pourcentage des candidats sont proches de ceux qui sont déjà au pouvoir, façonnant de véritables dynasties de la politique. Ce que nous voulons montrer, c'est que les critères de ces classements sur l'état de la démocratie dans le monde ne sont en rien fiables et objectifs et que ce sont malheureusement ceux qui sont le plus diffusés dans l'opinion publique, en réalité ; les situations réelles sont beaucoup plus variées et relatives.

De notre point de vue, pour évaluer les pas à suivre dans chaque cas, nous devrions dans chaque pays prêter attention aux indicateurs suivants :

* S'il est possible ou non pour les citoyens de choisir leurs dirigeants par le vote populaire.
* Si des mécanismes rapides existent pour que tout citoyen puisse postuler à une charge publique.
* Si des mécanismes rapides existent pour canaliser les initiatives populaires.
* S'il est possible ou non de réaliser des manifestations publiques, des protestations non-violentes et des remises en question des gouvernants sans qu'il y ait de répression.
* Si les médias sont ouverts à la pluralité d'opinions ou s'ils sont contrôlés par l'état ou par le pouvoir économique.

Ces paramètres simples peuvent nous indiquer à partir 'où nous pouvons commencer à travailler pour la démocratie réelle, sur quels outils on peut compter et sur cette base, concevoir la stratégie. Certainement que le cas le plus difficile est celui de ces tyrannies dans lesquelles les gouvernants concentrent le pouvoir absolu, où le peuple n'a pas droit au suffrage ni à la protestation et où toute tentative est réprimée par la police ou l'armée. Dans ces cas, il faut commencer par organiser clandestinement pour concevoir une stratégie qui envisage différentes tactiques de lutte non-violente pour lesquelles le risque de répression violente est minimisé. On devra obtenir une ample conscientisation de la population, puisque l'efficacité de nombreuses tactiques non-violentes se base sur un grand nombre de personnes. Mais on ne peut pas éviter ce pas bien qu'il prenne du temps, parce qu'il n'est pas possible de démocratiser une société si on ne le sent pas comme un désir ardent réel, comme une nécessité ; et on ne pourrait pas non plus construire une démocratie réelle après une éventuelle chute de la dictature, si on ne dispose pas d'une vaste participation des citoyens. Il ne s'agit pas de changer une dictature par une autre, ni par une démocratie formelle. À mesure que l'on avance dans la conscientisation et qu'il y a de nombreux volontaires pour appliquer les tactiques de lutte non-violente, il faudra choisir celles qui fonctionnent le mieux selon les points faibles de la dictature. La désobéissance civile, la non-collaboration, le boycott, les grèves, les interventions, les actes de protestation et beaucoup d'autres méthodes peuvent être utilisées pour ébranler le pouvoir, en travaillant simultanément avec l’intention de gagner à la cause les mécontents au sein du pouvoir (policiers, militaires, élus). Dans son livre “De la dictature à la démocratie”[[82]](#endnote-83), Gene Sharp réalise un classement exhaustif de 198 méthodes de lutte non-violente différentes et dans ce domaine, l'expérience historique est riche. Mais il est fondamental que l'aspiration du peuple vers la liberté soit authentique pour que le chemin engagé conduise vers la démocratie réelle et non pas vers une autre dictature ou vers une démocratie formelle. Les outils de la lutte nonviolente sont de simples outils, moralement plus valables que la violence mais leur usage ne garantit pas nécessairement que l'objectif poursuivi soit le plus adéquat. Parfois l'interventionnisme impérialiste a utilisé les armes pour se mêler des affaires de certains pays ; mais à d'autres occasions il a aussi orchestré des rébellions pacifiques en finançant des campagnes contre des gouvernements qui ne lui étaient pas proches.

Il faut aussi distinguer entre ces gouvernements totalitaires dans lesquels le pouvoir est concentré par un petit groupe, parfois seulement une famille, et ces cas dans lesquels existe un appareil bureaucratique dans lequel participent des milliers de personnes de différentes classes, parce que dans ce dernier cas, il y a de plus grandes possibilités d'influencer pour qu'il y ait une transformation et une ouverture depuis l’intérieur du système, comme c'est arrivé avec l'URSS quand la crise du communisme a donné lieu à la Pérestroïka. Dans le cas de la Chine, seulement l'Assemblée populaire nationale, l'instance maximale du pouvoir, dispose d'environ 3 000 députés, élus de façon indirecte par des dizaines de milliers de représentants des assemblées provinciales, municipales et cantonales. Bien qu'il soit certain que la bureaucratisation et l'hégémonie du Parti communiste chinois produisent une concentration du pouvoir qui contredit l'apparente pleine démocratie que reconnait la Constitution[[83]](#endnote-84), les canaux démocratiques existent légalement. Bien qu'il soit certain que beaucoup des droits et des libertés individuelles proclamés dans le chapitre II de cette même Constitution, soient restreints sous le prétexte d'assurer la protection du système socialiste envers ceux qui essaient de le détruire, (ainsi qu'il est exprimé dans le préambule), de tels droits sont constitutionnels. Avec cela nous ne voulons pas dire qu'il est simple d'avancer vers une démocratie réelle en se limitant à faire une demande de l'accomplissement strict de la Constitution, ce qui en soi n'est pas non plus suffisant dans les démocraties formelles ; ce que nous voulons dire est que la stratégie et les tactiques pour avancer devraient profiter au maximum des lois elles-mêmes, en signalant les contradictions, et utiliser les canaux démocratiques pour produire le remplacement des coupoles qui détiennent le pouvoir. Quand en mai 2007 un groupe d'activistes chinois a commencé à s'opposer à la construction d'une usine chimique dans la localité de Xiamen, et que différents blogs ont été utilisés avec des milliers de visites pour la diffusion du sujet, le gouvernement, malgré ses tentatives de censure, n'a pas pu freiner l’augmentation de la protestation et finalement ils ont déplacé le lieu de construction. C'est seulement un exemple, puisque ces dernières années, la quantité de manifestations de protestation a augmenté[[84]](#endnote-85) dans toute la Chine, obligeant le gouvernement à réaliser quelques concessions démocratiques.

Ce que nous disons c'est qu'il est possible d'avancer dans toute situation, en adaptant les stratégies et les tactiques à chaque réalité, à condition qu’il y ait des populations motivées qui s'organisent. Mais ce ne sera pas nécessairement une somme de revendications équivalentes à un processus échelonné jusqu’à la démocratie réelle, parce que si l'organisation des personnes se produit autour d'un conflit ponctuel et qu’elle s'épuise avec lui, la capacité d’organisation nécessaire pour avancer vers la démocratie réelle ne s'accumule pas.

Pour résumer ce que nous venons de dire, si la démocratie réelle repose sur les décisions des élus, elles ne peuvent pas être dissociées des intérêts du peuple, ainsi toute décision prise par les élus qui entre en conflit avec ce que les gens veulent, peut être le déclencheur incitant à une initiative populaire contraire. La forme que pourrait prendre cette initiative variera selon les conditions politiques de chaque lieu : elle pourrait prendre la forme d'une manifestation publique pour appuyer une réclamation ; il pourrait s'agir d'une grève, ou d'une tactique plus sournoise de lutte nonviolente ; ou simplement finir par être une divulgation clandestine du mécontentement, dans l'attente d'un moment opportun pour agir. Mais dans tous les cas nous avons un facteur d’adhésion, qui est le conflit, et une forme d'organisation entre les intéressés dans ce conflit. Ce qu'il faut obtenir consiste à ce que l'organisation ne soit pas liée au sort de chaque conflit, mais qu'elle évolue, en grandissant et en se perfectionnant au contact d'autres conflits. Dans ce processus croissant, les gens devraient avancer en comprenant que, au-delà de la résolution ou non des conflits ponctuels, il y a une racine conflictuelle qui est le dénominateur commun de tous les conflits : le manque d'un mécanisme légal et rapide par lequel les décisions des élus dépendraient de la volonté des gens. Ainsi, comme corrélat du message de chaque conflit, il y aura aussi la demande pour les instruments de démocratie réelle, pour que dans les conflits postérieurs, par exemple, il s’avère suffisant d’arriver avec une quantité déterminée de signatures pour résoudre la question dans le sens que les gens veulent et qu’il ne faille pas recommencer à zéro à chaque fois.

Ainsi les pas à réaliser pour avancer vers la démocratie réelle doivent s'appuyer sur la motivation des gens pour la résolution des conflits. La motivation sera le facteur qui mobilisera beaucoup de gens à s’organiser, et d’autres à accompagner cette organisation, et beaucoup d'autres encore à l'appuyer dans des circonstances déterminées. Même si tous partagent certainement l’intérêt pour la démocratie réelle, beaucoup se mobiliseront uniquement autour des activités spécifiques du conflit qui les motivent ; il sera cependant important qu'au moins une partie s’organise avec une vision davantage en processus, en abordant les pas et servent non seulement à essayer de résoudre le conflit ponctuel, mais aussi à exiger des recours pour la démocratie réelle. Ceux qui travaillent avec ce double objectif s’interconnecteront sûrement avec les personnes qui font la même chose autour d'autres conflits, avec d'autres thèmes et dans d'autres lieux. Ainsi on pourra tisser un réseau s’organisant autour de l'objectif de la démocratie réelle mais implanté dans des conflits spécifiques ; bien que beaucoup de ces conflits spécifiques ne puissent pas être résolus par action ou omission des gouvernements, l’organisation sera consolidée dans la base sociale. À son tour, cette organisation aura à analyser des situations, à élaborer des propositions et à prendre des décisions, tant dans les campagnes pour la démocratie réelle que dans les campagnes spécifiques des conflits. La méthodologie de travail pour toute cette activité devra être la démocratie organisationnelle, dans laquelle participeront tous les volontaires et collaborateurs impliqués, y compris par consultation de tous les secteurs de population concernés par ces questions. De manière à ce que le premier exercice de démocratie réelle soit précisément à l’intérieur de ces mêmes organisations qui ont comme objectif de l'incorporer institutionnellement. Cela permettra qu'une partie importante de la population soit formée et exercée à ces mécanismes, en même temps que l'on pourra évaluer la plus ou moins grande efficacité de ces mécanismes pour la prise de décisions.

Voyons un exemple concret. Supposons qu'un secteur d'une ville manque d'eau potable. Face à ce conflit il y a beaucoup de personnes affectées disposées à se mobiliser pour résoudre la situation, et d’autres qui bien qu'elles ne soient pas affectées directement sont intéressées par les accompagner. Là nous avons le facteur mobilisateur. Face à cette situation une option serait simplement de s’organiser pour faire pression sur les autorités pour qu'elles donnent une réponse et quand une solution totale ou partielle serait obtenue, de se désorganiser. Une autre possibilité consiste dans le fait qu'il n'y ait pas de réponses, et qu’avec le temps, le mécontentement se dilue et que les gens se découragent. Ce que nous proposons c'est qu'à partir du facteur mobilisateur (le manque d'eau potable), les gens s'organisent non seulement pour faire pression pour la résolution du conflit mais aussi pour incorporer des mécanismes de démocratie réelle. Face au problème de l'eau, en premier lieu il faudrait s'organiser en divisant les fonctions ; il y aurait ceux qui peuvent s'occuper d’augmenter plus de gens intéressés, d’autres pourraient établir des contacts avec les autorités, et il y aurait ceux qui peuvent associer des spécialistes susceptibles d’analyser ce qui peut être fait, dans quels délais, par où commencer, etc. Avec cette information les gens impliqués pourraient élaborer un avant-projet et un plan d'action qui sera approuvé démocratiquement par tous les intéressés. Une fois cela réalisé, on commence à faire pression sur les élus responsables pour qu'ils dédient une partie du budget municipal à la résolution du problème, en présentant et en diffusant par tous les moyens possibles l'avant-projet. Mais en même temps il faudra faire pression pour que la Municipalité intègre la notion de budget participatif ou d'initiative populaire contraignante pour que, s'il arrivait d'autres problèmes similaires dans la ville, la solution ne dépende pas de l'arbitraire des élus, mais de la volonté de la population. Quelle que soit la réponse des élus à ces exigences, la participation des personnes affectées et des personnes intéressées dans cette organisation de base fluctuera, parce qu'il est impossible que tous participent activement tout le temps. Mais l’empreinte d’organisation qui sera restée, sera suffisante pour qu'il y ait un pourcentage de personnes qui maintienne l'organisation actuelle, que ce soit en travaillant sur le même sujet s'il n'a pas été encore résolu ou sur d'autres sujets du même secteur de population ou en collaborant avec d'autres quartiers sur des sujets semblables, puisqu'il y aura un dénominateur commun qui est l'aspiration d'augmenter le pouvoir de décision des gens à travers des mécanismes de démocratie réelle et une utopie commune qui est la Nation humaine universelle.

Depuis ces formes basiques d'organisation, on pourra avancer jusqu'à façonner un véritable tissu de démocratie réelle de base au niveau national et de cette façon, faire pression à tous les niveaux pour obtenir le remplacement des démocraties formelles.

#### Économie mixte

##### La nouvelle sensibilité et le changement de paradigmes

Lorsque l'on parle de paradigmes économiques, il existe des points de vue très différents et des niveaux de profondeur très divers ; si nous multiplions cela par la quantité d’auteurs traitant de ce thème, nous obtenons une gamme si vaste d’analyses et de propositions, que la seule mention des titres et des auteurs excéderait la portée de ce travail. Dans le chapitre I du livre “Au-delà du capitalisme, l'Économie mixte“, nous faisons une révision sommaire des théories économiques, permettant d’avoir une idée très approximative de la variété à laquelle nous nous référons.

Nous pourrions faire la différence entre les paradigmes défendus par les idéologues du système économique dominant et ceux auxquels les gens croient. Après plus d’un siècle de tentatives de luttes contre la domination du capitalisme tant sur le terrain de la pratique que de la théorie, nombreux sont ceux qui ne croient plus aveuglément en certains paradigmes du libéralisme économique, mais qui de toute façon finissent par accepter avec résignation sa prédominance ainsi que l’idée qu’il n’existe pas de meilleure alternative, et s’installent dans la résignation.

Par exemple, la théorie du reversement, selon laquelle si certains s’enrichissent, et commenceront à dépenser leur argent, leur dépense sera comme une cascade d'investissements et de ressources qui basculera sur les plus pauvres, cela n’est déjà plus crédible pour les majorités appauvries qui constatent chaque jour comment les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Cependant, nombreux sont ceux qui croient que ce reversement ne se produit pas, uniquement parce que leurs dirigeants sont corrompus ou peu sérieux, et que les investisseurs préfèrent transporter leurs capitaux dans d’autres lieux. En contrepartie, ceux qui perçoivent quelques investissements et quelques éclaboussures du fameux reversement, sont convaincus qu’il faut faire bonne figure et bien se comporter avec les marchés, afin de continuer à obtenir des miettes. En d’autres termes, le paradigme du reversement a évolué vers une conception de récompenses et de châtiments, où une entité appelée le marché est une sorte de nouveau dieu qui récompense ou qui punit, selon le comportement plus ou moins complaisant des populations envers le pouvoir économique.

Un autre exemple est ce vieux paradigme de l’autorégulation et de l’équilibre naturel, cette fameuse main invisible d’Adam Smith, selon laquelle par le biais de la libre concurrence et des comportements naturels de l’offre et de la demande, les prix et les salaires parviendront à un niveau équilibré et ainsi les profits des entrepreneurs ne pourront dépasser un minimum raisonnable. On supposait que l’ambition individuelle était une force qui conduisait au progrès général, et dans le même temps, l’entrecroisement des intérêts individuels, générait l’équilibre et l’autorégulation qui garantissaient l’harmonie sociale. Cette main invisible, convertie aujourd’hui en griffe, s’est matérialisée dans le FMI, la Banque Mondiale, l’OMC, les Traités de libre-échange et dans les puissances dominantes qui veillent aux intérêts du grand capital financier international et des multinationales. Aujourd’hui on ne croit plus beaucoup dans la généreuse main qui régulait et équilibrait tout, mais on croit au pouvoir absolu de cette griffe et dans l’inexistence des options ; et ça c'est le paradigme qu’a installé le néolibéralisme.

Un autre paradigme est celui du coût de l’argent, l’intérêt sur les prêts. L’argent est apparu seulement comme un outil d’échange, pour dynamiser une économie de troc, il n’avait pas la capacité de générer une nouvelle valeur en lui-même. Cependant la position de force du prêteur qui accumulait de l’argent, lui permettait d’exiger une rétribution pour prêter à qui en avait besoin, et ceci s’est transformé en une vérité doctrinaire qui se maintient immuablement de nos jours, de façon telle que les personnes et les gouvernements vivent endettés et dépouillés par la banque. Il est curieux d’observer, que malgré les grandes crises déclenchées par le secteur financier à tous les niveaux et à toutes les époques et malgré l’endettement externe systématique des pays, on soit seulement parvenu à mettre en doute quelques comportements corrompus dans la création des dettes, mais pas la mécanique en soi de l’usure.

La propriété privée, pilier fondamental du capitalisme et de l’économie libérale est un autre paradigme. Mais ces dernières années celui-ci a dérivé vers le paradigme de l’efficacité de l’entreprise privée, vers les domaines autrefois réservés à l’État (services publiques, santé, éducation, etc.) augmentant encore plus le manque de protection de ceux qui ne furent pas bénéficiaires du reversement promis ni de la régulation de la main invisible. La propriété privée de quelques-uns augmente, à mesure que le monde se réduit pour un grand nombre de personnes marginalisées, dépossédées par la richesse des autres, comme le dénonçait déjà il y a presque deux siècles Proudhon[[85]](#endnote-86), nous conduisant petit à petit à l’acceptation d’un vieux et terrible paradigme (déjà explicité dans les cercles intimes du pouvoir économique) : la survie du plus fort ; il y a trop de gens dans le monde et la marginalisation est un processus naturel d’auto- sélection.

Nous, les humanistes, nous partons d’un paradigme totalement opposé, nous affirmons que tout être humain, du seul fait de naître, doit avoir les mêmes droits et les mêmes opportunités.

Les mêmes droits et les mêmes opportunités, un paradigme à partir duquel devrait dériver le reste des paradigmes d’une nouvelle économie. Une nouvelle économie dans laquelle l’état aurait le premier rôle pour garantir une distribution équitable de la richesse, la santé et l’éducation gratuite pour tous, la technologie mise au service de l’ensemble de la société, l’accès au crédit sans intérêts, la propriété participative des travailleurs dans les entreprises, et le réinvestissement productif des profits.

La 4 mai 2004, Silo a déclaré à Punta de Vacas “…*lles peuples connaîtront une soif croissante de progrès pour tous, laissant entendre que le progrès d’une minorité n’aboutit au progrès de personne…“* ; précédemment, le 4 mai 1999, il avait manifesté la nécessité d’œuvrer *pour “dépasser la simple formalité de l'égalité des droits devant la loi et avancer vers un monde d’égalité de chances pour tous…“*

Aujourd’hui, effectivement, nous voyons que, la grande majorité des gens commence à comprendre la nécessité d’un progrès avec une équité sociale, même si quelques-uns (bien que puissants) continuent à croire dans le paradigme de la loi du plus fort et de l’auto sélection des plus aptes. Mais, le vieux système capitalisme ne peut pas donner de réponse à cette nécessité, parce qu’il est installé sur des paradigmes d’un monde en décadence, le monde de l’individualisme, de l’égoïsme, de l’exploitation et de l’indifférence. En attendant, l’organisation sociale est établie sur des institutions et des législations qui, alors qu’elles prennent l’apparence formelle, de l’égalité de tous devant la loi, s’alignent en pratique chaque fois plus sur les dictats du capitalisme international, qui s’alimente des inégalités et de la marginalisation.

Il est chaque fois plus évident que cette nouvelle sensibilité qui est en train de naître chez les gens, et qui dans l’enceinte de l’économie se manifeste par cette nécessité de progrès pour tous, pourra seule s’acheminer en une profonde transformation sociale, dans la mesure où l’organisation de l’état et de l’économie s’établissent sur de nouveaux paradigmes en accord avec cette nouvelle sensibilité.

Certains axes idéologiques du capitalisme se sont créés sur l’hypothèse que l’être humain est égoïste et individualiste par nature, et qu’une organisation économique qui s’appuie sur la compétence et l’inégalité, libérerait les forces de la nature humaine pour alimenter le moteur productif et créatif qui a son tour générerait le progrès suffisant, qui en déferlant des plus riches parviendrait aux plus pauvres. Le propos de ce travail n'est pas de réviser l’histoire pour analyser comment il y a trois siècles, il aurait pu y avoir une alternative au système capitaliste, en tenant compte de la sensibilité sociale de cette époque. Mais nous sommes en condition d’affirmer avec certitude que l’être humain actuel a suffisamment grandi pour que déjà les vêtements darwiniens de l’économie capitaliste lui soient inconfortables. Les personnes qui expérimentent des contradictions, lorsqu’on les met en situation de devoir accomplir des rôles d’exploitation, de compétition et de condescendance parce que ce sont les règles du jeu assurant le succès de leur compagnie, sont chaque fois plus nombreuses. Bien sûr qu’il reste encore des êtres au comportement primitif qui ont du goût pour ces conduites, et qui étant utiles au pouvoir économique, finissent évidemment par occuper les places les plus importantes tant les entreprises que dans les institutions publiques utiles au système. Mais il y a de plus en plus de gens qui tentent de mettre de côté de cette mécanique aliénante, parfois s’adaptant par nécessité, d’autre fois en se marginalisant du système. Nous serions surpris de savoir combien d’êtres humains, conformes en apparence avec un style de vie réglé par les valeurs du capitalisme, sentiraient un grand soulagement s’ils parvenaient à diriger leur activité économique depuis un autre emplacement et avec d’autres valeurs.

L’être humain croît, et déjà le costume du système capitaliste ne lui va plus.

De nouveaux paradigmes manquent à l’organisation économique. Tous les procédés d’un nouveau système économique, à la mesure de l’être humain, devraient s’amalgamer en un paradigme fondamental : égalité des chances pour tous.

Les chances ne sont pas les mêmes pour celui qui n’a pas accès à l’éducation parce qu’elle est coûteuse, ou parce que l’état se désintéresse de l’éducation publique, ou se désintéresse des problématiques sociales ou familiales qui rendent difficile l’accès à celle-ci.

Celui qui naît au sein d’une famille pauvre n’a pas les mêmes chances que celui qui naît au sein d’une famille riche, du moins tant que les différences sociales sont un abîme qui s’ouvre chaque fois plus, et tant que l’État ne se préoccupe pas de faciliter le chemin des plus défavorisés.

Celui qui n’a hérité que de sa misère, n’a pas les mêmes chances que celui qui hérite d’un capital, du moins tant qu’il y a un système économique qui récompense plus la possession d’un capital, que les attributs du travail, de l’imagination ou du talent des personnes, et tant qu’il n’y a pas un état qui s’occupe de compenser de telles inégalités.

Dans une absence de démocratie réelle, celui qui n’accepte que de marcher sur le chemin de l’honnêteté n’a pas les mêmes chances que celui qui sans scrupule ne titube pas sur le chemin de la corruption.

Celui qui se trouve dans une position de force que lui permet d’imposer ses conditions, que ce soit dans le domaine du travail, de la production ou du commerce, n’a pas les mêmes chances que celui qui doit accepter les conditions qu’on lui impose car il n’a pas d’alternatives, parce qu’ il n’y a pas un État qui le protège de ces abus.

Dans un monde qui a déjà des maîtres, ceux qui naissent dans la misère n’ont pas les mêmes opportunités de choix et doivent supplier pour un misérable espace.

Il y a ceux qui soutiennent que toute intervention de l’état pour protéger les plus faibles, encourage la déficience et l’oisiveté, distordant le fonctionnement de l’économie et provoquant une stagnation qui ralentit le progrès ; et même s'il peut y avoir une plus grande équité dans la distribution des revenus, le niveau de pauvreté du citoyen moyen serait pire que celui des pays plus libéraux. Mais ce que nous voulons essayer d’expliquer en parlant de l’égalité des chances garantie par l’État, ce n’est pas de forcer l’égalité dans les objectifs atteints, mais d’essayer d’assurer l’égalité au début de ces objectifs. Quand Milton Friedman[[86]](#endnote-87) argumente en faveur de ce que lui considère comme la liberté des chances, en opposition à ce qu’il nomme l'égalité de résultats, non seulement, il ne sélectionne que les exemples qui s’ajustent à son argumentaire, mais il minimise totalement les avantages disproportionnés que possède le capital accumulé (très bien expliqué récemment par Piketty), face aux vertus et potentialités des individus, en parlant de l’égalité des chances.

Cependant pour les défenseurs de ce dénommé libre marché (évidemment pas libre de monopoles) un point de doute reste possible. Même si l’on accepte que l’activité économique ne se transforme en ce qui est le plus important dans la société, même en acceptant que ce ne soit pas une compétition pseudo- sportive où les perdants sont marginalisés, et même en acceptant l’idéal d’une société plus équitable du point de vue économique, même ainsi le doute suivant persiste. L’économie a un aspect social et un aspect mathématique, et dans son aspect mathématique il y a un principe qui dit que l’on ne peut consommer plus que ce que l’on produit. Ce principe semble contredire cette aspiration du socialisme qui est que : « chacun doit recevoir selon ses nécessités et produire selon ses possibilités », car au moment de l’appliquer, la somme des nécessités demandées pour tous est bien supérieure à la somme de ce qu’ils sont disposés à produire. Face à cette apparente contradiction entre un idéal et la réalité, le capitalisme propose que chacun s’occupe de résoudre ses nécessités et ainsi personne ne pourra consommer plus que ce qu’il produit. Face à cette apparente contradiction entre un idéal et la réalité, le capitalisme propose que chacun s’occupe de résoudre ses nécessités et ainsi personne ne pourra consommer plus que ce qu’il produit [[87]](#endnote-88)et de leurs nécessités, alors que d’autres qui les exploitent consomment beaucoup plus que le produit de leurs efforts et beaucoup plus que leurs nécessités ; de plus il y a de plus en plus de gens qui n’ont même pas l’opportunité de pouvoir appliquer leur effort faute d’emploi. Cependant, malgré les contradictions du capitalisme, il y en a qui insistent en disant que: si d'une certaine façon l'état dédommage ceux qui ne s'efforcent pas à produire ce qu'ils consomment alors personne ne fera d'efforts en utilisant la protection étatique et la chute du PIB appauvrira tout le monde y compris l’État, qui à ce moment-là, ne pourra plus protéger personne. Pendant que ceux qui de toutes façons font effort, se décourageront en voyant leurs efforts productifs se diluer parmi une majorité d'oisifs. Ce dernier raisonnement, tout d'abord omet de fait, de considérer ce que sont des biens sociaux et des nécessités sociales ; lorsqu'une personne travaille et s'efforce de subvenir à ses besoins, non seulement elle le fait pour acheter sa maison ou son téléviseur, mais aussi pour contribuer à l'ensemble social duquel elle se nourrit grâce à une organisation garantie par un État. Il s'agit des infrastructures, de l'éducation et de la santé, de la sécurité ou de la culture, de la technologie et des connaissances accumulées durant des générations. Par conséquent ce calcul individualiste de production et de consommation égale commence à se relativiser. Un tel raisonnement part en plus d'une conception naturaliste et néfaste de l'être humain, présupposant que la majorité serait capable de laisser affamer ses enfants en attendant un État qui les alimente, sans comprendre le moins du monde ce dont est capable l'intentionnalité humaine.

De toutes façons, lorsque nous parlons d'égalité des chances, nous ne disons pas que l'état doit compenser le manque d'effort économique des personnes (à l’exception évidemment de ceux qui ne sont pas en conditions de faire un tel effort), mais qu'il doit garantir à tous les mêmes chances pour concrétiser leurs efforts, en recevant les bénéfices proportionnels à ceux-ci. En ayant des chances égales, chacun verra comment il les utilise ; certains préféreront consommer moins de biens matériels en échange d’un plus de temps libre pour d'autres activités non économiques (mais peut être plus réconfortantes), et il y aura ceux qui se consacreront plus aux activités économiques parce qu'ils veulent consommer plus, et il y aura aussi des personnes qui selon le moment de leur vie pourront opter pour l’une ou l'autre chose. Mais l’État doit dans une plus ou moins grande mesure, garantir que tous aient les mêmes chances de réaliser de tels efforts économiques, que ses compensations économiques soient proportionnelles, et surtout que ceux qui font un effort économique plus grand n'accumulent pas de pouvoir sur les autres et encore moins sur l’État. De plus, l’État doit assurer que tous les êtres humains puissent bénéficier de façon égale des avancées technologiques qui permettront que l'effort de travail pour couvrir leur besoin soit chaque fois moins important.

De ce paradigme de l'égalité des chances pour tous, en dérivent d'autres dans le domaine de l'économie.

L’un d'entre eux est celui de l'éducation publique et gratuite assurée pour toutes les personnes, et ceci au plus haut niveau de qualité possible. Ce n'est bien sur pas le seul qui devrait être gratuit et public (la santé aussi et d'autres droits), mais nous mettons l'éducation publique et gratuite comme un paradigme dans le champ d'une nouvelle économie, parce que c'est un des facteurs qui garantit l'égalité des chances.

Un autre paradigme dérivé, l'équité dans la rétribution de la richesse. En ce sens, la participation des travailleurs dans les bénéfices, la propriété et la prise de décisions dans les entreprises devrait être un pilier fondamental pour obtenir que ce paradigme se concrétise. Respecter la propriété de l'investisseur est une chose, et que depuis sa position il puisse conditionner arbitrairement les travailleurs en est une toute autre.[[88]](#endnote-89)

Un autre paradigme dérivé est celui du concept de Patrimoine social. Aujourd'hui les excès du droit à la propriété privée ont non seulement généré de monstrueuses accumulations de capital dans peu de mains, perpétuant par le droit d'héritage le pouvoir de véritables dynasties qui pendant des générations contrôlent le tout social, mais ont aussi débouché sur la dénommée propriété intellectuelle comme si des entreprises ou des individus pouvaient s’approprier les découvertes scientifiques et les avancées technologiques au lieu d'être le patrimoine de l'humanité. Mais de plus, la vague de privatisation de ces dernières années a fait reculer les espaces déjà limités du patrimoine public et social, restreignant chaque fois plus les droits de circuler librement, le droit à l'éducation et à la santé, celui de profiter de la nature, etc. Évidemment il n’est pas question ici de discourir de façon extrême, c'est à dire de tout considérer comme étant propriété publique ; nous disons qu'il devrait y avoir de plus grandes limites sur ce dont le privé pourrait s'approprier, amplifiant l'accessibilité à la propriété publique à tout ce qui est considéré d'intérêt commun pour une société, et développer le concept de Propriété sociale pour tout ce qui pourrait concerner l’ensemble des humains. Par exemple : une usine, en tant que source de travail, c’est un patrimoine social dont l'usage peut concerner de nombreuses familles, par conséquent les décisions relatives à son destin ne devraient pas être monopolisées entre les mains de qui détient le plus grand pourcentage de la propriété. Bien entendu, ce concept doit être développé avec soin lors de sa mise en pratique, et dans ce travail, l'idée n'est pas de s'étendre sur de tels développements, car nombre d’entre eux ont déjà été développés dans le livre Économie mixte[[89]](#endnote-90). Mais il est clair que l'égalité des chances se verrait sérieusement affectée, si la liberté de choix des personnes reste restreinte aux rares espaces marginaux qui n'ont pas encore été privatisés.

Un autre paradigme dérivé de l'égalité des chances, et très lié au reste, c'est de considérer l'argent comme un patrimoine public. L'usure privée (j’entends par usure, non seulement le coût des intérêts, mais de manière générale le caractère spéculatif qu'a pris l'usage de l'argent) a généré une monstrueuse accumulation du capital financier au détriment du capital productif et ainsi la distribution de revenu a subi des distorsions comme jamais. Le contrôle du secteur financier par mains privées non seulement ne garantit pas l'égalité des chances pour l'accès au crédit, mais en plus appauvrit des personnes, des entreprises et des pays par la mécanique de l'endettement perpétuel. Seul l’existence d'une Banque d’État qui octroie des prêts sans intérêt peut garantir l'égalité des chances et le réinvestissement productif des gains.

En jetant un autre regard sur la question économique, nous pouvons dire que, de la même façon que le paradigme de l'égalité des chances est un axe central autour duquel devrait tourner le système économique, l'autre axe fondamental duquel dérivent d'autres paradigmes, est celui que nous pourrions nommer la subordination de l'économie à un projet humain intégral. Car même si, ni dans le capitalisme ni dans le communisme n’est explicité comme paradigme la place de l'économie comme centre de gravité dans la vie des personnes, la dynamique propre du matérialisme l'y a mené. L'argent s'est converti en un nouveau dieu qui régit la vie des gens ; l'anxiété en l’accumulant et la peur de ne pas en avoir se sont transformés en sens de la vie, le consumérisme s'est transformé en un style de vie auquel on aspire et qui établit les codes de relation et l'échelle de valeurs sociales ; ceux qui détiennent le pouvoir économique se sont appropriés le pouvoir politique et les moyens de diffusion, et partant de là contrôlent la société. Tout se mesure en termes économiques, en une logique irrationnelle de ce qui est viable ou non viable, et finit par exclure la plus grande partie de l'humanité.

Alors comment imaginer la vie d'une autre façon quand la suprématie du fait économique a été transmis culturellement pendant des générations ? Cela pourrait être aussi difficile que d'imaginer les couleurs pour quelqu'un qui ne les aurait jamais vues. C'est pourquoi pour qu'une société puisse s'organiser autour d'autres valeurs centrales que celle de l'argent, en subordonnant l'économie à sa seule fonction pratique de produire et d'administrer les ressources, non seulement un nouveau système économique est nécessaire, mais aussi un virage dans les têtes, un nouveau regard, un contact rénové avec la nécessité existentielle. Mais comme nous le disions au début, une nouvelle sensibilité est en train de naître, et déjà les nouvelles générations ne pourront plus être hypnotisées de la même façon, car cette nouvelle sensibilité a besoin de nouveaux paradigmes, et l'un d'eux est précisément que tout ce qui est en relation avec l'économie doit être un thème parmi d’autres et non le thème fondamental. Les auteurs sont chaque fois plus nombreux à questionner l'économie, parce qu'il ne s'agit pas seulement de mieux distribuer la richesse, mais de dépasser aberration que génère la course pour obtenir cette richesse. Il y a des gens qui nous parlent d'une économie pour la vie[[90]](#endnote-91) et ceux qui nous parlent d'un développement à l'échelle humaine[[91]](#endnote-92), d'autres nous parlent de développement durable, et enfin d'autres, qui comme nous l'avons déjà vu, proposent directement la décroissance et la sobriété. Dans notre conception d'une Économie mixte, sont inclus ces principes d'une économie anthropocentrique, et en même temps nous tentons de parvenir à des propositions avec une viabilité progressive, qui nous permettent, étape par étape, de pouvoir concrétiser la transformation espérée pour chaque fois plus de gens.

##### Quelques concepts de base de l'Économie mixte humaniste

Généralement lorsqu’on dit que l'économie est mixte, on fait référence à des pays où prévaut l'économie privée et l’État se réserve la conduite de quelques entreprises publiques, ou inversement, des pays où l'économie est étatisée mais quelques portes s'ouvrent à l'investissement privé. Partant de là on pourrait presque dire que toutes les économies ont quelque chose de mixte. Cependant, lorsque nous, nous parlons d'économie mixte, il ne s’agit pas d’îlots publics dans une mer privée, ni d’îlots privés dans une mer publique, mais nous nous référons à un véritable système économique où l'interaction entre le public et le privé forme une véritable intelligence sociale établie en fonction d'un développement économique durable, équitable et au service de l'être humain.

C’est pour cela, que le premier concept à incorporer est celui d’un état très différent de l’actuel, avec un système de démocratie réelle qui permette aux gens de s’impliquer, de participer et de décider de la gestion publique. De cette façon, l’abîme et l’antagonisme entre le public et le privé commencera à disparaître. Et alors les gens pourront concevoir des politiques qui tendent au bien commun dans les domaines si importants que sont la santé, l’éducation, l’environnement et la justice ; ils pourront aussi planifier le développement économique durable et la distribution équitable des gains.

Aujourd’hui il se passe tout le contraire : nous vivons dans des démocraties formelles, dans lesquelles l’État est contrôlé par le pouvoir économique, et par conséquent, leurs politiques tendent toujours à favoriser ce pouvoir. Non seulement le pouvoir économique achète les trois pouvoirs de l’État, mais en plus il achète également les moyens de diffusion, par lesquels on dit aux gens quelles sont leurs fausses alternatives électorales, afin de se perpétuer au pouvoir.

Alors, en assumant le fait que l’État du futur ne soit pas le butin des sociétaires corrompus du pouvoir économique, ni une superstructure bureaucratique, mais que grâce aux mécanismes d’une démocratie réelle, il se convertisse en une enceinte de coordination des gens pour se doter de politiques communes, alors nous pouvons parler des principaux axes d’un système d'économie mixte et de sa différence avec l’économie de marché ou l’économie étatique.

Dans l’économie de marché, les facteurs de production ne peuvent se mettre en route que si ceux qui ont accumulé du capital décident de l’investir dans la production, et s'ils ne le font pas, comme cela se passe à notre époque, des millions de personnes sont marginalisées, au chômage et hors du système.

Dans une économie étatisée, les facteurs de production ne peuvent démarrer que par le biais d’une planification lente et bureaucratique, issue d’une élite d’élus, déconnectés de la réalité quotidienne des gens, et par conséquent se génère, une économie atrophiée et inefficace.

Dans un système d'économie mixte, les facteurs de productions démarrent à par la gestion et la créativité des personnes, qui se concertent et s’ordonnent comme ensemble à travers des politiques d’état qu’elles ont elles-mêmes définies.

Un exemple pour le développement local

Nous prendrons comme exemple le résumé de l’exposé que j’ai eu l’occasion de développer lors du forum sur « le développement local et les politiques publiques », à l’Université nationale autonome du Costa Rica en 2009, et où y étaient traitées les propositions pour les différents niveaux. Mais nous essayerons de mentionner quelques points qui nous semblent pertinents.

Avancer vers un système d'économie mixte, ne signifie pas que l’État se convertisse en chef d’entreprise, ni qu’il attende que le secteur privé et les forces du marché génèrent un véritable travail avec une redistribution équitable des gains. Même s’il existe déjà des collaborations sectorielles où l’État et le secteur privé travaillent ensemble pour renforcer le développement, il faudra avancer vers un système plus intégral, où tous les acteurs de l’économie puissent se coordonner vers un développement durable et équitable, qui donne la priorité aux nécessités plutôt qu’au consumérisme. C’est depuis cette intégration coordonnée que l’on pourra corriger les deux variables les plus importantes afin de modifier la matrice distributive du capitalisme : la participation des travailleurs aux bénéfices et le renforcement de PME/PMI en les libérant de leur dépendance envers les monopoles et oligopoles qui régissent aujourd'hui les marchés. Cette intégration qui en pratique se fera aux niveaux locaux, devra compter avec un cadre adéquat des politiques nationales et locales.

##### Politiques nationales

* Politique fiscale qui augmente l’impôt sur les gains des entreprises à des taux croissants à destination d'un fond pour le développement et diminution de ce prélèvement pour les entreprises qui réinvestissent dans des projets de développement local.
* Augmentation de la participation des municipalités dans le budget national, en y incorporant des parties spécifiques pour l’encouragement du développement local.
* Politique de l’emploi et de l’actionnariat qui permet l’accès aux gains des entreprises pour les travailleurs, et assouplisse l’association entre entreprises.
* Création d’une Banque publique qui octroie des prêts sans intérêts pour financer les projets rentables en lien avec le développement local.
* Politique de commerce extérieur qui favorise la création de conditions de marché pour la viabilité des projets de développement local.

##### Politiques locales

* Mise en œuvre des budgets participatifs, en utilisant une partie spécifique pour les projets de développement local, et en donnant la priorité aux projets qui génèrent le plus grand nombre d’emplois effectifs dans une conception de développement humain. Mise en place de règles claires de contrôle de l’affectation des fonds en fonction des objectifs énoncés.
* Coordination entre les universités, les instituts technologiques, les écoles et les syndicats pour la mise en œuvre d’une formation adéquate tant pour les travailleurs que pour les cadres techniques, les professionnels et le patronat.
* Création d’un comité pour le développement local, formé de représentants des travailleurs, des chômeurs, du patronat, des universités et du gouvernement. Ce comité ne doit pas être une superstructure financée, mais une équipe de travail qui permette d’accélérer la synergie entre les divers secteurs et planifie les initiatives pour le développement local.
* Établir des ponts qui permettent l’intégration et l’échange avec d’autres municipalités de la région, d’autres régions et d’autres pays, pour incorporer de façon adéquate les variables exogènes à l’intérieur de projets de développement local.

##### Fonctionnement du Comité pour le développement local

Le Comité doit fonctionner essentiellement comme un générateur et un activateur de projets à travers les différents secteurs représentés. C’est fondamentalement une enceinte où se produisent les connexions nécessaires au développement du tissu productif du développement local. Bien entendu, les relations qui peuvent se produire sont multiples, en fonction des diverses nécessités qui pourront surgir à mesure de l’avancement des projets. Nous pouvons donner au moins quelques exemples d’activités que pourrait développer ce Comité.

* Analyser les potentialités de la région, en termes de ressources humaines et naturelles, le capital affecté et les infrastructures. Examiner dans quel domaine il est possible d’augmenter la production et voir la possibilité d’initier de nouveaux processus productifs.
* Analyser la possibilité d’insérer des maillons dans les chaînes de valeur des processus productifs existants localement et dans la région. Étudier la potentialité du marché local, national et international, pour les biens et les services qui pourraient être produits.
* Sélectionner les projets que l’on considère comme viables, en tenant compte des possibilités locales d’autofinancement de la part du secteur patronal et la possibilité de financement étatique pour les investissements à réaliser.
* Mettre en œuvre la qualification technique de tous les niveaux impliqués dans le projet, en y incluant la formation à la gestion partagée des futurs travailleurs.
* Organiser la mise en œuvre du projet par étapes, de façon à évaluer la réalisation de chaque étape et de pouvoir effectuer les corrections nécessaires.
* Collecter l’expérience des parties impliquées dans chaque projet mis en œuvre, afin d’améliorer ces derniers, pour analyser l’impact social respectif de chacun, et optimiser l’élaboration de nouveaux projets.

Considérations pour la mise en œuvre

On sait que de nombreuses chaînes de valeurs commencent à se tisser autour de certaines industries qui agissent comme « locomotrices » du développement ; mais pour qu’elles se mettent en marche on ne peut dépendre exclusivement des forces du marché. Si une région a le potentiel pour développer de façon compétitive un certain produit, à une échelle suffisante pour qu’elle se convertisse en moteur d’une chaîne de valeurs, l’état a la responsabilité de mettre en marche les mécanismes pour que ce potentiel dormant se réveille. Cela signifie fournir aux acteurs sociaux, de l’information, de la formation, du financement, une politique fiscale et de l’emploi, l’accès aux marchés et tout ce qui aide une véritable politique de développement.

On devrait alors analyser les potentialités de la région, tant pour mettre en marche des processus productifs nouveaux que pour fabriquer de nouvelles chaînes de valeur associées aux processus productifs déjà existants. Puis on devrait connaître le champ des nécessités et des motivations des acteurs sociaux, pour pouvoir arriver à un projet qui soit entrepris sur des données dynamiques. Finalement, ces acteurs sociaux devraient être invités à partager le projet de développement local depuis sa conception, pour qu’ils se l’approprient. Ce sont ces mêmes acteurs sociaux qui devraient à leur tour demander à l’État d’appliquer les politiques nécessaires pour surmonter les écueils et aussi assumer la charge de contrôleur pour qu'il y ait application adéquate et transparente de ces politiques publiques.

C’est dans cette interaction, dans la dynamique de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des projets de développement local que doit se faire la collaboration efficace entre l’État et les acteurs sociaux.

##### Politiques fiscales dans une Économie mixte

Lorsqu’on analyse les différents systèmes fiscaux, on a l’habitude de partir de la question suivante : quelles sont les meilleurs stratégies et outils pour atteindre la suffisance (couvrir toutes les dépenses de l’état) et l’équité (c’est-à-dire que l’état se finance grâce à ceux qui détiennent la plus grande capacité de contribution) ? Cependant, avant de se poser cette question, il faudrait se demander s’il est correct que l’État doive compenser en permanence et de façon croissante les inégalités intrinsèques du système économique. Car, comme nous l’avons déjà signalé en d’autres occasions, la concentration de la richesse est un processus progressif qui agit comme un plan incliné : plus il s’incline plus la richesse se concentre , et plus elle se concentre plus le plan s’incline en faveur des mieux nantis, en un cercle vicieux qui expulse des gens et génère des crises chaque fois plus profondes et durables. Dans ce contexte, il semblerait que les gouvernements n’aient que deux options : ou bien, se désintéresser du sort des gens et le système trouvera son point d’équilibre dans le fond d’un processus récessif, ou bien faire appel à des politiques fiscales pour essayer de contenir leur population. Mais en admettant que la seconde option soit meilleure que la première, il faudrait se demander jusqu’à quel point l’État pourra prélever suffisamment d’impôts pour pouvoir compenser les inégalités sociales croissantes du système et l’endettement croissant produit par les manigances spéculatives du système financier. Car c’est très bien que les États subventionnent les chômeurs, les pauvres et les marginaux, mais si l’on ne change pas le système qui marginalise chaque fois plus de gens, ces états auront besoin de budgets chaque fois plus importants pour seulement pallier les inégalités systémiques, et ils auront moins de ressources pour investir dans d’autres domaines. De plus, si la richesse continue à se concentrer, l’univers des entreprises et des personnes ayant des capacités contributives va se réduire et l’on devra donc appliquer des taux chaque fois plus hauts pour pouvoir recouvrer ce qui est nécessaire jusqu’à la limite de la confiscation. Il y a ceux qui parlent du dilemme entre la redistribution directe et la redistribution fiscale[[92]](#endnote-93) et bien sûr selon les circonstances parfois une redistribution directe par l'augmentation du revenu salarial peut se déplacer sur les prix et maintenir le déséquilibre, mais il est aussi certain que de nombreux impôts peuvent aussi se déplacer (en plus d’être évitables ou susceptibles d'évasion), mais surtout elle représente une acceptation résignée de l’inégalité intrinsèque du système qu’on essaie de compenser avec les impôts. Il peut aussi arriver que dans certains secteurs où il est possible de suppléer la main d’œuvre par du capital, un plus grand coût salarial conduise les chefs d'entreprise à avoir moins d'employés et plus d'équipement ; c'est pour cela qu'il sera nécessaire d'étudier toutes les variables et d'essayer de trouver un compromis entre des systèmes mixtes de redistribution, où peut-on augmenter la part du salaire dans le coût total sans impacter le nombre de travailleurs et où la politique fiscale aide à générer des emplois.

Par conséquent, nous croyons qu'avant tout il faut parler d'un système d'imposition dont le but n'est pas seulement de prélever suffisamment pour couvrir les dépenses publiques, mais surtout qu'il soit conçu pour inverser le processus de concentration du système économique lui-même. C'est dans ce sens que nous considérons qu’il faudrait modifier substantiellement l’impôt sur le revenu, pour obliger le réinvestissement productif des excédents, évitant ainsi qu'ils ne soient canalisés vers la spéculation financière ou le consumérisme de luxe. Concrètement le taux de l'impôt sur le revenu doit être progressif, non seulement pour les personnes physiques mais aussi pour les personnes morales. Cette progressivité doit être en lien direct avec le niveau d'investissement et de sources de travail générés par chaque contributeur, tant pour l'obtention de son revenu comme pour l'application de ses excédents. Nous disons qu'il doit exister un taux de base fixe, et à partir de là un taux variable en fonction d'un indicateur. Cet indicateur sera un coefficient en relation avec le capital investi pour obtenir un revenu, et avec la quantité de postes de travail générés par l’opération, alors le montant de l'impôt diminuera si une certaine proportion des gains est réinvestie pour créer de nouvelles sources de travail. Actuellement l'impôt sur le revenu dans la grande majorité des pays est un taux fixe pour les entreprises et un taux variable avec une limite maximale pour les personnes physiques, mais toujours calculé en fonction du montant du revenu, sans savoir comment ce revenu a été obtenu. Pour donner un exemple concret, il ne devrait pas y avoir d’équivalence entre la situation d'une entreprise qui dégage un bénéfice d'un million en ayant investi un capital de 10 millions et généré 500 emplois, et celle qui a dégagé le même bénéfice avec un investissement de 2 millions en ne créant que 10 emplois. Dans le premier cas, le taux de l'impôt devrait approcher du minimum, alors que dans le second il devrait s’approcher du maximum. Et à son tour, l'impôt restant à payer devrait être réduit si une proportion de ces gains était destinée à un réinvestissement productif générateur de nouveaux emplois, et sans aucune réduction s'il n'existe aucun réinvestissement.

Bien sûr chaque pays devra, pas à pas, quantifier ce pourcentage variable, en recherchant le point d’équilibre pour que la diminution de l’impôt de certains contribuables soit compensée par l’accroissement des autres, de telle sorte que le fisc ne se trouve pas sans moyens pour ses redistributions courantes et ses investissements. Mais dans la charge fiscale, on doit graduellement avancer vers une participation croissante des impôts directs, tout en diminuant la part des impôts indirects. Aujourd’hui, la situation varie dans les différentes régions, mais en général et surtout dans les pays où les inégalités sont les plus grandes, les impôts à la consommation, qui sont régressifs[[93]](#endnote-94), sont prépondérants. Un autre thème considérer est la décentralisation des pouvoirs fiscaux, de façon à donner un plus grand niveau d’autonomie aux municipalités et aux provinces, tout en maintenant sans cesse un équilibre afin de ne pas tomber dans “les guerres fiscales“ pour attirer les investissements, pas plus que de créer une ségrégation entre les .municipalités pauvres et riches, en fonction de la capacité contributive de leurs habitants. Mais sans perdre de vue le principe de solidarité qui doit donner cohésion aux différentes régions et villes d’un pays, il faudrait avancer vers une décentralisation fiscale. Il faudrait également avancer vers une simplification fiscale, pour obtenir que la plus grande charge d’impôt retombe sur les revenus et le patrimoine qui sont les deux sources de capacité contributive par excellence. Si les impôts sur ces deux critères de solvabilité économique étaient suffisamment élevés en proportion à la richesse, et s’ils sont administrés efficacement en évitant l’évasion et la fraude fiscale, on pourrait éliminer de nombreux impôts régressifs ou apportant des distorsions et dans le même temps on pourrait baisser sensiblement les impôts à la consommation. Les opérations bancaires, qui aujourd’hui sont au service des profits du système financier, devraient se généraliser encore plus, mais en canalisées par le biais de la banque d’état, réduisant ainsi au minimum l’utilisation des liquidités, tout en restreignant les possibilités d'évasion fiscale et le blanchiment d’argent.

Un autre thème à considérer, pour ne pas perdre de vue que les politiques nationales devraient converger vers le projet de Nation humaine universelle, ce sont les politiques d'harmonisation fiscale internationale, à mesure que l’on avance vers une intégration économique, tout d’abord au niveau régional puis au niveau mondial. Il faut avancer pas à pas à partir des accords de base en comptabilité, en passant par une harmonisation, jusqu’à parvenir à une unité fiscale, mais il faut avancer graduellement jusqu’à résoudre de la meilleure façon possible les asymétries entre les nations. Tout cela, bien que ce soit un processus long, sera beaucoup moins difficile que ce qu’il parait, si les populations voient clairement quels sont leurs intérêts communs et leurs ennemis communs : le pouvoir financier international et la voracité des corporations. Le sens commun suffit à comprendre que chaque pays ne peut accorder d’ouvertures commerciales ni supprimer ses droits de douane à l’importation, dans la mesure où cela signifie la destruction des industries locales et la fermeture de sources d’emploi. Dans une première étape de comptabilisation, dans l’intégration commerciale et économique entre les nations, on peut prêter attention au renforcement des secteurs productifs qui ont des avantages comparables sans pour autant délaisser l’impact produit sur les secteurs qui emploient une plus grande quantité de travailleurs. Premièrement l’avancée dans la complémentarité se fera entre les secteurs productifs qui ne sont pas en conflit et où tout s’additionne, puis on passera à une reconversion graduelle de ces secteurs qui doivent rivaliser avec leurs semblables dans d’autres pays. En donnant toujours la priorité au développement de toutes les parties. Tout cela relève d’un total bon sens commun et par conséquent faisable ; ce sont les intérêts des corporations, des multinationales et de la banque spéculative qui rendent difficile ces processus d’intégration réelle de l’économie et du commerce entre les peuples. Les corporations font toujours pression sur les gouvernements pour qu’ils leur accordent des clauses léonines pour investir, et cela provoque de véritables guerres fiscales entre nations, et c'est à qui assouplira le plus sa législation fiscale et environnementale en échange de quelque miettes d’investissement. Cette façon de définir l’implantation des industries, évidemment ne tient jamais compte des intérêts des populations ni de la compatibilité entre les économies régionales, mais uniquement des intérêts des corporations et des gouvernants complices. La pression du secteur financier est assez similaire, non seulement en ce qui concerne le traitement du flux des capitaux qui devraient financer les développements productifs, mais aussi à travers le conditionnement de l’endettement. Car, la nécessité de devises des pays endettés les met sous pression, et afin que leur balance commerciale soit excédentaire ils donnent la priorité aux secteurs primaires, retardant le développement ; ils déclenchent ainsi des dévaluations compétitives avec les autres pays de la région, et conditionnent leur politique fiscale pour obtenir l'excédent budgétaire qui leur permettra d'acquérir des devises pour payer les dettes. En d'autres termes, avant de concevoir des stratégies d’union commerciale entre les pays, il faut avoir un plan pour dissoudre les pouvoirs des corporations multinationales et de la banque spéculative. Ceci contribuera à l'harmonisation fiscale que toute union requière, car il faudra s’accorder sur des politiques fiscales communes afin de taxer les corporations, restreindre les manipulations spéculatives de la banque, pour en finir avec l'endettement des usuriers, et démanteler la mafia des paradis fiscaux[[94]](#endnote-95). À partir de ces accords fondamentaux entre nations, il pourra y avoir par la suite une harmonisation graduelle de la fiscalité se syntonisant dans une complémentarité pour que dans le développement économique tout le monde y gagne. Déjà, lorsque nous nous référions aux thèmes internationaux, nous parlions de la restructuration du système financier international, car c'est dans ce cadre que devraient s'harmoniser les politiques régionales.

D'autre part, bien que nous ayons dit que la politique fiscale devrait être basée fondamentalement sur les impôts directs, comme l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le patrimoine, réduisant le plus possible les impôts à la consommation, nous devons également considérer les stratégies pour taxer l'exploitation, la production et la commercialisation des matières premières. Parfois lorsque les prix internationaux permettent un grande marge de rentabilité pour les entreprises pétrolières, minières ou agricoles, les gouvernements on l'habitude de s'approprier une partie de ces revenus par l'impôt, et c'est très bien dans la mesure ou c'est une importante source de revenu pour l’État, en même temps qu'il favorise une redistribution de la richesse. Cependant, trop dépendre de tels revenus peut être contre-productif, parce que d'une part la fluctuation permanente des prix internationaux peut affecter sensiblement l'équilibre fiscal, et d'autre part comme nous l'avons dit précédemment, la dépendance aux devises générées par les industries minières peut conditionner les politiques environnementales, et imposer des urgences au détriment d'une planification à long terme pour tout ce qui se réfère à des ressources stratégiques. Dans le cas particulier des hydrocarbures, comme nous l'avons déjà exprimé, une partie de la rente devrait être retenue et appliquée au développement des énergies alternatives, tant pour l'inévitable épuisement des réserves que pour ses effets nocifs sur l'écosystème. C'est pour cela qu'il n'est adéquat de dépendre des impôts de l'industrie pétrolière pour financer les dépenses courantes et encore moins pour répondre au paiement de la dette externe. Ces impôts devraient être appliqués au développement d'une politique énergétique à long terme, dosant l'extraction pour prendre soin des réserves, en même temps que se développent les énergies alternatives.

##### Politique monétaire et financière

Comme nous l'avons déjà vu dans le chapitre des propositions internationales se référant à la restructuration du système financier international, les nations qui prétendent avancer dans la transformation vers la Nation humaine universelle, devront cohabiter dans un premier temps avec les pouvoirs financiers internationaux qui aujourd'hui manipulent le monde, jusqu'au démantèlement de leur pouvoir par les populations de toutes les nations. Pour cela il faudra avancer par des chemins différents en ce qui concerne les transformations du système financier en monnaie locale, puis les finances gérées en devises.

Quand l'on parle aujourd'hui de devises, on se réfère principalement aux monnaies étrangères qui sont acceptées dans les transactions internationales, et qui actuellement appartiennent à quelques puissances économiques minoritaires, qui probablement ne seront pas les premiers pays à avancer vers ces transformations étant donné qu'ils sont précisément le siège central du pouvoir financier. Mais dans la mesure où certains pays avancent vers cette transformation, il y aura des possibilités de développements alternatifs entre eux permettant de déterminer la nécessité d’un financement international externe à ces groupes de nations. Alors, les besoins financiers qui ne peuvent pas être conclus dans leur propre monnaie, pourront être en partie couverts par l'intermédiaire de nouvelles banques internationales solidaires, et seule une fraction des besoins continuera pendant un temps à être conclue en faisant appel au peu fiable système financier international actuel. Pour cette dernière fraction, les pays devront être extrêmement attentifs dans la budgétisation de leur flux financier, conformément à leurs potentialités de commerce extérieur, afin de ne pas tomber dans le piège d'un endettement extérieur croissant, dont les conséquences sont l’asphyxie économique et la perte de souveraineté. Dans le cadre de cette de cette stratégie, il faudra appuyer le développement général des entreprises productrices de biens et de services qui génèrent des devises, même si parfois il faudra faire appel à des subventions ; il sera toujours plus utile de subventionner le travail productif que l'emploi bureaucratique, lorsqu’il s’agira de trouver des palliatifs au chômage ; et doublement utile s'il s'agit de postes en capacités de générer des devises, car la solution aux restrictions externes renforcera beaucoup d'autres branches de l'appareil productif, ce qui compensera au centuple ce qui a été investi dans les subventions.

Mais, mise à part cette restriction externe qui, rappelons le, sera un thème à résoudre soigneusement tant que l'actuel système financier international pèsera de tout son poids, la politique monétaire pour le financement de l'économie locale, en monnaie locale ou en devises de cette banque internationale solidaire citée précédemment, devrait être clairement expansive selon l’exigence du développement.

Ces derniers temps dans le monde capitaliste se sont confrontées deux visions opposées en ce qui concerne la gestion monétaire : la conception néo libérale, conduite par Milton Friedman[[95]](#endnote-96) avec l'école de Chicago, et la conception keynésienne avec intervention de l'état. Dans le premier cas la priorité est donnée à la stabilité monétaire dans le cadre d'une liberté absolue des marchés et du commerce, et dans le second cas l’importance est donnée au plein emploi. Même si nous considérons qu'il est possible de maintenir simultanément une certaine stabilité monétaire et d'atteindre le plein emploi, il est nécessaire de clarifier que face au choix, il sera toujours mieux de donner la priorité à l'emploi, même s'il y a un peu d'inflation, que de maintenir une monnaie forte avec une armée de chômeurs. Toutefois nous devons dire que les théories de Keynes[[96]](#endnote-97), qui datent de la première moitié du siècle dernier, devraient être abordées sous une perspective très différente qui tienne compte de la globalisation du monde actuel. Pour être précis, lorsque nous avons défini l'Économie mixte comme quelque chose qui va au-delà du Capitalisme, non seulement nous considérons que les économies planifiées par l’État comme celles qui sont totalement libéralisées ont échoué, mais de plus nous pensons qu'il faut dépasser le concept intermédiaire d'un État interventionniste dans l'économie privée, pour parvenir au concept d'espace d'intégration et de coordination où le public et le privé se complètent de façon synergique. Un espace de véritable liberté entre les êtres humains, et non pas la liberté du renard dans le poulailler qui n'est autre que la dictature des puissants ; pas plus qu'un espace contrôlé par l’omniprésence d'une bureaucratie d'état. En ce qui concerne la fonction de l’État, liée à la circulation de la monnaie, la priorité devra toujours être d'assurer un flux suffisant d'argent pour pouvoir financer l'investissement et la production, l'emploi et la consommation, en évitant qu'il reste des poches de capacité inutilisée, un chômage involontaire et des potentialités endormies par manque de ressources financières. Mais cette politique monétaire active ne devrait pas se convertir en un gaspillage public lancé aveuglément et aux impacts incertains, mais devrait être plutôt un investissement dirigé avec une précision quasi chirurgicale. Toutefois, en ces temps de globalisation, une politique monétaire expansive de type keynésien n'est pas suffisante, ce qu'avait déjà prévu Keynes bien qu'à son époque cela n'avait pas la même ampleur. En effet, la politique monétaire qui a appuyé la consommation interne de façon générale, dans les pays industrialisés au cours de la moitié du siècle passé, a eu un effet dynamisant important sur l'emploi national, car une bonne partie de ce que consommaient les gens était fabriqué dans leur propre pays, avec une main-d’œuvre très active. Mais à notre époque, dans de nombreux pays une grande partie de cette croissance de la consommation, finit par impacter la demande des importations, et donc crée de l'emploi dans d'autres pays. Ou impacte la demande de produits dont le coût de la main-d’œuvre représente un pourcentage très bas. Ou encore impacte la demande de biens et de services avec des difficultés pour accroître l'offre ce qui provoque une augmentation des prix.

Mais reprenons quelques concepts de base des politiques keynésiennes pour mieux comprendre ce que nous disons. Des discussions à propos de la vieille formule de la théorie quantitative, P.Q=M.V existent toujours. On y affirme que le niveau des prix (P) multiplié par la quantité de biens et de services (Q), doit être égal à la quantité de monnaie (M) multipliée par sa vitesse de circulation (V). Diverses conclusions peuvent découler de cette formule. L’une d'entre-elles est que si on augmente la quantité d'argent et que les autres variables restent constantes (le fameux *ceteris paribus* des économistes, indispensable pour l'analyse théorique, mais difficile à rencontrer dans la réalité), alors il faudra augmenter les prix pour que la formule maintienne son équilibre. De cette conclusion, émerge l'explication selon laquelle l'inflation se produit lorsque la masse monétaire excède la croissance des biens et des services. D'une certaine façon c'est vrai (*ceteris paribus*), mais comme les variables ne sont pas isolées et que le mouvement de l'une peut modifier celui de l'autre, il y en a qui soutiennent (en autre Keynes), que si l'offre d'argent augmente, ce qui augmente, c'est la demande de biens et la consommation croît, et face à cette croissance de la demande, il peut se produire que l'offre augmente aussi, c'est à dire que plus d'objets sont fabriqués ou que l'offre de service est plus grande, et par conséquent en augmentant M, Q augmente et la formule maintient son équilibre. Comme à son tour, l’argent circule de mains en mains plusieurs fois (ce qui définit sa vitesse V, considérée comme la variable la plus stable de la formule), il se produit un effet multiplicateur dans l’augmentation de la consommation et donc de la production pour le couvrir. Dit d’une manière simple, lorsque l'État, à travers les travaux publics, les subventions ou toute autre politique d’expansion, injecte de l’argent dans l’économie, cet argent a un premier destinataire (les nouveaux employés des travaux publics, les fournisseurs, et les bénéficiaires des aides etc.) puis ce premier destinataire dépense cet argent en biens et services (alimentation, habillement, électroménager, etc.), ce qui fait que maintenant apparaît un second destinataire qui reçoit cet argent, qui à son tour le dépensera en d’autres services, générant une chaîne de demande et d’offre de biens que l’on appelle l’effet multiplicateur. Ce que nous disons, n’est rien d’autre que ce que font habituellement les gouvernements qui cherchent à dynamiser leur économie, en encourageant le marché intérieur par la consommation. Cependant, Keynes essaie d’établir une valeur pour ce facteur multiplicateur, car tout l’argent qui change de main n’est pas destiné à la consommation. En effet, il existe ce que l’on nomme la propension à la consommation, qui n’est autre qu’un pourcentage de leur revenu total que les gens dépensent et qui ajouté à leur épargne représente leur revenu total, et c'est pourquoi nous disons qu’il y a aussi une propension à l’épargne comme l’inverse de la propension à la consommation. Cette propension à la consommation est très variable selon les personnes, mais en général on sait que les personnes qui ont de bas revenus tendent à en consommer la plus grande part, mais à mesure que les revenus augmentent, le pourcentage destiné à l’épargne augmente aussi. Cependant, il faudrait considérer que ce pourcentage destiné à l’épargne pourrait aussi terminer indirectement dans la consommation dans la mesure où il serait canalisé vers des investissements productifs, et ainsi le cercle vertueux de la croissance serait complet. Mais c’est précisément un des problèmes car en pratique l’investissement n’est pas toujours proportionnel à l’épargne comme l’ont cru certains économistes classiques, nous y reviendrons plus avant.

Bien entendu, ces politiques expansives, dans lesquelles l’État intervient en injectant de l’argent dans l’économie pour stimuler la consommation et ainsi impulser la croissance, ont surtout leurs détracteurs parmi les monétaristes du néolibéralisme, qui en général, en plus de s’opposer à toute intervention de l’État dans l’économie, affirment que ces politiques expansives sont inflationnistes. Et dans le champ politique, cette discussion parfois s’achève sur des positions plus extrêmes que les réelles différences de critères que pourraient avoir eu des économistes comme Keynes et Friedman. Car il y a les fanatiques du monétarisme, capables de laisser croître le chômage pour ne pas avoir d’inflation, et il y a aussi les fanatiques de l’incitation à la consommation capables d’affirmer que malgré l'émission d’un excès d’argent, ceci ne peut être la cause de l’inflation. Keynes lui-même reconnaissait qu’il y avait toujours un impact sur les prix lorsqu’on augmentait la demande par l’expansion de la dépense, et qu’il y aurait toujours des "goulots d'étranglement" dans l’appareil productif qui ne répondraient pas à la croissance de la demande par une plus grande offre mais par une augmentation des prix. Mais le problème pour nous n’est pas qu’il y ait un peu d’inflation, si en échange on obtient une augmentation de l’emploi et du revenu réel de la population ; mais comme on sait que lorsque l’inflation dépasse certaines limites, elle devient contre-productive, il faudra donc considérer quelles sont les caractéristiques que devrait avoir la dépense publique pour améliorer le niveau de l’emploi sans générer une inflation trop importante. Et c’est à ça que nous nous référions, lorsque nous disions que l’on ne peut appliquer automatiquement des recettes qui fonctionnaient bien pour les économies au milieu du siècle passé, dans un contexte comme celui d’aujourd’hui. Voyons le comportement de certaines variables.

Nous avons déjà commenté comment dans le système capitaliste existe une tendance à la concentration du revenu, et nous avons déjà mentionné les apports théoriques et statistiques de Piketty montrant que l’accumulation du Capital augmente plus rapidement que la production. Ceci est un cercle vicieux dans lequel plus on gagne plus on accumule, et plus celui qui accumule a de possibilités d’augmenter ses gains et d’imposer ses conditions aux marchés et même à la politique pour améliorer encore plus sa rentabilité. Or, cette tendance, en plus d’entraîner des problèmes sociaux par l’inéquitable distribution des revenus, entraîne également des difficultés pour les politiques monétaires expansives. Parce que précisément, si comme l'affirmait Keynes, à plus grand revenu, plus grande proportion à l'épargne et donc l'effet multiplicateur des dépenses de l'État se termine rapidement : parce que même si dans un premier temps l'argent de l'État peut arriver dans les poches de travailleurs (ayant une moins grande propension à l'épargne et une plus grande propension à la consommation), quand ceux-ci consomment des biens et des services, le prix qu'ils paient comprend un très bas coût de main d'œuvre et des gains importants pour l'entreprise (qui au lieu de le recycler vers des dépenses va vers l'épargne). Aujourd’hui le prix à payer pour la majorité des biens, comprend une proportion relativement faible de main d’œuvre, et une grande proportion de coûts publicitaires, droits de marques et de licences, et des pourcentages élevés de gains pour les chaînes de commercialisation, tous secteurs ayant tous une haute propension à l'épargne. En définitive, l’effet multiplicateur est bien moindre qu’au siècle passé. Mais il y a aussi un autre facteur de plus : cette plus grande propension à l’épargne dans l’économie, fruit de l’augmentation des revenus, notamment dans les secteurs des revenus les plus élevés, n’est pas majoritairement destiné à l’investissement productif, mais sert à alimenter la spéculation financière, les bulles spéculatives, ou finance les grandes entreprises et les transferts patrimoniaux, qui n’apportent rien à la croissance économique et encore moins à l’emploi. Par conséquent, lorsqu’un gouvernement transfert des ressources vers la population dans l’intention de réactiver l’économie, une part importante de ces ressources finit rapidement dans les coffres des plus nantis, et par conséquent une proportion importante n’est pas investie dans la production mais va directement à la spéculation financière.

Un autre facteur, en relation avec les marchés globaux, est celui de l’importante composition de produits ou d'intrants importés qu’il y a dans les biens de consommation. Ceci entraîne que les fonds consacrés à la population par l’État pour dynamiser la consommation, peuvent non seulement se trouver face à une limite dans les restrictions externes, s’ils ne se génèrent pas des devises équivalentes via l’exportation, mais de plus, une proportion des nouveaux emplois produits par de telles politiques ne seront pas des emplois nationaux mais des emplois dans les pays étrangers. Ce ne serait pas un problème si tous les gouvernements avaient les mêmes politiques, parce que cet effet serait compensé, mais il est évident qu’il n’en est pas toujours ainsi, et si ça l’était, il faudrait parfaitement évaluer l’impact de chaque politique pour les articuler au niveau international.

Autre difficulté des politiques expansives sans distinction, c’est que parfois elles n’envisagent même pas les niveaux de capacités inutilisées de l’appareil productif de chaque secteur. Car lorsqu’une économie est en récession, et que la majeure partie de son industrie travaille très en-deçà de sa capacité, il est bien connu qu’une politique active d’incitation à la consommation de la part du gouvernement tend à réactiver rapidement la production pour faire face à la plus grande demande. C’est ce qui se passe en premier lieu, car les effets déflationnistes de toute récession maintiennent une certaine inertie face à un début de réactivation, de sorte que devant une plus grande demande, et avant d’augmenter les prix, les entrepreneurs tendent à augmenter leur production, empochant plus de bénéfices par la vente d’une plus grande quantité qu’en augmentant les prix, pendant que les travailleurs donnent la priorité à l’obtention d’ un emploi plutôt qu’à l’augmentation des salaires. Deuxièmement parce qu’en ayant des capacités inutilisées et une main d’œuvre au chômage, la réponse productive face à une plus grande demande peut être très rapide. Mais lorsque les usines travaillent à plein rendement, la réaction des chefs d'entreprise est très différente, car pour pouvoir répondre à une demande croissante ils devront réaliser de nouveaux investissements, investir dans de nouvelles installations, acheter des machines et qualifier un personnel nouveau, et face à cela tous ne réagissent pas de la même façon, certains préfèrent, au lieu de prendre des risques, optimiser leur rentabilité en augmentant le niveau des prix. En d'autres mots, en période de récession, en certaines occasions les politiques expansives sans distinction peuvent servir à récupérer des emplois perdus, mais elles ne sont pas toujours utiles pour générer de nouveaux emplois dans une économie avec du chômage ou du sous-emploi structurel.

Les politiques macroéconomiques qui se limitent à administrer le taux d'intérêt et la quantité de liquidités en circulation ne sont déjà plus suffisantes, il est nécessaire d’évoluer vers de nouveaux moyens qui soient plus adéquats dans un espace d'intégration entre la macroéconomie et la microéconomie, ce que certains ont appelé la Mésoéconomie. Nous avons vu cela en partie dans l'exemple de développement local, où l'État, entre autres choses, devrait appuyer financièrement les activités productives non seulement à partir de l'offre mais aussi à partir la demande, pour parvenir au circuit intégré croissant de développement. Un bon exemple ce sont les plans de financement du logement ; il existe un besoin, une demande insatisfaite de la part des familles qui peuvent avoir besoin de crédit pour le logement ; il existe des entreprises de construction et des fournisseurs de matériaux qui peuvent également avoir besoin de crédit. L'expansion monétaire de la part d'une banque d'état qui octroie des prêts sans intérêts réels, aura sa contrepartie avec le retour de l'argent lors du paiement des mensualités des crédits. On aura généré une plus grande quantité d'emplois, et la production de biens durables aura augmenté. Tout cela dans un circuit intégré qui ne devrait pas produire une plus grande inflation car l'augmentation de M est compensée par une augmentation équivalente de Q. Ce mécanisme qui fonctionne pour la construction de logements, pourrait fonctionner aussi pour de nombreux biens et services dans lesquels l'État pourrait s'engager pour financer simultanément la demande et l'investissement afin d’'augmenter l'offre. Mais pour cela il faut analyser parfaitement la matrice des entrées-sorties de l'économie, étudier les demandes insatisfaites, et les potentialités de production, les articuler et les financer. Et faire tout cela au niveau national, régional et municipal. Nous ne parlons pas de subventions (qui pourraient être nécessaires dans d'autres cas), nous parlons de financement, d'argent qui est récupéré et recyclé, qui devra être administré avec une précision chirurgicale, en s'assurant qu'il s'agit de projets durables, qui ont un impact productif et générateur d’emploi. Nous avons déjà des exemples intéressants dans le monde avec l'expérience du microcrédit et la banque Grameen[[97]](#endnote-98) sur la façon dont le financement, qui est destiné ponctuellement à des projets productifs, bénéficie aux personnes et à l'économie dans son ensemble donnant le rendement productif maximum aux prêts. Nous parlons dans tous les cas d'une sorte de keynésianisme de précision, non d'une expansion monétaire inconsidérée. Et c'est précisément avec une politique décentralisée que l'on peut obtenir le suivi de chaque nouveau projet productif, pour s’assurer que l'injection financière dans chaque domaine génère une équivalence entre l'offre et la demande.

En revenant à la question de savoir si les politiques monétaires les plus expansives sont inflationnistes ou pas, nous pouvons ajouter ce qui suit : lorsqu'il s'agit d'investissement dans les travaux publics pour augmenter le revenu des populations et avec lui la consommation, et qu'on essaie ainsi d’augmenter la production, un gouvernement peut avoir différentes sources de financement pour effectuer son investissement public, et ceci se répercute parfois plus ou moins sur l'inflation. Il se pourrait qu’un gouvernement ait accumulé des réserves et les utilise pour contrer les cycles, il se pourrait qu’il se finance avec ses revenus courants par la perception d’impôts ou par la dette, ou par émission monétaire. Toutefois l’impact sur l’inflation ne dépendra pas toujours de la source de financement. Il y a chez beaucoup de gens, et aussi chez certains économistes, la croyance que l’inflation est générée parce qu’on dispose d’une monnaie faible et sans appui. Il faut cependant se rappeler que l’un des premier processus inflationnistes de l’histoire a eu lieu lorsque le moyen de paiement était de métal c’est-à-dire en or ou en argent. Cela s’est passé en Europe au XVIe siècle lorsque commencèrent à arriver des tonnes d’or et d’argent d’Amérique[[98]](#endnote-99) ; l’économie s’est beaucoup trop monétarisée, la demande de biens a augmenté, et l’économie de cette époque n’était pas en mesure de croître au même rythme que la masse monétaire, et en conséquence ce furent les prix qui augmentèrent. Il se passe la même chose lorsqu’un pays a des réserves en devises étrangères (monnaie forte), et les utilise pour injecter des ressources dans l’économie, lesquelles vont à la consommation de biens et de services qui n’accroissent pas leur offre, alors dans ce cas aussi ce sont les prix qui augmentent, bien que la monnaie faible soit soutenue par une monnaie supposée forte. En d’autres termes, les prix grimpent lorsque la demande est plus forte que l’offre ; par conséquent c’est l’unique chose à laquelle il faut s’attendre lorsque l’on pratique des politiques expansives, indépendamment des moyens monétaires que l’on utilise. Bien sûr, si le recours monétaire que l’on réinjecte dans l’économie est excessif du fait d’une émission disproportionnée, alors il n’y aura pas de réponse productive possible qui équilibre la demande ce qui engendrera une inflation proportionnée à l’excès de croissance de la masse monétaire par rapport à la croissance de biens et de services. Mais même dans les cas les moins extrêmes, face à la croissance de la demande, nous pouvons arriver à avoir des problèmes lorsque la réponse d’investissement est déficiente, non pas en raison de limitations techniques, ou de l’emploi, ou par des restrictions externes, mais par goulots d'étranglement spéculatifs. Concrètement, lorsqu’il existe des monopoles ou des oligopoles qui peuvent imposer leurs prix, en maximisant leurs gains avec la seule partie de la population qui peut payer de tels prix, laissant de côté le reste des gens, ils profitent de l’occasion pour spéculer face à une plus grande demande en augmentant leurs marges bénéficiaires. De tels monopoles peuvent exister à l’intérieur des secteurs productifs, et dans ce cas face à l’augmentation de la demande, ils n’augmentent pas la production, mais ils augmentent leurs prix parce qu’ils n’ont pas de concurrence ; ils peuvent être aussi à l’intérieur des circuits de commercialisation et d’intermédiation, qui souvent ont un contrôle sur les secteurs productifs, et dans ce cas ils augmentent leurs marges d’intermédiation au détriment des producteurs. Par conséquent, un autre aspect de ce “keynésianisme de précision“, devrait envisager l’utilisation du financement public pour des projets qui contribuent au démantèlement des monopoles et des oligopoles. De ce point de vue, l’émergence d’entreprises productrices ou de commercialisation, qui produisent une concurrence pour démanteler des positions dominantes, devrait être appuyée dans le cadre du financement du développement que nous venons de mentionner.

Quant au système bancaire et financier en général, nous devons dire qu'en principe un État compte avec la possibilité de planifier le financement du développement dont nous avons parlé via ses propres banques publiques décentralisées, celles-ci étant normalement alimentées par l'apport des dépôts et elles pourraient de plus se nourrir des excédents fiscaux qui pourraient être générés par des politiques d'imposition et aussi éventuellement en faisant appel à l'émission de monnaie. Ceci évidemment devrait être le premier pas pour avancer vers ce que nous venons de développer. Mais nous savons que dans la plupart des pays, le flux financier qui circule par les banques privées est beaucoup plus grand et que ceci tient à la spéculation et à l’usure de notre époque. Tout cela convient à la banque privée qui canalise l’épargne vers la spéculation au lieu de l’investissement productif. Tout cela doit être démantelé pas à pas jusqu’à obtenir que la plus grande partie de l’épargne de la population et des entreprises se canalise vers une Banque publique sans intérêt. Avec la bancarisation croissante des opérations, les banques privées augmentent leurs gains puisque la proportion des dépôts à vue, pour lesquels la banque ne paie aucun intérêt ou des intérêts très bas, est chaque fois plus grande ce qui augmente sa capacité de prêts entrainant l’augmentation de sa rentabilité. On doit réguler le système bancaire pour que progressivement ces dépôts à vue se retrouvent dans la banque publique qui octroiera des prêts sans intérêt. Quant aux dépôts à terme, souvent le taux que paient les banques privées est insignifiant, ou maintient seulement le pouvoir d’achat de l’argent ; et pour des conditions égales beaucoup de gens préféreraient canaliser leur épargne vers la banque publique qui serait la seule à garantir leur dépôts. Parce que l’État n’a pas à garantir les dépôts réalisés dans la banque privée spéculative, ces dépôts seront aux risques et périls des déposants, et de toute façon il y aura une régulation afin de minimiser la marge de spéculation de ces banques privées. Bien sûr, quelques banques privées pourront s’associer à la banque publique sans intérêt, dès lors qu’elles utilisent les mêmes critères et principes de financement du développement, mais leur gains ne pourront se faire sur l’usure, mais en générant d’autres types de produits, le paiement de frais administratifs et la participation dans des investissements à risques. Petit à petit et pas à pas le système bancaire devra s’aligner sur les intérêts de l’Économie mixte et devra arrêter d’être une sangsue pour l’économie réelle.

Comme nous le disions précédemment, dans la mesure où plusieurs pays se mettent en marche vers une Nation humaine universelle, et qu’entre ces pays se génère une Banque internationale solidaire avec leurs propres réserves en monnaie commune, alors depuis cette situation pourront être financés des projets planifiés de façon conjointe, non pas depuis la concurrence mais depuis la complémentation des avantages comparatifs. Pour ce financement international, il faudra suivre les mêmes critères que pour une expansion monétaire de précision, qui planifie le cercle vertueux de l’équilibre croissant entre l’offre et la demande.

Par rapport au marché de capitaux on devrait avancer pas à pas vers une limitation des placements en titres et actions et les remplacer par un authentique intérêt pour les investissements productifs, en les débarrassant de toute composante spéculative. Celui qui achète les actions d’une entreprise devrait le faire comme un investissement à moyen ou long terme et non comme un pari dans un casino, pour cela il faudra réguler les opérations, les investissements devront être toujours nominatifs et avec une durée minimum de conservation de l'investissement. Les instruments financiers dérivés qui sont source de manœuvres spéculatives, devront être limités ; pour les gens, la recherche de meilleurs revenus dans l’économie devra être canalisée à travers le salaire et la rentabilité productive, alors que la spéculation et l’usure devront disparaître et la vocation des parieurs doit se canaliser vers les jeux de hasard. L’argument que l’intervention de l’État pour réguler et restreindre la spéculation dans n’importe quelle enceinte de l’économie serait une atteinte aux libertés individuelles est une grande hypocrisie, et d’une certaine manière nous pourrions le voir comme un approfondissement de la liberté que tout le monde a d'exercer un travail.

##### La fausse antinomie : État contre Liberté.

Il est courant que les personnes ayant une sensibilité individualiste et égoïste souhaitent toujours que les questions communes répondent à leurs désirs et intérêts particuliers. Quand une organisation sociale qui doit répondre aux besoins de l’ensemble de la population dresse des obstacles devant leurs prétentions, les personnes individualistes revendiquent que leurs libertés individuelles ont été violées. Si leur irrationalité n’était pas aussi évidente, certaines personnes seraient capables d'exiger que les feux de circulation passent au vert lorsqu’elles doivent passer ou qu’elles soient servies en priorité lorsqu’elles se rendent dans un magasin où d’autres personnes font la file. Les égoïstes confondent souvent ordre social et restriction de la liberté individuelle.

Quand le libéralisme historique est apparu, comme une opposition au pouvoir absolu de l’État, il ne fait aucun doute qu’il a constitué un progrès de l’humanité dans la lutte pour les droits de la personne. Mais ensuite il y a eu des personnes qui ont cherché à justifier l’établissement de pouvoirs oppressifs au nom de la liberté. Défendre le droit du pouvoir financier international de se constituer en un para-état, au nom de la liberté économique, est aussi naïf que de défendre les coupoles bureaucratiques étatiques comme des représentants du prolétariat.

Adam Smith était vraisemblablement persuadé que si l’État se chargeait seulement de garantir la propriété privée et la sécurité des citoyens, tout le reste fonctionnerait harmonieusement au sein de l’économie. L’expérience historique a ensuite prouvé que ce n’était pas aussi simple, mais cela n’invalide pas les progrès qui ont pu être réalisé à l’époque par les classiques en matière d’analyse économique. Mais la revendication anachronique de l’ancien libéralisme économique, que les néolibéraux ont cherché à faire récemment, ne répond plus à un idéalisme libertaire, mais plutôt au besoin de doter d’un prétendu fondement idéologique et scientifique l’offensive menée contre n’importe quel obstacle étatique qui s’opposerait à l’accumulation démesurée du capitalisme sauvage.

Pourquoi la fonction de l’État devrait se limiter à protéger la propriété privée et la sécurité interne et externe des citoyens ? Pourquoi, puisqu’ils sont préoccupés par la liberté, ne demandent-ils pas la liberté absolue et l’absence totale de tout type d’État ou de toute forme d’organisation sociale, afin que chaque personne fasse ce qu’elle veut ou ce qu’elle peut ? Ils ne le font pas parce qu’ils savent que, s’il en était ainsi, les riches hommes d’affaires du capitalisme finiraient probablement dépouillés et même réduits à l’esclavage par des groupes de voyous. Ce que nous voulons dire, c’est que prétendre que l’État s'arrête où ils leur convient, ils pourraient le réclamer au nom de l'égoïsme, mais pas au nom de la liberté.

Si on parle de liberté, les gens sont libres de s’organiser pour se garantir mutuellement tous les droits de toutes les personnes. Il y a ceux qui dans l’anarchisme[[99]](#endnote-100) se sont opposées à toute forme de restriction des libertés individuelles, ce qui se comprend dans un contexte historique dans lequel les options connues de l’État étaient totalement oppressives, et peut-être en s’inspirant d’une vision idéaliste de l’autorégulation sociale spontanée. Depuis ce point de vue, même cette phrase reformulée selon laquelle la liberté de chacun se termine là où commence celle des autres pourrait être perçue comme une restriction inacceptable de la liberté individuelle. Toutefois, même dans le cas les plus extrêmes de purisme dans la conception de la liberté, qu’il s’agisse du libéralisme ou de l’anarchisme, il est possible de plaider en faveur d’un certain niveau d’organisation sociale au nom du principe de la liberté. En effet, l’absence totale d’un ordre social qui restreigne la liberté d’action de chaque personne devrait permettre qu’une personne assomme son voisin s’il en a envie. Mais alors, cette même liberté devrait permettre que le voisin ainsi attaqué se défende, prévienne l’attaque en recrutant des gardes ou, après avoir été attaqué, immobilise l’attaquant et l’enferme dans une oubliette pour le reste de sa vie. Car la liberté totale, par définition , doit permettre que chacun fasse ce qu’il veut; alors il est tout aussi valable d’assommer un voisin que d’être attrapé par ce voisin et enfermé ou simplement tué. C’est également en exerçant cette liberté totale que certaines personnes pourraient s’organiser pour se défendre des aliénés qui assomment les gens et exercer leur liberté de prendre des mesures de prévention ou de confinement. Il est toujours question de l’exercice de la liberté.

Dans le domaine économique, les transactions sont censées être libres entre les personnes : employeur et employé, fabriquant et commerçant, commerçant et consommateur et prêteur et emprunteur. Le néolibéralisme réclame une liberté absolue dans ces transactions et toute réglementation est perçue comme une atteinte à la liberté. Cependant, ils oublient que dans ces domaines, il y a également une intervention de l’État, car il établit un cadre juridique garantissant les transactions et la propriété privée. Si la liberté était aussi absolue qu’ils l’exigent, aucun cadre juridique ne devrait exister, et l’employé pourrait garder le matériel du capitaliste sans que celui-ci puisse faire de réclamation ou l’emprunteur pourrait ne pas rembourser le prêt sans qu’il y ait une loi qui lui exige de le faire. Pourquoi la portée des libertés doit-elle s’arrêter à un niveau qui convient à certains mais pas à d’autres ? Les progrès de la syndicalisation, en défense des droits des travailleurs, n’est rien d’autre que la liberté de s’organiser de ces travailleurs et, évidemment, les néolibéraux renient l’exercice de ces libertés, en disant que la flexibilité du marché du travail et la libre négociation entre employeur et employé rendra l’économie plus efficace. Ils nous parlent, à leur guise, des libertés économiques du point de vue du principe de la liberté ou de celui de l’efficience. Et dans les deux cas, leurs arguments ne résistent pas à une analyse exhaustive, car s’il est question de liberté, les personnes ont la liberté de s’organiser avec un État et de le doter des outils qu’ils considèrent les plus appropriés pour la majorité des citoyens et s’il est question d’efficience, il faudra examiner avec soin quelles politiques économiques sont efficientes au bénéfice des majorités et non pour quelques-uns seulement.

#### Paradigmes culturels

Dans les propositions internationales, au chapitre sur la rébellion culturelle, nous avons abordé les questions culturelles, en mettant surtout l’accent, avec un regard critique, sur la manipulation qu’exercent les médias, comme l'un des principaux obstacles au fait que les populations changent les valeurs de l'individualisme et de la surconsommation, au profit de celles de la réciprocité et la solidarité. Bien sûr il y aura beaucoup à faire à ce sujet dans les enceintes nationales pour désamorcer la manipulation médiatique, qu'elle vienne des médias locaux ou internationaux, en levant le voile sur les intérêts réels qui se trouvent derrière les faiseurs d'opinion, les nouvelles tronquées et le manque de visibilité sur certaines problématiques.

Mais maintenant nous nous référerons au système de valeurs qui devrait être promu dans une société pour pouvoir avancer vers la Nation humaine universelle. Parce que bien que dans la sensibilité de beaucoup de gens cette aspiration profonde soit déjà latente, et que chez de nombreux autres elle se manifeste déjà dans des actions concrètes, il est aussi évident que nombreux sont ceux chez qui dominent encore l'individualisme, l'égoïsme, la discrimination, la violence, l'indifférence, le matérialisme et la superficialité.

##### Les systèmes de valeurs

Nous pouvons parler de ce que devraient faire les populations pour obtenir les transformations vers une démocratie réelle, et aussi expliquer ce que nous pensons qu’il faudrait faire pour transformer l'économie ou proposer d'ouvrir les portes à tous les immigrants du monde. Mais il se pourrait qu'une partie de la population ne croie pas qu'il soit possible de prendre en charge son propre destin, et se contenterait d'être mené par les politiciens professionnels. Il pourrait aussi arriver qu’une importante partie de la population soit indifférente à la souffrance de ses semblables à cause d'une économie injuste. Il pourrait se faire que beaucoup soient réfractaires aux immigrants, ou qu'ils discriminent les autres races et croyances, ou qu'ils croient à la violence comme à une méthodologie pour résoudre des différences. En fait, tout cela existe, et c’est l'une des raisons principales pour lesquelles les transformations tardent à se produire. Comme nous l’avons déjà dit précédemment, là où les populations sont réfractaires à ces transformations, il faudra s'efforcer de conscientiser, de persuader, d'expliquer, de sensibiliser.

Mais à l'heure de prendre conscience, il faudra alors considérer sur quelles valeurs le faire, parce qu'il existe différents peuples et différentes cultures. Car même dans que l’on nomme les droits de l'homme universels, on a remis en cause son universalité à partir d’arguments culturels, comme le mentionnait Silo en 1993[[100]](#endnote-101). Cependant, il existe des droits basiques de première génération pour lesquels on devrait lutter dans n’importe quel pays, lutter pour leur reconnaissance, et surtout la lutte contre l'indifférence face à leurs violations, implique un système de valeurs sur lequel il est clair qu'il faut travailler. À partir de la règle d'or *“Traite les autres comme tu veux qu'ils te traitent”,* qui sous différentes formes se retrouve dans toutes les religions et cultures, on peut trouver un langage commun pour communiquer l'idée-force d'un projet transformateur qui commence par s'occuper de ce qui est local mais qui puisse se projeter dans le monde.

Nombreux sont ceux pour qui le diagnostic d'un monde où grandissent la violence et l'injustice, a sa racine dans la perte des valeurs morales ; et il y a une part de vérité dans cette affirmation. Mais précisément le problème est que pour une raison quelconque nous les avons perdues, peut-être parce qu'elles n'étaient déjà plus à la mesure de l'être humain, ou peut-être parce que c'étaient des valeurs liées à une morale externe, et qu'à notre époque il y a besoin d'une plus grande cohérence interne, d'une éthique intégrée par conviction personnelle et non imposée de l’extérieur. Dans une monographie, datant d'il y a quelques années, nous parlions des problèmes de l'externalité de la morale et de la décadence de cette mécanique psychosociale pour orienter la conduite[[101]](#endnote-102). Nous soulignions aussi l'emplacement correct à avoir par rapport à l'intention de traiter les autres comme nous voudrions être traité, parce qu'elle implique une double attitude positive envers les autres et envers soi-même simultanément, dans une conception phénoménologique de la conduite, et non basée sur un “devoir être” dicté de l’extérieur. Il ne s'agit plus de cette morale externe, avec ses racines dans le ressentiment, abolie par Nietszsche[[102]](#endnote-103) au XIXe siècle, ni d'une antimorale darwinienne, selon laquelle seuls les plus forts doivent survivre. Il ne s'agit pas de la lutte entre les faibles et les forts, il s'agit de la lutte de l'espèce humaine contre ses propres limitations, pour faire un saut évolutif et cela suppose une instance de dépassement dans les relations humaines. La ligne de séparation se situe entre Humanisme et Anti-humanisme, et l'Humanisme implique une attitude de vie basée sur la Règle d'or ; et cela implique d’opposer une résistance à toute forme de violence, physique, économique, raciale, religieuse, sexuelle, psychologique et morale.[[103]](#endnote-104)

Donc, comme nous le disions au début, il y a des personnes qui de par leur propre sensibilité essaient d'agir en cohérence avec ce principe, bien qu'elles ne se le proposent pas explicitement comme objectif. Mais en ce qui concerne les autres, cela ne signifie pas nécessairement qu’elles manquent de cette sensibilité, mais que pour la majeure partie elle est en sommeil et qu'il faut la réveiller ; seulement cela ne s'obtient pas en en faisant la simple recommandation. Personne ne peut avoir simultanément la tête dans deux lieux opposés ; nul ne peut voir le soleil s'il a la tête dans une grotte obscure ; il faut mettre en évidence l'obscurité de la grotte afin de commencer à en sortir la tête ne serait-ce que pour un instant. Il faut constamment signaler les contradictions du système, mais aussi celles des sociétés et celles des individus qui les constituent. Il faut décrire, spécifier et exposer jusqu'au ridicule les conduites anti-humaniste, ou complaisantes avec l’anti-humanisme ; la discrimination, la violence, l'indifférence, l'égoïsme, l'individualisme, la surconsommation, l'autoritarisme et autres comportements rétrogrades devaient faire partie d'un décalogue de la stupidité humaine. Sans s’attaquer aux individus mais uniquement aux comportements caractéristiques, et que celui qui se sent morveux se mouche.

La valeur de la cohérence et celle de la Règle d'or, ainsi que le contraste avec les comportements non souhaités est quelque chose qui devrait être souligné de façon permanente, non pas comme un sermon moraliste dans le vide, mais dans la dynamique même des actions. Si, par exemple, une campagne précise était réalisée, pour recueillir des signatures et exercer une pression avec des mobilisations, il faudrait, dans le cadre de cette campagne, non seulement diffuser des explications pertinentes, mais aussi réaliser une caricature de l'attitude autoritaire des élus qui pourraient s'opposer à une telle initiative, et de l'attitude indifférente et passive des citadins complaisants. Car bien que personne ne soit identifié en particulier, il y en aura beaucoup qui se reconnaîtront dansces attitudes, et qui d’un point de vue interne n’aimeront pas se voir ainsi, et essayeront de surmonter leur propre tendance. Par conséquent, il y aura des personnes qui après avoir douté de cette campagne contribueront, au moins par leur signature ou en participant à une mobilisation, ce qui additionnera les forces pour le but à atteindre, mais de plus l'autre objectif vers le changement culturel aura abouti, car quelques personnes auront changé quelque chose de leur conduite, ce qui sera très bon pour elles aussi.

##### La solidarité internationale

La sensibilisation d’une société aux besoins des autres êtres humains ne peut se limiter aux compatriotes, elle doit s’étendre aux frères des autres pays. En ce sens, tout vestige de xénophobie ou de discrimination devrait être banni. Toute résistance à l’immigration, fondée sur des arguments pragmatiques et économiques, devrait faire honte à l’ensemble de la société. Et tout refus de recevoir des réfugiés qui fuient les guerres et la faim, devrait être considéré comme un crime. Les médias et le cinéma, qui étant au service de certaines propagandes politiques justifient les guerres et les invasions, ont beaucoup contribué à dénaturer l’image de certains peuples ; à l’avenir, ils devraient servir à sensibiliser les spectateurs sur l’humanité de tous les habitants de la terre. Les victimes de n’importe quel pays sont des êtres humains ; ils ont une famille, des êtres chers, des espoirs, un avenir et ne peuvent être méprisés en étant présentés comme un chiffre, comme une donnée statistique.

Certains ont critiqué le fait que dans quelques films le personnage principal est en train de fumer, parce qu’ils allèguent que cela promeut le tabagisme. Il n’y a pas de mal à se préoccuper de ça, mais il faudrait s’inquiéter encore plus de la transmission d’images chargées de violence et, surtout, quand cela est fait dans un contexte où la valeur de la vie humaine est minimisée, incitant le spectateur à faire preuve d’empathie envers les « personnages corrects » et d’indifférence ou de répulsion envers leurs victimes insignifiantes (celles qui appartiennent à des pays ou des groupes ethniques ennemis). Tout cela contribue à installer l’indifférence quand, dans la vie réelle, des milliers d’êtres humains meurent par milliers dans certaines populations.

Dans le chapitre portant sur les propositions internationales, nous avions déjà parlé des aberrations des arguments économiques disant que les immigrants privent les autochtones de leurs emplois. En réalité, derrière ce prétexte se dissimule la discrimination, laissant supposer qu’un étranger ne devrait pas avoir les mêmes droits qu’un natif, en matière de travail, d’éducation et de santé. Bien sûr, l’opposition aux étrangers qu’affichent certains « nationalistes », ne se manifeste pas lorsqu’il s’agit d’étrangers provenant de pays industrialisés, mais lorsque les immigrants arrivent de pays plus pauvres. Il existe un conflit majeur en raison du choc culturel, produit par les différences de coutumes, de langues et de religions, mais il existe surtout un problème de discrimination envers les pauvres.

Les personnes qui décident d’émigrer (ce n’est pas le cas de tous les réfugiés), le font essentiellement pour trouver des possibilités de travail, et ce sont en grande partie des personnes très pauvres, ayant un faible niveau d’éducation. Quand elles arrivent en grand nombre dans un autre pays, elles doivent vivre dans des bidonvilles, n’ayant pas les moyens d’accéder à quelque chose de mieux, elles ont tendance à former des communautés et parfois, de véritables ghettos. Les auteurs d’actes de discrimination dénigrent déjà le style de vie des quartiers marginaux même quand il s’agit de leurs compatriotes ; non seulement pour des questions élitistes, mais également parce qu’il est courant qu’ils n’aiment pas certaines habitudes liées à la langue, au comportement en général. Si l’on ajoute à cette propension discriminatoire contre le style de vie des indigents, les caractéristiques des étrangers (coutumes différentes, codes de relations communautaires qui leur sont propres et une identité bien définie) la discrimination se transforme alors en stigmatisation. Il y a lieu d’agir sur la sensibilisation qui permette d’humaniser le regard que pose le discriminateur sur les personnes discriminées, jusqu’à ce qu’il comprenne que la réponse appropriée à son conflit n’est pas le rejet, mais plutôt la communication, l’adaptation aux relations sociales, l’éducation et l’amélioration de la qualité de vie à partir de l’action de l’État.

##### La culture de la Nonviolence

Nous avons déjà traité des valeurs éthiques dont les sociétés devraient prendre conscience pour désactiver graduellement toutes les formes de violence qui existent. Nous avons également mentionné l’application de la « Règle d’or » comme attitude de base qui nous permet de nous sensibiliser à l’humanité des autres et, à partir de là, d’établir des liens, comme un mode de vie. Pour cette conscientisation, il faudrait utiliser tous les moyens de communication à notre portée, à mesure que nous avançons, depuis les groupes organisés, en passant par les mouvements sociaux et jusqu’aux politiques d’État.

Mais en ce qui concerne la violence physique en particulier, en raison du caractère irréparable de ses dommages, il faudrait y accorder une attention toute particulière pour parvenir à hisser la vie humaine au sommet de haut de l’échelle des valeurs, tant sur le plan de la pondération sociale que de la législation. Il est nécessaire de surmonter l’habitude qui s’est installée dans les sociétés concernant la violence physique. Tant en ce qui concerne le délit, qu’en ce qui concerne la violence familiale, ou la violence entre groupes rivaux, il s’est produit une accoutumance dans certaines sociétés, au sein desquelles l’indifférence augmente, la sous estimation, y compris la valorisation de certaines conduites violentes. En de nombreuses occasions on veut relativiser certains faits de violence physique à partir d’éventuelles motivations. Il faudrait établir clairement dans la législation que, pour une société, la vie humaine est ce qu’il y a de plus important, et que quiconque porte atteinte à l’intégrité physique des personnes commet le plus monstrueux des délits. Parallèlement, au moyen de l’éducation et de l’insertion sociale, il faut transformer les codes de conduite qui mènent à la violence, ainsi que les situations de marginalisation qui l’alimentent. Dans le domaine de l’éducation, on a fait beaucoup de progrès en ce sens, mais on peut en faire bien plus, en insistant davantage sur le développement de la personne que sur la formation purement instructive[[104]](#endnote-105). La violence ne s’est pas seulement acclimatée au sein de la société, mais même dans les organisations éducatives elle augmente de façon exponentielle ; face à ça, il faudrait répondre rapidement en cherchant la source du problème[[105]](#endnote-106). Nous convenons que la société doit se protéger des personnes qui commettent des monstruosités, mais si l’on ne désactive pas la fabrique de monstres, aucune mesure de prévention ne résistera à la violence et toute mesure punitive sera inutile.

##### Conclusions

Nous avons fait référence à un changement dans les paradigmes culturels liés à tout ce qui concerne les relations entre les personnes, les comportements, et la volonté de travailler ou de contribuer aux progrès vers une Nation humaine universelle. Et en travaillant à ces transformations, beaucoup de personnes trouveront assurément un sens à leur vie. Cependant, nombre d’autres, même si elles contribuent à ces progrès, auront des ambitions des plus diversifiées auxquelles consacrer leur vie ; et pour qu’elles puissent choisir plus librement, il faudra dégager la voie de tous les mirages qu’utilise le système pour les captiver. Nous avons déjà parlé de la manipulation qu’exercent les médias de masse quand il s’agit d’établir la consommation comme valeur suprême. Des modèles de vie se sont établis, des modèles de réussite, ainsi que des modèles de vainqueurs, de personnes prestigieuses, de personnes riches et célèbres, mais également des modèles alternatifs, des modèles de personnes extravagantes, et spéciales, ainsi que toute une variété de stéréotypes auxquels on est censés s’ajuster; et ceux qui ne s’intègrent pas auront toujours à leur portée l’exutoire que représentent l’alcool, la drogue, la dépression et le suicide. Bien sûr, le nombre de personnes qui ne croit pas en ces modèles fondés sur la concurrence et la distinction comme moyen de réalisation personnelle augmente de plus en plus ; mais il est certain que les chemins qui conduisent à des objectifs plus intéressants que ceux proposés par le système ne sont pas non plus très visibles ni rapides.

Il faut déblayer le chemin, désherber, mettre en évidence les mirages du système pour que cesse son pouvoir hypnotique, et ouvrir les portes à une véritable inspiration, à une profonde vocation, ou simplement à la simple et saine jouissance de la vie en compagnie des êtres chers. Il n’y a pas grand chose à inventer concernant les mesures que doivent prendre les gens pour chercher leur propre bonheur, ils doivent plutôt écarter du chemin les fausses portes proposées par le système. L’être humain dispose devant lui d’un champ infini pour se développer, que ce soit dans les sciences, la technologie, l’art, le sport et la culture en général. L'être humain peut plonger dans son monde intérieur pour entrer en contact avec sa profonde spiritualité. L'être humain a tout l’avenir devant lui, il ne faut pas lui dire où aller, il faut seulement ôter les obstacles de son chemin.

## LES 120 PAS

Conformément à l'analyse précédente sur les principaux sujets, nous essaierons maintenant de synthétiser ce que nous avons dit sous la forme de pas que nous considérons comme nécessaires à mettre en œuvre pour avancer vers la Nation humaine universelle. Cette énumération de pas n'est aucunement exhaustive, c'est seulement un point de départ afin que ceux qui partagent cet objectif puissent ajouter davantage de propositions. Par ailleurs, nous décrivons des étapes très générales qui nécessiteront, pour être complétées, d'autres petits pas préalables puisque tout est en processus. L’important est d'avoir quelques images des objectifs fondamentaux et surtout se rappeler que pour pouvoir avancer vers l’objectif final de la Nation humaine universelle, les premiers pas, les objectifs qui s'avèrent les plus simples à atteindre, pourront sûrement être entrepris de manière isolée en différents endroits. Toutefois, nous avons la certitude que pour pouvoir passer aux pas les plus complexes, il sera nécessaire de se coordonner pour gagner en force, et précisément cette coordination sera d’autant plus viable si dès le début nous commençons à la mettre en place, en se connectant avec ceux qui ont entrepris le même chemin.

Dans un premier temps, nous nous référerons à certains pas génériques, qui en tant que dispositif de travail devraient être pris en compte par les individus, les organisations et les gouvernements. Puis nous nous référerons aux points spécifiques qu'il faut entreprendre dans chaque domaine, ceux ci devraient être soutenus par les individus, promus et exigés par les organisations, et mis en œuvre par les gouvernements.

### Pas génériques

#### Pour les personnes

1. Adhérer au projet de la Nation humaine universelle, en se définissant comme “citoyen” de celle ci, et être disposé à recevoir des informations sur les activités qui se réalisent dans le cadre de ce projet commun.
2. Face à des conflits spécifiques locaux ou régionaux liés à certains des objectifs, appuyer par sa signature, par des idées ou par son vote lors des consultations de base.
3. Encourager certaines activités organisées par des mouvements sociaux qui travaillent sur quelques uns des objectifs.
4. S’intégrer comme volontaire dans certains mouvements ou organisations sociales.
5. En période électorale, soutenir par son vote les candidats impliqués dans le projet s’il y en a et en aucune façon soutenir ceux qui proposent d’une façon manifeste des politiques opposées.
6. Collaborer à la diffusion des idéaux et des objectifs de la Nation humaine universelle dans son milieu immédiat.
7. Se proposer dans la vie quotidienne d’avancer vers une conduite cohérente et solidaire, en traitant les autres comme nous voudrions être traités, soit comme un simple acte volontaire ou en se qualifiant avec d’autres aux valeurs humanistes.

#### Pour les organisations et les mouvements sociaux

1. Adhérer en tant qu’organisation au projet de la Nation humaine universelle.
2. Adopter une organisation interne basée sur la démocratie réelle.
3. Travailler sur quelques uns des objectifs en convoquant des volontaires. Travailler sur le thème, diffuser les activités, en rendant manifestes les conflits.
4. Se mobiliser pour exiger des autorités qu’elles prennent des mesures appropriées pour résoudre les aspects des conflits qui sont de leur compétence.
5. Face à un manque de réponses, dénoncer publiquement les gouvernants et exiger que le sujet soit traité par des consultations populaires et que des moyens de démocratie réelle soient mis en place.
6. Se coordonner avec d'autres organisations qui travaillent sur la même thématique et organiser des consultations populaires même si elles ne sont pas réalisées dans un cadre légal, sur la résolution du thème spécifique et en demandant la démission des élus.
7. Se coordonner avec d'autres organisations au niveau local et national qui adhèrent à l'objectif de la Nation humaine universelle même si elles agissent sur d'autres thèmes.
8. Organiser des forums conjoints entre les organisations coordonnées et diffuser à une autre échelle. Collaborer avec des organisations semblables d’autres pays.
9. Augmenter la pression sur les dirigeants, pour tous les sujets de l'agenda des organisations, et continuer à demander la mise en œuvre de moyens inaliénables de démocratie réelle.
10. Intervenir politiquement. D’abord en essayant d’engager les partis politiques proches à prendre les propositions comme étant les leurs, et en cas de confirmation diffuser publiquement l’accord et demander de l’appui lors des élections. Dans le cas contraire, renforcer la démocratie réelle à l’intérieur d’une coordination d'organisations et créer une nouvelle force politique qui participe aux élections.
11. Inviter davantage d'organisations et de mouvements sociaux qui adhèrent au projet de la Nation humaine universelle, à se joindre à la stratégie politique, et à œuvrer fortement à l’éviction du pouvoir des politiciens professionnels.
12. Avancer dans la coordination avec des organisations proches au niveau international, pour échanger des expériences et organiser conjointement des actions en rapport avec des objectifs globaux.

#### Pour les gouvernements

1. Adhérer en tant que gouvernement au projet de la Nation humaine universelle.
2. Évaluer sur quels objectifs il est possible d’avancer à court, moyen et long terme et agir en conséquence au niveau correspondant.
3. Sans tenir compte du temps que peuvent prendre les autres objectifs, à court terme commencer à favoriser la participation sociale par le biais des mécanismes de la démocratie réelle.
4. Contribuer depuis sa fonction à la diffusion et à l’organisation d’activités relatives aux objectifs au sein de toute la société de sa zone d’influence.
5. Se mettre en relation et se coordonner avec les mouvements sociaux, organisations et gouvernements qui travaillent sur les mêmes objectifs, dans sa zone d’influence, et à d’autres niveaux du pays ainsi qu’au niveau international.

### Pas spécifiques

#### Désarmement

1. Travailler à la conscientisation des populations des nations productrices d’armements sur la nécessité de ne pas soutenir par leur vote les gouvernements qui ne s’engagent pas dans le désarmement comme priorité de leur politique extérieure.
2. Coordination entre organisations qui travaillent sur le thème de la paix et du désarmement pour organiser des forums, des événements et des mobilisations en exigeant des gouvernements, en particulier ceux des puissances militaires, les points suivants :
3. Démantèlement total des arsenaux nucléaires et de toutes les armes de destruction massive.
4. Campagnes de prise de conscience en direction des populations des pays en conflit pour renforcer la valorisation de la paix et de la vie face à l’horreur de la guerre, en appelant à des consultations populaires pour appuyer les processus de paix.
5. Traités de paix incluant le refus explicite de l’utilisation des armes pour résoudre les conflits pendant que se négocient les conditions avec l’appui de la communauté internationale.
6. Interdiction de ventes d’armes aux pays qui n’acceptent pas les accords de paix avec les autres nations ou qui sont en guerre civile.
7. Réduction progressive de l’armement conventionnel, en fonction de l’avancée des accords de paix.
8. Reconversion progressive de l’industrie d’armement vers l’industrie de machines et d’équipements pour le développement des pays à faibles ressources.
9. Interdiction de la vente d’armes hors des contingents qui sont en accord avec la défense nationale et la sécurité intérieure de chaque pays.
10. Intégration dans les systèmes éducatifs des méthodes d’apprentissage à la paix et à la nonviolence.
11. Interdiction de la fabrication et de la vente d’armes à usage civil.

#### Refondation des Nations Unies

1. Réaliser des forums locaux et nationaux pour débattre sur le véritable rôle que devrait tenir l’organisation des Nations Unies, et comment sa politique actuelle influe sur chacun des pays.
2. Coordonner des campagnes mondiales de diffusion en dénonçant l’actuelle hypocrisie de l'ONU, et en particulier sa manipulation par les grandes puissances.
3. Dénoncer dans tous les pays et en particulier dans les territoires des grandes puissances et des membres permanents du Conseil de Sécurité, leur complicité dans l’enlisement de la lutte pour la paix mondiale et responsabiliser les gouvernements de ces puissances.
4. Réaliser des campagnes de pression pour que tous les gouvernements fassent au sein des Nations Unies les propositions concrètes suivantes :
5. Élection démocratique du Conseil de Sécurité par le vote de toutes les nations, sans membres permanents avec droit de veto.
6. Impossibilité d’être membre du Conseil de Sécurité pour les pays qui agressent d’autres nations ou commercialisent des armes à des pays agresseurs ou qui facilitent ou ne contrôlent pas le trafic d’armes.
7. Abandonner la politique de simples recommandations impuissantes, et établir comme règle pour devenir membre, le respect des résolutions liées au maintien de la paix, de la défense de la vie humaine et de la viabilité de la planète.
8. Mettre à disposition la capacité organisationnelle de l'ONU pour faciliter toutes les initiatives émanant des populations convergeant en une avancée vers la Nation humaine universelle.
9. Dans le cas de non progression de ces propositions au sein de l’ONU, créer un bloc de “Pays en faveur de la Nation humaine universelle” qui dénonce les manipulations des puissances et qui ne reconnaisse pas leur autorité morale pour proposer des initiatives. Mise en œuvre par ce bloc d’actions communes en direction des objectifs mentionnés.

#### Campagne pour le développement mondial

1. Organiser des campagnes nationales pour faire prendre conscience de l'importance d’être solidaires avec tous les marginaux du monde, en commençant par ceux de son propre territoire, mais aussi en apportant un appui à d'autres pays dans des situations plus critiques.
2. Organiser des campagnes d’appel à volontaires pour des dons en argent, ou en matériel ou pour s’impliquer personnellement à contribuer au développement dans différents territoires.
3. Mise en place d’une coordination entre organisations de confiance, existantes ou nouvelles, qui se mettent en route avec les volontaires, pour canaliser les efforts et les aides matérielles.
4. Renforcer et amplifier toutes les activités liées à la santé et à l'éducation, en y ajoutant la formation professionnelle en fonction des accords pour le développement en concertation avec les entreprises et les gouvernements.
5. Donner une ample diffusion aux projets d'aide pour obtenir plus de soutien civil et institutionnel.
6. Exiger des gouvernements qu'un pourcentage du budget national soit destiné à ces campagnes, ainsi qu’un appui logistique et la couverture internationale à travers les représentations diplomatiques.
7. Promouvoir une forte augmentation de l'impôt sur les biens de luxe, destinée à ces campagnes, non seulement comme source de financement mais surtout comme un indice clair des priorités que doit avoir une société.
8. Avancer progressivement pour exiger l'appui gouvernemental, jusqu'à l'obtention d’accords internationaux par lesquels chaque pays s’engage à destiner un pourcentage de son PIB, échelonné de 0,3 % à 3 % selon son niveau de développement.
9. Pour pouvoir respecter de tels engagements, établir une réaffectation progressive des parties budgétaires aujourd'hui destinées à la course aux armements, pour les consacrer au développement mondial.

#### Restructuration du système financier international

1. Faire prendre conscience aux populations que le pire fléau de l'économie et le pire ennemi de la démocratie est le pouvoir financier global. Un cancer avec des ramifications dans toutes les banques privées du monde, et qui aujourd'hui contrôle une grande partie du pouvoir politique de la planète. Il faut exiger des gouvernements qu’ils luttent contre sa domination, avant qu’il ne continue à commettre des déprédations sur l'économie productive, en pillant les états et en appauvrissant les populations. Si on devait désigner un ennemi, ce serait ce pouvoir financier global.
2. Un autre pas dans le travail de conscientisation à réaliser par les mouvements sociaux, consistera à produire un changement de paradigmes idéologiques à l'égard de la vision actuelle du monde de la finance. Il faut renforcer la conception selon laquelle les flux financiers, produits de l'épargne, doivent exclusivement être destinés à l'investissement productif. La rente financière et spéculative, qui s'est convertie en une activité licite et même prestigieuse, doit être condamnée et méprisée ; il faut suggérer à ses acteurs de chercher un travail digne.
3. Partout dans le monde, les mobilisations doivent augmenter pour répudier la spéculation criminelle de la banque privée et exiger une refonte complète du système financier selon les pas suivants :
4. Commencer à démanteler le pouvoir financier par étapes, en évitant les impacts indésirables du fait du maillage complexe de la finance avec l'économie réelle. Un premier pas consistera en ce que chaque pays empêche, grâce à des régulations strictes, la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux, en ne reconnaissant aucune légalité aux sociétés offshore qui opèrent dans ces territoires.
5. Pour éviter les triangulations financières qui finissent dans les paradis fiscaux, signer des accords internationaux qui restreignent les flux de capitaux vers les nations qui, sans être des paradis fiscaux, ne collaborent pas aux contrôles internationaux.
6. Les organismes financiers internationaux actuels, au service du pouvoir économique et financier global, doivent être remplacés par une Banque mondiale solidaire. Elle pourvoira aux nécessités financières des nations, pour qu'elles ne soient pas victimes d'usuriers et de vautours. Cette banque commencera à se capitaliser avec les quotes-parts des nations et un impôt mondial sur les grands capitaux et sur les transactions financières.
7. Abroger des traités internationaux toute clause qui restreignent la liberté de chaque pays et mettre en place des contrôles du capital financier international. Peu à peu les nations adapteront leurs réglementations pour provoquer un flux progressif de l'épargne des gens, depuis les banques privées vers une Banque d’état sans intérêts, et de tels moyens ne peuvent être limités par des traités élaborés en faveur du pouvoir financier mondial.
8. À mesure de la progression des transformations financières nationales, on pourra capitaliser davantage la banque mondiale solidaire, qui commencera à financer des projets productifs régionaux. Et ce, jusqu'à ce qu'elle puisse finalement accomplir les fonctions de banque centrale mondiale, apte à émettre une devise commune pour la commerce international, bien que les nations maintiennent leur propre monnaie.

#### Élimination des frontières pour la circulation des personnes

1. Il faut essentiellement travailler à la prise de conscience et la sensibilisation des populations, à l'égard de la situation des immigrants et des réfugiés. C'est un devoir des personnes, des organisations et des gouvernements, mais il est crucial que les médias se mettent au service de cette tâche.
2. La population doit être mise en situation de percevoir l'humanité et la sensibilité à l'étranger, pour l’appréhender comme un frère et non comme un envahisseur. On doit désamorcer les préjugés, la crainte de la concurrence pour les emplois et l'usage des services publics, ou de l'insécurité.
3. Les organisations sociales devraient créer des espaces d'intégration entre natifs et immigrants qui facilitent la vie commune. Le choc culturel se résout grâce à la diversité et à l'intégration, non par le rejet et la formation de ghettos isolés.
4. Les gouvernements doivent planifier l'intégration sociale et professionnelle des immigrants, de la même façon que pour les autochtones.
5. Les accords entre des nations doivent avancer vers l'objectif d'une ouverture totale des frontières, en essayant d'orienter la migration vers les lieux où existent les meilleures opportunités, mais sans mettre de restrictions.
6. Renforcer le concept qu’aucun être humain n'est illégal.

#### Arrêter le désastre écologique

1. Bien qu’une très forte prise de conscience du thème de l’écologie existe parmi les populations, les mouvements sociaux devraient redoubler d'effort, mais surtout en mettant l’accent sur le problème central qui est la surconsommation effrénée qui mène à la mise à sac des ressources, à la contamination et au réchauffement climatique global.
2. Les campagnes réalisées pour ralentir le réchauffement climatique et la destruction des ressources, devraient non seulement mettre l’accent sur les facteurs directs du problème, mais surtout sur sa racine : le mode de consommation. Il faut expliquer que la transformation du système économique est une condition indispensable pour inverser la catastrophe écologique et, que la culture de la surconsommation, à laquelle participe une grande partie de la population, doit changer.
3. Il faut remplacer la culture du jetable par celle de biens plus durables ; on doit gagner en sobriété dans la consommation d'objets, et s'orienter vers la demande de services sans impact sur l'environnement.
4. Bien que le développement de chaque pays fasse l’objet d’une planification nationale, des accords doivent exister pour avancer vers une transformation du mode de consommation. Dans les pays les moins développés, la consommation de produits matériels et de services doit encore augmenter, mais dans les pays les plus développés et dans la frange la plus riche du reste des nations, il faut diminuer la consommation matérielle et développer les services.
5. La transformation du mode de consommation doit être planifiée d’une façon graduelle, afin qu'il n'y ait pas d'impact sur l'appareil productif et ne génère pas chômage. Il faut planifier une reconfiguration de l'appareil productif pour une reconversion graduelle.
6. Il faut introduire le concept de Bio-économie de sorte qu’elle incorpore le coût de la “trace écologique” dans la valeur de chaque produit, pour décourager la consommation des produits qui ont le plus grand impact environnemental.
7. Financer et subventionner la production d'énergies alternatives, comme le solaire, l'éolienne et l'hydraulique, en ponctionnant sur la rentabilité de l'industrie pétrolière.
8. En ce qui concerne les ressources non renouvelables il faut utiliser le critère d’imposition d’un impôt sur les produits qui les utilisent et, avec cette ressource subventionner l'industrie du recyclage de ces matières.
9. Au niveau national, il faut obliger les entreprises qui contaminent à investir dans une technologie non polluante. Au niveau international, des barrières devraient être mises en place sur tous les produits en provenance de nations qui contaminent encore en les fabricant.
10. Les accords commerciaux internationaux devraient se débarrasser de leur empreinte néolibérale de libre échange, et réguler le commerce international sur la base d’une diminution drastique des facteurs polluants.

#### Rébellion culturelle face à la manipulation médiatique

1. Il faut démasquer devant les populations la farce manipulatrice des grands médias et leur dépendance aux pouvoirs économiques privés ou étatiques. Un premier pas sera la diffusion d'information au sujet des intérêts réels qui existent derrière chaque moyen de communication, en désaccord avec leur apparente neutralité et indépendance journalistique.
2. Il y a lieu d’expliquer comment, à partir des intérêts économiques, la surconsommation des populations est encouragée, ce qui mène à la concentration économique et à la mise à sac des ressources naturelles. Comment à partir des intérêts du pouvoir économique et politique le comportement électoral est influencé, pour que rien ne change vraiment.
3. Avancer dans une analyse psychologique et sociale, pour expliquer comment fonctionne la manipulation médiatique et, comment le récepteur passif et ingénu peut être manipulé. Comment on modèle l'imaginaire collectif et on installe des nécessités fictives, des désirs, des points de vue, des vérités absolues, “un sens commun“, des craintes, une confiance institutionnelle, les chauvinismes, la valorisation de la superficialité, des conformismes et autres formes de lavage de cerveau.
4. Les organisations et les mouvements sociaux peuvent travailler en mettant en lumière ce thème et contribuer à sa diffusion, bien que sûrement la production de faits culturels en lien avec ce sujet surgisse de l'inspiration de personnes ou de groupes spontanés. L'art graphique, la littérature, le théâtre, le cinéma, la musique et d'autres expressions culturelles pourront contribuer à mettre en évidence et à montrer le ridicule de la manipulation médiatique.
5. De tels faits culturels contestataires peuvent commencer de la chose la plus simple, et être transmis par des réseaux sociaux, pour aboutir à des œuvres complètes de théâtre, de films, de chansons, de revues et à des expressions de tout type.

#### Droits humains

1. Toutes les propositions en faveur de la Nation humaine universelle sont liées à un type de droit humain incluant donc la leur prise de conscience. Mais de toute façon, il faudra toujours les mettre en valeur, et surtout mettre en évidence l'hypocrisie que dénote la déclamation de ceux qui les violent systématiquement.
2. Pour que soient crédibles les dénonciations sur les violations des droits les plus fondamentaux, celles ci devraient se détacher de tout parti pris idéologique pour éviter de tomber dans une différenciation des plaintes ou des justifications selon le camp qui a violé ces droits.
3. Plus que faire prendre conscience de l'importance des Droits humains, il faudrait œuvrer à faire percevoir l’humanité en chaque habitant de la terre, et en qu’en conséquence ses droits soient respectés. Il faut sensibiliser les populations sur la souffrance de beaucoup d'êtres humains qui, bien que l'on ne le dise pas à haute voix, apparaissent en grande partie dans l’imaginaire collectif comme des sous êtres, relativisant ainsi l'importance de leurs droits.

#### Démocratie réelle

1. Le premier pas consistera, pour toutes les organisations et mouvements qui travaillent sur l’un des objectifs de la Nation humaine universelle, à mettre en place la démocratie réelle en leur sein. Cela impliquera au minimum, à déléguer des fonctions par une élection directe et des mécanismes souples pour les révoquer, un contact fluide des fonctions avec l'ensemble dans un cadre délibératif, consultatif, participatif et flexible, et à des consultations obligatoires pour les décisions importantes.
2. Toutes les personnes qui s'organisent spontanément autour de l’émergence d'un conflit, devraient se proposer de soutenir cette organisation par la pratique de la démocratie réelle, soit pour continuer le travail en cours sur ce conflit spécifique, soit pour entreprendre de nouveaux thèmes.
3. Chaque fois que s’organisent des revendications face aux pouvoirs publics pour solliciter la solution d’un conflit spécifique, la mise en place de mécanismes de démocratie réelle devrait être aussi revendiquée, pour ouvrir des voies rapides de participation populaire lors de conflits futurs.
4. Chaque organisation devrait encourager et se prédisposer à un premier niveau de jonction avec d'autres organisations locales similaires, par des échanges, des forums et des activités conjointes, pour gagner en force au moment de travailler sur les conflits et d’exiger la mise en place de moyens de démocratie réelle. Cette collaboration entre organisations devrait aussi passer par la pratique de la démocratie réelle.
5. Toute coordination entre organisations devrait avoir comme position claire de transformer le système, avec des objectifs politiques définis. Dans ce contexte, le plus important sera de réussir à ne pas affaiblir la puissance de l'ensemble par des dissensions secondaires. Chaque étape délibérative, permettant de clarifier la direction, devra être suivie d’une étape d'action accompagnée par tous.
6. La coordination entre organisations devrait se transformer en un mouvement politique inclusif, auquel s'ajouteraient des spécialistes de divers secteurs, en avançant dans l'élaboration de projets de loi sur différents thèmes. De tels projets devraient progresser en synergie avec les opinions et les préoccupations qui surgissent dans l'environnement consultatif de l'ensemble, par des mécanismes aisés qui permettent une participation citoyenne et ne se limitent pas aux membres des organisations.
7. Face à des conjonctures électorales, il faudra évaluer si les organisations se limitent à un rôle de pression politique, forçant certains candidats à faire leurs propositions, ou si au contraire, elles s’engagent dans l’arène politique avec leurs propres candidats. Mais à tout moment la priorité doit être, en plus des objectifs spécifiques, l’accord sur la mise en place des moyens de démocratie réelle dans les politiques publiques, comme ceux qui sont mentionnés par la suite.
8. Générer des espaces d'échange et de délibération citoyens sur divers sujets, par l’intermédiaire de toutes les technologies de communication disponibles, en obligeant les moyens privés à céder des espaces à cette fin. Favoriser les avis, la critique et les propositions des personnes les plus participatives de la société en pourcentage significatif, en générant environnement démocratique, qui neutralise la tendance à la stagnation institutionnelle.
9. Former la population, à travers les médias, en octroyant des espaces similaires aux représentants des divers points de vue sur les sujets à débattre, avant les consultations populaires.
10. Instituer des consultations populaires obligatoires autour de sujets qui apparaissent comme importants pour des initiatives citoyennes ou gouvernementales, en définissant tant au niveau municipal que national, les thèmes et les fréquences possibles des consultations. Il faudra avancer pas à pas, du plus simple au plus complexe, et avec des consultations d’une fréquence annuelle minimale, vers une plus grande fréquence, à mesure qu’avance la formation et l’adaptabilité des voies de participation.
11. Inclure la révocation de mandat pour que les élus qui ont de mauvais résultats puissent être déplacés suite au vote d'un pourcentage de l'électorat.
12. Inclure une loi de responsabilité politique, en vertu de laquelle les candidats avant chaque élection doivent établir par écrit leurs engagements, s’engager à les assumer et en cas de non accomplissement les révoquer de leur charge.
13. Élection directe par un vote populaire des juges et des commissaires, avec un calendrier différent de celui des élections législatives ou exécutives.
14. Introduire des budgets participatifs au niveau municipal et des consultations sur des lignes budgétaires générales au niveau régional et national.
15. Mettre en place des consultations populaires obligatoires des sujets internationaux, qu’il s’agisse de décisions de politique extérieure à chaque pays, ou de décisions régionales ou mondiales, dans le cadre d'une dynamique de complémentation internationale vers la Nation humaine universelle.

#### Économie mixte

1. Approfondir la remise en question des paradigmes de l'économie capitaliste et néolibérale, comme la théorie du reversement, l'autorégulation des marchés, l'intérêt bancaire, et le culte de la propriété privée.
2. Installer le paradigme “d'égalité en droits et en opportunités pour tous”, en expliquant sa vraie signification, ses fondements et ses conséquences.
3. En finir avec le flux financier des profits des sociétés vers la spéculation et l'usure, en obligeant le réinvestissement productif par la mise en place échelonnée d’un impôt sur les profits inversement proportionnel au pourcentage en faveur du réinvestissement productif et à la génération d'emploi.
4. Création d'une Banque publique décentralisée sans intérêts, qui commence à opérer avec les banques d'état et se finance avec les fonds publics, l'épargne privée et une politique expansive de la banque centrale.
5. Canaliser d’une façon échelonnée l'économie privée vers la Banque publique sans intérêts, en commençant par la nationalisation des banques en faillite, puis le transfert de tous les dépôts à vue vers les banques d’état, et en continuant avec la suppression de la garantie des dépôts pour ceux placés dans les banques privées qui ne respectent pas des régulations strictes ou ne financent pas la production.
6. Interdiction absolue des pratiques usurières et spéculatives, en mettant tout le système financier au service du développement, le réduisant à sa plus simple expression et en supprimant toute couverture de la Banque centrale à la banque privée qui ne s'intègre pas à ce projet.
7. Mise en œuvre d’une politique monétaire expansive précise, orientée vers le financement de projets productifs planifiés avec une coordination entre le secteur public et le secteur privé.
8. Formation dans les municipalités d'un Comité de développement local, constitué de centres éducatifs, d’entreprises, de travailleurs, de chômeurs et d’autorités publiques, pour élaborer et mettre en route des projets productifs qui renforcent les capacités du lieu, en articulation avec l'économie nationale et régionale.
9. Adapter la législation de travail pour permettre une participation graduelle des travailleurs aux gains, à la propriété et aux prises de décision au sein des entreprises, en cherchant un équilibre entre les droits de l'entrepreneur par rapport à son investissement, et les droits des travailleurs par rapport à leur contribution entière à la marche de l'entreprise.
10. Améliorer la répartition du revenu à sa source. Celui des travailleurs par le versement d'une participation d’un pourcentage des gains. Celui des travailleurs par une participation à un pourcentage des gains. Celui des petites et moyennes entreprises grâce au démantèlement des monopoles qui s'approprient la plus grande part dans la chaîne de création de valeurs.
11. Démantèlement des monopoles grâce à des régulations strictes, mais surtout grâce à l'impulsion de multiples entreprises nouvelles dans les secteurs de l’économie régentés par les monopoles, en les appuyant par le financement, par une promotion industrielle, la formation, et par une action coordonnée entre l'État et les PME/PMI.
12. Démanteler les monopoles de commercialisation qui exploitent les petits producteurs, en générant des coopératives avec une plus grande force de négociation, et en favorisant la diversification des acteurs dans le commerce à l’échelon national et international.
13. Campagnes de prise de conscience sur la manipulation médiatique qu’exercent les grandes marques pour conditionner le consommateur et réussir à monopoliser les marchés avec des marges de rentabilité disproportionnées par rapport au coût de production.
14. Réguler le marché des capitaux, en évitant l'investissement spéculatif, en établissant des périodes minimales entre l'achat et la vente d'actions, et en percevant une taxe pour chaque opération.
15. Planifier un développement productif général en cherchant à transformer le modèle consommateur et prédateur de ressources naturelles en une consommation rationnelle et équilibrée pour tous les secteurs de la société. Renforcer la croissance dans les secteurs des services, en optimisant la santé, l'éducation et la recherche.

#### Paradigmes culturels

1. Remettre en question, par tous les moyens de communication possibles, les valeurs de l'anti-humanisme, comme la violence dans tous les domaines, l'individualisme, la surconsommation, le manque de solidarité. Classer les conduites anti-humanistes, dans un “décalogue de la stupidité humaine” qui aide chacun à intégrer pleinement la nécessité de changer.
2. Mettre en application à tous les niveaux éducatifs, l'Éducation à la Nonviolence. Proposer comme consigne de conduite, la résistance à toute forme de violence.
3. Faire prendre conscience du changement de valeurs, non pas basé sur un sermon moralisateur, mais concernant n’importe lequel des projets de la Nation humaine universelle.
4. Faire prendre conscience que les valeurs humanistes sont universelles, et par conséquent impliquent une relation avec les milieux immédiats mais aussi avec tous les habitants de la planète.
5. Renforcer en tant que la plus grande référence interne dans la conduite de chacun, est l'attachement à la Règle d'or : “Traiter les autres comme nous voulons être traités”.

## Synthèse

Chaque pas que nous avons énoncé peut être entrepris comme un projet en soi, dans différents espaces et temps. De fait, dans le monde entier nombre de gens travaillent autour de ces sujets. Cependant, la collaboration n'est pas chose commune entre ceux qui travaillent sur des objectifs similaires, et l’est d’autant moins entre ceux qui travaillent dans différentes secteurs. En plusieurs occasions les chemins qui se croisent, génèrent des contradictions plutôt qu’une convergence.

Chacun des conflits à résoudre, chaque réalité pour transformer, éveille certainement chez beaucoup de gens la nécessité de faire un travail sur eux mêmes, et dans cette nécessité, dans cette inquiétude, dans cette volonté de changement propre à l'intentionnalité humaine, réside l'espoir et le moteur de cette utopie. Cependant, l'énergie ne s'applique pas toujours de manière efficace, elle ne vise pas toujours la cible correcte. Parfois, cela se termine par l’acceptation de changements superficiels, ou se poursuit dans des buts éphémères que les puissants s’emploient à détruire, ou simplement toute l'énergie est mobilisée pour faire entendre les revendications aux gouvernants, en espérant qu'ils s’en occuperont.

C'est pour cela que nous avons essayé de présenter les pas non seulement comme une avancée progressive vers la résolution des conflits, mais surtout comme un échelonnement irréversible par lequel, à mesure que l’on s’élève vers de nouveaux échelons de transformation sociale, le pouvoir de l'anti-humanisme se disloque et s'affaiblit, afin que par la suite il ne faille pas revenir au point de départ. Parce que travailler pour la prise de conscience écologique n'a pas de sens si nous ne changeons pas les gouvernants qui ne font rien pour l'environnement, car ils sont complices des prédateurs. De même, réclamer constamment une juste répartition de la richesse n’a pas davantage de sens si nous n’opérons pas en même temps la transformation du système économique. Et protester contre les guerres et la course aux armements n’a pas de sens non plus, si nous ne travaillons pas à déposséder les violents de leur pouvoir.

Derrière chaque conflit, derrière chaque obstacle sur le chemin vers la Nation humaine universelle, se trouve un pouvoir qu'il faut disloquer, et nous ne devons pas confondre avec un allié à qui il faut demander de s'occuper à notre place de réaliser les changements.

Mais en plus des obstacles dans l'ascension, il y a cette force de gravité qui nous pousse vers le bas, qui provient de nos propres faiblesses, qu’il faut surmonter avec la force qui habite l'esprit humain. Et cette force s'éveille avec la lumière des utopies, comme nous l’avons déclaré au début du préambule ; les forces permettant d’avancer se rencontrent difficilement si on ne dispose que d'une théorie, ou de diverses recettes d'action pour des problèmes ponctuels.

Quand nous nous référons à ceux qui pourraient être les acteurs du changement nous parlons de la mystique sociale nécessaire, à partir de laquelle les grands ensembles humains peuvent se mobiliser. Mais nous nous référons aussi à la nécessité de gagner en intelligence commune, en trouvant des procédés organisationnels dynamiques qui facilitent la participation. Et surtout nous parlons de la nécessité d'une collaboration entre tous les fronts d'action qui poursuivent le même objectif à long terme, celui de la Nation humaine universelle, pour obtenir la synergie indispensable à l’affrontement avec les pouvoirs de l'anti-humanisme.

Mais de même qu’une image à long terme d’une utopie est nécessaire pour nous affermir à chaque instant et nous unir dans l'action, des images sur ce que l'on pourrait faire face à chaque problème, chaque conflit, et dans chaque lieu et à chaque moment sont nécessaires aussi. Et c'est pour cela que nous avons analysé les domaines principaux dans lesquels des transformations profondes doivent être réalisées, et nous avons détaillé les avancées qu'il faudrait réaliser dans chaque cas. Alors, chaque pas peut devenir une fin en soi, où le réflexe pour agir répondra à la stimulation de chaque objectif immédiat, mais la source d'énergie pour ne pas renoncer devant les échecs, résidera dans cette utopie à la fois individuelle et commune.

## Bibliographie

* AFFOÇO Denise, Rescapée de l'enfer des Khmers rouges, Éditions Presses de la Renaissance, Paris, 2008.
* AGUILAR Mario - BIZE Rebeca, Pedagogía de la diversidad (Pédagogie de la diversité), Virtual Ediciones, Santiago de Chile, 2003.
* AMNESTY INTERNATIONAL, Rapport 2014/15 : La situation des Droits humains dans le monde, Amnesty International Ltd, Londres, 2015.
* ARISTOTE, La Politique, FB Éditions, Paris, 1995.
* BENTHAM Jérémie, Défense de l'usure, Éditeurs Walher et compagnie, Paris, 1828.
* BOUZAS Roberto et FRENCH-DAVIS Ricardo, Conversión de deuda externa y financiación del desarrollo en América Latina (Conversion de la dette externe et financement du développement en Amérique latine), Grupo Editor Latinoamericano, Buenos Aires, 1990.
* CHOMSKY Aviva, ¡Nos quitan nuestros trabajos! (Ils nous enlèvent nos emplois ! Et autres 20 mythes sur l'immigration), Haymarket Books, Chicago, 2011.
* CHOMSKY Noam, 11/9 : Autopsie des terrorismes, Éditions Le serpent à plumes, La Madeleine-De-Nonancourt, 2001.
* CHOMSKY Noam, Les dessous de la politique de l'Oncle Sam, Éditions Ecosociété, Québec, 1996.
* CHOMSKY Noam, De l’anarchisme, du marxisme & de l’espoir en l’avenir, Éditions Agone (« Contre-feux »), Marseille, 2001.
* CUNHA Idaulo Jose, China Potencia, una Civilización milenaria (Chine puissance, une civilisation millénaire), Ediciones Centro Norte, Buenos Aires, 2010.
* DE BEAUVOIR Simone, Le deuxième sexe (Tome 2) - L'expérience vécue, Éditions Gallimard, Édition numérique, Paris, 2010.
* DE LA RUBIA Rafael, Desarme y Reconciliación (Désarmement et Réconciliation), Editorial Tabla Rasa, Madrid, 2007.
* DOMINGUEZ GOMEZ José, Energías Alternativas (Énergies alternatives), Equipo Sikius, Madrid, 1995.
* DUVERGER Maurice, Les partis politiques, Éditions Armand Colin, Paris, 1951.
* DYLAN Marc Pierre, Islandia. El país que no rescató a su banca (Islande, le pays qui n'a pas sauvé sa banque), Ediciones Nowtilus S.L. , Madrid, 2012.
* UNIVERSITÉ DE BUENOS AIRES, Faculté de Sciences Sociales, Democracia Participativa, una utopía en marcha (Démocratie participative, une utopie en marche), Université de Buenos Aires, Buenos Aires, 2005.
* FISCHER Louis, La vie Du Mahâtma Gandhi, Éditions Pierre Belfond, Paris, 1983.
* FREEDOM HOUSE, Report Freedom in the world 2015 (Rapport Liberté dans le monde 2015), Freedom House, Washington D.C., 2015.
* FRIEDMAN Milton et FRIEDMAN Rose, La liberté du choix, Éditions Pierre Belfond, Paris, 1980.
* GALBRAIT John Kennth, L'argent, Éditions Gallimard, Paris, 1976.
* GALEANO Eduardo, Les veines ouvertes de l'Amérique latine, Éditions Plon, coll. « Terre humaine » , Paris, 1981.
* GAMBAND J.L., El mito del desarrollo sustentable (Le mythe du développement durable), Edit. Cretesapace, Buenos Hendaye, 2012.
* GARCIALORO Gemma, - Ponencia sobre los ejes de la política migratoria en la Unión Europea (Exposé sur les axes de la politique migratoire dans l'Union Européenne), UNED, Madrid, 2008.
* GODIO Julio, Economía de Mercado, Estado Regulador y Sindicatos (Économie de Marché, État régulateur et Syndicats), Editorial Legasa, Buenos Aires, 1993.
* GONZALEZ Darío, MARTINOLI Carol et PEDRAZA José Luis, Sistemas tributarios de América Latina (Systèmes fiscaux de l'Amérique latine), Instituto de Estudios Fiscales, Madrid, 2009.
* GORBATCHEV Mikhaïl, Perestroïka, (19ème Conférence Nationale du PCUS, juin 1988), Éditions Flammarion, Paris, 1987.
* GREENPEACE, Hoja de ruta para Europa, hacia un suministro energético independiente y sostenible (Feuille de route pour l'Europe, pour un approvisionnement énergétique durable), Greenpeace International, 2014.
* GRET Marion et SINTOMER Yves, Porto Alegre : l'espoir d'une autre démocratie, Éditions La Découverte et Syros, Paris, 2002.
* GUEVARA Ernesto "Che", Le socialisme et l'homme, Écrits politiques, Éditions Aden , Bruxelles, 2006.
* HERNANDEZ VIGUERAS Juan, Avanzar en el control financiero (Avancer dans le contrôle financier), Édité par ATTAC-PV, Barcelone, 2009.
* HERRERA GUERRA, Jorge, Las sanciones del Derecho Internacional (Les sanctions du Droit International), Revista Agenda Internacional, vol. 4 - nº 10, Perú, 1998.
* HINKELAMMERT Franz et MORA JIMENEZ Henry, Hacia una Economía para la Vida (Vers une économie pour la vie), Editorial tecnológica de Costa Rica, San José, 2008.
* HIRSCH Tomás, La fin de la Préhistoire : Un chemin vers la liberté, Éditions Références, en cours d'édition, Paris.
* IGLESIAS Pablo, Disputar la Democracia (Disputer la Démocratie), Ediciones Akal S.A., Madrid, 2014.
* JOHSUA Isaac, La Crise de 1929 et l’émergence américaine, Éditions Presses Universitaires de France, Paris, 1999.
* KEYNES John Maynard, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Éditions Payot, Paris, 1942.
* KLEIN Naomi, No Logo : La tyrannie des marques, Éditions Actes Sud, Paris, 2002.
* LACLAU Ernesto, La Raison Populiste, Éditions du Seuil, Paris, 2008.
* LAO TSEU, Tao Te King, Éditions Librairie de Medicis, Orsay, 1974.
* LATOUCHE Serge et HAPAGES Didier, Le Temps de la décroissance, Éditions Thierry Magnier, Paris, 2010.
* LISSIDINI Alicia, Democracia Directa en Latinoamérica (Démocratie directe en Amérique latine), Biblioteca Virtual CLACSO, Buenos Aires, 2011.
* MACHIAVEL Nicolas, Le Prince. Œuvres politiques de Machiavel, Éditeur Charpentier, Paris, 1855.
* MALTHUS Thomas, Essai sur le principe de population, Éditions Gonthier, Paris, 1963.
* MANDELA Nelson, Un long chemin vers la liberté, Éditions Fayard, Paris, 1996.
* MARTINEZ Ramiro et LEE Matthew, Ensayo sobre Inmigración y Delincuencia (Essai sur l'immigration et la délinquance), Revista Española de Investigación Criminológica, Madrid, 2001.
* MARX Karl, Le Capital, Éditions Presses Universitaires de France, Paris, 1993.
* MAX-NEEF Manfred, Desarrollo a Escala Humana (Le développement à échelle humaine), Editorial Icaria, Barcelona, 1994.
* MONTERO DE BURGOS José Luis, Empresa y Sociedad, Antares Ediciones S.A., Madrid, 1994.
* MORE Thomas, L'Utopie, Éditions La Renaissance du livre, Paris, 1983.
* NATIONS UNIES, Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport de 2013, Publication des Nations Unies, New York, 2013.
* NATIONS UNIES, Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948.
* NATIONS UNIES, La Charte des Nations Unies, 26 juin 1945.
* NATIONS UNIES, Centre de nouvelles ONU-2014.
* NATIONS UNIES, Traité sur le commerce des armes, 2013.
* NATIONS UNIES, Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, 1968.
* NIETZSCHE Friedrich, Généalogie de la morale, Éditions Le livre de poche, Paris, 2000.
* O´DONNELL Guillermo, Delegative democracy (Démocratie délégative), Journal of Democracy 5.1, 1994.
* OLIER Eduardo, Codicia Financiera (Avidité finacière), Editorial Pearson Educación S.A., Madrid, 2013.
* ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS, Rapport Etat de la migration dans le monde 2013, Publication de l'Organisation internationale pour les migrations, Genève, 2013.
* ORTEGA Y GASSET José, La rébellion des masses, Éditions Stock, Paris, 1937.
* PANIAGUA Javier, Breve Historia del Anarquismo (Brève histoire de l'anarchisme), Ediciones Nowtilus, Madrid, 2012.
* PAVON Julián, China, ¿Dragón o parásito? (La Chine. Dragon ou parasite ?), Plataforma Editorial, Barcelona, 2012.
* PERKINS John, Les confessions d'un assassin financier. Révélations sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis, Éditions alTERRE, 2005.
* PESCIO Juan et NAGY Patricia, Hacia una cultura solidaria y no-violenta (Vers une culture solidaire et non-violente), Ediciones Moebius, Buenos Aires, 2007.
* PIKETTY Thomas, Le capital au XXIe siècle, Éditions du Seuil, Paris, 2013.
* PIKETTY Thomas, L'économie des inégalités, Éditions La Découverte, Paris, 2008.
* PROUDHON Pierre, Qu'est-ce que la propriété ?, Le livre de poche, Paris, 2009.
* RIECHMANN, GONZALEZ REYES, MADORRAN et HERRERO, Qué hacemos frente a la crisis ecológica (Quoi faire face à la crise écologique ?), Ediciones Akal S.A., Madrid, 2012.
* RIVERO Jacobo, Podemos, la fuerza política que está cambiando España (Podemos, la force politique qui est en train de changer l'Espagne), Ediciones Capital Intelectual S.A., Buenos Aires, 2015.
* ROUSSEAU Jean-Jacques, Du Contrat social, Éditions Librio, Paris, 2013.
* SACHS Jeffrey, El fin de la pobreza (La fin de la pauvreté), Editorial Debate, Barcelona, 2007.
* SAMUELSON Paul et NORDHAUSS William, Économie, Éditions Economica, Paris, 2000.
* SANCHEZ Guillermo, Publicaciones Mundo Científico, 2002.
* SARTORI Giovanni, Homo Videns, la sociedad teledirigida (Homo videns : une société dirigée par la télé ), Editorial Taurus, Buenos Aires, 1998.
* SHARP Gene, De la Dictature à la Démocratie, Éditions L’Harmattan, Paris, 2009.
* SILO, Notes de Psychologie, Éditions Références, Paris, 2011.
* SILO, Lettres à mes amis. A propos de la crise sociale et personnelle dans le moment actuel, Éditions Références, Paris, 2004.
* SILO, Le Message de Silo, Éditions Références, Paris, 2010.
* SILO, Le Document humaniste : Sixième lettre à mes amis, dans Lettre à mes amis, Éditions Références, Paris, 2004.
* SILO, Humaniser la terre, Éditions Références, Paris,1997.
* SIMONNOT Philippe, Clefs Pour Le Pouvoir Monétaire, Éditions Seghers, Paris, 1973.
* SOROS George, L'Alchimie de la finance, Éditions Valor, Hendaye, 1994.
* STIGLITZ Joseph, Le prix de l'inégalité, Éditions Les liens qui libèrent, Paris, 2012.
* SULLINGS Guillermo, Essai, Le droit à la rébellion et la lutte non violente, [http://urlz.fr/4Pav], 2001 (page consultée le 16 février 2017).
* SULLINGS Guillermo, Implosión en el Imperio (Implosion dans l'Empire), Cuadernos Nacionales, Universidad de Panamá, Ciudad de Panamá, 2008.
* SULLINGS Guillermo, Monographie, L'internalisation de la morale, Parcs d’Études et de Réflexion La Reja, Argentine, 2009. Version française sur http://www.parclabelleidee.fr/monographies.html
* SULLINGS Guillermo, Más allá del Capitalismo, Economía Mixta (Au-delà du capitalisme, Économie mixte), Editorial Magenta, Buenos Aires, 2000.
* TILLY Charles, Los Movimientos Sociales (Les Mouvements sociaux), Editorial Crítica S.L., Barcelona, 2014.
* Université national de Lima "Constitution de la République Populaire de China", 1982.
* VERHULST Jos et NIJEBOER Arjen, Démocratie directe, Democracy International, Bruxelles, 2007.
* YUNUS Muhammad, Vers un monde sans pauvreté, Éditions JC Lattès, Paris, 1997.

1. Le concept du machiavélisme politique, selon les considérations et conseils contenus dans le livre de Nicolas Machiavel, “Le Prince”, assume la politique comme une vision absolument pragmatique dans laquelle l'objectif principal est l'obtention, la conservation et l'accumulation du pouvoir. En réalité ce concept correspond à un regard depuis lequel la population est assumée comme totalement passive. Depuis ce regard, toute manipulation qui s'exerce pour maintenir la passivité de la population, peut être justifiée, de même que tous les adversaires sont des ennemis qui doivent être détruits grâce à des stratégies dans l'exercice du pouvoir. Il est extrêmement intéressant de lire ce livre annoté par Napoléon Bonaparte, car nous disposons de la vision d’une personne qui était en situation de mettre en pratique plusieurs des recommandations de Machiavel et aussi d’en contester d’autres. Bien que le livre de Machiavel fût écrit au début du XVIe siècle, et les commentaires de Bonaparte au début du XIXe siècle, plusieurs des recommandations s’avèrent extrêmement actuelles lorsqu’on observe la forme dans laquelle agissent les hommes politiques. Dans un paragraphe du chapitre XIX, Machiavel affirme « …car les princes, qui ne peuvent éviter d’être haïs par quelqu’un, doivent d’abord chercher à ne pas l’être par la multitude ; et, s’ils ne peuvent y réussir, ils doivent faire tous leurs efforts pour ne pas l’être au moins par la classe la plus puissante », et Bonaparte a annoté : « C’est toujours l’armée quand elle est aussi nombreuse que la mienne. » Dans un autre passage Machiavel affirme : « …c’est que le prince doit se décharger sur d’autres des parties de l’administration qui peuvent être odieuses, et se réserver exclusivement celles des grâces ». [↑](#endnote-ref-2)
2. En 1988, lors de la 19ème Conférence Nationale du PCUS, Gorbatchev fit une critique des distorsions du système soviétique, évalua les avancées des transformations économiques mises en marche et préconisa de les approfondir et d’avancer sur la démocratisation de l'URSS. À ce sujet, quand il parla de la réforme du système politique il commença par dire : « C'est précisément dans notre pays où sont nés le pouvoir des travailleurs incarné par la République des Soviets, le contrôle ouvrier, le droit au travail et d'autres droits sociaux très importants pour l'individu, l'égalité des sexes, des nations et des ethnies. En d’autres termes, nous avons été les promoteurs de beaucoup d'initiatives démocratiques du XXe siècle. Alors pourquoi maintenant envisageons-nous la tâche de réaliser une réforme radicale du système politique ? Avant tout camarades, – et c'est quelque chose que nous devons reconnaître aujourd'hui – le système politique créé suite au triomphe de la Révolution d'octobre a souffert de graves déformations lors de certaines étapes. De là, ont surgi des conditions propices pour que s'implante le pouvoir absolu de Staline et de son équipe en produisant une vague de répression et d'arbitraire. Les méthodes d'une administration autoritaire qui se sont cristallisées durant ces années, ont eu une influence néfaste sur divers aspects du développement de notre société. Beaucoup de difficultés que nous affrontons maintenant, ont leurs racines dans ce système”. [↑](#endnote-ref-3)
3. Mandela reconnaît dans son livre autobiographique « Un long chemin vers la liberté », que dans certaines occasions il a douté de l'efficacité de la lutte nonviolente, mais finalement sa résistance à la violence triompha, et surtout une fois au gouvernement, cela lui permit d'avancer vers la réconciliation en Afrique du Sud. La ségrégation de l'apartheid établissait des différences entre les diverses ethnies de la race noire, les indiens, les métis, et évidemment les blancs qui avaient tous les privilèges. Dans les années 50, à la discrimination raciale a été ajoutée la discrimination politique avec l'interdiction du Parti Communiste. Dans ce contexte, la plupart de la population souffrait de discrimination raciale, de persécution politique et des injustices. Mandela ainsi que beaucoup de membres du Congrès national africain (ANC) doutaient dans les premiers temps de la possibilité de poursuivre la lutte en intégrant tous les secteurs discriminés, et ils ont préféré travailler avec la majorité noire. Cependant, ils ont lutté pour une constitution non raciste qui devait profiter à tous. [↑](#endnote-ref-4)
4. En 1848 s’est tenue à Seneca Falls (New York) la première convention sur les droits de la femme aux États-Unis, organisée par Lucretia Mott et Elizabeth Cady Stanton.  
    Il en résulta la publication de la « Déclaration de sentiments et Résolutions », dans laquelle elles dénonçaient les restrictions, surtout politiques, auxquelles les femmes étaient soumises : pas de droit de vote, ni de se présenter à des élections, ni d’exercer de fonctions publiques, ni de s'affilier à des organisations politiques ou d’assister à des réunions politiques. Certains points significatifs de la déclaration furent les suivants :

   * Nous décidons, Que toutes les lois qui empêchent la femme d’occuper dans la société la position que lui dicte sa conscience, ou qui la placent dans une situation inférieure à celle de l’homme, sont contraires au grand précepte de la nature et n’ont donc ni force ni autorité.
   * Nous décidons, Que la femme est l’égale de l’homme – que telle fut l’intention du Créateur, et que l’intérêt supérieur de la race humaine exige qu’on la reconnaisse comme telle.
   * Nous décidons, Qu’il conviendrait d’éclairer les femmes de ce pays quant aux lois qui régissent leur vie, de manière à ce qu’elles ne fassent plus montre de leur humiliation en se déclarant elles-mêmes satisfaites de leur situation présente, ni de leur ignorance en affirmant qu’elles jouissent de tous les droits qui leur sont nécessaires.
   * Nous décidons, Que le même niveau de vertu, de délicatesse, et de raffinement exigé de la femme en société, devrait être également requis de l’homme, et que les mêmes transgressions devraient faire l’objet d’une égale sévérité à l’égard de l’homme et de la femme.
   * Nous décidons, Que la femme s’est trop longtemps satisfaite des limites étroitement circonscrites que des habitudes corrompues et une application pervertie des Écritures ont tracées pour elle, et qu’il est temps qu’elle évolue dans la sphère élargie que son noble Créateur lui a destinée.
   * Nous décidons, Qu’il est du devoir des femmes de ce pays d’obtenir le droit sacré de voter.
   * Nous décidons, Que l’égalité des droits de l’homme résulte nécessairement de l’identité des aptitudes et des responsabilités de toute la race humaine.
   * Nous décidons, Que le succès rapide de notre cause dépend de l’enthousiasme et de l’endurance dans leurs efforts des hommes comme des femmes, visant à mettre fin au monopole des gens d’église, et à assurer à la femme une participation égale à celle des hommes dans les divers métiers et carrières, et dans le commerce.

   [↑](#endnote-ref-5)
5. Dans son livre “Le Deuxième Sexe”, Simone de Beauvoir aborde le thème de la lutte féministe depuis la philosophie existentialiste, questionnant en profondeur les tabous culturels et sociaux qui vont bien au-delà de la simple égalité de droits. Dans l'un des paragraphes des conclusions elle affirme : *« La femme qui est confinée dans l’immanence essaie de retenir aussi l’homme dans cette prison ; ainsi celle-ci se confondra avec le monde et elle ne souffrira plus d’y être enfermée : la mère, l’épouse, l’amante sont des geôlières ; la société codifiée par les hommes décrète que la femme est inférieure : elle ne peut abolir cette infériorité qu’en détruisant la supériorité virile. Elle s’attache à mutiler, à dominer l’homme, elle le contredit, elle nie sa vérité et ses valeurs. Mais elle ne fait par là que se défendre ; ce n’est ni une immuable essence ni un coupable choix qui l’ont vouée à l’immanence, à l’infériorité. Elles lui ont été imposées. Toute oppression crée un état de guerre. Ce cas ci ne fait pas exception. L’existant que l’on considère comme inessentiel ne peut manquer de prétendre rétablir sa souveraineté.*

   *Aujourd’hui, le combat prend une autre figure ; au lieu de vouloir enfermer l’homme dans un cachot, la femme essaie de s’en évader ; elle ne cherche plus à l’entraîner dans les régions de l’immanence mais à émerger dans la lumière de la transcendance. C’est alors l’attitude des mâles qui crée un nouveau conflit : c’est avec mauvaise grâce que l’homme “ donne son renvoie ” à la femme. Il lui plaît de demeurer le sujet souverain, le supérieur absolu, l’être essentiel ; il refuse de tenir concrètement sa compagne pour une égale ; elle répond à sa défiance par une attitude agressive. Il ne s’agit plus d’une guerre entre individus enfermés chacun dans sa sphère : une caste revendicatrice monte à l’assaut et elle est tenue en échec par la caste privilégiée. Ce sont deux transcendances qui s’affrontent ; au lieu de mutuellement se reconnaître, chaque liberté veut dominer l’autre ».* [↑](#endnote-ref-6)
6. Julio Godio est un sociologue argentin spécialisé dans le thème du syndicalisme. Dans son livre « Économie de marché, État régulateur et Syndicats », il décrit les nouveaux défis auxquels le syndicalisme est confronté partout dans le monde suite à l’avènement du nouvel ordre mondial, la globalisation. Dans un passage de son livre il écrit : « *Le néolibéralisme a créé une importante confusion idéologique dans les forces sociales et politiques favorables au renforcement de la démocratie. Cette confusion est abordée par les syndicats sur deux plans :   
   a) Sur un plan strictement idéologique, vu l'épuisement historique des vieilles conceptions syndicales, et   
   b) Sur un plan tactique syndical, vu que les politiques d'ajustement structurel ont produit la segmentation du monde du travail, rendant difficile d’homogénéiser les revendications de différents secteurs de salariés». Dans un autre passage il dit : « Il est impossible de penser qu'un pays ou un groupe de pays puisse aujourd'hui obtenir leurs objectifs optimaux de croissance économique en dehors de la globalisation de l'économie mondiale. C'est pourquoi, il est impossible de concevoir un mouvement syndical fructueux, si sa portée est exclusivement nationale. Au contraire, aujourd'hui il est indispensable de fortifier l'action conjointe du syndicalisme à une échelle internationale ».* [↑](#endnote-ref-7)
7. Dans le Chapitre VIII de l’ouvrage « Le Capital », Marx décrit les conditions de travail de différentes industries, sur la base de divers rapports de l'époque, nous en transcrivons certains à titre d'exemple. « Wilhelm Wood, 9 ans « avait 7 ans et 10 mois quand il a commencé à travailler. » Il portait la marchandise déjà moulée dans le séchoir et rapportait ensuite le moule vide (he ran moulds), et ce depuis le début. Il vient tous les jours de la semaine à 6 heures du matin et s'arrête environ à 9 heures du soir. Je travaille tous les jours de la semaine jusqu'à 9 heures du soir. Par exemple pendant les 7 ou 8 dernières semaines. Soit un travail de 15 heures par jour pour un enfant de 7 ans ! »

   « La manufacture d'allumettes date de 1838, c'est-à-dire de l'invention du procédé qui permet d'appliquer directement le phosphore sur le bois. Après 1845 elle s'est rapidement développée en Angleterre et a élargi son domaine, passant des quartiers très populeux de Londres à Manchester, Birmingham, Liverpool, Bristol, Norwich, Newcastle, Glasgow, développant à mesure dans le même temps le phosphorisme chronique [Nota de pied de page : Intoxication par le phosphore qui atteint principalement les gencives et les dents et entraîne la nécrose des maxillaires, d'où le terme allemand : Mundsperre.] dont un médecin viennois déclarait dès 1845 qu'il était la maladie spécifique des gens qui fabriquent les allumettes. La moitié des ouvriers sont des enfants de moins de 13 ans et des adolescents de moins de 18 ans. L'insalubrité et le caractère répugnant de cette manufacture ont si mauvaise réputation qu'il n'y a que la partie la plus misérable de la classe ouvrière, les veuves à moitié mortes de faim, etc. qui y envoient leurs enfants, « des enfants en loques, crevant de faim, n'ayant jamais reçu aucun soin ni aucune éducation ». Parmi les témoins que le commissaire White a entendus (1863), 270 avaient moins de 18 ans, 40 moins de 10 ans, 10 n'avaient que 8 ans, et 5 n'en avaient que 6. Journée de travail oscillant entre douze, quatorze et quinze heures, travail de nuit, repas pris irrégulièrement, le plus souvent à même les salles de travail, qui empestent le phosphore. Dante verrait ses pires Enfers imaginaires dépassés par cette manufacture ».

   « Le travail d'un compagnon boulanger de Londres commence généralement à 11 heures du soir. Il commence alors par faire la pâte, procédure très pénible qui dure entre une demi-heure et trois quart d'heure, suivant le volume et la finesse de ce qui doit être fait. Puis il se couche sur la planche à pétrir qui sert en même temps de couvercle au pétrin dans lequel se fait la pâte et il dort quelques heures avec un sac de farine sous la tète et un autre sur le corps. Ensuite commence un travail rapide et ininterrompu de cinq heures : travailler, peser la pâte, la mettre en forme, l'enfourner, la retirer, etc. La température d'un fournil oscille entre 24 et 32°C (75 et 90° F), plutôt plus que moins dans les petits fournils. Quand ces opérations de fabrication du pain, des petits pains, etc. sont terminées, commence la distribution du pain ; et une partie considérable des journaliers, après avoir achevé le dur travail de nuit décrit ci-dessus, porte ce pain pendant la journée de maison en maison dans des corbeilles, ou le transporte dans des charrettes, en travaillant parfois encore entre-temps dans le fournil. Suivant la saison et l'importance de la fabrication, le travail se termine entre une heure et 6 heures de l'après-midi, tandis qu'une autre partie des compagnons est occupée au fournil jusque tard dans l'après-midi ». « Pendant la saison à Londres, les compagnons des boulangeries qui vendent à « plein tarif » commencent régulièrement dans le Westend à 11 heures du soir et sont occupés à faire le pain, moyennant une ou deux interruptions souvent très courtes, jusqu'à 8 heures le lendemain matin. On les emploie ensuite à porter le pain un peu partout jusqu'à 4, 5, 6, voire 7 heures, ou quelquefois à faire des biscuits au fournil ».

   Naomi Klein, dans son livre "No-Logo : la tyrannie des marques" décrit les conditions de travail dans les zones de libre commerce créées au profit des multinationales. *« Bien qu’elle ait beaucoup à voir avec ces différents abris fiscaux, la zone franche industrielle est, en réalité, une catégorie à part. Moins réservoir de stockage que territoire souverain, la ZFI ne sert pas seulement au transit des marchandises, mais à leur fabrication, exempte de douanes et, souvent, d’impôts sur le revenu ou sur la propriété. L’idée que les ZFI pouvaient aider les économies du Tiers-monde se répandit en 1964, lorsque le Conseil économique et social des Nations unies adopta une résolution en faveur des zones comme moyen de promouvoir le commerce avec les pays en voie de développement. Toutefois, l’idée ne devait gagner du terrain qu’au début des années 1980, quand l’Inde accorda une exemption fiscale de cinq ans aux sociétés s’adonnant à la fabrication dans ses zones à faibles salaires ». « Depuis lors, l’industrie des zones de libre-échange a subi une croissance fulgurante. Aux Philippines seulement, 52 zones économiques emploient 459 000 personnes – contre 12 000 en 1986 et 229 000 en 1994. La plus grande économie de zones se trouve en Chine, où 18 millions de gens, au bas mot, travaillent dans 124 zones franches industrielles. Au total, estime le Bureau international du travail, 850 ZFI au moins (mais leur nombre est probablement plus près du millier) se déploient dans 70 pays et emploient 27 millions de travailleurs. Selon l’Organisation mondiale du commerce, les échanges commerciaux dans ces zones génèrent de 200 à 250 milliards de dollars. Le nombre d’usines abritées par ces parcs industriels va également en augmentant. En fait, les usines de libre-échange situées le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique – en espagnol, les maquiladoras – sont probablement les seules structures qui prolifèrent aussi rapidement que les magasins Wal-Mart : il y avait, en 1985, 789 maquiladoras ; 2 747 en 1995 ; et dès 1997, 3 508 employant environ 900 000 travailleurs ». « Quel que soit l’emplacement des ZFI, les récits des travailleurs sont d’une hallucinante gémellité : la journée de travail est longue – 14 heures au Sri Lanka, 12 en Indonésie, 16 dans le sud de la Chine, 12 aux Philippines. La vaste majorité des travailleurs sont des femmes, toujours jeunes, toujours à la recherche d’entrepreneurs ou de sous-traitants de la Corée, de Taïwan ou de Hong Kong. Les entrepreneurs remplissent habituellement des commandes provenant de sociétés établies aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon, en Allemagne ou au Canada. La direction fait montre d’un style militaire, les contremaîtres sont souvent grossiers, les salaires au-dessous du seuil de la subsistance, le travail fastidieux et peu spécialisé. En tant que modèle économique, ces zones franches industrielles ont davantage en commun avec les franchises de fast-food qu’avec le développement durable, tant elles se tiennent à distance de leurs pays hôtes. Ces enclaves purement industrielles fonctionnent sur le mode trompeur de l’éphémère : les contrats qui vont et viennent discrètement ; les travailleurs qui sont surtout des itinérants, loin de chez eux et peu reliés à la ville ou à la province où sont situées les zones ; le travail qui, même à court terme, se voit souvent non renouvelé ».* [↑](#endnote-ref-8)
8. Ernesto Laclau, dans son livre « La Raison Populiste », analyse les défis qu’à une société, dans laquelle les demandes et les intérêts peuvent être très divers, pour arriver à se constituer comme « peuple » autour d'un dirigeant qu’il dénomme populiste, en revendiquant tel phénomène face à des détracteurs qui l'associent seulement aux gouvernements totalitaires. Pour Laclau le populisme pourrait être démocratique ou il ne pourrait pas l’être, mais ce n'est pas cela qui le définit, sinon sa capacité à articuler et à enchaîner différentes demandes dans un significatif qui les synthétise. Laclau affirme dans un passage de son livre : *« La construction d’une chaîne d’équivalences à partir de la dispersion de demandes fragmentées et leur unification autour de positions populaires fonctionnant comme signifiants vides ne sont pas totalitaires mais sont la condition même de la construction d’une volonté collective qui, dans bien de cas, peut être profondément démocratique. Le fait que certains mouvements populistes peuvent être totalitaires et présentent, la plupart ou tous, les traits très précisément décrits par Lefort est incontestable, mais le spectre des articulations possibles est beaucoup plus large que la simple opposition totalitarisme/démocratie ne semble l’indiquer ».* Et plus loin il écrit : *« Un ensemble de demandes équivalentielles articulées par un signifiant vide est ce qui constitue un peuple. Donc, la possibilité même de la démocratie dépend de la constitution d’un peuple démocratique ».* Plus loin Laclau fait référence aux défis de pouvoir articuler des demandes hétérogènes dans un monde globalisé : *« Mais plus la chaîne équivalentielle est étendue, moins est naturelle l’articulation entre ses maillons, et plus est instable l’identité de l’ennemi (situé de l’autre côté de la frontière). C’est une chose que j’ai abordé à plusieurs reprises dans mon analyse. Dans le cas d’une demande spécifique formulée dans un contexte localisé, il est relativement facile de déterminer qui est l’adversaire ; mais s’il y a une équivalence entre des multiples demandes hétérogènes, déterminer l’objectif et dire qui est l’ennemi contre lequel on combat devient beaucoup plus difficile. Ici, la « raison populiste » opère totalement. Cela explique pourquoi ce que j’ai appelé le « capitalisme globalisé » représente un stade qualitativement nouveau dans l’histoire du capitalisme, et mène à un approfondissement des logiques de formation de l’identité que j’ai décrites. Il y a une multiplication des effets de dislocation et une prolifération de nouveaux antagonismes. C’est pourquoi le mouvement antimondialisation doit opérer d’une manière totalement nouvelle : il doit postuler la création de liens d’équivalence entre des demandes sociales profondément hétérogènes tout en élaborant un langage commun entre elles. Un nouvel internationalisme est en train d’émerger qui, en même temps, rend les formes traditionnelles institutionnalisées de la médiation politique obsolètes L’universalité de la forme « parti », par exemple, est mise radicalement en question ».* [↑](#endnote-ref-9)
9. Charles Tilly, dans son livre « Les Mouvements sociaux », décrit les caractéristiques des mouvements sociaux à travers de l'histoire, en situant leurs origines vers la fin du XVIIIe siècle en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Il établit une concomitance entre les avancées des libertés, les manifestations publiques et les droits démocratiques. Ces mouvements se sont multipliés au cours du XIXe siècle, et se sont développés et sont devenus internationaux pendant le XXe siècle. Tilly considère qu'un mouvement social doit réaliser des manifestations publiques en réunissant quatre conditions d’organisation qu’il identifie avec le sigle WUNC : « valeur » (une conduite sobre) ; « unité » (insignes identiques, banderoles, hymnes) ; « nombre », (décompte de participants, signature de pétitions, occupation de rues) et « engagement » (résistance à la répression, défier le mauvais temps). Ce type d'organisation requiert indéfectiblement de l'existence de cadres engagés, et Tilly se méfie de quelques mouvements modernes qui s’appuient sur la communication à travers d'Internet, surtout parce que son utilisation est inégale entre les différentes populations du monde ainsi qu’entre les groupes sociaux du même pays. Il s’interroge aussi sur l'efficacité des mouvements sociaux internationalistes, par leur difficulté à exercer une véritable pression sur les gouvernements de chaque lieu. [↑](#endnote-ref-10)
10. Tilly met aussi en doute l'internationalisation des mouvements sociaux, du fait d'un possible affaiblissement démocratique, puisqu'il suppose qu'au niveau international la dépendance vis-à-vis des nouvelles technologies de communication augmente car elles ne sont pas accessibles à de nombreux secteurs marginalisés. Mais d'autre part, il remarque que les mobilisations internationales contre les institutions financières mondiales et d'autres campagnes ont facilité la participation de divers groupes des pays les plus variés, qui agissent après dans leurs pays en faveur de la démocratisation et la lutte pour des droits spécifiques. Le nombre de mouvements sociaux internationaux s’est multiplié par 10 sur les 30 dernières années, et les actions coordonnées contre des problèmes globaux se sont multipliées d’une façon exponentielle. [↑](#endnote-ref-11)
11. « Tout État non doté d'armes nucléaires […] s'engage à n'accepter […] le transfert d'armes nucléaires, […] à ne fabriquer ni acquérir […] des armes nucléaires ». « Tout État non doté d'armes nucléaires […] s'engage à accepter les garanties stipulées […] avec l'Agence internationale de l'énergie atomique ». [↑](#endnote-ref-12)
12. « Chacune des Parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ». [↑](#endnote-ref-13)
13. Le premier START [NDT. Traité de réduction des armes stratégiques] a été signé en 1991, le deuxième en 1993 et le troisième en 2010. Dans ces traités, il y a eu un accord en faveur de la réduction des arsenaux nucléaires des États-Unis et de l'Union soviétique d'abord, puis la Russie après. [↑](#endnote-ref-14)
14. Rafael de la Rubia, lors de son “Appel pour le Désarmement Nucléaire Total”, à l'Académie de sciences de Moscou en 2006, proposait ces grands axes d’action : 1) Une Conférence Mondiale des Universités et Instituts de recherche sur l'élimination des armes nucléaires, 2) Un Forum Civil pour le Désarmement Nucléaire Mondial, 3) Une Conférence des pays pour le Désarmement Nucléaire Mondial, 4) La formation dune Équipe Internationale de techniciens et experts civils et militaires pour l’élimination et la reconversion des armes nucléaires. [↑](#endnote-ref-15)
15. Le complexe militaro-industriel, constitué par des groupes économiques qui obtiennent des bénéfices énormes avec la vente d'armes, fait parti du pouvoir politique des grandes puissances, et par conséquent, favorise la course aux armements des ces puissances, et ce depuis la période de la Guerre Froide. Mais aussi, il alimente des conflits en Afrique et en Asie, non seulement par la vente d’armes, mais aussi avec l’engagement d’armées de mercenaires. Selon les investigations publiées dans le livre « Desarme y Reconciliación (Désarmement et Réconciliation)», ils existent près d'une centaine d'entreprises d'armées de mercenaires qui ont des sièges dans 15 pays, opèrent dans 110 pays et ont des contrats qui se chiffrent en millions de dollars. [↑](#endnote-ref-16)
16. Noam Chomsky, dans son livre « Les dessous de la politique de l'Oncle Sam », effectue une analyse historique détaillée des interventions militaires successives des États-Unis dans divers pays du monde, parfois manifestes, parfois sous couverture, en expliquant les vrais intérêts qui les ont motivées. [↑](#endnote-ref-17)
17. Noam Chomsky, dans son livre « 11/9 : Autopsie des terrorismes », explique très bien les racines de l'escalade de la violence terroriste, comme conséquence du propre terrorisme des États-Unis et de ses alliés. Il raconte que lors d’un entretien à la télévision, la Secrétaire d'État de l'époque, Madeleine Albright, s’est exprimée au sujet de la mort de 500 000 enfants en Irak, suite aux sanctions au régime dans ces termes : « …de telles conséquences ont été une option dure… mais nous croyons que le prix en valait la peine ». [↑](#endnote-ref-18)
18. Entre octobre 2009 et janvier 2010, diverses organisations humanistes ont réalisé une Marche mondiale qui a traversé toute la planète, exprimant dans divers forums et actes publics la nécessité du désarmement et d’en finir avec la violence. [↑](#endnote-ref-19)
19. Chapitres qui précisent l'action du Conseil de Sécurité et le règlement pacifique des litiges. [↑](#endnote-ref-20)
20. Le Conseil de sécurité se compose de 15 membres dont 5 membres permanents : États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni, ayant un droit du veto et pouvant bloquer toute résolution. [↑](#endnote-ref-21)
21. La Conférence finale des Nations Unies concernant le Traité sur le commerce des armes (TCA) adopta son texte en mars 2013, on peut y lire « Chaque État Partie est encouragé à appliquer les dispositions du présent Traité… », toujours conformément aux lois nationales, ce qui donne une grande marge de manœuvre pour échapper aux contrôles qui se prétendent instaurer. Après des années de travail et d'analyse, il y a eu un accord sur un texte avec des propositions extrêmement laxistes, soumises à la bonne foi et aux bonnes intentions de chaque État Partie. Dans quelques cas on frôle une ingénuité ridicule, comme dans l'article 6, quand il est établi que l'on ne peut pas autoriser la vente d'armes sachant qu’un génocide peut être perpétré. [↑](#endnote-ref-22)
22. Le Préambule de la Charte des Nations Unies signé par les pays membres les engage : « à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,  
     à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples ». [↑](#endnote-ref-23)
23. Groupe des pays en voie de développement, fondé en 1964 avec 77 pays. Aujourd'hui ils sont 133 qui élaborent des déclarations communes sur divers sujets à l’intérieur de l'ONU, et ils ont signé des traités de coopération et se sont mis d’accord sur des politiques communes. [↑](#endnote-ref-24)
24. Fait référence à un passage du livre « Humaniser la terre », où il est écrit : « Je te dis que ton égoïsme n'est pas un péché, mais ta fondamentale erreur de calcul parce que tu as cru naïvement que recevoir est plus que donner ». [↑](#endnote-ref-25)
25. Fait référence au livre « Utopie », publié par Thomas More en 1516, dans lequel il est décrit le fonctionnement d’une société imaginaire, en avance vis-à-vis des paradigmes de son époque. [↑](#endnote-ref-26)
26. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont été approuvés par tous les pays membres des Nations Unies en 2000. Ils fixaient 8 buts à atteindre en 2015 : 1- Éliminer l’extrême pauvreté et la faim, 2- Assurer l’éducation primaire pour tous, 3- Promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes, 4- Réduire la mortalité des enfants, 5- Améliorer la santé maternelle, 6- Combattre le VIH/sida, le paludisme et d’autres maladies, 7- Assurer un environnement durable, 8- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.. [↑](#endnote-ref-27)
27. Jeffrey Sachs est un économiste qui a travaillé pendant des années sur l'élaboration des politiques internationales pour le développement de nations pauvres et émergentes, en conseillant gouvernements et organisations internationales. En ce qui concerne l’aide internationale, dans son livre « La fin de la pauvreté » il décrit très bien la différence qui existe entre les déclarations grandiloquentes et la réalité. Dans le cas de l'Afrique, la plupart des pays ne pourront pas atteindre la première marche du développement sans une aide internationale suffisante, puisque la pauvreté extrême est incompatible avec l'épargne et la capitalisation nécessaires pour lancer le développement. Par ailleurs, il y est démontré qu'avec un petit pourcentage de la rente des pays les plus riches, il serait possible de mettre en marche un processus autosuffisant de développement dans les pays les plus pauvres, ce n'est pas un problème économique, c'est un problème de manque de volonté politique. Le cas de l'Éthiopie est un exemple. Dans son livre, Sachs signale le double discours du FMI, qui assure en public que le pays va très bien avec les aides qu'il reçoit, et en privé reconnaît qu'il n'atteindra jamais les buts du millénaire. L'auteur raconte aussi le cas du Ghana, dont le plan pour accomplir les objectifs minimaux requérait 8 milliards de dollars sur cinq ans, mais les donateurs ont diminué leur apport jusqu'à le réduire à 2 milliards, et face à la mise en question de Sachs, ils lui ont répondu que le plan précédent « n'était pas réaliste », en comprenant par réaliste non pas ce qui correspondait aux réelles nécessités du pays africain, mais ce qui correspondait aux intérêts des donateurs. Selon les calculs réalisés par la Banque mondiale, pour réussir à satisfaire les besoins essentiels de chaque personne pauvre en 2001, ils étaient nécessaires 1,08 dollars par jour et par personne. À ce moment, 1,1 milliard de personnes vivaient en dessous de ce niveau, avec en moyenne 0,77 dollars par jour. Ce chiffre de 1,08 dollars multiplié par les 1,1 milliard de personnes, aurait nécessité un total de 124 milliards de dollars par an pour que tous atteignent ce niveau minimal. Cela aurait signifié seulement 0,6 % de la rente des pays les plus riches ; cependant, on a été très loin d'atteindre cet apport insignifiant. [↑](#endnote-ref-28)
28. Isaac Johsua, dans son livre « La crise de 1929 et l’émergence américaine », réalise une analyse minutieuse des différentes thèses sur cette crise : certains attribuent un impact plus important aux crises bancaires ; d’autres au surendettement ; d’autres à la surproduction ; d’autres à la spéculation boursière ; et d’autres à la crise salariale. [↑](#endnote-ref-29)
29. À partir du moratoire du Mexique en 1982, différentes recettes d’ajustements budgétaires ont été testées : des processus bien mal nommés « ajustements avec croissance » comme le décevant plan Baker ; des opérations de conversion de la dette à travers desquelles les créanciers achetaient des actions d'entreprises nationales ; et dans les années 90 simplement ils ont privatisé toutes les entreprises publiques. [↑](#endnote-ref-30)
30. Entre 1991 et 1993, Mario Rodríguez Cobos plus connu comme Silo, publia 10 lettres, que l’ont trouve dans ses Œuvres Complètes sous le titre « Lettres à mes amis ». Elles traitent de la crise sociale et personnelle dans le moment actuel. Dans la sixième lettre on trouve le « Document du Mouvement humaniste » où il analyse, entre autres, le thème de la « tyrannie de l'argent », dont les principaux exécutants sont précisément ceux qui gèrent les finances. [↑](#endnote-ref-31)
31. Référence à l'essai avec ce titre, publié par l'Université du Panama, dans lequel sont analysés : les causes de la crise financière globale, le contexte historique et les possibles conséquences futures. [↑](#endnote-ref-32)
32. Avant la crise, l'Islande était considéré comme un exemple de prospérité à cause du développement disproportionné de son secteur financier. Quand la bulle a éclaté et la crise est arrivée avec comme conséquence son impact social, la population s'est rebellée contre l'idée de prendre en charge les dettes laissées par les banques. Cela s'est transformé en crise politique et le gouvernement fut remplacé, en donnant lieu à une grande participation populaire en assemblées, depuis lesquelles on a commencé à travailler à la rédaction d'une nouvelle constitution. Au-delà des difficultés qui ont surgi par la suite, et au-delà des doutes qui peuvent exister pour savoir si cet exemple de participation populaire peut être reproductible dans d’autres pays avec une population plus grande, l'exemple islandais a signifié un affront au pouvoir financier, et c’est sûrement pour cela qu’il n’a pas eu davantage d’espaces dans les médias, et c'est pourquoi elle a été appelée « la révolution silencieuse ». [↑](#endnote-ref-33)
33. Dans son livre « Le prix de l'inégalité » et dans divers articles journalistiques Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, a crée le concept du 1% de la population qui concentre la richesse, face au 99% qui s'appauvrisse de plus en plus. Ce concept du 1% a été utilisé par le Mouvement Occupy Wall Street dans ses manifestations de protestation contre les économiques politiques et la spéculation financière. Stiglitz décrit comment les politiques de la Réserve fédérale américaine et des Banques centrales en général, ont non seulement échoué dans la prévention des crises et dans leurs résolutions, mais comment ils agissent toujours résolument pour le bénéfice de ce 1% le plus riche et que celui-ci conditionne ses politiques. [↑](#endnote-ref-34)
34. Cette intentionnalité des organisations internationales, qui va au-delà des simples « erreurs », devient évidente lorsqu’on constate qui ont été toujours les gagnants, et qui sont les pays a qui on a porté préjudice : les grandes corporations et banques ont obtenu des contrats léonins, des achats de biens publics à des prix sacrifiés, et tout type de dérégulations pour pouvoir dévaliser. Dans son livre « Les confessions d'un assassin financier. Révélations sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis », John Perkins, qui se définit lui-même comme un « ex-assassin économique », et qui a été pendant beaucoup d'années consultant international, promouvant l'endettement des pays les plus pauvres, décrit en détail les négociations qui ont été réalisées, provoquant l'endettement des pays avec l'intention de les subordonner. [↑](#endnote-ref-35)
35. Le CIRDI (Centre international pour le règlement des différents relatifs aux investissements) est un tribunal arbitral de la Banque mondiale qui règle les controverses qui peuvent se produire entre les États et les multinationales qui ont investi sur leur territoire. [↑](#endnote-ref-36)
36. Sigle qui identifie le groupe formé par le Brésil, la Russie, l’Inde, la Chine et l’Afrique du Sud. Ces pays sont considérés comme des économies émergentes à fort potentiel et qui ont un poids économique et politique qui peut défier l'hégémonie des États-unis et de l'Europe dans le leadership de l'ordre mondial. [↑](#endnote-ref-37)
37. George Soros, spéculateur, investisseur et une des plus grandes fortunes du monde, a connu la célébrité pour avoir spéculé contre la livre sterling jusqu'à provoquer la faillite de la banque d'Angleterre en 1992, s’est transformé en philanthrope et écrivain, avec son livre “L'alchimie des Finances”, dans lequel il reconnaît la nécessité de régulations dans le système financier et il pose la nécessité d'une banque Centrale Mondiale. [↑](#endnote-ref-38)
38. L'économiste français Thomas Piketty, dans son œuvre “Le capital au XXIe siècle”, effectue une analyse profonde de l'évolution de la concentration du capital, en affirmant que la cause principale d’une telle concentration est due au taux de croissance du gain du capital plus important que le taux de croissance de l'économie. Il considère que les instruments principaux pour inverser ce processus sont l'augmentation de l'impôt sur les successions et l'impôt mondial sur le capital. [↑](#endnote-ref-39)
39. Jeremy Bentham, penseur anglais, fondateur du courant philosophique utilitariste, a écrit une série de lettres en 1787, compilées dans le livre “En défense de l'usure”, où il argumentait sur les bienfaits du libre taux des intérêts dans les prêts, en respectant le libre engagement entre les parties et dynamisant ainsi l'économie capitaliste en son temps. [↑](#endnote-ref-40)
40. Référence au livre d'Eduardo Galeano, “Les veines ouvertes de l'Amérique Latine”, dans lequel est amplement décrite la spoliation des ressources naturelles et les politiques colonialistes et néo colonialistes en l'Amérique Latine, par les pouvoirs économiques et les puissances occidentales qui ont construit leur empire grâce à l'exploitation de cette région. [↑](#endnote-ref-41)
41. Juan Hernández Vigueras, dans une conférence donnée en 2009 à Barcelone et publiée par ATTAC, parlait de « banque de l’ombre », comme des entités d’une grande opacité, des sociétés de gestion qui opèrent avec des noms énigmatiques mais qui sont et dépendent de grands groupes bancaires. Ces organismes, dit-il : “échappent à la supervision des Banques centrales parce que ces organismes opaques réussissent à déconnecter la propriété de leurs actifs financiers de la banque mère, facilité par les failles d'une régulation déficiente et la bienveillance intentionnée des superviseurs imprégnés de la doctrine néolibérale”. Mais il affirme aussi que les avancés pour l'éradication des paradis fiscaux sont possibles, en mentionnant quelques mesures concrètes, comme la non reconnaissance légale de filiales et de sociétés offshore qui n’ont aucune activité économique locale dans ces pays et ces territoires. La totale liberté des pays pour établir des restrictions aux mouvements de capitaux est restreinte dans le cas de l'Europe par le traité de Lisbonne. L'Europe, pour régler “l'espace financier européen”, manque d'un superviseur communautaire. [↑](#endnote-ref-42)
42. Aviva Chomsky, dans son livre : “Ils nous prennent notre travail!”, décrit d’une façon exhaustive les nombreux mythes qui existent autour du sujet migratoire, la majorité sans fondements réels. Par exemple la fausse croyance que les immigrants prennent le travail aux natifs, ou que par leur concurrence les salaires diminuent, ou qu’ils sont les responsables de l'insécurité et du terrorisme, ou une charge pour l'économie, et d'autres affirmations que certains formateurs d'opinion amplifient, générant le rejet des immigrants. [↑](#endnote-ref-43)
43. En 2013 dans son rapport sur les migrations dans le monde, l'OIM (l'Organisation internationale pour les Migrations), explique qu’en considérant les quatre directions migratoires (Nord - Nord; Nord - Sud, Sud- Nord et le Sud – Sud, en considérant comme Sud les pays les moins développés), le nombre de migrants dans la direction Sud - Sud est équivalent à celui du Sud - Nord, alors que la migration Sud - Nord soit la plus connue. [↑](#endnote-ref-44)
44. Une étude réalisée sur une décennie par le Pew Hispanic Center aux État-Unis, a établi que n'émerge aucun facteur solide qui démontre que l'on a nui aux travailleurs natifs avec l'admission d'étrangers. [↑](#endnote-ref-45)
45. Dans un essai réalisé par Ramiro Martínez et Matthew Lee, publié par la Revue Espagnole d'Investigation Criminologique, il analyse de nombreuses études publiées tout au long du XXe siècle sur la relation entre immigration et délinquance, montrant que la réalité contredit les préjugés. [↑](#endnote-ref-46)
46. Cet accord établit un territoire sans frontières dénommé l'Espace Schengen, une libre circulation entre les pays de l'Union Européenne, et en même temps prévoit des contrôles stricts pour les soi-disant frontières externes, laissant la responsabilité à chaque pays membre d'exercer un contrôle migratoire strict, qui incite dans de nombreux cas à l'arbitraire. [↑](#endnote-ref-47)
47. Programme des Nations Unies pour l’Environnement [↑](#endnote-ref-48)
48. Quelques économistes soulignent les dangers de l'avancée chinoise, utilisant des conditions déloyales pour les marchés mondiaux. JJulián Pavón, dans son livre « la Chine: dragon ou parasite ? », synthétise cette concurrence déloyale par la métaphore des lettres marquées avec lesquelles la Chine joue sur les marchés : la monétaire (sous-évaluation du yuan), l'environnement, en utilisant le charbon comme énergie principale et en ne faisant pas de contrôles sur les niveaux de contamination; le social puisque les conditions de travail en Chine sont du semi esclavage et cela lui permet de baisser plus les coûts. La technologie, pour avoir copié et adapté la technologie occidentale. Et finalement la politique, puisque dans un système totalitaire il y a une plus grande vitesse de réponse et de prise de décision. Avec tous ces avantages, la Chine a pu accumuler des réserves suffisantes pour acquérir des actifs partout dans le monde. [↑](#endnote-ref-49)
49. Quelques scientifiques parlent des “lignes rouges” qui pourraient être franchies et qui mèneraient à une plus grande catastrophe. 1- La concentration de dioxyde de carbone. 2- La disparitions d’espèces. 3- La perturbation du cycle naturel de l'azote. 4- L’acidification des océans. 5- L’excès d’utilisation d’eau douce. 6- La déforestation. 7- Une catastrophe marine envisageable par excès de phosphore. 8- La réduction de la couche d'ozone. [↑](#endnote-ref-50)
50. Au début des années 90, à l'Université de British Columbia, s'est développé le concept d'Ecological Footprint, par lequel on essaie de mesurer l'impact sur la nature et les écosystèmes que génèrent les activités humaines, et la Bio-capacité de chaque territoire. Il en découle un bilan qui détermine si les ressources naturelles sont utilisées au-dessus des possibilités du territoire. [↑](#endnote-ref-51)
51. Le Protocole de Kyoto propose une réduction des émissions de gaz à effet de serre qui participent au réchauffement climatique, en déterminant des objectifs par pays. Les États-Unis ne l'ont jamais ratifié, et des puissances émergentes comme la Russie, le Brésil et la Chine se sont refusées à le respecter pour ne pas freiner leur développement. [↑](#endnote-ref-52)
52. Thomas Malthus, dans son « Essai sur le principe de population », édité pour la première fois en 1798, analysa en se basant sur des textes de voyageurs de l'époque, les obstacles qu’avaient les sociétés dans différentes régions géographiques pour grandir. Il a établi une supposée formule de croissance géométrique de la population qui comparée à la moindre vitesse de la croissance de la production alimentaire, rendait nécessaire une limitation naturelle de la croissance démographique. [↑](#endnote-ref-53)
53. Diverses possibilités de sources d'énergie existent, plusieurs d'entre elles renouvelables et propres. La Photothermique et la Photovoltaïque, utilisant l'énergie solaire. L'énergie éolienne, utilisant l'énergie du vent pour la transformer en électricité ou en force motrice... L'énergie Hydrographique et l'Hidrocéanique, aussi convertibles en énergie électrique. L’énergie thermique des mers, la Géothermie et la Bioénergie. Et nous disposons aussi de l'énergie nucléaire, qui toutefois comporte beaucoup de risques présents et futurs. [↑](#endnote-ref-54)
54. Le terme de décroissance a été utilisé pour la première fois en 1979 par l'écologiste Roumain Nicholas Georgescu-Rougan. Actuellement l'économiste et philosophe français Serge Latouche, est l'un des idéologues principaux de la Décroissance, promouvant l'idée d'une “sobriété volontaire” pour diminuer la consommation, valoriser le temps libre et réorganiser les relations et les localisations productives. [↑](#endnote-ref-55)
55. Au cours du siècle dernier, il y a eu de nombreux exemples de tentatives pour un changement de système en relation avec un supposé changement culturel qui n'ont pas donné les résultats en accord avec les expectatives; comme par exemple avec le “nouvel homme” et la “nouvelle culture du travail” à Cuba. Dans de nombreux cas le forçage vers une société plus solidaire s’est accompagné par la fermeture des frontières pour éviter la diaspora des plus préparés et des moins solidaires. En Chine, les “Gardes Rouges” de la soi-disant Révolution culturelle, ont essayé de détruire la vieille culture millénaire, la vieille pensée, en fermant des écoles et des universités, au nom de la lutte contre les bourgeois et les intellectuels qui étaient supposés réactionnaires. A la même époque, au Cambodge, les Khmers rouges, dans une tentative démentielle de se débarrasser de la culture bourgeoise des villes et de la changer selon les commandements d'Angkar, ont forcé l’exode vers les campagnes où presque deux millions de personnes sont mortes de faim ou ont été assassinées. [↑](#endnote-ref-56)
56. Giovanni Sartori, dans son livre “Homo Videns, la société télédirigée”, analyse l'effet des média, en particulier la télévision, qui fonctionnerait comme le “paideia” des grecs, qui après avoir formé les personnes depuis l'enfance, continue à modeler leur opinion tout au long du temps. L'image de la TV s'installe avec autorité, ce qui est vu apparaît comme réel et ce qui est exprimé comme vrai. Ce que la TV priorise est ce qui est important, et parfois c’est la seule chose qui existe pour le téléspectateur. Sartori affirme que l'argument comme quoi la TV produit les contenus que les gens préfèrent, n’est pas si avéré parce que la télévision est le seul producteur qui produit son consommateur. [↑](#endnote-ref-57)
57. José Ortega y Gasset, dans “La rébellion des masses”, affirme au chapitre VII: *“Un homme appartient intellectuellement à la masse quand, devant un problème quelconque, il se contente de penser tout bonnement ce qui lui passe par la tête. Au contraire, un individu d'élite se défie de ce qui se présente à son esprit, sans effort de pensée préalable ; il n'acceptera comme étant digne de lui, que ce qu'il estime lui être supérieur, que ce qui exige un effort nouveau pour être atteint ”.* Et il ajoute au chapitre VIII: *“Aujourd'hui, au contraire, l'homme moyen a les « idées » les plus arrêtées sur tout ce qui arrive et sur tout ce qui doit arriver dans l'univers. Aussi a-t-il perdu l'habitude de prêter l'oreille. À quoi bon écouter puisqu'il a déjà réponse à tout Il n'est plus temps d'écouter, mais au contraire de juger, de décider, de se prononcer. Il n'est pas de question d'ordre public où il n'intervienne, aveugle et sourd comme il est, pour y imposer ses « opinions» . Mais n'est-ce pas là un avantage? N'est-ce pas un progrès énorme que les masses aient des « idées », c'est-à-dire qu'elles soient cultivées ? En aucune façon. Les idées de cet homme moyen ne sont pas des idées authentiques ; les posséder n'implique pas la culture. Toute idée est un échec à la vérité. Qui veut avoir des idées doit auparavant se disposer à vouloir la vérité et accepter les règles du jeu qu'elle impose. On ne peut parler d'idées ou d'opinions si on n'admet pas une instance qui les règle, une série de normes auxquelles on puisse se référer dans la discussion. Ces normes sont les principes de la culture. Celles-ci ou celles-là, il n'importe. Ce que je prétends, c'est qu'il n'y a pas de culture s'il n'y a pas de normes auxquelles notre prochain puisse recourir Il n'y a pas de culture, là où il n'y a pas de principes de légalité civile auxquels on puisse en appeler. Il n'y a pas de culture là où n'existe pas le respect de certaines bases intellectuelles auxquelles on se réfère dans la dispute.”* [↑](#endnote-ref-58)
58. Joseph Stiglitz, dans son livre “Le prix de l'inégalité”, au chapitre 6 intitulé “Nous sommes en 1984”, analyse la manipulation et le lavage de cerveau qui est fait par les médias, pour obtenir que le 1 % des plus puissants des États-unis, convainquent le reste de la population qu'ils partagent les mêmes intérêts. Par exemple, il est clair que si ce 1 % paierait plus d'impôts, cela bénéficierait aux 99 % restant; cependant ils ont convaincu la population que l'État est inefficace et que si ceux d’en haut gagnent plus, ce sera mieux pour tous par effet de déversement, affirmation que contredit la réalité, mais le pouvoir de conviction médiatique est plus fort. En particulier, il fait mention à ce qu'il appelle “cadrage“, comme contexte dans lequel s’élabore l'analyse, et il donne comme exemple le phénomène qui se produit lors de la reconnaissance de suspects de la part des témoins, où, bien que l’on fasse défiler des suspects présumés qui n'ont jamais été dans le lieu du crime les témoins identifient toujours quelqu'un, parce que le "cadrage" préalable les fait supposer qu’il y a le coupable. Par exemple, si le cadrage général est que vous vivez dans une société dans laquelle chacun obtient ses réussites par des mérites, il y aura une plus grande prédisposition à croire que le 1 % le plus riche l'est parce qu'il l’a mérité, parce qu’il travaille dur, tandis que les pauvres le sont parce qu'ils sont paresseux. [↑](#endnote-ref-59)
59. Dans son livre No-Logo, Naomi Klein effectue une analyse exhaustive historique et contemporaine, sur comment les marques principales ont imposé leurs produits partout dans le monde grâce à la publicité, arrivant à une situation de pouvoir par laquelle ils exploitent les travailleurs et les entreprises avec lesquelles ils sous-traitent la production, tandis qu'ils gagnent des fortunes après avoir imposé des prix monopolistes. Comme l’expose Klein, savoir comment est le produit ne les intéresse pas, ni celui qui le fabrique, l'unique chose qui les intéresse est de vendre une marque. Avec les années toute une culture commerciale s’est construite autour des marques, et les publicités sont pensées par des spécialistes sur le comportement humain. Après avoir imposé les marques, comme quelque chose de supérieur à toute alternative de concurrence qui n'a pas le même niveau de publicité, ils peuvent ainsi imposer des prix avec de très fortes marges de gain, prix élevés qui sont le signe distinctif de la marque, puisque les gens présupposent qu'il achète quelque chose d'exclusif, d'une qualité maximale, non parce qu’ils l'ont comparé à d'autres produits mais parce que le contexte de la publicité leur fait sentir ainsi. [↑](#endnote-ref-60)
60. Pablo Iglesias, leader de la force politique Podemos en Espagne, s'est précisément constitué comme une référence pour une grande partie des indignés du 15-M, à partir de sa visibilité à la TV comme politologue lors d’un débat de l’émission La Tuerka. Puis il est apparu dans les principaux médias comme celui qui exprimait ce que dans ce moment beaucoup d'espagnols voulaient écouter. Mais il connaît très bien les limites du phénomène médiatique. Dans son livre “Contester la Démocratie”, il déclare *“… il est certain que les médias privés qui n'arrêtent pas de parler de nous et qui invitent régulièrement nos porte-parole, pourront nous opposer leur veto dès que leurs propriétaires le décideront”*. [↑](#endnote-ref-61)
61. On définit comme droits de première génération les droits civils et politiques, comme le droit à la vie, à la liberté, à l'égalité face à la loi, à la liberté d'expression, le droit à un juste jugement, à la liberté de religion, au droit au suffrage, et d'autres droits fondamentaux inclus dans les déclarations de la fin du XVIIIe siècle aux États-Unis et en France, et par la suite inclus dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de l'ONU en 1948. Les soi-disant droits de deuxième génération ont à voir avec les droits économiques et sociaux, tels que le droit au travail, à un logement digne, à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale, à être syndiqué et à la grève. Et ceux de troisième génération incluent le droit à un environnement équilibré, à l'usage des avancés technologiques, les droits du consommateur, et les autres. [↑](#endnote-ref-62)
62. Article 28. Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet. [↑](#endnote-ref-63)
63. Silo, dans sa 9ème lettre écrite en 1993, décrit très bien les dangers que peuvent entrainer les sanctions internationales face aux violations des droits humains, dans un monde manipulé par les intérêts des puissances :

    *“ Les droits de l’homme, la paix et l’humanitarisme comme prétextes d’intervention*

    *Aujourd’hui, on parle avec une vigueur renouvelée des droits de l’homme. Cependant, les attributs politiques de ceux qui font flotter cet étendard ont changé. Les progressistes ont activement travaillé, ces dernières décennies, à la défense de certains principes qui avaient été préalablement consacrés par le consensus des nations. Bien entendu, il ne manqua pas de dictatures qui, au nom de ces droits, se moquèrent de leur nécessité et de la liberté personnelle et collective. Certaines expliquèrent que, tant qu’on ne remettait pas le pouvoir en question, les citoyens auraient accès au logement, à la santé, à l’éducation et au travail. Logiquement, dirent-ils, il ne fallait pas confondre liberté et libertinage, et, par “libertinage”, ils entendaient : la remise en question du régime.*

    *Aujourd’hui les droites ont récupéré cet étendard et on les voit s’activer pour la défense des droits de l’homme et de la paix surtout dans les pays qu’elles ne dominent pas totalement. Profitant de quelques mécanismes internationaux, elles organisent des forces d’intervention capables d’atteindre n’importe quel point du globe pour y imposer la “justice”. Dans un premier temps elles amènent médicaments et nourriture pour ensuite tirer sur les populations, en favorisant la faction qui se soumet le mieux. Rapidement une quelconque cinquième colonne pourra invoquer que, dans son pays, on altère la paix ou que l’on piétine les droits de l’homme pour solliciter l’aide des interventionnistes. En réalité on a perfectionné les traités initiaux et les pactes de défense mutuelle, les remplaçant par des documents qui légalisent l’action de forces “neutres”. Ainsi s’implante aujourd’hui, rajeunie, la vieille Pax Romana. Enfin ce sont les avatars ornithologiques, qui, après l’aigle des bannières légionnaires, ont pris la forme d’une colombe picassoïenne, jusqu’à devenir aujourd’hui un volatile auquel ont poussé des serres. Maintenant elle ne revient pas à l’Arche biblique en portant un rameau d’olivier mais au contraire elle retourne à l’arche des valeurs en portant un dollar dans son puissant bec.*

    *En assaisonnant avec de bons arguments, on rend le plat tendre et attrayant. Et sur ce point, il faut faire très attention, car même si on intervient dans des pays tiers pour des raisons humanitaires évidentes pour tous, des précédents pourraient s’instaurer pour justifier de nouvelles actions sans raisons, ni humanitaires ni évidentes pour tous. On observe que les Nations unies, comme conséquence du processus de mondialisation, jouent un rôle militaire croissant non sans danger. Une fois de plus, on compromet la souveraineté et l’autodétermination des peuples par la manipulation des concepts de paix et de solidarité internationale.”* [↑](#endnote-ref-64)
64. Dans un article écrit par Jorge Herrera Guerra,sur les sanctions internationales remet en question la supposé innocuité du Droit International qui est soutenu par beaucoup. *“Le Droit international est un ordre normatif qui établit des sanctions suite à l’accomplissement ou à la non-exécution des normes qu'il émet. Les sanctions du Droit international sont diverses et de différents types. Dans de nombreux cas elles sont moins efficaces que les sanctions émises dans le cadre du droit étatique, car le Droit International est plus récent, ce qui l’empêche de disposer d'une structure centralisée et développée pour exécuter les sanctions, et, de plus, parce que la singularité de ses sujets rend difficile de remplir convenablement les sanctions imposées, puisque ce n'est pas pareil de sanctionner une personne individuelle, qui a ses biens juridiques clairement établis (une vie, une liberté, une propriété, etc.) qu'à des entités corporatives avec une responsabilité collective et qui établissent souverainement leurs normes juridiques. Mais, "les différences existantes entre une société interne et une société internationale, entre les systèmes juridiques étatiques et le Droit International, n’impliquent pas, pour ce dernier, à l'inexistence d'un mécanisme d'application et de sanction des normes juridiques, mais que ceux-ci sont distincts et plus précaires que ceux des ordres juridiques étatiques. . BRIERLY remarque aussi que les sanctions du Droit international sont "précaires dans leur réalisation”. Cependant, cela ne signifie pas que le Droit international manque de sanctions ni que celles-ci n'accomplissent pas avec les conditions inhérentes à toute sanction juridique. Elles sont différentes, moins effectives si l’on veut, mais ce sont des sanctions juridiques.”*

    Puis il continue en décrivant quelques sanctions internationales envisageables : *“Les mesures de rétorsion impliquent des restrictions aux intérêts de l'État en infraction ou sa non-participation à des activités internationales déterminées, spécialement économiques et commerciales ; ainsi nous avons des restrictions et des ruptures diplomatiques et consulaires, un arrêt des relations commerciales et économiques, des mesures licites d'expulsion, de restriction de résidence et des voyages pour les habitants de cet État en infraction, une rigueur de droits douaniers et de commerce extérieur, une interdiction d'admission des navires et des avions, etc. Dans des circonstances déterminées ces mesures peuvent signifier de très fortes sanctions pour les États en infraction ; imaginons, par exemple, que l'État A soit un pays exportateur de produits déterminés vers quelques autres pays, et que le revenu économique provenant de ces exportations est un composant très important de son Produit Intérieur Brut ; si un ou plusieurs de ces pays importateurs, comme mesure de rétorsion au sujet du fait illicite commis par l'État A, ferment leur commerce extérieur avec le contrevenant, la sanction établie sera très préjudiciable et rapidement l'État A se mettra en conformité au droit. Dans un monde globalisé et interdépendant comme il l’est aujourd’hui, les mesures précitées seront beaucoup plus efficaces. Ainsi, à l'heure actuelle, les nombreux États peu développés façonnent leur conduite conformément au Droit international par crainte des sanctions de rétorsion des grandes puissances, principalement au niveau économique.”.* [↑](#endnote-ref-65)
65. Dans son rapport annuel 2014/2015, sur la situation des droits de l'homme dans le monde, Amnesty International détaille la situation des droits dans 160 pays. Une vaste liste de violations des droits de l'homme ; en commençant par plus de 200 000 morts dans la guerre civile en Syrie, et ses 4 millions de réfugiés et 7 millions de déplacés. Les crimes de l'auto dénommé État Islamique. Le conflit au nord du Nigeria, avec des milliers d'assassinats et de séquestrations. La violence sectaire en République Centrafricaine qui a déjà fait 5 000 victimes. La guerre civile au Sud-Soudan. La mort de milliers d'immigrants qui essaient de traverser la Méditerranée, devant l'indifférence de quelques pays européens. La guerre en Ukraine, avec de nombreuses victimes civiles. Les crimes et les disparitions au Mexique. L'usurpation de terres des peuples autochtones au Paraguay. La répression des manifestants en Chine. L'impunité des tortures commises par le gouvernement des États-unis dans le cadre de la guerre antiterroriste. La violence et la discrimination faites aux femmes. Et une longue liste d'atrocités qui sembleraient indiquer que peu d'avancées ont été réalisées en matière des droits de l'homme dans le monde. [↑](#endnote-ref-66)
66. Au chapitre intitulé “démocratie formelle et démocratie réelle” du Document Humaniste écrit en 1993 Silo écrit : *“L’édifice de la démocratie s’est gravement délabré lorsque ses bases principales se sont brisées : indépendance entre les pouvoirs, représentativité et respect des minorités. L’indépendance théorique entre les pouvoirs est un contresens. Il suffit de rechercher dans la pratique l’origine et la composition de chacun d’eux pour démontrer les relations intimes qui les unissent. Il ne pourrait en être autrement. Tous font partie d’un même système. De sorte que les crises fréquentes (empiétement des pouvoirs, superposition de fonctions, corruption et irrégularités) correspondent à la situation globale, économique et politique d’un pays donné.*

    *À propos de la représentativité, depuis l’époque de l’extension du suffrage universel, on pensait qu’il n’existait qu’un seul acte entre l’élection et la fin du mandat des représentants du peuple. Mais à mesure que le temps passait, on a vu clairement qu’il existe un premier acte par lequel un grand nombre élit un petit nombre, et un deuxième acte par lequel ce petit nombre trahit le grand nombre, en représentant des intérêts étrangers au mandat reçu. Déjà, ce mal couve dans les partis politiques réduits à des coupoles de dirigeants, coupées des besoins du peuple. Déjà, dans la machinerie des partis, les grands intérêts financent les candidats et leur dictent la politique à suivre. Tout ceci met en évidence une crise profonde dans le concept et la mise en pratique de la représentativité.”* [↑](#endnote-ref-67)
67. En 2002, en pleine crise institutionnelle argentine, quand une grande partie de la population réclamait “qu'ils partent tous”, parlant des hommes politiques, j'ai écrit un essai intitulé “Introduction à la Démocratie Réelle”, dans lequel était analysé le fonctionnement de la démocratie formelle et étaient proposées des actions pour un changement profond du système. [↑](#endnote-ref-68)
68. Pablo Iglesias et d'autres leaders de ‘Podemos’, ont synthétisé sous le terme “la caste”, les politiciens traditionnels, en particulier ceux du PP [NDT. Parti populaire, en espagnol Partido Popular] et du PSOE, [NDT. Parti socialiste ouvrier espagnol, en espagnol Partido Socialista Obrero Español]. Ces deux partis se sont relayés au pouvoir depuis le retour de la démocratie en Espagne et P. Iglesias les accuse de représenter le pouvoir économique. Dans les entretiens publiés par Jacobo Rivero, Pablo Iglesias affirme : *« Podemos se sont des citoyens faisant de la politique. La politique est trop importante pour la laisser dans les mains de la caste, dans les mains de ceux qui sont devenus en dernier ressort des majordomes des banques et non pas des représentants des citoyens. »* Plus loin il déclare sur ce qu'il considère ce que devrait être la nouvelle politique : « *Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas avoir des porte-parole ou qu'il ne faut pas avoir des espaces de décision, mais que la force pour le changement politique doit faire en sorte que la politique ne soit pas seulement l’affaire des militants, mais aussi l’affaire de tout le monde ».* [↑](#endnote-ref-69)
69. Dans le livre I de son œuvre « La Politique », Aristote définit une telle loi naturelle de la façon suivante : Chapitre premier, § 4. « […] *C'est la nature qui, par des vues de conservation, a créé certains êtres pour commander, et d'autres pour obéir. C'est elle qui a voulu que l'être doué de raison et de prévoyance commandât en maître ; de même encore que la nature a voulu que l'être capable par ses facultés corporelles d'exécuter des ordres, obéît en esclave ; et c'est par là que l'intérêt du maître et celui de l'esclave s'identifient. § 5. La nature a donc déterminé la condition spéciale de la femme et de l'esclave.* Et il continue dans le livre III :  *Chapitre III, § 2. « […] Jadis, dans quelques États, tous les ouvriers étaient ou des esclaves ou des étrangers ; et dans la plupart, il en est encore de même aujourd'hui. Mais la constitution parfaite n'admettra jamais l'artisan parmi les citoyens. Si de l'artisan aussi l'on veut faire un citoyen, dès lors la vertu du citoyen, telle que nous l'avons définie, doit s'entendre, non pas de tous les hommes de la cité, non pas même de tous ceux qui ne sont que libres, elle doit s'entendre de ceux-là, seulement qui n'ont point à travailler nécessairement pour vivre. § 3. Travailler aux choses indispensables de la vie pour la personne d'un individu, c'est être esclave ; […] ».* [↑](#endnote-ref-70)
70. Jean-Jacques Rousseau, dans « Du Contrat Social » dont les postulats furent les devises de la Révolution Française, questionnait justement cette conception naturaliste qui justifiait l'esclavage et la soumission de la population à l'autorité d'une personne ou d’une minorité. Dans le Livre I, Chapitre IV il affirme : *« Puisque aucun homme n'a une autorité naturelle sur son semblable, et puisque la force ne produit aucun droit, restent donc les conventions pour base de toute autorité légitime parmi les hommes. »* Plus loin, dans le Livre I, chapitre VI il dit :*« Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant. Tel est le problème fondamental dont le Contrat social donne la solution. »* Et dans le Livre II, chapitre XI il précise : *« J'ai déjà dit ce que c'est que la liberté civile : à l'égard de l'égalité, il ne faut pas entendre par ce mot que les degrés de puissance et de richesse soient absolument les mêmes ; mais que, quant à la puissance, elle soit au-dessus de toute violence, et ne s'exerce jamais qu'en vertu du rang et des lois ; et, quant à la richesse, que nul citoyen ne soit assez opulent pour en pouvoir acheter un autre, et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre. […] Cette égalité, disent-ils, est une chimère de spéculation qui ne peut exister dans la pratique. Mais si l'abus est inévitable, s'ensuit-il qu'il ne faille pas au moins le régler ? C'est précisément parce que la force des choses tend toujours à détruire l'égalité, que la force de la législation doit toujours tendre à la maintenir.* ». [↑](#endnote-ref-71)
71. Dans son livre “La Révolte des masses”, José Ortega y Gasset, dans le cadre de l'Europe décadente et convulsionnée de la première moitié du XXe siècle, expose son point de vue sur la signification de l'avènement des masses dans tous les domaines de la vie, tant au niveau de la pensée, de la politique et de la culture. À partir de ce phénomène décrit par l'auteur, la démocratie et mêmes les sociétés étaient condamnées à la décadence par la domination de la vulgarité et de la médiocrité. Dans le chapitre V il exprime : *« Si l'on observe la vie publique des pays où le triomphe des masses est le plus avancé - et ce sont les pays méditerranéens - on est surpris de noter que l'on y vit politiquement au jour le jour. […] il [NDT. le pouvoir public, le gouvernement] ne se présente pas avec un avenir net, ne signifie pas une promesse bien définie de futur, et n'apparaît en rien comme le début d'une époque dont on pourrait imaginer le développement et l'évolution. En somme, il vit sans programme de vie, sans projets. Il ne sait où il va, parce qu'en réalité il ne « va » pas, il n'a pas de chemin tracé à l'avance, de trajectoire prévue. Lorsque ce pouvoir public essaye de se justifier, il ne fait en rien allusion au futur, mais s'enferme au contraire dans le présent et déclare avec une parfaite sincérité: « Je suis un mode anormal de gouvernement imposé par les circonstances. » C'est-à-dire par l'urgence du présent et non par la prévision du futur. »*Mais dans le chapitre XII précise à nouveau :*« Par "masse" […] il ne faut pas entendre spécialement l'ouvrier ; le mot ne désigne pas ici une classe sociale, mais une classe d'hommes, une manière d'être qui se manifeste aujourd'hui dans toutes les classes sociales, et qui est, par là même, représentative de notre temps, sur lequel elle domine et règne. »* [↑](#endnote-ref-72)
72. Dans son livre écrit en 2008 « Démocratie directe. Faits et arguments sur l’introduction de l’initiative et du référendum », Jos Verhulst et Arjen Nijeboer analysent les diverses formes de démocratie directe, et transcrivent des statistiques accablantes qui illustrent la crise des démocraties formelles. « En Allemagne, une investigation menée par TNS Emnid et demandée par la revue Reader’s Digest, a montré que la confiance des citoyens dans les partis politiques a diminué de 41 à 17% en dix ans (1995-2005). La confiance dans le Parlement diminua, durant la même période, de 58 à 34%, et celle dans le gouvernement de 53 à 26%. « Sous la surface, il y a une grosse tempête qui est en train de couver », commenta Karl-Rudolf Korle, chercheur en science politique. « Il y a bien plus qu’un simple manque d’intérêt traditionnel dans la politique et les partis politiques. Les gens désormais méprisent les représentants officiels. » Ils continuent : « Un sondage de 2003 réalisé par la SOFRES en France montra que 90% des Français croient qu’ils n’exercent absolument aucune influence sur la prise de décision politique nationale ; 76% le croient aussi pour la politique locale. (Lire la Politique, 12 mars 2003). » « Le sociologue belge Elchardus étudia en 1999 les opinions des Belges sur la démocratie. Il récapitula : « Une large majorité des électeurs ont l’impression que leur opinion et leur voix ne filtrent pas à travers des hommes politiques dans les politiques suivies. […] En 2002, Gallup lança un sondage colossal sur le degré de confiance des personnes interrogées à l’égard de 17 « institutions » – depuis l’armée et les syndicats jusqu’au Parlement et les multinationales. Le questionnaire impliqua 36 000 personnes dans 47 pays. De toutes les institutions, les Parlements se révélèrent jouir du moins de confiance : une moyenne de 51% des gens n’avaient que peu ou pas confiance, alors que 38% seulement avaient un degré modéré ou élevé de confiance. » Alors que les opinions sur les instruments de la démocratie direct étaient favorables. « Le Guardian (29 février 2000) publia un résultat de sondage selon lequel 69% des Britanniques voulaient un référendum sur le nouveau système électoral proposé par le Premier ministre Blair. Cela révèle clairement que le peuple britannique veut avoir le dernier mot sur son système politique. En Allemagne, plus des 4/5ème des citoyens veulent introduire le référendum d’initiative populaire au niveau national. » « Selon la SOFRES, 82% des Français sont en faveur du référendum d’initiative citoyenne ; 15% sont contre (Lire la Politique, 12 mars 2003). » « Aux Pays-Bas, selon un sondage SCP, réalisé en 2002, 81% des électeurs sont partisans de l’introduction du référendum. » éducation supérieure. « La majorité des gens aux État-Unis veulent aussi la démocratie directe. Entre 1999 et 2000, eut lieu le sondage le plus vaste qui n’ait jamais été entrepris. Dans les 50 États, on découvrit qu’il y avait au moins 30% de partisans de plus que les opposants ; la moyenne de l’ensemble des USA fut de 67,8% pour et 13,2% contre la démocratie directe. » [↑](#endnote-ref-73)
73. Tomas Hirsch, dans son livre « La Fin de la Préhistoire. Un chemin vers la liberté », dit sur ce point :*« Quand on parle de démocratie, on l’associe toujours à la représentativité, comme s’il y avait là une frontière infranchissable pour l’imagination, qui semble ne pas oser aller au-delà de ces limites. De son côté, la classe politique, craignant d’être rangée dans le coffre des souvenirs, s’applique à renforcer cette hésitation, martelant sans cesse l’impossibilité de gouverner sans parti, ni représentants. »* [↑](#endnote-ref-74)
74. Dans « Les partis politiques », Maurice Duverger effectue une analyse exhaustive de l’origine, la structure et les caractéristiques des différents partis politiques, ainsi que des modalités d’élection de leurs dirigeants, en faisant ressortir la tendance autocratique de ces partis, sous une apparence de démocratie. [↑](#endnote-ref-75)
75. Dans l’essai que j’ai écrit en 2001, « Le droit à la rébellion et la lutte non-violente », en plus des considérations relatives à la méthodologie de la nonviolence comme forme de lutte pour la transformation sociale, je cite également les riches expériences historiques à cet égard et je transcris la classification effectuée par Gene Sharp au sujet des différentes tactiques de lutte. [↑](#endnote-ref-76)
76. Dans « Démocratie directe », Verhulst et Nijeboer font l’affirmation suivante : *« Notre démocratie courante, purement représentative est en fait la réponse aux aspirations d’il y a plus d’un siècle. Ce système convenait à cette époque, parce que la majorité du peuple pouvait trouver ses vues et idéaux politiques reflétés par un petit nombre de croyances humaines et sociales bien définies, qu’incarnaient et représentaient des groupes chrétiens, socialistes ou libéraux, par exemple. Ce temps est échu depuis longtemps. Les idées et jugements des gens sont devenus plus individualisés. La forme démocratique appropriée est un système parlementaire complété par le référendum obligatoire d’initiative citoyenne (démocratie directe), car seul un tel système peut fournir un lien direct entre des individus et les organes législatifs et exécutifs. Plus le degré vers lequel tendent les citoyens dans leurs jugements individuels est élevé et que les partis politiques perdent leur monopole en tant que points de ralliement idéologique, plus élevée sera la demande d’outils de démocratie directe dans la prise de décision. »* [↑](#endnote-ref-77)
77. Dans « Démocratie directe en Amérique latine : Entre la délégation et la participation » (« Democracia Directa en Latinoamérica, entre la delegación y la participación »), Alicia Lissidini analyse les divers mécanismes de démocratie directe qui ont été progressivement intégrés dans la région, avec les différences existant dans chacun des pays, et elle montre la controverse générée dans les cas où la pratique plébiscitaire est utilisée pour contourner des instances démocratiques intermédiaires. L’auteure synthétise les progrès réalisés par la démocratie dans le région : *« Quant aux instruments qui sont intégrés, il y a eu une grande diversité. Tandis que certains pays, comme le Venezuela et la Colombie, ont approuvé divers mécanismes lors d’une même réforme (en accordant en même temps plus de pouvoirs à l’organe exécutif et aux citoyens), d’autres ont adopté une réglementation plus restreinte, par exemple l’Argentine, le Brésil et le Pérou. En Bolivie, en Colombie, en Équateur, au Paraguay et au Venezuela, les présidents peuvent convoquer des consultations populaires ayant des effets contraignants (en Argentine, la consultation n’est pas contraignante). En Bolivie et en Équateur, les citoyens peuvent organiser un référendum ; en Uruguay, ils ont la possibilité d’entreprendre une réforme constitutionnelle (qui doit être soumise à une consultation populaire en vue de la ratification ou du refus). Les citoyens de l’Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, du Paraguay, du Pérou, de l’Uruguay et du Venezuela ont la possibilité d’entreprendre une démarche législative. Toutefois, le processus de mise en place d’une loi par des organisations sociales diffère beaucoup d’un pays à l’autre, tout comme le processus de discussion et d’approbation de cette loi (par exemple, en Colombie et au Venezuela, le parlement est obligé d’examiner une proposition législative, mais en Argentine il n’y a pas de sanctions si la proposition législative n’est pas débattue). Il existe également des différences par rapport aux thèmes pouvant faire l’objet d’une proposition : au Venezuela, il n’existe pas de limites ou de restrictions concernant la présentation d’une proposition, mais dans la majorité des constitutions, les citoyens ne peuvent pas proposer des lois concernant les impôts ou le budget. Quant au référendum abrogatoire ou veto populaire, c’est un recours à l’initiative des citoyens qui leur permet de voter sur l’abrogation de lois approuvées par le parlement. Cet instrument existe en Bolivie, en Colombie, en Équateur, en Uruguay et au Venezuela, mais seulement l’Uruguay (1989, 1992 et 2003, tableau 3) y a eu recours. Enfin, le référendum révocatoire est un instrument qui permet aux citoyens de révoquer le mandat de personnes élues au vote populaire (un instrument semblable à l’impeachment, mais exercé par les citoyens). Parmi les pays dont il est question, la Bolivie, l’Équateur et le Venezuela sont ceux qui prévoient la révocation du président (et de tous les élus). À l'échelle locale, cet instrument est prévu dans certaines provinces de l’Argentine, en Colombie, en Équateur, au Pérou et au Venezuela. Le Pérou est le pays où le plus grand nombre de maires ont dû quitter leur poste en raison de l’utilisation de ce recours. Concernant l’exercice de la démocratie directe à partir des années 90, soit parce que la consultation était obligatoire (pour ratifier des réformes constitutionnelles), soit par la volonté des pouvoirs exécutifs ou législatifs, le fait est que du moins en Bolivie (2004, 2007 et 2008), au Brésil (1993 et 2005), en Colombie (2003), en Équateur (1994, 1995, 1997, 2006 et 2007), au Pérou (1993), en Uruguay (trois fois en 1994, 1996, deux fois en 1999, en 2004 et deux fois en 2009) et au Venezuela (deux fois en 1999, en 2000, en 2002, en 2007 et en 2009) les citoyens ont été consultés. Pour sa part, l’initiative citoyenne (populaire et législative) a été utilisée en Argentine (2002), au Brésil (1999), en Bolivie (2006), au Pérou (2000, 2002 et 2004), en Uruguay (1992 et 2003) et au Venezuela (2004).*

    Elle fait ensuite ressortir les aspects positifs et négatifs de ces instruments : *« En somme, la démocratie directe peut contribuer à transformer la démocratie, comme le proposent Cain, Dalton et Scarrow (2003), en démocratisant le programme politique et en encourageant la participation des citoyens, mais elle peut aussi favoriser une augmentation du pouvoir et du caractère discrétionnaire de l’organe exécutif au détriment d’autres mécanismes d’intermédiation et de représentation ; et par conséquent, promouvoir une démocratie de type délégative (dans le sens où l’entend O’Donnell). Pour évaluer ses effets, il faut donc tenir compte du modèle juridique des mécanismes, des caractéristiques des acteurs qui l’exercent ainsi que du contexte social et politique. »* [↑](#endnote-ref-78)
78. Dans un article intitulé « Démocratie délégative » (« Democracia Delegativa »), Guillermo O’Donnell l’a caractérisée de la façon suivante : *« Les démocraties délégatives sont fondées sur la prémisse que le gagnant d’une élection présidentielle aura le droit de gouverner le pays comme il (ou elle) le considérera approprié, n’étant limité que par la dure réalité des relations de pouvoir existantes et par un mandat déterminé par la constitution. Le président est considéré comme l’incarnation de la nation, principal dépositaire et interprète de ses intérêts. Il n’est pas nécessaire que les politiques de son gouvernement fassent écho aux engagements de sa campagne. Le président n’a-t-il pas été autorisé à gouverner comme il (ou elle) l’entend ? Comme cette figure paternelle est responsable de toute la nation, son fondement politique doit être un mouvement; le soi-disant dépassement dynamique des factions et des conflits associés aux partis. En règle générale, dans les démocraties délégatives, les candidats à la présidence qui ressortent gagnants se situent eux-mêmes au-dessus des partis politiques comme des intérêts organisés. Comment pourrait-il en être autrement pour quelqu’un qui affirme incarner la nation tout entière ? De ce point de vue, d’autres institutions – par exemple les tribunaux et le pouvoir législatif – constituent des obstacles aux avantages que présente sur les scènes nationale et internationale le fait d’être un président élu de façon démocratique. La reddition de comptes à ces institutions semble être un simple obstacle aux pleins pouvoirs qui ont été délégués au président. La démocratie délégative n’est pas étrangère à la tradition démocratique. Elle est plus démocratique, mais moins libérale que la démocratie représentative. La démocratie délégative est fortement majoritaire. Elle consiste à constituer, au moyen d’élections justes, une majorité qui permet à quelqu’un, pendant quelques années, de devenir l’incarnation et l’interprète des intérêts supérieurs de la nation. »* [↑](#endnote-ref-79)
79. Dans un travail collectif publié par la Faculté des sciences sociales de l’Université de Buenos Aires (Argentine), intitulé « La démocratie participative : une utopie en marche » (« Democracia Participativa, una utopía en marcha »), les auteurs analysent les fondements et les antécédents de la démocratie participative, et son application concrète au moyen des budgets participatifs. Dans l’année où ce travail a été élaboré, la ferveur participative résultant de la crise institutionnelle de 2001-2002 était encore latente en Argentine, alors que les assemblées populaires demandaient à tous les politiciens traditionnels de « quitter leur poste ». Cette situation a certainement encouragé l’optimisme des auteurs envers l’engagement des citoyens, ce qui est essentiel à une démocratie participative. Néanmoins, dans leur analyse, les auteurs mettent aussi en garde contre une possible assimilation de ces instruments dans la démocratie formelle : « Il semblerait que la démocratie participative est destinée à emprunter la voie de la démocratie représentative. C’est-à-dire, la croisée entre la révolution et la concession. D’un côté, le chemin de la revendication humaniste et antinobiliaire initiée par les philosophes radicaux du siècle des Lumières, qui a été repris par les héritiers de la bannière tricolore contre la restauration pendant la première moitié du XIXe siècle. D’un autre côté, le sentier de l’implantation des institutions modernes sous l’égide de la continuité noble et monarchiste, suivie de la concession du suffrage universel comme conséquence du choc provoqué par la Commune de Paris. »

    Plus loin, les auteurs énumèrent certains des effets positifs de cette pratique : « La question démocratique est sans doute un élément central de tout processus de résistance procédant au dépassement du néolibéralisme prédominant. En ce sens, la démocratie participative par son pouvoir mobilisateur est « conscientisante » et permet aux citoyens de « ...redécouvrir l’État, de se l’approprier et d’établir un effet révélateur pour d’autres secteurs de la société ».

    L’expérience de la démocratie participative réunit certaines caractéristiques qui sont distinctes des aspects substantiels de chaque réalité pour d’autres expériences, telles que :

    Participation populaire directe ou indirecte, au moyen de différentes instances gouvernementales et organismes de la société civile.

    Pratique directe de l’action directe de la population dans les diverses instances de réunions, de débats et d'analyse de l’information pour la prise de décisions, dans la création de commissions de contrôle et d'imposition, ainsi que dans la création de leur propre tribune de réclamation et de critique.

    Construction et constitution de l’auto-organisation par la population elle-même ; à cet égard, Raúl Pont indique : « ... dans un exercice sain de la souveraineté populaire qui ne soit pas à la merci des lois et des décrets décidés par d’autres ». [↑](#endnote-ref-80)
80. Dans « Porto Alegre : l'espoir d'une autre démocratie », Marion Gret et Yves Sintomer décrivent le processus par lequel cette expérience a évolué au Brésil. Cette expérience a permis de tirer de nombreux résultats positifs, mais également de faire ressortir les obstacles qu’il reste à surmonter; ces obstacles sont les mêmes que la véritable démocratie devra surmonter pour se concrétiser. L’un de ces défis est celui de l’efficacité, car bien souvent la pratique propre à l’assemblée délibérative, à travers les divers échelons d’une pyramide participative, dans laquelle il y a souvent une absence d’information et de formation, va au détriment de la réalisation efficace des projets. Et l’autre difficulté concerne les niveaux de participation qui, à Porto Alegre, s’élèvent à environ 1,5 % de la population dans les séances plénières et à un maximum de 5 % de participation occasionnelle dans les réunions préliminaires des quartiers. [↑](#endnote-ref-81)
81. Dans le rapport « Liberté dans le monde 2015 » (« Freedom in the world 2015 »), Freedom House évalue la situation des démocraties et des libertés dans le monde, selon son point de vue particulier, en classifiant les pays comme étant « libres », « partiellement libres » et « non libres ». En Amérique latine, le Mexique, la Colombie, le Venezuela, l’Équateur, le Paraguay, la Bolivie et bien des pays de l’Amérique centrale feraient partie de la catégorie « partiellement libres », tandis que la majorité des pays de l’Asie, y compris la Russie et l’Afrique, feraient partie de la catégorie « non libres ». [↑](#endnote-ref-82)
82. Gene Sharp établit minutieusement les étapes à suivre pour démocratiser un pays gouverné par une dictature, en citant des expériences historiques et en formulant une séquence progressive, de la conception d’une stratégie initiale aux différentes méthodes de lutte non violente, en passant par les diverses tactiques. Il propose également une transition de la démocratie après la dictature, pour éviter de tomber dans une autre dictature, bien que son concept de la démocratie n’aille pas au-delà de la démocratie formelle actuelle. Son aversion pour le communisme restreint son point de vue sur l’univers des totalitarismes et les démocraties, mais son analyse est une bonne illustration des diverses possibilités de la lutte non violente. [↑](#endnote-ref-83)
83. La Constitution de la République populaire de Chine, rédigée en 1982, établit un régime de démocratie socialiste au moyen duquel les représentants de l’organe suprême de gouvernance, l’Assemblée nationale populaire, sont élus de façon indirecte par les divers organes de représentants, qui sont d’abord élus par le peuple à chaque endroit. Bien qu’en pratique beaucoup des droits proclamés dans cette constitution deviennent de pures formalités devant la concentration du pouvoir, d’un certain point de vue ce n’est pas très différent de ce qui se produit avec les démocraties formelles occidentales, avec d’autres sortes de droits, dans la mesure où le pouvoir économique en prend le contrôle. Nous transcrivons ci-après quelques fragments de la Constitution de Chine pour illustrer nos propos :

    *« Article 1 : La République populaire de Chine est un État socialiste de dictature démocratique populaire dirigé par la classe ouvrière et fondé sur l’alliance entre ouvriers et paysans. Le système socialiste est le système fondamental de la République populaire de Chine. Il est interdit à toute organisation ou tout individu de porter atteinte au système socialiste.*

    *Article 2 : Tout le pouvoir en République populaire de Chine appartient au peuple. Les organes par lesquels le peuple exerce le pouvoir d’État sont l’Assemblée nationale populaire et les Assemblées locales populaires. Selon les dispositions fixées par la loi, le peuple, par divers canaux et sous diverses formes, gère les affaires de l’État, l’économie et la culture, les affaires sociales.*

    *Article 3 : Les organes d’État de la République populaire de Chine mettent en pratique le principe de centralisme démocratique. L'Assemblée nationale populaire et les Assemblées locales populaires sont démocratiquement élues, elles sont responsables devant le peuple et sont soumises à son contrôle. Les organes administratifs, judiciaires et les parquets de l’État sont issus des Assemblées populaires, ils sont responsables devant elles et subissent leur contrôle. La répartition des attributions entre organes centraux et locaux respecte le principe qui consiste à mettre pleinement en œuvre le dynamisme et l’initiative à l’échelon local, sous la direction unifiée du pouvoir central.*

    *Article 28 : L’État assure l’ordre public, réprime les actes criminels de trahison et autres actes portant atteinte à la sécurité de l’État, applique des sanctions contre ceux qui se livrent à des activités criminelles compromettant la sécurité de la société ou l’économie socialiste, punit et rééduque les criminels.*

    *Article 34 : Tout citoyen de la République populaire de Chine ayant 18 ans révolus, quels que soient son ethnie, sa race, son sexe, sa profession, son origine familiale, sa religion, son niveau d’éducation, sa fortune, sa durée de résidence, a le droit d’élire et d’être élu, sauf celui que la loi a privé de ses droits politiques.*

    *Article 35 : Les citoyens de la République populaire de Chine disposent de la liberté de parole, de presse, de réunion, d'association, de défilé et de manifestation.*

    *Article 41 : Les citoyens de la République populaire de Chine ont le droit d’adresser des critiques et de faire des propositions à tout organisme ou tout travailleur de l’État. Ils peuvent, à l’encontre de ces organismes ou travailleurs de l’État, présenter des requêtes, porter plainte ou procéder à des dénonciations auprès des services de l’État compétents pour enfreinte de la loi ou manquement à leur devoir, mais ils ne peuvent créer de toutes pièces ou déformer la vérité et porter de fausses accusations.*

    *En cas de plainte, requête ou dénonciation par un citoyen, les services de l’État compétents doivent effectuer des vérifications et sont responsables du traitement des cas. Il est interdit d’exercer des pressions ou représailles contre les plaignants. La loi prévoit de dédommager ceux qui auraient subi des préjudices à la suite de violations de leurs droits de citoyen par un organisme ou un travailleur de l’État.*

    *Article 57 : L’Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine est l’organe suprême du pouvoir de l'État. Son organe permanent est le Comité permanent de l’Assemblée nationale populaire.*

    *Article 58 : L’Assemblée nationale populaire et le Comité permanent de l’Assemblée nationale populaire exercent le pouvoir législatif de l’État.*

    *Article 59 : L’Assemblée nationale populaire est composée des représentants élus des provinces, régions autonomes, municipalités relevant directement du gouvernement central, des régions administratives spéciales et de l’armée.*

    *Les différentes ethnies doivent avoir des représentants en proportion adéquate.*

    *Les élections des députés de l’Assemblée nationale populaire sont organisées par le Comité permanent de l’Assemblée nationale populaire. La loi fixe le nombre et le mode d'élection des représentants à l’Assemblée nationale populaire. »* [↑](#endnote-ref-84)
84. Malgré les restrictions et la censure, le nombre de protestations augmente. En effet, elles se sont élevées à environ 10 000 en 1994 et environ 87 000 en 2005 et le nombre ne cesse d’augmenter. (source : Charles Tilly, « Les mouvements sociaux » [« Los Movimientos Sociales »]). [↑](#endnote-ref-85)
85. Dans son œuvre « Qu’est-ce que la propriété ? », Pierre Proudhon, en se référant à la vente des terres, se demandait : « la génération d’aujourd’hui peut-elle déposséder la génération de demain ? » [↑](#endnote-ref-86)
86. Milton Friedman, dans son livre « La liberté du choix », vraisemblablement à partir d’une position critique à l’égard du communisme alors en vigueur, par un caractère transitif, qualifie également de politiques d’« égalité des résultats » pratiquement toute intervention étatique qui prétend redistribuer une partie des richesses, ou du moins faire preuve de modération face aux marginaux, au point d’affirmer qu’aux États-Unis, dans les années 70, ce système d’égalité était celui qui prédominait. Pour appuyer ses critiques (dirigées avant tout au parti démocrate, en raison de ses politiques d’intervention étatique), il cite Tocqueville : « Il existe (...) une passion virile et légitime pour l’égalité, qui incite les hommes à désirer tous être puissants et honorés. Cette passion tend à élever l’humble au rang du grand ; mais il existe aussi dans le cœur humain un goût dépravé pour l’égalité, qui pousse le faible à abaisser le puissant à son propre niveau, et réduit des hommes à préférer l’égalité dans la servitude à l’inégalité dans la liberté. » Mais Friedman ne se limite pas à des arguments adoptant une vision totalement naturaliste de l’être humain, il réduit au minimum les avantages énormes que présente l’accumulation de capital par rapport aux talents ou à l’application au travail, au moment de comparer l’égalité des chances, allant jusqu’à utiliser des arguments quasi-grotesques : *« Une bonne partie de la ferveur morale qui soutient les mouvements en faveur de l’égalité des résultats provient de la croyance largement répandue qu'il n’est pas juste de voir certains enfants très avantagés par rapport aux autres du fait que leurs parents sont riches. Bien sûr, ce n’est pas juste. Mais l’injustice peut prendre bien des formes. Elle peut prendre la forme de biens hérités - titres et actions, maisons, usines ; elle peut prendre également la forme de talents hérités – sens musical, force physique, génie mathématique. On peut faire obstacle à la transmission des biens matériels par héritage beaucoup plus facilement qu’à la transmission des talents. Mais, d’un point de vue moral, y a-t-il une différence entre les deux ? Pourtant, nombreux sont ceux qui s’insurgent contre la transmission des biens matériels sans s'insurger contre la transmission des talents. »* [↑](#endnote-ref-87)
87. Charles Marx, au chapitre IX du livre premier du Capital, évoquant la plus-value, disait : *« La période d’activité, qui dépasse les bornes du travail nécessaire, coûte, il est vrai, du travail à l’ouvrier, une dépense de force, mais ne forme aucune valeur pour lui. Elle forme* *une plus-value qui a pour le capitaliste tous les charmes d’une création ex nihilo. Je nomme cette partie de la journée de travail, temps extra* *et le travail dépensé* *en elle surtravail. S’il est d’une importance décisive pour l’entendement de la valeur en général de ne voir en elle qu’une simple coagulation de temps de travail, que du travail réalisé, il est d’une égale importance pour l’entendement de la* *plus-value de la comprendre comme une simple coagulation de temps de travail extra, comme du* *surtravail réalisé. Les différentes* *formes ­**économiques revêtues par la société, l’esclavage, par exemple, et le salariat, ne se distinguent que par le mode dont ce surtravail est imposé et extorqué au producteur immédiat, à* *l’ouvrier.* » [↑](#endnote-ref-88)
88. José Luis Montero de Burgos, dans son livre « Entreprise et Société » (« Empresa y Sociedad »), élabore le concept de la participation des travailleurs, du point de vue de l’absence de démocratie dans l’économie et en particulier dans les entreprises, où l’on tient pour acquis que propriété et pouvoir vont de pair. Montero de Burgos s’exprime ainsi : *« La démocratie étant une valeur universellement admise, il convient d’affirmer que si une personne pense que l’entreprise continuera de maintenir ses portes fermées à la démocratie, elle peut aussi penser à reléguer cette idée aux oubliettes. On a interchangé la propriété de moyens de production et la propriété de l’entreprise avec une grande désinvolture ! Comme si ces concepts étaient identiques ! Je dis qu'on prétend indiscutable que le propriétaire de machines, de bâtiments, de sommes d’argent, de choses que, en fin de compte, il fournit à une entreprise, ait un pouvoir sur les personnes. Mais c’est là une erreur, aussi engagé soit-il – et il l’est – parce que cela suppose que les choses sont des sources de pouvoir sur les personnes. »* [↑](#endnote-ref-89)
89. L’auteur a écrit le livre « Au-delà du capitalisme, l’économie mixte » (« Más allá del Capitalismo, Economía Mixta ») en 2000 ; il y présente les propositions d’un système alternatif au capitalisme et au communisme, et analyse en profondeur certains des thèmes mentionnés ici. [↑](#endnote-ref-90)
90. Franz Hinkelammert et Henry Mora Jiménez, dans leur livre « Hacia una Economía para la vida » (Vers une économie pour la vie), effectuent une analyse critique exhaustive du fonctionnement de l’économie de marché, évoquant des alternatives viables, mais toujours en partant de l’éthique et du sens de la vie, et non de présuppositions économicistes. [↑](#endnote-ref-91)
91. Manfred Max-Neef, dans son livre « Développement à échelle humaine » (« Desarrollo a Escala Humana »), soulève précisément la question d’une révision des a priori de l’économicisme, pour passer à une économie axée sur la personne et l’aspect social. À cet égard, il affirme dans un passage : *« Logique économique versus éthique du bien-être : il convient d’opposer à une logique économique, héritière de la raison instrumentale qui prédomine dans la culture moderne, une éthique du bien-être. Au fétichisme des chiffres, il faut opposer le développement des personnes. À la manipulation verticale par l’État et à l’exploitation de certains groupes par d’autres groupes il faut opposer l’instauration de volontés sociales qui aspirent à la participation, à l’autonomie et à une utilisation plus équitable des ressources disponibles. Il est impératif de se débarrasser de catégories a priori et d’hypothèses qui, jusqu’à maintenant, n’ont pas été remis en question dans la macroéconomie et la macropolitique. Un choix en faveur du développement à échelle humaine nécessite d’encourager la visibilité des sujets pour qu’ils fassent de l’auto-dépendance leur propre option de développement et qu’ils aient la capacité d’en favoriser l’émergence dans d’autres secteurs de la société. Il est déterminant, pour ce développement, de définir quelles ressources seront générées et utilisées pour promouvoir des micro-espaces et des sujets ayant une volonté d’auto-dépendance, et comment les générer et les utiliser. L’auto-dépendance suppose une espèce de régénération ou de revitalisation au moyen des efforts, des capacités et des ressources de chacun. Sur un plan stratégique, elle signifie que ce que l’on peut produire (ou résoudre) au niveau local est ce qui doit être produit (ou être résolu) au niveau local. Le même principe s’applique à l’échelle régionale et nationale. »*  [↑](#endnote-ref-92)
92. Dans « L’économie des inégalités », l’économiste français Thomas Piketty analyse les différentes politiques pour diminuer les inégalités, que ce soit entre des revenus salariaux ou entre des revenus mobiliers et des salaires, ou l’inégalité patrimoniale, résultat des disparités de revenus et du processus d’accumulation héréditaire. En ce qui concerne le thème de la redistribution directe au moyen de hausses salariales, Piketty affirme que le danger de cette politique réside dans la possibilité de substituer la main-d’œuvre au capital en augmentant le coût de la main-d’œuvre, ce qui ne se produit pas avec la redistribution indirecte qui résulte de la taxation. [↑](#endnote-ref-93)
93. L’Institut d’études fiscales, financé par l’Union Européenne, a publié en 2009 une étude sur les « Régimes fiscaux d’Amérique latine » (« Sistemas tributarios de América Latina »), dans laquelle on les compare aux régimes européens. Dans les pays de l’Union européenne, le taux d’impôt sur le revenu varie entre 45 % et 63 %, tandis qu’en Amérique latine, il varie entre 18 % et 49 % au maximum. En même temps, en Amérique latine, la plus grande partie du recouvrement de l’impôt sur le revenu vise les personnes morales, tandis qu’en Europe, il vise les personnes physiques, ce qui lui permet d’élever davantage la quotepart en fonction de la capacité fiscale. Outre une plus grande dégressivité du régime fiscal, dans les pays les plus inégalitaires, la discipline fiscale est également plus laxiste et l’administration fiscale est moins efficace. L’étude présente aussi une analyse de l’harmonisation fiscale nécessaire à l’échelle internationale, à mesure que l’intégration régionale progresse, au moyen de zones de libre-échange, d’unions douanières, de marchés communs et d’unions économiques. [↑](#endnote-ref-94)
94. Le pouvoir financier international lui-même a contribué pour une large part à la création des paradis fiscaux, afin d’obtenir l’impunité des mouvements spéculatifs, de l’évasion fiscale et du blanchiment d’argent. Dans la publication « Paradis fiscaux et mondialisation financière » (« Paraísos fiscales y globalización financiera »), Alberto Garzón Espinosa cite la définition suivante : « Tous les centres financiers qui exercent une activité déréglementée, incontrôlée et indépendante de la réglementation commune à tous les autres pays avec qui ils entretiennent des relations, privilégiant spécialement les entreprises ou les particuliers non résidents, et une activité encouragée par une imposition faible ou nulle [sont des paradis fiscaux] ». Ces paradis, en général, sont des pays très petits, faciles à manipuler par la mafia financière et, dans certains cas, ce sont des territoires au sein d’un pays mais disposant d’un autogouvernement bénéficiant d’une autonomie suffisante. Les principaux paradis fiscaux sont : les îles Caïman qui, avec seulement 350 000 habitants, possèdent 584 banques et 2 200 fonds spéculatifs ; les Bahamas qui comptent 350 banques et 58 000 entreprises ; les Bermudes, avec 37 banques et 11 000 entreprises ; et il y a aussi la Barbade, Aruba, les îles Vierges, le Belize, Chypre, le Liechtenstein, le Luxembourg et bien d’autres. Un autre cas très particulier fut celui de l’île de Sercq, dans le canal de la Manche; en effet, bien qu’il soit sous administration britannique, il possède visiblement une autonomie qui lui permet de fonctionner comme un paradis fiscal. Il ne compte qu’un peu plus de 500 habitants, mais à une certaine époque 15 000 entreprises étrangères y avaient élu résidence, et un seul habitant était le directeur de 2 400 entreprises. Évidemment, ces paradis sont les installations préférées de banques, d’entreprises transnationales, de capitaux de personnes fortunées et, surtout, des Hedge Funds, qui par leurs mouvements spéculatifs ont généré la crise financière en 2007. [↑](#endnote-ref-95)
95. Dans son livre « La liberté du choix », Milton Friedman revendique les théories classiques libérales, surtout celles d’Adam Smith, lorsqu’il réaffirme que l’État ne doit s’occuper que de la protection des citoyens, des frontières et de réaliser les œuvres que les citoyens ne peuvent, individuellement, mener à bien. Pour Friedman, le problème du chômage est résolu par le libre marché lui-même et n’importe quelle mesure qu’un gouvernement pourrait prendre serait contre-productive : *« La même habitude fallacieuse de ne regarder qu’un côté de la question pousse certains à réclamer des droits de douane pour diminuer le chômage. Si l’on impose des droits de douane, disons aux textiles, la production et l’emploi dans l’industrie textile augmenteront à l’intérieur du pays. Mais les producteurs étrangers qui ne pourront pas vendre leurs textiles aux États-Unis gagneront moins de dollars. Ils en auront moins à dépenser aux États-Unis. Les exportations des États-Unis diminueront pour équilibrer la diminution des importations. L’emploi augmentera dans l’industrie textile mais diminuera dans les industries d’exportation. Et le passage de cette main-d'œuvre à une utilisation moins productive réduira la production totale. »* Cette affirmation suppose que tous les produits que l’on pourrait fabriquer sont équivalents quant à l’emploi qu’ils génèrent, sans tenir compte du fait que la valeur des importations et des exportations, bien qu’elle soit compensée, peut entraîner dans chaque pays des taux d’emploi différents, comme c’est le cas des pays qui importent des produits manufacturés et exportent des matières premières, et qu’ils ne pourraient générer de l’emploi qu’en développant leur industrie, laquelle nécessitera probablement des droits de douane comme mesure de protection. Dans un autre passage, Friedman discrédite totalement la fonction sociale de l’État *: Une partie essentielle de la liberté économique est la liberté de choisir comment utiliser notre revenu : combien on dépense pour soi-même et quels produits on achète ; combien on économise et sous quelle forme ; combien on donne et à qui. À l’heure actuelle, aux États-Unis, plus de 40 % du revenu des citoyens est dépensé à leur place par l’État, aux échelons fédéral, national et local. »* Ensuite, il remet en question n’importe quel type de réglementation et même de contrôles de base que doit assumer l’État, lorsqu’il affirme : *« Une autre partie essentielle de la liberté économique est la liberté d’utiliser les ressources que nous possédons en harmonie avec nos propres valeurs - la liberté de pratiquer tel métier, de se lancer dans telle affaire, d’acheter et de vendre à quelqu’un d’autre, aussi longtemps que nous le faisons sur une base strictement volontaire sans avoir recours à la force pour contraindre les autres. Aujourd’hui, vous n’êtes pas libre d’offrir vos services comme avocat, médecin, dentiste, plombier, coiffeur, croquemort et mille autres professions sans obtenir d’un fonctionnaire de l'État une autorisation ou une homologation. Vous n’êtes pas libre de faire des heures supplémentaires à des conditions mutuellement convenues par vous et votre employeur - sauf si ces conditions sont en conformité avec les règlements et les ordonnances définies par un fonctionnaire de l’État. Vous n’êtes pas libre d’ouvrir une banque, de monter une affaire de taxis, de vendre de l’énergie électrique ou d’établir un réseau de téléphone, de lancer une ligne ferroviaire, une ligne d’autobus ou une ligne aérienne sans obtenir préalablement la permission d’un fonctionnaire de l’État. Vous n’êtes pas libre de faire des appels de fonds sur les marchés financiers sans remplir les formulaires interminables requis par la Commission de Contrôle des Titres (SEC). »* [↑](#endnote-ref-96)
96. Dans son livre « Théorie générale de l’emploi, de l’intérêt et de la monnaie », publié pour la première fois en Grande Bretagne en 1936, John Maynard Keynes, remet en question certains des postulats classiques. À l’époque, Keynes avait jugé nécessaire de définir le « chômage involontaire », puisque la théorie classique n’admettait pas son existence, en disant : *« …Il existe des chômeurs involontaires si, en cas d’une légère hausse du prix des biens de consommation ouvrière par rapport aux salaires nominaux, l’offre globale de main-d’œuvre disposée à travailler aux conditions courantes de salaire et la demande globale de main-d’œuvre aux mêmes conditions s’établissent toutes deux au-dessus du niveau antérieur de l’emploi. »* Il convient de rappeler que les postulats classiques à cette époque faisaient valoir que sur le marché tout était régi par l’équilibre entre l’offre et la demande, si bien que s’il y avait des chômeurs à un certain niveau des salaires, ces derniers diminueraient jusqu’à trouver un nouveau point d’équilibre sur le plein emploi, ou, au plus, un pourcentage minimum de chômage « de frottement ». Bien que Keynes ait prouvé la fausseté de cette théorie, l’apparition ultérieure du néolibéralisme a mis l’accent sur l’illusion de la sagesse des marchés, dans le cas présent à travers la déréglementation et la flexibilité du travail, en prétendant réinstaller le concept selon lequel la désutilité marginale de l’emploi est égale au salaire réel et que l’offre crée sa propre demande. Dans un autre passage de son œuvre, Keynes relativise l’ancien principe selon lequel « l’épargne est le fondement de la fortune », car même si cela peut s’avérer individuellement, dans une société, un excès d’épargne implique nécessairement une diminution de la consommation. Par conséquent, si la consommation diminue, le revenu des fabricants diminue, l’emploi diminue et donc la capacité d’épargne diminue. À cet égard, il dit : *« …l’épargne, comme la dépense, est une opération bilatérale. Bien que le montant de l’épargne d’un individu ait peu de chance d’avoir une influence sensible sur son propre revenu, les réactions exercées par le montant de sa consommation sur les revenus des autres font qu’il est impossible à tous les individus pris à la fois d’épargner une somme donnée d’un montant quelconque. Toute tentative de cette nature qui vise à augmenter l’épargne en diminuant la consommation agit sur les revenus de telle sorte qu’elle se neutralise nécessairement elle-même. »*. À partir de là, Keynes développe le concept de propension à l’épargne, et l’augmentation de celle-ci en fonction de l’augmentation des revenus, et la propension marginale à consommer comme dC/dR. Étant donné que, par définition, l’augmentation de la consommation est inférieure à l’augmentation des revenus, la différence est donnée par l’investissement. D’un autre côté, l’augmentation de la consommation et de l’investissement face à l’augmentation des revenus, donnerait lieu à un effet multiplicateur qui ferait également croître l’emploi en raison de la croissance de l’investissement; d’où le cercle vertueux que l’investissement public génère dans l’économie. Quoi qu’il en soit, Keynes (en citant Kahn) précise qu'il faut tenir compte de certains facteurs dans ces politiques d’augmentation de l’investissement public et des revenus pour la population : l’augmentation des prix, une éventuelle augmentation de la préférence pour la liquidité qui retarderait les investissements, et une ouverture aux importations qui fait en sorte que l’augmentation dans la consommation se traduit par un plus grand nombre d’emplois dans d’autres pays. Plus loin, Keynes remet en question l’idée ancienne selon laquelle l’épargne s’accompagne toujours d’un investissement, et que par conséquent elle génère également une consommation, dans ce cas, de biens durables : *« …L’idée absurde, encore qu’à peu près universelle, qu’un acte d’épargne individuelle est tout aussi favorable à la demande effective qu’un acte de consommation individuelle procède du sophisme suivant, lequel est beaucoup plus spécieux que la conclusion qui en a été déduite : le désir de posséder plus de richesse, étant à très peu de chose près identique au désir de posséder plus de capitaux, doit, en accroissant la demande de capitaux, fournir un aiguillon à leur production ; par suite l’épargne individuelle favorise l’investissement courant dans la mesure même où elle diminue la consommation présente. C’est de ce sophisme qu’on a le plus de peine à désabuser l’opinion. Il vient de l’idée que le possesseur de richesse désire un capital en tant que tel, alors que l’objet réel de son désir c’est le rendement escompté de ce capital. Or le rendement escompté repose entièrement sur la prévision d’une demande effective future d’une certaine marchandise, compte tenu des conditions futures de l’offre de la même marchandise. Par conséquent, si un acte d’épargne n’est aucunement favorable au rendement escompté d’un capital, il ne contribue en rien à stimuler l’investissement. En outre, pour qu’un épargnant individuel, puisse atteindre son but, qui est d’acquérir de la richesse, il n’est pas nécessaire qu’un capital nouveau soit créé en vue de le satisfaire. »* [↑](#endnote-ref-97)
97. Dans son livre « Vers un monde sans pauvreté », Muhammad Yunus, pionnier du microcrédit et créateur de la banque Grameen, raconte la façon dont la banque des pauvres a été mise en place, et la différence avec ce que représentaient les subventions de la Banque mondiale qui, en grande partie, se perdaient dans la bureaucratie et la corruption. Dans un passage du livre, il écrit : *« En janvier 1977, à nos débuts, j’observai la façon dont d’autres menaient leurs établissements de prêts et je tirai les leçons de leurs erreurs. [...] Si nous voulions réussir, nous devions faire confiance à nos clients. Dès le tout premier jour, nous convînmes qu’il n’y avait pas de place pour la police dans notre système. [...] Les mauvais payeurs ne représentent pas plus d’un pour cent de nos clients. [...] Nous avons regardé comment fonctionnaient les autres banques, et nous avons fait le contraire. [...] Tout le système bancaire de Grameen part de l’idée que ce n’est pas au gens d’aller vers la banque, mais à la banque d’aller vers les gens, principe que nous avons adopté d’entrée de jeu. »* [↑](#endnote-ref-98)
98. Dans son livre « L’argent », John K. Galbraith, retrace l’histoire et l’évolution des divers instruments de paiement dans le monde, et déclare, au sujet des effets qu’a eu la conquête de l’Amérique dans la question monétaire : *« Découverte puis conquête furent à l’origine d’un vaste afflux de métal précieux d’Amérique en Europe qui entraîna d’énormes augmentations de prix – inflation occasionnée par l’augmentation de l’offre de la plus précieuse des monnaies métalliques. Personne, ou presque, en Europe, n’était assez éloigné de l’influence du marché pour n’en pas ressentir les conséquences, fût-ce sur son salaire, sur ses ventes, ou sur le plus minime de ses achats. La flambée des prix se produisit d’abord en Espagne, où le métal arrivait; puis, à mesure que les échanges (et, dans une moindre mesure, la contrebande ou la politique de conquête) le transférait en France, aux Pays-Bas et en Angleterre, l’inflation le suivit. »* [↑](#endnote-ref-99)
99. Noam Chomsky, dans un essai sur l’anarchisme et le socialisme, cite Bakounine et commente ce qui suit : « Si on devait retenir une seule idée-force dans la tradition anarchiste, ce serait, à mon sens, celle qu’exprimait Bakounine sur lui-même tout en écrivant sur la Commune :  *« Je suis un amant fanatique de la liberté, la considérant comme l’unique milieu au sein duquel puissent se développer et grandir l’intelligence, la dignité et le bonheur des hommes ; je ne le suis pas de cette liberté toute formelle, octroyée, mesurée et réglementée par l’état, mensonge éternel et qui en réalité ne représente jamais rien que le privilège de quelques-uns fondé sur l’esclavage de tout le monde ; non de cette liberté individualiste, égoïste, mesquine et fictive prônée par l’école de Jean Jacques Rousseau ainsi que par toutes les autres école du libéralisme bourgeois, qui considère le soit-disant droit de tout le monde, représenté par l’État, comme la limite du droit de chacun, ce qui aboutit nécessairement et toujours à la réduction du droit de chacun à zéro. Non, j’entends la seule liberté qui soit vraiment digne de ce nom, la liberté qui consiste dans le plein développement de toutes les puissances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l’état de facultés latentes en chacun, cette liberté qui ne reconnaît d’autres restrictions que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature. Ainsi, à proprement parler, il n’y a pas de restrictions, puisque ces lois ne nous sont pas imposées par quelque législateur du dehors, résidant soit à côté, soit au-dessus de nous ; elles nous sont immanentes, inhérentes et constituent la base même de tout notre être, tant matériel qu’intellectuel et moral. Au lieu, donc, de trouver en elles une limite, nous devons les considérer comme les conditions réelles et comme la raison effective de notre liberté. »* [↑](#endnote-ref-100)
100. Silo a fait référence à ce thème dans la « Neuvième lettre », en expliquant l’attention qu’il fallait porter au regard occidental sur certains droits, ce qui n’empêchait pas de travailler n’importe où pour les droits les plus fondamentaux : *« Il existe diverses conceptions de l’être humain et cette variété de points de vue a souvent pour fondement les différentes cultures d’où l’on observe la réalité. Ce dont nous parlons touche globalement la thèse des droits de l’homme. En effet, face à l’idée d’universalité de l’être humain, ayant les mêmes droits et les mêmes fonctions dans toutes les sociétés, surgit aujourd’hui la thèse “culturelle”, qui défend une position différente. Ainsi, les gens qui soutiennent cette position considèrent que les supposés droits universels de l’homme ne sont autres que la généralisation du point de vue que soutient l’Occident et qui se prétend d’une validité universelle, ce qui est injustifié. Prenons par exemple l’article 16-1 : « À partir de l’âge nubile, l’homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution » ; 16-2 : « Le mariage ne peut être conclu qu’avec le libre et plein consentement des futurs époux »; 16-3 : « La famille est l’élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l’État ». Ces trois alinéas de l’article 16 posent de nombreux problèmes d’interprétation et d’application à de nombreuses cultures, depuis le Moyen-Orient et l’Orient en passant par l’Asie et l’Afrique. C’est-à-dire qu’ils posent des problèmes à la plus grande partie de l’Humanité. Dans ce monde aussi étendu et varié, ni le mariage, ni à fortiori la famille, ne coïncident avec les paramètres qui semblaient si “naturels” à l’Occident. Par conséquent, ces institutions et les droits de l’homme universels se référant à elles, sont remis en question. Il se produit la même chose si nous considérons la conception du droit en général et de la justice et si nous confrontons les idées de punition du délinquant avec celles de réhabilitation de celui-ci ; questions sur lesquelles il n’y a pas encore d’accord entre les pays du même contexte culturel occidental. Soutenir comme valable pour toute l’humanité le point de vue de sa propre culture, amène à des situations franchement grotesques. Ainsi, aux États-Unis, on considère comme une atteinte aux droits universels de l’homme, l’amputation légale de la main du voleur, qui est pratiquée dans certains pays arabes, alors que l’on discute académiquement ce qui est plus humain entre le gaz cyanhydrique, la décharge de 2 mille volts, l’injection létale, la pendaison ou autre délice macabre de la peine capitale. Mais il est clair aussi que dans ce pays, une grande partie de la société réprouve la peine de mort, et de même, en d’autres lieux, nombreux sont les différents détracteurs des punitions physiques envers les accusés. L’Occident lui-même, entraîné par le changement des us et coutumes, se voit en situation embarrassante au moment de soutenir son idée traditionnelle de la famille “naturelle”. Une famille peut-elle exister aujourd’hui avec des enfants adoptifs ? Bien sûr que oui. Est-ce qu’une famille peut exister dans laquelle le couple est constitué par des membres du même sexe ? Certaines législations l’admettent déjà. Qu’est-ce qui définit alors la famille, son caractère “naturel” ou l’engagement volontaire d’accomplir des fonctions déterminées ? Selon quels arguments la monogamie de certaines cultures supplanterait-elle la polygamie ou la polyandrie d’autres cultures ? Si tel est l’état de la discussion, peut-on encore parler d’un droit universellement applicable à la famille ? Quels seront et quels ne seront pas les droits de l’homme qui devront être défendus dans cette institution ? Clairement, la dialectique entre la thèse universaliste (peu universelle dans sa propre zone) et la thèse culturelle, ne peut se résoudre dans le cas de la famille (que j’ai pris comme exemple parmi les nombreux possibles), et j’ai bien peur que cela ne puisse pas non plus se résoudre dans d’autres domaines de l’activité sociale.*

     *Disons-le une fois pour toutes : ici est en jeu la conception globale de l’être humain, insuffisamment fondée par toutes les parties en lutte. La nécessité d’une telle conception est évidente parce que ni le droit en général, ni les droits de l’homme en particulier ne pourront prévaloir si l’on ne précise pas leur signification la plus profonde. Ce n’est plus le moment de se poser dans l’abstrait les questions plus générales du droit. Ou il s’agit de droits qui, pour être effectifs, dépendent du pouvoir établi, ou il s’agit de droits comme aspiration à accomplir. Nous en avons parlé à une autre occasion (Humaniser la terre, « Le paysage humain », dans le chapitre sur la loi) : « Des gens à l’esprit pratique ne se sont pas égarés dans des élaborations théoriques et ont déclaré que la loi est nécessaire pour que la cohabitation sociale existe. On a également affirmé que la loi est faite pour défendre les intérêts de ceux qui l’imposent. Il semble que la situation préalable au pouvoir installe une loi déterminée, qui, à son tour, légalise le pouvoir. Ainsi, le thème central est le pouvoir en tant qu’intention imposée, qu’elle soit ou non acceptée. On dit que la force n’engendre pas de droits ; ce contresens peut être accepté si l’on considère la force comme un fait physique brutal, alors qu’en réalité la force (économique, politique, etc.) n’a pas besoin d’être exposée de façon perceptuelle pour être présente et imposer le respect. D’autre part, même la force physique (celle des armes, par exemple) qui prend la forme de menace brutale, impose ou contrôle de façon co-présente des situations qui sont légalement justifiées. Et nous ne devons pas ignorer que l’usage des armes, dans l’une ou l’autre direction, dépend de l’intention humaine et non d’un droit... » Et plus loin : « Celui qui viole une loi ignore une situation imposée dans le présent, exposant sa temporalité (son avenir) aux décisions d’autres personnes. Il est vrai que ce “présent” dans lequel la loi commence à entrer en vigueur a des racines dans le passé. La coutume, la morale, la religion ou le consensus social sont les sources habituellement invoquées pour justifier l’existence de la loi. Chacune d’elles, à son tour, dépend du pouvoir qui l’a imposée. Et ces sources sont révisées quand le pouvoir qui leur donna naissance, a décliné ou s’est transformé au point que le maintien de l’ordre juridique précédent entre en conflit avec ce qui est “raisonnable”, avec le “sens commun”, etc. Quand le législateur change une loi ou lorsqu’un ensemble de représentants du peuple change la charte fondamentale d’un pays, en apparence la loi n’est pas violée car ceux qui agissent ne s’exposent pas aux décisions des autres : ils tiennent en main le pouvoir ou agissent en tant que représentants d’un pouvoir. Dans ces situations, il est évident que le pouvoir engendre des droits et des obligations et non l’inverse ». Terminons par la citation : « Les droits de l’homme ne sont pas en vigueur universellement, comme il serait souhaitable, parce qu’ils ne dépendent pas du pouvoir universel de l’être humain mais du pouvoir d’une partie sur le tout. Et si les plus élémentaires demandes à disposer de son propre corps sont piétinées sous toutes les latitudes, alors nous pouvons seulement parler d’aspirations que l’on devra transformer en droits. Les droits de l’homme n’appartiennent pas au passé, ils sont là-bas dans le futur, aspirant l’intentionnalité, nourrissant une lutte qui se ravive à chaque nouvelle violation du destin de l’homme. Par conséquent, toute réclamation qui se fait en leur faveur a un sens, parce qu’elle montre aux pouvoirs actuels qu’ils ne sont pas tout-puissants et qu’ils n’ont pas le contrôle du futur. »*

     *Il n’est pas nécessaire de revenir sur notre conception générale de l’être humain, ni de réaffirmer que la reconnaissance que nous faisons des diverses réalités culturelles n’invalide pas l’existence d’une structure humaine commune en devenir historique et en direction convergente. La lutte pour l’établissement d’une nation humaine universelle est aussi la lutte, depuis chaque culture, pour l’application de droits de l’homme de plus en plus précis. Si, dans une culture, tout à coup, on méconnaît le droit à la vie pleine et à la liberté, en mettant au-dessus de l’être humain d’autres valeurs, c’est parce que là, quelque chose s’est dévié, quelque chose est en divergence avec le destin commun, et alors l’expression de cette culture sur ce point précis doit être clairement réprouvée. Il est vrai que les formulations des droits de l’homme sont imparfaites mais c’est, pour le moment, l’unique chose que nous ayons entre nos mains à défendre et à perfectionner. Ces droits, aujourd’hui considérés comme de simples aspirations, ne peuvent être complètement en vigueur étant donné les pouvoirs établis. La lutte pour la pleine entrée en vigueur des droits de l’homme amène nécessairement à la remise en question des pouvoirs actuels en orientant l’action vers la substitution de ceux-ci par les pouvoirs d’une nouvelle société humaine. »* [↑](#endnote-ref-101)
101. Dans la monographie sur l’« Internalisation de la morale », après une analyse de différentes conceptions religieuses et philosophies de la morale, nous faisions référence au thème de l’externalité et l’internalité de la morale : *« La morale pour soi et la morale pour les autres. - On peut penser que si tous les êtres humains agissaient de leur propre initiative en accord avec une morale objective et universelle, ni la pression sociale, ni même la justice ne seraient nécessaires : les lois, en général, contiendraient les situations dans lesquelles la morale est violée puis configureraient un délit en fonction de la gravité des conséquences. Mais comme nous ne vivons pas dans un monde idéal, la pression sociale et la justice semblent nécessaires. Dans ce moment historique, il apparaît évident que ni la pression sociale ni la justice ne parviennent à contenir la perte croissante des valeurs morales et les actions conséquentes qui en découlent. Il est probable que l’exigence d’un comportement moral partant de la société vers chacun des individus s’est transformée en une exigence formelle et “chosifiante” où le comportement n’est validé comme moral que s’il signifie un bénéfice pour les autres et non pour celui qui agit moralement. À cela, il faut ajouter que de nombreux préceptes moraux – transmis culturellement de génération en génération par la simple répétition mécanique d’habitudes venues d’une autre époque sont devenus aujourd’hui totalement anachroniques et incompréhensibles. Toute cette externalisation de la morale entraîne des problèmes dans le comportement interne des gens. La chosification et l’hypocrisie sociale détériorent les références dans le monde des relations, et ceci produit une relativisation du système de valeurs individuelles dans une société qui, de fait, ne “mérite plus le respect”. Si à cela s’ajoute le choc grandissant entre le dogmatisme moral des religions et le rationalisme et nihilisme, le relativisme moral augmente. Il est évident que la “morale pour les autres”, la morale externe, a échoué non seulement du fait de la “mort de dieu” déjà annoncée par Nietzsche mais aussi par le “suicide” du rationalisme qui est tombé dans la dogmatisation de son propre raisonnement. Cependant, la possibilité d’une morale “pour soi”, et seulement pour soi, proposée à partir de l’hypothèse d’une souveraineté existentielle absolue de l’individu qui, seul, est en relation morale avec sa propre existence et avec son propre destin, ne semble pas non plus être la réponse adéquate à la crise morale. La cruauté, la méchanceté et l’indifférence sont des alternatives qui pourraient apparaître comme des options morales valables ; un faux chemin qui anéantirait l’autre et servirait à auto affirmer sa propre liberté. Une telle auto affirmation qui nierait le monde n’affirmerait pas sa propre existence mais une construction illusoire proche de la mégalomanie. Nous parlons donc de la nécessité d’une morale qui comprend la structure dynamique de l’être se réalisant dans le monde, et non d’une morale de l’être réalisé pour le monde ou sans le monde. Nous savons que l’image que l’on a de soi comme celle que l’on a du monde se configure à l’intérieur de chacun par la structuration que l’on fait dans la mémoire. Par conséquent la morale, en tant que représentation, se configure toujours internement – et bien qu’une telle représentation se réactualise en permanence via les sens en contact avec le monde ou par la réélaboration de souvenirs par l’imagination (cf. les trois voies de l’expérience – Psychologie II), nous disons que l’Expérience au sens ample, est ce qui permet à l’être humain d’internaliser une morale qui comprenne le “pour soi” et le “pour les autres”. Et lorsque nous parlons d’une expérience, nous ne parlons pas d’un empirisme positiviste mais d’une expérience structurée entre internes et externes. »*

     Et plus loin nous faisions référence à la Règle d’or de la façon suivante : *“« Le principe de “Traiter les autres comme on voudrait être traité” est sans doute la norme morale la plus élevée que peut se proposer l’être humain, et ce n’est pas en vain qu’elle est proposée par de nombreuses religions. Son propre énoncé ne devrait laisser place à aucun doute, même s’il ne manquera jamais d’amis dont la sophistication intellectuelle pourra questionner sa formulation, arguant que celle-ci peut permettre à chacun de projeter sur les autres sa propre objectivité sur ce qu’est “traiter bien les autres”. Ce relativisme n’est autre que la conséquence de l’interprétation exclusivement formelle du principe à l’instar peut-être de sa tentative formelle d’application. Nous pouvons dire que ce principe contient à la fois la morale pour soi et la morale pour les autres, incluant en un même acte l’humanisation de soi et l’humanisation des autres. Lorsque quelqu’un se soumet par peur ou autocensure à la morale externe et, bien que son action externe semble être apparemment bonne pour les autres, une telle externalisation de cet acte opprime l’acteur qui se chosifie et s’annihile en tant qu’être, étant le reflet de ce qui est externe. Simultanément, il chosifie et déshumanise les autres et, dans cette relation, il devient le seul cerbère de sa propre prison morale externe. Quant à celui qui, au nom de sa propre “liberté” et pétri dans son individualisme égoïste, maltraite les autres dans l’auto-affirmation de ses propres compulsions individuelles ou est indifférent à la maltraitance des autres, les chosifie et les déshumanise comme s’ils étaient de simples prothèses de sa volonté, celui-ci se déshumanise lui-même en s’affirmant dans sa nature darwinienne et non dans son intentionnalité humaine. Il est donc clair que l’application de ce principe requiert une constante interaction entre le contact avec l’humain en soi et l’humain de l’autre. Il est donc nécessaire que je porte attention à mon intérieur et que je fasse attention à l’autre. Cette attention permet une réactualisation permanente entre la structure de mémoire de l’image de moi-même et l’image de l’autre qui, bien sûr, n’est pas neutre mais comportent des charges émotionnelles. Cette idée de “se mettre à la place de l’autre” n’est pas possible littéralement : je ne peux en effet, “registrer” ce que l’autre “registre”. Je peux toutefois le capter à travers des indicateurs parfois évidents, (ou parfois plus subtils), dans la mesure où je suis attentif à l’autre et non pas lorsque je suis absorbé par mes compulsions, même si je dois également faire attention à mon intérieur. De cette façon, je me représente être à la place de l’autre et ainsi, je peux me connecter avec une sensibilité que je peux reconnaître également chez l’autre – même si elle m’est propre, et c’est pour cela que je peux la sentir. Cette coïncidence me met en syntonie avec l’humain qui est dans chacun des deux. Cette syntonie avec l’humain qui nous est commun est ce qui me permet de trouver, pour chaque situation, le moyen d’agir en accord avec ce principe. Cette syntonie est celle qui me permet de traiter l’autre comme je voudrais être traité ; ce n’est pas un manuel d’instruction. Cette syntonie m’humanise et humanise l’autre car tout se passe à l’intérieur de moi, même s’il y a ensuite des conséquences à l’extérieur, par des actions et des gestes. On pourra argumenter que ce “registre” que j’ai de l’humanité de l’autre devient une partie de mes représentations, qu’il ne s’agit finalement que d’une réélaboration interne qui se fait dans ma mémoire et qui compte sur de nouvelles données sensorielles qui la réactualisent, mais qu’il n’en reste pas moins une vision illusoire de la réalité. Il est vrai que depuis une vision solipsiste, elle est tout aussi illusoire que les autres. Mais la clé réside dans l’intentionnalité que je dois mettre pour pouvoir observer mon intériorité (car je cherche les “registres” de cohérence et d’unité), et qui me permet de me situer dans d’autres espaces internes depuis lesquels mon observation de l’autre devient plus subtile et plus sensible. Cette recherche de cohérence interne n’est compatible qu’avec la vision “humanisatrice” que je pose sur l’autre et avec le traitement qui lui correspond. C’est-à-dire que, dans ce mode de relation avec le monde, le niveau s’élève et je m’approche alors d’une expérience plus structurelle de ce qu’est l’intérieur et de ce qu’est l’extérieur; une conception plus phénoménologique si l’on veut. Si l’exercice de “se mettre à la place de l’autre”, si cette tentative de “sentir ce qu’il sent” n’est pas faite depuis la double intention interne et externe mais depuis une méditation sur les représentations internes, elle pourrait finir en des conduites assez désajustées. C’est le cas de ces obsessionnels qui croient voir dans les autres des significations qu’ils projettent depuis leur intérieur. Pour cette raison, il est important que le véritable moteur de tout cela soit la recherche de cette cohérence interne, de cette unité qui se construit dans la relation dynamique avec le monde. Le thème est : comment peut-on mettre en marche cette intention à travers une proposition morale ? Il est probable que ceux qui cherchent l’unité interne et qui s’y dédient arrivent à se syntoniser avec la Règle d’Or même s’ils n’en ont jamais entendu parler. Tout au contraire, il se peut que ceux qui en ont entendu parler, et la considèrent comme appropriée, ne l’internalisent pas suffisamment pour ressentir la nécessité interne de l’appliquer en tant qu’acte d’unité. »* [↑](#endnote-ref-102)
102. Friedrich Nietzsche, un critique féroce de la morale judéo-chrétienne, a critiqué à fond les paradigmes de la morale en vigueur dans tous ses livres, mais dans sa réaction contre la morale, il est tombé aux antipodes. Dans sa « Généalogie de la morale », il écrit : *“La révolte des esclaves dans la morale commence lorsque le ressentiment lui-même devient créateur et enfante des valeurs : le ressentiment de ces êtres, à qui la vraie réaction, celle de l’action, est interdite et qui ne trouvent de ­compensation que dans une vengeance imaginaire. Tandis que toute morale aristocratique naît d’une triomphale affirmation d’elle-même , la morale des esclaves oppose dès l’abord un « non » à ce qui ne fait pas partie d’elle-même, à ce qui est différent d’elle, à ce qui est son « non-moi » : et ce non est son acte créateur. Ce renversement du coup d’oeil appréciateur – ce point de vue nécessairement inspiré du monde extérieur au lieu de reposer sur soi-même – appartient en propre au­ ressentiment : la morale des esclaves a toujours et avant tout besoin, pour prendre naissance, d’un monde opposé et extérieur : il lui faut, pour parler physiologiquement, des stimulants extérieurs pour agir son action est foncièrement une réaction. Le contraire a lieu, lorsque l’appréciation des valeurs est ­celle des maîtres : elle agit et croît spontanément, elle ne cherche son antipode que pour s’affirmer soi-même avec encore plus de joie et de reconnaissance, – son concept négatif « bas », « commun », « mauvais » n’est qu’un pâle contraste né tardivement en comparaison de son concept fondamental, tout impregné de vie et de passion, ce concept qui affirme « nous les aristocrates, nous les bons, les beaux, les heureux ! ». Lorsque le système d’appréciation aristocratique se méprend et pèche ­contre la réalité, c’est dans une sphère qui ne lui est pas suffisamment connue, une sphère qu’il se défend même avec dédain de connaître­ tel qu’elle est : il lui arrive donc de ­méconnaître la sphère qu’il méprise, celle de l’homme du commun, du bas peuple. Que l’on considère d’autre part que l’habitude du mépris, du regard hautain, du coup d'œil de supériorité, à supposer qu’elle fausse­ l’image du méprisé, reste toujours bien loin derrière la défiguration violente à laquelle la haine rentrée et la rancune de l’impuissant se livreront ­– en effigie bien entendu – sur la personne de l’adversaire. »* [↑](#endnote-ref-103)
103. Dans « Le Message de Silo », les engagements que prennent les participants sont ainsi énoncés : « Nous considérons l’être humain comme la valeur maximale au-dessus de l’argent, de l’État, de la religion, des modèles et des systèmes sociaux. Nous impulsons la liberté de pensée. Nous favorisons l’égalité des droits et l’égalité des opportunités pour tous les êtres humains. Nous reconnaissons et nous encourageons la diversité de culture et de coutumes. Nous nous opposons à toute discrimination. Nous consacrons la résistance juste face à toute forme de violence physique, économique, raciale, religieuse, sexuelle, psychologique et morale. » En plus de cette nette position face aux problématiques sociales, dans le même livre, Silo donne également des recommandations pour la vie de chaque personne, dans ce qu’on appelle les principes d’action valable :

     1. *Aller contre l’évolution des choses, c’est aller contre soi même.*
     2. *Quand tu forces quelque chose vers un but, tu produis le contraire.*
     3. *Ne t’oppose pas à une grande force. Recule jusqu’à ce qu’elle s’affaiblisse, alors, avance avec résolution.*
     4. *Les choses sont bien lorsqu’elles marchent ensemble et non isolément.*
     5. *Si pour toi le jour et la nuit, l’été et l’hiver sont bien, tu as dépassé les contradictions.*
     6. *Si tu poursuis le plaisir, tu t’enchaînes à la souffrance. Mais, tant que tu ne nuis pas à ta santé, jouis sans inhibition quand l’opportunité s’en présente.*
     7. *Si tu poursuis un but, tu t’enchaînes. Si tout ce que tu fais, tu l’accomplis comme une fin en soi, tu te libères.*
     8. *Tu feras disparaître tes conflits lorsque tu les comprendras dans leur ultime racine et non lorsque tu voudras les résoudre.*
     9. *Lorsque tu portes préjudice aux autres, tu restes enchaîné. Mais si tu ne portes pas préjudice à d’autres, tu peux faire ce que tu veux avec liberté.*
     10. *Lorsque tu traites les autres comme tu veux qu’ils te traitent, tu te libères.*
     11. *Peu importe dans quel camp t’ont placé les événements : ce qui importe, c’est que tu comprennes que tu n’as choisi aucun camp.*
     12. *Les actes contradictoires ou unitifs s’accumulent en toi. Si tu répètes tes actes d’unité intérieure, rien ne pourra plus t’arrêter.*

     [↑](#endnote-ref-104)
104. Dans leur essai « Pedagogía de la diversidad » (« Pédagogie de la diversité »), Mario Aguilar et Rebeca Bize font ressortir la « fonction habilitatrice » que devrait comporter l’éducation, en cessant de considérer l’élève comme une « entité passive » à qui il faut donner de l’information, ou dans le meilleur des cas une formation quelconque, pour commencer à reconnaître l’intentionnalité de l’élève, et le processus que sa conscience active doit réaliser, dans la construction interne de son apprentissage. Au sujet de cette proposition, Humberto Maturana dit : *« …Mais si nous voulons que les enfants grandissent comme des citoyens, comme des êtres éthiques, responsables, qui possèdent une vie digne, esthétique, agréable, créative, à savoir qu’ils aient de l’imagination, qu’ils disposent d’une présence pour le bien-être, il faut se préoccuper des émotions, et c’est ce que je vois dans cette proposition, et c’est cela, au fond, son fondement. »*  [↑](#endnote-ref-105)
105. Dans « Hacia una cultura solidaria y no violenta » (« Vers une culture solidaire et non violente »), Juan José Pescio et Patricia Nagy donnent un guide de formation sur la méthodologie de la nonviolence pour les personnes et les organisations. La proposition consiste à créer des Conseils permanents de la nonviolence active au sein des organisations éducatives, des organisations de santé, des ONG, etc., en visant un Plan intégral de changement pour le dépassement de la violence sur les plans individuel, institutionnel et social de façon simultanée. « Nous partons d’une forte remise en question de cette “normalité” sociale, où existe la pauvreté, l’exclusion, la guerre, la toxicomanie, le pessimisme, la solitude, la crainte, le désespoir et le non-sens et où tout est considéré comme quelque chose de “naturel” ou “normal”, produit de la “vie moderne” ou de la “nature humaine”. » [↑](#endnote-ref-106)